ⴰⵙⵖⵏ
LIEN

LE BUT D'ⴰⵙⵖⵏ EST DE SERVIR DE "LIEN" AU PEUPLE AMAZIƔ EN FRANCE ET AILLEURS PAR LA COORDINATION DE L'INFORMATION, DE LA REFLEXION ET DE LA RECHERCHE.

DOSSIER BERBERIE

Histoire

INFOS

n°8 - sept. 2930 « 1980 »

Prix : 20 f.

ⵜⴰⴷⵓⵏⵜ ⵏ'ⵡⵔⵔⵉⴼ ⴰⵎⴰⵣⵉⵖ - Tediut n'Aṛrif Amaziṛ (Union du Peuple Amazigh) est une association à but non lucratif, régie par la loi 1901... Dont le but est : "défendre, promouvoir et enseigner la langue et la culture imaziṛen et d'aider à l'unification du peuple amaziṛ..."

Nous disposons d'un bulletin d'informations culturelles et générales : ⵍⵉⵏ - LIEN. Le but de ce dernier est de servir de "lien" à tous les Imaziṛen pour la coordination de l'information, de la réflexion et de la recherche.

REDACTION

Resp./Rédaction :.............................. A. NEGADI
Doc./Bibliothèque :............................ M. JOBIN
Pub./Diffusion :.............................. A.M. & H.B.
Langue/Culture :.......................... Jugurtha & A.Y.
Vie pratique :............................... V. MURIENTE

Correspondants : France (Paris, Lyon, Grenoble, Marseille, Lille, Nancy)

Etranger (Algérie, Allemagne, Canada, Mali, Maroc, Niger)

Pour toute correspondance (abonnement, adhésion, informations) écrire à : U.P.A. 6, rue Neuve des Boulets 75011 Paris - Tél : 371 26 08

Joindre un timbre-poste pour toute correspondance

Sommaire

EN GUISE D'EDITO.:................. p.4

REVUE DE PRESSE:................. p.6

ANALYSE ET POINT DE VUE:.......... p.58

HISTOIRE:......................... p.92

CULTURE:.......................... p.110

IMMIGRATION:...................... p.122

LIBYE:............................ p.126

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

Editorial

Nous ne pouvions reproduire dans le n° précédent, ni dans celui-ci, tout le courrier et les appels téléphoniques reçus dès le début des "évènements de Tizi-Ouzou" comme on dit si injustement. Pour ce faire il faudrait un n° sp.! Aussi avons-nous préféré y répondre globalement en groupant les différentes questions par familles d'intérêts :

QUESTIONS

A - Lien-

a) On nous reproche d'être paru avec du retard et non pas au moment le plus "chaud" (fin mars - mi-avril).

b) On aurait voulu que "Lien" devint un hebdomadaire en ces évènements quitte à l'alléger de ses rubriques habituelles.

c) On déplore que nous n'ayons reproduis que des articles de presse sans analyses, commentaires ou prises de position.

d) On nous reproche un travail qui, malgré tout le temps, n'en est pas moins baclé, artisanal, mauvaise présentation, mauvaise impression, etc.

e) Plus nombreux sont ceux qui au contraire nous félicitent de la qualité, du sérieux et de l'utilité d'un tel document "historique".

B - Presse étrangère

a) On se révolte contre la présentation fantaisiste, tronquée et souvent raciste qu'à faite la presse étrangère sur la revendication "berbère".

b) On est outré par la sympathie subite de certains journaux français qui, hier encore, traitaient ces "gentils Berbères" de fellaghas!

c) On regrette que tous les journaux aient volontairement mis l'accent sur la "Kabylie", "les Kabyles", renforçant ainsi l'idée d'une revendication régionaliste confortant la thèse du pouvoir algérien.

C - Opposition

a) On s'interroge sur la suite, selon les résultats obtenus, à donner à ce mouvement et d'autre part sur la multiplicité spontanée de ces divers "comités". Certains ont parlé de "cométite aigüe".

b) On déplore la mise en avant de certains opposants longtemps aux oubliettes mais aussi le manque d'informations précises, au lieu des rumeures gonflées et alarmistes, de la part de l'opposition.

c) On dénonce l'intervention directe et indirecte de l'opposition dans cette affaire surtout lorsque celle-ci tente de recupérer la situation par l'intermédiaire de comités fantoches. On même temps l'on s'inquiète de la politisation rapide et brutale d'une question purement culturelle à l'origine.

D - Machiavel

On suppose avec force hypothèses que cette agitation "berbère" ne soit le fait d'une manipulation du régime algérien ou tout au moins de quelques "caïd".

E - Contre

On minimise et, à la limite, on conteste d'une part qu'il y ait eu réellement "révolte" en Algérie, d'autre part l'on s'interroge sincèrement sur le bien fondé d'une telle revendication qui au fond ne rime à rien à notre époque.

REPONSES

A - Pour qu'une publication paraisse rapidement, régulièrement, pour qu'elle soit riche et attrayante, il faut du temps, du personnel et surtout des moyens financiers. Tout ce qui nous a fait cruellement défaut jusqu'à présent. Et ce ne sont pas ceux qui se "plaignent" qui font le moindre effort. De toute façon "Lien" n' a jamais été subordonné à une rapidité, ni une régularité quelconque.

En publiant la maximum d'articles de presse, comme dans ce numéro, nous voulions avant tout fournir un outil de travail ultérieur.

B - Nous partageons entièrement cette indignation envers une certaine presse étangère. C'est pourquoi nous cessons de dire qu'il faut l'interpeller et la dénoncer. Il ne suffit plus de "marmoner" ni grincer des dents; il faut parler, écrire constamment et partout, crier, manifester bruyamment si nécessaire.

C - Nous ne sommes ni devins ni des agitateurs inconscients pour indiquer la suite à donner aux évènements. Un point clair cependant pour nous, c'est la poursuite de la lutte pour la reconnaissance pleine et entière de la langue et du patrimoine culturel amazigh. Si le pouvoir algérien accède à cette légitime revendication en lui accordant tout le sérieux et les garanties nécessaires, ce serait une grande victoire sur nous-mêmes et une bonne chose pour le peuple amazigh en général et pour le peuple algérien en particulier.

On ne peut lutter à la fois pour une réelle démocratie et combattre en même temps la liberté d'expression et d'actions d'autrui. Que les Comités soient autonomes ou téléguidés, que les opposants, par leur passé ou leurs déclarations, nuisent à quoi que ce soit nous n'en croyons rien. La vérité et la liberté s'imposeront toujours. Laissons chacun libre de s'exprimer, de "politiser" ce qu'il veut mais à nous de rester vigilants et cohérents. Car de ces actions, de cette "agitation", de ces initiatives, qu'elles soient le fait de groupes ou d'individus, il en naîtra quelque chose de positif. Ne serait-ce que parce qu'il n'y aura plus de sujets tabou, qu'il n'y aura plus de peur ni de suspiscion; qu'il s'instaurera un climat de dialogue et de confrontation idéologique mais sans crainte de se retrouver assassiner ou en prison!

Il faut apprendre la liberté, le respect d'autrui et des opinions, la tolérance des différences (aussi bien culturelles qu'idéologiques au sens stricte) sans pour cela s'entre-déchirer.

D - Machiavel? Peut-être. Mais nous ne sommes pas dans les secrets des Dieux et ne faisons pas de la politique-fiction.

E - Ne rîme à rien? Pourtant tout un peuple est prêt à mourir pour ce "rien"! Alors ce peuple est fou ou ne "rîme à rien" lui non plus ?

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

REVUE DE PRESSE

Cette revue de presse rassemble chronologiquement, dans la mesure du possible, tous les articles de presse algérienne et étrangère, quotidienne et périodique. S'il n'y a pas de choix cela ne signifie pas que nous soyons d'accord avec tout ou partie de ces articles. Certains sont franchement ignobles! Mais notre but est d'informer. Toute information quelle que soit sa valeur est préférable à la non-information totale. Nous pensons qu'une personne informée en vaut deux. Et une véritable information, c'est le respect sacré des faits, la nécessité de l'analyse et la liberté des commentaires.

Ce numéro fait suite et complète Lien -.©.Y:! n°7

DIE WELT
UNABHÄNGIGE TAGESZEITUNG FÜR DEUTSCHLAND
19.4.1980

ALGERIEN / Polizei geht gegen Demonstranten vor

Berber entfachen in den Bergen eine „Kulturrevolution"

HANSPETER OSCHWALD, Paris/Algier

Eine geplatzte Dichterlesung in der Stadt Tizi-Ouzou in der Kabylei hat eine Kulturrevolte der Berber ausgelöst, gegen die die algerische Regierung mittlerweile mit starken Polizeieinsätzen, Straßensperren und Kontrollen vorgeht. Zum ersten Mal in seiner jungen Geschichte hat das 1962 von Frankreich unabhängig gewordene Algerien sein geschichtliches Erbe eingeholt, das Jahrhunderte zurückreicht.

Die Menschen entdecken, daß die „algerische Nation" auf mehr fußt als auf den offiziellen arabisch-islamischen Grundlagen, die schließlich „nur" auf den Heiligen Krieg des elften Jahrhunderts zurückgehen und vergessen machen, daß Algerien historisch gesehen kein arabisches Land ist. Nicht nur die Berber verweisen noch heute darauf, daß die damals eindringenden Araber Sprache und Religion gebracht, als Volk aber unter den Berbern aufgegangen seien.

W 19. April 1980

Bei dem Dichter der verhinderten Lesung handelte es sich um den Berber Mouloud Mammedi, der am 10. März in seiner Heimat in der Kabylei, rund hundert Kilometer östlich von Algier, einen Vortrag über Sprache und Dichtung der Berber halten wollte. Kurz vor der Universitätsstadt wurde sein Wagen von der Polizei angehalten und Mammedi als „Gefahr für die öffentliche Sicherheit" nach Algier zurückgebracht.

Seither hören die Demonstrationen der Berber, die zeitweise zu blutigen Auseinandersetzungen mit der Polizei führten, nicht mehr auf. Jetzt riegelte die Polizei Tizi-Ouzou ab. Ein Ende dieser Unruhen ist nicht abzusehen, bevor die Berber nicht die Anerkennung ihrer kulturellen Eigenständigkeit und ihrer Sprache als zweite Nationalsprache wenigstens zum Teil zugestanden bekommen.

Während des Freiheitskampfes gegen die Kolonialmacht Frankreich gehörten die Berber zu den Stützen der heute regierenden Nationalen Befreiungsfront. Ihre Hoffnung, sich mit dem neuen Algerien auch kulturell identifizieren zu können, wurde jedoch nicht erfüllt.

Insgesamt gibt es rund 20 Millionen Berber im gesamten Nordafrika. In Algerien stellen sie 20, in Marokko 40 Prozent der Bevölkerung. Die blonden und blauäugigen Berber (oder Numider) leben zumeist abgeschieden im Atlas- oder im Aures-Gebirge, in der Kabylei oder in Wüstenlandschaften. Ihre Sprache wird auf semitische, indogermanische oder auch nordische Quellen zurückgeführt.

Als Algerien 1962 unabhängig wurde, gab es viele Berber, die kein Wort Arabisch verstanden. Dennoch wurde das Arabische zur Nationalsprache erhoben, und zwar ein Arabisch, das den in Kairo oder Bagdad gebildeten Schichten um den ersten Präsidenten Ben Bella und seinem Nachfolger Boumedienne angemessen erschien. Deshalb wehren sich heute algerische Studenten gegen das „fremde Arabisch", das das Volk nicht als eigene Sprache erkennen könne. Und die Berber wehren sich gegen die Unterdrückung ihrer Sprache. (dpa)

General Strike in Kabylia

Berber Riots Challenge Algerian Rulers

By Ronald Koven

PARIS, April 23 (WP) — The Algerian government faces a serious challenge from a general strike and rioting in Kabylia, the homeland of the Berbers, the country's largest minority.

Sources in Algeria report that the region's capital, Tizi Ouzou, is closed to civilian road traffic and that the telephones also appear to be cut off since a day of rioting on Sunday. The unrest was sparked by the takeover of the city's university and hospital by riot police on Saturday.

Reliable sources said that "a fair number" of people were killed in the takeover of the two centers of the general strike movement.

Students who went on a sympathy strike at the University of Algiers said that 32 persons were killed, but official spokesmen denied that anyone had been killed or wounded.

Today, reports from Algiers indicated that violent demonstrations, including the construction of barricades by rebellious university students in Tizi Ouzou, had continued through yesterday. The general strike and demonstrations were said to have spread throughout the province, as well as to factories in the Algiers area that are staffed by workers from Kabylia.

Berber sources in Paris said that on Saturday night, military security agents rounded up the faculty of the university of Tizi Ouzou and the staff of the hospital and transferred them to prison in Algiers. This could not be confirmed, but other important parts of the Berber sources' accounts of events were confirmed by independent sources. Also unconfirmed was a Berber report of 200 persons having been wounded on Saturday night.

Trouble had been brewing for several weeks in Kabylia about Berber demands for recognition of their language and culture. Teaching of them has been banned since Algerian independence from France in 1962.

The Berber movement was largely nonviolent until Saturday. The movement had reached a high point with a successful general strike in Kabylia last Wednesday, which apparently prompted authorities to move on Saturday.

Berber sources here say that the student leadership of the language movement is actually a cover for the party of Ait Ahmed, one of the main figures of the Algerian indepenee movement. In 1963-64, under his leadership, Kabylia revolted against the new government and it took months to quell the rebellion in the mountainous countryside.

The Berbers are descendants of the original inhabitants of North Africa before the Arab invasions. They number about 3 million of a total of more than 18 million Algerians.

A French citizen who slipped into Tizi Ouzou on Sunday and returned to Paris on Monday said that he had spoken to younger Berber leaders who said they were ready to take up arms. They also expressed contempt for Arab domination, which has forced on them such distant concerns as the struggle of the Palestine Liberation Organization, he said.

The Frenchman said he saw hundreds of students and workers demonstrating and throwing rocks at riot police armed with clubs. He said he did not hear shots or notice tear gas in the half day he spent in the town of about 60,000.

He said military police barred access to the university and the hospital Sunday and all the shops were closed.

Another foreign traveler, who returned yesterday from Algeria, said the "Arab telephone," a system of word-of-mouth reporting, spread word of the troubles in Kabylia as far away as Tamanrasset deep in the southern Sahara Desert.

The traveler said that on return to Algiers on Monday, she found uniformed patrols and military checkpoints.

The unofficial reports, she said, also mentioned trouble in a number of other places far from Kabylia. A statement in Paris from the Berber-dominated Committee for the Defense of Cultural Rights in Algeria spoke of "blind repression" in the western cities of Oran and Sidi-bel-Abbes and the eastern town of Batna.

"Int. Herald Tribune" 24/4/1980

Et la traduction !?



Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

Petit aspect de la presse arabe...

Un lecteur nous a fait parvenir ces deux traductions faites sur des extraits de la presse arabe : "Al Watan Al Arabi"

AL WATAN AL ARABI dans son n° 168 du 2 au 8 mai 1980 a consacré un article aux évènements de Tizi-Ouzou sous le titre : "Non au séparatisme, oui au patrimoine berbère".

Cet article reprend les thèses officielles du pouvoir algérien (complot impérialiste, etc.). Il apporte son appui à cette version en accusant des personnalités extérieures d'avoir soutenu le mouvement comme Germaine Tillion, et en accusant des milieux français hostiles à l'arabisation de l'Algérie.

"... Au dessus de tout cela, le renseignement français avec ses moyens a joué un rôle important dans l'exagération des revendications berbères. Tout cela se comprend du fait que le renseignement français veut jouer un rôle négatif pour entraver la politique d'arabisation totale de l'Algérie. Il a été remarqué ces dernières années que le renseignement français a accordé une grande importance à la culture berbère au détriment de la culture nationale algérienne avec l'objectif d'éveiller les sentiments régionalistes et particularistes que les actions d'industrialisation et de progrès social et politique ont presque effacés".

"A titre d'exemple très simple, citons le cas de la troupe du Djurdjura qui chante en kabyle. Cette troupe composée de trois belles femmes a pu se produire à l'Olympia à Paris en moins d'une année après sa formation, alors que son répertoire n'est pas très différent des chants de n'importe quel paysan ou berger arabe (sic). Or nous savons que l'Olympia ne reçoit que les chanteurs ayant plusieurs années d'expériences et de renommée...

"Dire que l'arabe classique est élitiste et n'est pratiqué que par une minorité et ne peut convenir à l'Algérie, voilà qui pose une autre question: que dire alors de la langue berbère orale que personne n'écrit à part quelques individus dont le nombre n'excède pas les doigts d'une seule main..." (p. 32)

"Que signifie le retour aux parlers? D'abord, cette prétention est illogique, non seulement en raison de la multiplicité des parlers, mais du fait qu'il reste impossible à un quelconque parler de prétendre véhiculer le progrès actuel comme peut le faire la langue arabe mère." (p. 33)

Toujours dans cette même revue n° 170 du 16 au 22 mai 1980, nous relevons le point de vue de Ahmed Tayeb Maache, ancien officier de l'A.N.P. et ancien ambassadeur d'Algérie, qui dit ceci:

"Je tiens à donner sur cette quetion mon point de vue non seulement en tant qu'Algérien mais en tant qu'Arabe-musulman, d'origine Chaouia. Tout le monde sait, et l'histoire en témoigne, que le colonialisme français a essayé et essaie de semer les graines de la division et d'encourager les particularismes existants afin qu'ils se développent davantage... Nos frères ont-ils oublié que parmi les principes de la révolution algérienne durant la guerre c'est la condamnation à mort de tout individu qui manifeste un comportement particulatiste ou familial ou assimilationniste? Et cela en vue de boucher la voie à toute entreprise de division..."

"Al- Moustaqbal" n°167 du 3/5/1980

لماذا "يثور" البربر عشية ذكرى وقف اطلاق النار؟

■ عاشت الجزائر بضعة أيام ظرفا مأساويا سقط فيه ضحايا في حين أن الاطراف الجزائرية التي تقف وراء هذه المأساة تعيش آمنة مرتاحة في الخارج.

وعنصر المأساوية في الظرف الذي نشير اليه هو ان دماء سالت من أجل قضية يفترض ان تناقش في القاعات وليس في الشوارع، ويكون لها جدول أعمال لا تدخل فيه بنود تخريب المنشآت واحراقها ولا نهب المخازن والمحلات ولا الاعتداء على المكاتب الرسمية وسيارات المسؤولين.

كذلك ان عنصر المأساوية في الظرف الذي نشير اليه هو ان المسألة الثقافية اختلطت بمسائل أخرى، والا فما معنى الاحراق والتدمير والاعتداء والنهب الذي عاشته منطقة "تيزي اوزو" في الايام القليلة الماضية؟

ومن الواضح ان توقيت التفجير من جانب الذين خططوا للاحداث التي تعيشها "تيزي اوزو" مدروس. فهؤلاء يريدون اضافة الى اشغال الرئيس الشاذلي بن جديد وتعطيل دوره العربي وعملية المراجعة التي بدأها على صعيد الداخل، اجهاض الانطلاقة باتجاه توسيع عملية التعريب، وهي انطلاقة ستناقشها اللجنة المركزية للحزب في اجتماع ستعقده يوم ٣ ايار (مايو) الحالي.

واللافت للنظر ان أفكار الانطلاقة المرتقبة من وضع لجنة برئاسة الدكتور احمد طالب الابراهيمي أحد مستشاري الرئيس الشاذلي بن جديد. ومتى عرفنا ان البشير الابراهيمي أحد الذين شاركوا بتأسيس "حركة العلماء المسلمين" هو من أصل بربري وهو والد الدكتور أحمد بالمتبني. كذلك متى عرفنا ان وزير التعليم الابتدائي والثانوي السيد محمد خروبي وهو من أصل بربري يشرف على عملية التعريب... متى عرفنا ذلك جاز لنا الافتراض بأن ما يحدث في "تيزي اوزو" ليس قضية اساسها الشعور بانسحاق ثقافة شعبية هي الثقافة البربرية، وانما هي قضية سياسية استهدف الذين حركوها ويقفون وراءها تفتيت وحدة الوطن بعدما سقط رهانهم على أمر التفتيت خلال عملية انتقال القيادة الى الرئيس الشاذلي بن جديد.

وثمة سؤال: ان العنف الذي ساد اضطرابات "تيزي اوزو" كان خطيرا: فهل هذا نابع من حرص على الثقافة البربرية، أم ان هنالك ما هو أهم؟ لعل الجواب على هذا السؤال هو إن اخفاق حملات التعريب في السنين الماضية هي السبب. فالتعريب لم يتعزز كما يجب في اوساط البربر. وشيئا فشيئا وجد هؤلاء انفسهم في معاناة شديدة: يريدون التخلص من اللغة الفرنسية وفي الوقت نفسه لم يحدث التعريب بالشكل الجيد. وفي هذا الجو حدث نوع من الانبعاث للغة الام. ولمجرد ان جاء من يثير الامر بنية لا تنسجم مع حالة الغضب العفوية في نفوسهم استجابوا، وعكست أعمال العنف التي اقدموا عليها حجم مخزون الضيق في النفوس.

وتبقى الاشارة قبل ان ننشر هنا أهم ما في المذكرة التي ستدور حولها من مناقشات اللجنة المركزية للحزب اليوم في ٣ ايار الحالي والتي اشرف الدكتور أحمد طالب الابراهيمي عليها (وهي مذكرة توضح الواقع الراهن للتعريب والخطوات التي يجب اعتمادها من الان وصاعدا) الى أن تكثيف عملية التعريب في مناطق البربر كفيلة بان تخفف عن هؤلاء أمر معاناة الانتماء اللغوي، وتقول ذلك على أساس ان الاهتمام بهذه المناطق على صعيد التنمية والخدمات كان باستمرار جيدا.

□ في المدى القصير.

تشير الى انه قد آن الاوان (في المدى القصير) لانطلاق التعريب في المؤسسات والادارات مع التفريق بين المجالات البسيطة التي لها اتصال مباشر بالجمهور والمجالات المعقدة التي ليس لها اتصال بالجمهور.

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

تشير المذكرة ايضا الى ضرورة الشروع الفوري في تعريب الحالة المدنية ابتداء من عام ١٩٨٠، وتعريب المصالح المتعاملة مع الجمهور مثل مصالح البلديات والدرك والقضاء العسكري والامن الوطني والجمارك والاوراق الثبوتية والقوائم الانتخابية في الولايات، وكذلك مديريات الموظفين والادارات العامة في الوزارات بمختلف انواعها.

وتدعو المذكرة إلى تعريب العمليات النمطية ذات الاستعمال المتكرر والتي لا تتطلب معرفة موسعة باللغة العربية، كالبطاقات والرخص والاستمارات والمطبوعات والشهادات والكشوف والمكاتبات التي توجه الى المواطنين والبريد والسجلات والدفاتر والوصولات والتذاكر والمناشير والوثائق المتعلقة بالسيادة.

وفي اطار المدى القصير ايضا تقترح المذكرة تشغيل الموظفين الجدد باللغة العربية مباشرة، واشتراط العربية كأساس عند التوظيف، والتأكيد على جدية الامتحانات الخاصة لاثبات مستوى العربية ومراقبتها مراقبة صارمة لتؤدي في النتيجة الى تعريب الموظفين العاملين بالفرنسية ليصبحوا عاملين بالعربية، وتوحيد المصطلحات الادارية وضبطها، وطبع الاوراق والوثائق الادارية باللغة العربية وحدها ومنع مختلف الادارات من طبعها بلغة أجنبية، والاستعانة بتطوع الاساتذة والمعلمين والطلبة، على ان تضبط لذلك خطة فنية تكون بمثابة الدليل لكل العاملين في هذا المجال تحت اشراف حزب جبهة التحرير الوطني، وادراج عملية التعريب ضمن المهام الاساسية للخدمة الوطنية للاستفادة من فرصة تواجد من يحسن العربية مع من لا يحسنها، حتى يتمكن جميع المتخرجين من ممارسة نشاطهم باللغة الوطنية، والاعتماد على البحث العلمي واللغوي لتوحيد الاداء للاسماء المتشابهة، وتصحيح الانحرافات اللغوية، وتشجيع حركة ترجمة المؤلفات العلمية والثقافية ونشرها في الجزائر، والاستعارة بالاطارات المعربة ذات الكفاءة لتعريب الادارات في المرحلة الانتقالية ريثما يتم تعريب كل المصالح الادارية.

وتوصي المذكرة بوجوب اتخاذ اللغة العربية وحدها اداة للتدريس في المدرسة الوطنية للادارة ومراكز التكوين الاداري، والكفاءة في الحقوق، وكذا المعاهد العليا لتكوين مختلف الاطارات ابتداء من السنة الدراسية المقبلة، على ان يتم فيها بالتدرج سنة بعد سنة.

وتدعو المذكرة الى فتح مدرسة عليا للاطارات ووجوب التدريس فيها باللغة العربية.

وفي اطار المدى العاجل والقصير توصي المذكرة بدعوة الاسرة الجزائرية الى تجنب استعمال اللغة الاجنبية في التخاطب مع ابنائها والزام أجهزة الاعلام وكل المؤسسات التعليمية بتنظيم حملات شرح ليس فقط لمجرد ارضاء النفس "بل ايمانا منا بأن اللغة العربية قادرة على أن تكون اداة للنهوض والابداع والتطور والرقي والبحث العلمي والتحول الاجتماعي او بعبارة أخرى لكي تربط التعريب بالتنمية".

كذلك تدعو المذكرة الى مواصلة تعريب أسماء المحلات والمؤسسات. والمصالح الادارية تعريبا ومواصلة تعريب اسماء الشوارع، واصدار توجيهات الى التجار وأصحاب المحلات لاستكمال عملية تعريب المحيط بجميع مظاهره، والشروع في وضع اسماء عربية للشركات المنشأة حديثا والتفكير في تعريب اسماء الشركات القائمة حاليا مع حذف الحروف اللاتينية المنقولة منها الى العربية.

كذلك توصي المذكرة بانشاء ثلاث مدارس لتعليم الخط العربي الفني وتدعو الى وجوب استعمال اللغة العربية في التخاطب وفي المعاملات اليومية مع التلاميذ والاولياء والعاملين في المدارس والجامعات، وتعريب المكاتب وجميع المصالح الموجودة فيها، وتعريب المخيمات الصيفية تعريبا شاملا.

وتدعو المذكرة الى وجوب استعمال اللغة العربية في المراسلات الموجهة الى الجمهور ومنع استعمال اللغة الاجنبية في الاجتماعات والتجمعات والمداولات واللقاءات والتصريحات والخطب، وضرورة استعمال اللغة العربية وحدها في الاتصالات الشفهية والكتابية في أجهزة الحزب ومنظماته الجماهيرية للسلك الدبلوماسي وكل الممثليات الخارجية الجزائرية سواء كانت هذه الاتصالات تجري داخل الجزائر أو خارجها.

وفي مجال الاعلام توصي المذكرة باصدار كل الصحف اليومية باللغة العربية "مع تخصيص واحدة بلغة او عدة لغات أجنبية موجهة الى الاجانب داخل الوطن وخارجه على ان تنحصر مهمتها في التعريف بالجزائر ومنجزاتها الثورية ومواقفها تجاه القضايا الدولية وقضايا التحرر". كذلك توصي المذكرة بتعريب كل ما يصدر عن مصالح الاعلام التابعة للمؤسسات الوطنية، والتقليل من استيراد الصحافة الفرنسية، وتشديد الرقابة على استيراد الصحف والمجلات والكتب الاجنبية "التي تتنافى وشخصيتنا العربية والاسلامية واهدافنا الثورية الاشتراكية" والسماح لبعض الصحف والمجلات العربية من التوزيع داخل الجزائر وتعريب كل برامج التلفزيون بما فيها الاخبار والاكثار من الافلام والمسرحيات الناطقة بالعربية وتقليص عرض الافلام الناطقة باللغة الاجنبية ومنع استعمال الاسطوانات والتسجيلات باللغة الاجنبية في مختلف المؤسسات العمومية والتجارية والثقافية والرياضية واستبدالها باسطوانات ناطقة باللغة العربية، وتعريب الملصقات والاعلانات الضوئية، وأسماء كل المنتوجات الوطنية، والمستوردات من المنتوجات والمصنوعات والتجهيزات مصحوبة بمواصفات وبيانات مكتوبة باللغة العربية الى جانب اللغات الاخرى.

وتوصي المذكرة باصدار الجريدة الرسمية باللغة العربية وحدها ابتداء من عام ١٩٨٤ "شريطة أن تصدر بأحرف عربية واضحة ومشكّلة مع حذف التشكيل تدريجيا في فترة زمنية تتراوح ما بين ثلاث الى خمس سنوات".

وفي اطار المدى الطويل توصي المذكرة بتعريب الاعمال الادارية التي تتطلب لغة متخصصة وقدرة على الانشاء والتحرير. ومن الاعمال المشار اليها المحاسبات المالية والتجارية والتقارير والمحاضر وملفات التأمين والمراسلات بين الادارات والعقود والعمليات الخاصة والضرائب والجمارك والدراسات والابحاث الفنية والتخطيط والبرمجة والنصوص الادارية والقانونية

وتبقى بعد عرض هذه المذكرة ثلاث ملاحظات:

الملاحظة الاولى: هنالك حماسة لا حدود لها من أجل الانطلاقة التي أشرنا اليها في مجال التعريب. والتقديرات الزمنية لانجاز ما يتصل بالمدى القصير لا تتجاوز الثلاث سنوات. أما المدة الزمنية لما يتصل بالمدى الطويل فهي ست سنوات. ومعنى أن وهج التعريب سيضيء بشكل لا مثيل له في العام ١٩٨٥. وعندما سيضيء ستنطفيء اللغة الاجنبية وتتبلور الشخصية العربية للجزائري. ومن الطبيعي انه عندما ستنطلق ثورة التعريب بالشكل الذي ستنطلق فيه لن يكون هنالك مجال للاهتمام بلغات أخرى. ولعل الذين اوغروا صدور البربر ركزوا على انه مع ثورة التعريب التي ستبدأ سيقضى نهائيا على تراثكم.

ومن الطبيعي هنا الافتراض بأن الذين لا مصلحة لهم في ذلك افتعلوا الفتن واستغلوا المشاعر لدى البعض.

وليس مصادفة ان الاضطرابات بدأت يوم ١٨ آذار (مارس) ١٩٨٠ أي عشية ذكرى وقف اطلاق النار يوم ١٩ آذار (مارس) ١٩٦٢. وما تلى وقف اطلاق النار كان ولا يزال حتى اليوم ضد فرنسا.

كذلك ليس مصادفة ان بعض المشاركين في اضطرابات "تيزي اوزو" رفعوا شعارات ذات مدلول منها على سبيل المثال "تحيا فرنسا". كذلك ليس مصادفة ان يقدم البعض على احراق العلم الجزائري وعلى كسر نصب شهداء الثورة الجزائرية.

الملاحظة الثانية: يبدو واضعو هذا المخطط الجهنمي كما لو انهم يريدون على موقف الجزائر من موضوع الشعب الصحراوي، بافتعال "بوليساريو بربرية" داخل الجزائر، او كما لو انهم يريدون القول ما معناه اننا كنا ننتظر من الرئيس الشاذلي ان "يصحح" على طريقة الرئيس انور السادات اما وانه لم يفعل ذلك فلتفتح له مشاكل ولنساومه على حلها.

الملاحظة الثالثة: انه لمن المحزن جدا ان ابناء "تيزي اوزو" لم يتنبهوا الى انهم ضحية مخطط وضعته قوى سقطت وانتهى امرها الى الابد. كذلك انه لمن المحزن جدا انهم رأوا في رحابة صدر الشاذلي من جديد ضعفا مع ان الرجل كان قادرا على أن يحسم الامر بقرار من بضع كلمات يكتبها بخط يده... وباللغة العربية ■

"V S D" 20/4/1980

Le ministère de l'Information ne délivre plus de laissez-passer au journalistes depuis les manifestations qui ont opposé les étudiants aux forces de l'ordre. Jean-Pierre Robert à néanmoins pu s'y rendre. Il nous raconte ce qu'il a vu.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Robert

Au volant de son taxi, rue Didouche-Mourad, tout en slalomant entre les autobus, Mouloud m'explique l'Algérie. Et il ment avec une telle conviction et un si grand sourire qu'il est vraiment impossible de lui en vouloir. « Berbères et Arabes, on est tous unis. Tous Algériens. Pas de problème… »

C'est un « bon » Kabyle, Mouloud. « De petite Kabylie », précise-t-il. Bon militant du FLN aussi. Quand nous passons devant l'université d'Alger, où les étudiants kabyles se sont mis en grève, avec une banderole qui annonce : « Trente-deux de nos camarades ont été assassinés à Tizi-Ouzou », Mouloud regarde ailleurs. Il ne voit pas que le trottoir, le long des grilles, est interdit aux piétons. Il ne voit pas non plus les cinquante policiers qui se promènent, visage fermé et matraque à la main.

— Dimanche, je suis allé à Tizi-Ouzou pour conduire un client, raconte Mouloud. Tout est calme là-bas. Tout est rentré dans l'ordre. La grève est finie à l'université. Tout le monde retourne au travail comme le demande le président Chadli. Pas de problème.

Pas de problème ? Si. Dimanche dernier, le jour où le chauffeur de taxi est peut-être allé à Tizi-Ouzou, j'y étais moi aussi. Mais j'avais pris l'autocar. C'est plus discret, parce que toute la région est « bouclée ». Interdite aux étrangers, aux curieux et aux journalistes. Même à ceux qui sont en poste à Alger et qui doivent maintenant demander une autorisation spéciale pour sortir de la ville. L'autorisation est régulièrement refusée.

Par chance, tôt le matin, il n'y avait aucun barrage ni aucun contrôle d'identité sur les cent kilomètres de la nationale 5 qui séparent Alger de Tizi-Ouzou. Il existe parfois des « bavures » policières heureuses… Mais ce que j'ai pu voir et entendre sur place, au milieu des révoltés kabyles, ne correspond pas du tout à ce que disent le gouvernement, le FLN et ses bons militants, la radio, la télévision et les journaux de la capitale. En réalité, ce qui se passe à Tizi-Ouzou montre bien que pour l'Algérie, dix-huit mois après la mort de Boumediene, la situation est bien plus compliquée et bien plus grave qu'on ne le dit officiellement.

Ce qui se passe en Algérie est beaucoup plus profond qu'il n'y paraît. La revendication des Berbères va bien plus loin que le droit de parler leur langue

Officiellement, tout va bien en Kabylie. « A cause de quelques éléments irresponsables, affirme le ministère de l'Education, l'université de Tizi-Ouzou est provisoirement fermée ». Et pour le président Benjedid Chadli, les mille cinq cents étudiants qui s'étaient mis en grève depuis le 7 avril en demandant « l'autonomie culturelle », ne posent qu'un problème « annexe et marginal ».

Dimanche matin, à mon arrivée à Tizi-Ouzou, il n'est plus question de culture berbère, mais de violence et de répression. Au bout de la longue montée qui mène de la gare routière au centre de la ville, le siège du parti FLN est gardé par six énormes camions.

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

Des Mercedes anti-émeutes, blindées, grillagées, et surmontées d'un canon à eau. Derrière les camions, il y a deux rangées de CNS (Compagnies nationales de sécurité). Un groupe spécial créé par Boumediene et aussi complètement équipé que les CRS ou les gendarmes mobiles français : casque et visière de Plexiglas, bouclier plastique transparent, matraque au côté et fusil en bandoulière. Quatre au moins de ces CNS, parmi ceux qui sont visibles, tiennent en laisse un chien policier.

Et, en face des forces de l'ordre, de l'autre côté de la place, il y a toute la population berbère de Tizi-Ouzou. Les hommes et les enfants groupés sur le trottoir, immobiles. Les femmes, immobiles elles aussi, sur les balcons des immeubles neufs et les terrasses des maisons anciennes. Une attente silencieuse dans une ville morte. Car les magasins, les boutiques et les cafés sont fermés. Rideau de fer baissé. Les fabriques et les chantiers, sur le chemin de la gare, sont eux aussi déserts.

Mais, peu avant 11 h 45, tout se déchaîne en quelques secondes. Il y a d'abord des cris qui viennent de la rue principale. Puis une manifestation débouche sur la place.

— Regardez, ils sont plus de deux mille, me dit mon voisin.

Il sourit fièrement. C'est un homme d'une quarantaine d'années. Tout en parlant, il se baisse. Comme s'il avait laissé tomber quelque chose.

Quand il se relève, il a un gros caillou dans la main droite.

— Qu'est-ce qu'ils crient ?

— Ils crient en kabyle. Ils disent : « Chadli assassin ».

En fait, les manifestants ne sont certainement pas deux mille. Quatre à cinq cents tout au plus. Ils ont l'air d'avoir entre quinze et trente ans. Ils se plantent devant les CNS en tendant les poings. « A mort Chadli ».

La réponse arrive. Brutale. Les matraques volent. Les pierres claquent sur les boucliers de plastique. Mais cela ne dure pas plus de vingt secondes. A mes pieds, il y a un jeune homme, assis sur le trottoir. Il a du sang sur la tête et sur le visage. Il n'a pas vu venir la matraque.

Les jeunes manifestants criaient « A mort Chadli ! »

Moi non plus. Les manifestants se faufilent dans les petites rues vers les hauteurs de la ville. Déjà les hommes et les enfants redescendent prudemment vers la place.

Les femmes n'ont pas bougé des balcons. On entend quelques « you-you ». Et le face à face silencieux reprend. Ce sera comme cela jusqu'au soir.

Tizi-Ouzou, cela ne ressemble pas aux émeutes du Quartier-latin en 1968. Je n'ai pas vu une seule barricade, ni entendu de tirs de grenades lacrymogènes. Encore moins des coups de feu. Mais les récits de ce qui s'est passé pendant la nuit de samedi à dimanche dernier, quand l'université et l'hôpital (qui était lui aussi occupé par les grévistes) ont été « nettoyés », sont autrement dramatiques. Et, surtout, c'est la première fois depuis l'indépendance de l'Algérie qu'une ville tout entière défie aussi ouvertement le régime, son armée et sa police.

— La nuit dernière, m'a dit Omar, le pouvoir arabe d'Alger a déclaré la guerre à tous les Kabyles.

C'était pendant une « accalmie ». Il m'a entraîné à l'écart.

— Moi, j'ai été réveillé à 3 heures du matin. J'habite à trois cents mètres de l'université. Je suis étudiant. J'étais rentré dormir chez moi car je ne faisais pas partie des volontaires chargés de garder le bâtiment. De ma fenêtre, j'ai vu un groupe de Land Rover pleines de policiers. Il y avait au moins une centaine de véhicules. Quelques minutes plus tard, j'ai entendu une série de chocs, des cris et des coups de feu. Il y a eu au moins vingt morts. Peut-être plus. Et des centaines d'arrestations.

— Ces morts, vous les avez vus ?

— Non. Mais cela a été un massacre. C'est sûr.

En réalité, les témoignages que j'ai pu recueillir à Tizi-Ouzou sont extrêmement imprécis et contradictoires. Omar dit plus de vingt morts. D'autres trente ou cinquante. D'autres, au contraire, dix ou deux. Mais dimanche, il est impossible d'approcher de l'hôpital ou de l'université. Impossible aussi de rencontrer les responsables de la grève. Ils se cachent. Dans chaque rue du centre de la ville, à chaque carrefour, il y a un camion anti-émeutes, canon à eau braqué sur les passants. Avec, derrière, une double rangée de CNS : matraque à la main. Le gouvernement algérien, lui, affirme qu'il n'y a pas eu une seule victime et pas un seul blessé. Mais en rentrant à Alger, j'apprendrai qu'un voyageur revenu le matin même de Tizi-Ouzou, a vu, à l'aube, une dizaine d'ambulances franchir la grille de l'hôpital gardée par un militaire armé d'une mitraillette.

— A partir d'aujourd'hui, face à l'armée et à la police, c'est toute la Kabylie qui va être avec nous.

Djamal, lui, n'est pas étudiant, mais ingénieur dans une entreprise algéroise. Depuis une semaine, il a décrété qu'il était en grève. Tout seul. Il est retourné chez ses parents à Tizi-Ouzou. Et il est allé « donner un coup de main » aux

Certains annoncent 20 morts, d'autres 50, d'autres pas du tout

étudiants de l'université. « Maintenant, dit-il, je me fous de tout. Sauf de la lutte qui commence ».

— Le véritable problème va bien au-delà de la permission d'apprendre le kabyle. Et pourtant même cela, le pouvoir ne veut pas en entendre parler. Jusqu'à samedi, à l'université, il y avait des discussions tous les soirs. Une minorité d'étudiants ne voulait pas aller trop loin, par peur de la répression. La majorité s'est mise d'accord, sous l'impulsion des élèves de physique-chimie et de mathématiques, pour

« Tout le monde parle le français, mais lit mal l'arabe littéraire »

insister sur l'aspect culturel. Sans aborder les problèmes politiques. En fait, cela n'a servi à rien. Les flics sont arrivés quand même.

— La vérité pour moi, c'est que je suis un Kabyle qui en a assez d'être colonisé par les Arabes après l'avoir été par les Français. Tout le monde dit : les intellectuels algériens sont kabyles. Les fonctionnaires sont kabyles. Les commerçants sont kabyles. Pourquoi se plaindre? En réalité, si vous entrez dans l'armée ou l'administration, vous vous rendez vite compte que votre avancement est rapidement bloqué. Qui s'est battu dans les premiers maquis pendant la guerre d'indépendance? Les Kabyles. Qui tient maintenant le gouvernement et le parti unique FLN? Les Arabes.

» Au moment de « l'arabisation », Boumediene a fait barbouiller de peinture les noms des rues en français. Alors qu'à Alger, où la population est aux trois quarts d'origine berbère, tout le monde parle parfaitement français mais lit très mal l'arabe littéraire. Essayez de demander votre chemin. Plus personne ne comprend rien à cette ville. Et puis, il y a le fameux « week-end islamique », décidé il y a deux ans. En Algérie, on ne travaille pas le jeudi et le vendredi. Mais si vous avez des relations commerciales avec un pays d'Europe, vous ne pouvez joindre personne au téléphone le samedi et le dimanche. Faites le compte : une grande partie de l'industrie et du commerce de ce pays travaille efficacement trois jours par semaine.

Puis Djamal a un étrange sourire :

— Les « chefs arabes » qui nous gouvernent passent leur temps à discuter. Chadli discute avec Kadhafi. Il discute avec Arafat. Front Arabe. Front du Refus. Mais pendant qu'il discute, tout va de plus en plus mal et les prix augmentent. De plus, au sein du Conseil de la révolution, personne n'arrive à s'entendre depuis la mort de Boumediene.

Ces tiraillements au sein du Conseil de la révolution, tous les observateurs de la vie politique algérienne les ont décelés depuis un an. Et l'on prête même à Benjedid Chadli l'intention de revenir sur des réformes mises en place par son prédécesseur et défendues par certains de ses ministres actuels. Il s'agirait notamment des grandes fermes collectives. Ce système, avouent en privé de hauts fonctionnaires, « révèle de graves insuffisances ».

— Tant mieux. Pendant que les Arabes se bagarrent entre eux, cela nous laisse le temps de trouver des fusils.

Le jeune Kabyle qui m'a affirmé cela, dans une ruelle de Tizi-Ouzou, n'a pas voulu me dire même son prénom. Ce qui l'intéressait, c'était surtout de poser des questions. A tel point que pendant de longues minutes, je me suis attendu à le voir sortir sa carte de policier et m'empoigner. Mais il voulait simplement savoir ce que l'on pense en France des événements de Kabylie.

— Est-ce que les Français comprennent bien notre mouvement ? Nous ne sommes pas des nostalgiques de la colonisation ni du capitalisme. Ce que nous voulons c'est un véritable socialisme.

Il a ajouté :

— Nous voulons aussi reprendre aux Arabes le pouvoir qu'ils nous ont confisqué.

Puis nous nous sommes quittés un peu précipitamment. A l'autre bout de la rue, les policiers ve-

« Ce que nous voulons, c'est un véritable socialisme »

naient juste de lâcher leurs chiens sur la foule. A quelques mètres de nous, un groupe de jeunes gens arrêtait toutes les voitures qui montaient vers Tizi-Ouzou.

— Est-ce que vous êtes avec nous?

Chaque voiture démarrait sous les applaudissements. Et les chauffeurs de la compagnie d'autocars d'Etat étaient eux aussi applaudis. Parce qu'ils klaxonnaient en signe d'amitié...

Le soir, en rentrant à Alger, j'ai relu attentivement le dernier discours du président Benjedid Chadli. Celui qu'il a prononcé vendredi dernier à la fin d'un « séminaire sur la planification » à Alger. Dans ce discours, le président de la République, secrétaire général du Parti unique FLN, répète à deux reprises :

« L'Algérie est un pays arabe, musulman, algérien... »

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

"Paris Match" 9/5/1980

LA REVOLTE CONTRE ALGER

Algérie, Algérie, que me veux-tu ? (Souvenir, disait le poète...) Et pourquoi, à voix basse, ne pas faire l'aveu que l'Algérie, longtemps, ne sera pas pour les Français « un pays comme les autres », mais une terre, là-bas, de l'autre côté du lac Méditerranée, devenue celle où se déchira le rêve. « Le Maroc, disait Lyautey à la fin de ses jours, ne fut jamais que la province de mon rêve... » Et l'Algérie, pour beaucoup de Français. Et voici que les mots « événements », « Kabylie », « révolte » et « répression » ressurgissent dans le vocabulaire des dépêches qui nous arrivent d'Alger et de Tizi-Ouzou comme si l'Histoire se mettait à radoter le passé... Sauf que, cette fois, la France est absente de cette histoire qui ne concerne plus — voyez nos mains, elles sont blanches — que les Algériens eux-mêmes. Sauf que, cette fois, il y a du fratricide dans les « événements ».

Assez de l'inflation débridée et du désordre

Les historiens diront-ils un jour que tout a commencé par une chanson qui ne put être chantée ? Le 10 mars, sur une route de Kabylie, lorsque l'écrivain-poète Mouloud Mammeri a sa voiture stoppée par un barrage de police. Ordre de rebrousser chemin. Pourquoi ? Il s'étonne. Il doit se rendre à Tizi-Ouzou pour y prononcer une conférence sur la poésie ancienne. Il y a malentendu. Non, répliquent les flics, il n'y en a justement pas. Par ordre du Wali (préfet) cette conférence est interdite !

D'innombrables poèmes, en Kabylie, débutent tous par le même exorde : « A yilkhf iou refd asfrou ! » « O, ma tête, fais jaillir un poème ! » Mais l'ordre est venu d'Alger : non ! des poèmes ne jailliront pas de la tête du vieil aède et de ses auditeurs. Alors, dès le 11 mars, à Tizi-Ouzou, à l'annonce de l'oukase, c'est, dans les têtes, la colère qui explose et tout va très vite : les étudiants et les lycéens descendent dans la rue, les commerçants ferment les boutiques ; des slogans couvrent les murs. « Non à la répression culturelle ! » — « Le berbère à l'école ! » De la capitale de la Grande Kabylie, c'est comme un vent de colère qui souffle bientôt sur la province, sur cette masse de montagnes dominées par le fier Djurdjura, qui se dressent à moins de deux cents kilomètres à l'est d'Alger et que la vallée de l'oued Soummam (où se tint le congrès du Fln, en 1956, dont les conclusions servirent de charte à la guerre d'indépendance) sépare en Petite et Grande Kabylie. Le vent monte à l'assaut, se glisse dans les ravines et les énormes entailles de rocs, s'abat sur les villages aux maisons basses serrées mur contre mur au sommet des pitons. Les paysans abandonnent les maigres champs cernés de figuiers de barbarie autour desquels éclate le printemps kabyle criblé de fleurs jaunes ; on s'arrête de filer, de tisser, de presser l'olive, d'élaguer le figuier, de surveiller le troupeau de chèvres. Sur toutes les places des villages, on palabre haut et à grands gestes. On dit des choses confuses qui n'ont rien à voir, certes, avec la prosodie et les mérites comparés d'Azikkiou et de Si Mohand. On dit simplement : « A Tizi-Ouzou, là-bas, dans la grand'ville, nos frères sont en révolte ! Les autre se battent contre les nôtres ! » Dans les villes, on manifeste. La fièvre gagne Alger et ses facultés où les étudiants kabyles, qui y sont en nombre, ne manquent pas de sympathisants parmi les rangs de leurs camarades excédés par la politique d'arabisation forcenée du pouvoir central. Le 8 avril, tous les commerçants kabyles — et d'autres qui ne le sont pas mais que la pagaïe bureaucratique et socialiste exaspère — se mettent en grève. Ils en ont assez de monter la garde au seuil de leurs boutiques vides et de répondre au client : « Y'en a pas ! » (autrement dit : aucun espoir qu'il y en ait), ou « ça manque ! » (autrement dit : repassez dans un an). Assez de la pénurie. Assez de l'inflation débridée et du désordre. Assez de la menace de telle ou telle nationalisation — en 1978 ce fut celle des boulangeries — qu'un bureaucrate, d'un trait de plume, peut faire s'abattre sur leur tête. Les artisans, les entrepreneurs en ont assez de vivre dans l'angoisse de manquer des produits nécessaires à leur travail. Soudain plus de ciment pendant six mois et l'entrepreneur de maçonnerie, ruiné, congédie ses ouvriers et devient chauffeur de taxi. Mais son bahut se déglingue. Pas de pièces. Et le voici chômeur. Ou bien, des centaines de tonnes de patates pourrissent sur le port parce qu'il manque toujours un cachet ou une signature pour les vendre aux détaillants qui enragent, ou bien impossible d'acheter une ampoule électrique dont on vient d'importer des millions : elles sont à vis alors que presque tous les appartements sont équipés d'installations pour douilles à baïonnette. Mille exemples. C'est le socialisme au soleil. C'est « l'économie de la lune », comme on dit dans le pays de l'est européen, aux désastres aggravés par le sous-développement et la vague démographique déferlante, qui fera des millions d'enfants algériens, demain, des adultes sans avenir. Ajoutons au tableau, les dramatiques déboires d'une industrialisation menée à toute allure, pied au plancher, qui a englouti les sommes colossales fournies par le pétrole et le gaz et dont les montagnes d'ambitions n'ont accouché que de souris mais ont vidé les campagnes de leurs meilleurs hommes hallucinés par le mirage des villes où, par centaines de milliers, ils forment l'armée de l'ennui et du chômage.

On rejoue le Mai 68 de la Sorbonne

De ce temps, les « apparatchki » du régime roulent voiture, trafiquant insolemment de tout au marché noir, de devises, de pièces détachées et de n'importe quoi et mènent belle vie dans les villas somptueuses sous la protection de la police. Tant que vivait Boumediène, l'homme au burnous noir, auréolé d'un prestige d'ailleurs douteux — puisque ses

par Jean Cau

14

troupes se bornèrent à battre la semelle de l'autre côté de la frontière tunisienne — de combattant libérateur, on n'osait pas dire que le roi était nu et le régime pourri.

Sur la lancée de la guerre d'indépendance, dès qu'il y avait problème, on avait recours aux exorcismes anti-colonialistes ayant fait leurs preuves et on rafistolait à coups d'emplâtres de mastic unitaire le sentiment national auquel on injectait des doses de nationalisme braillard. Aujourd'hui, la guerre est loin, Ben Bella oublié dans sa « résidence forcée » et Boumediène, idem, dans sa tombe. Surveillé par le Parti, l'armée et la rue, Chadli ne gouverne pas. Ataxique, il gère l'ingérable catastrophe. Sur ce fond et en ce mois d'avril, éclate la colère berbère contre les Izoukkar (les « bougnoules ») arabes que l'on appelle aussi, avec plus de mépris encore, les Aar-el-bite (les « honte de la famille », car selon Juifs et Berbères, en des temps très anciens, l'Arabe n'hésitait pas à faire se prostituer sa femme pour de l'argent. C'était du propre ! Quelle honte pour la tribu !).

Le mercredi 16 avril, Tizi-Ouzou est cernée de barrages. Veut-on passer ? « Parle arabe » : lancent durement soldats, agents de la S.m. (sécurité militaire) et du P.a.g.s. (Parti d'avant-garde socialiste). Devant l'université, les piquets de grève tiennent bon et, dans les salles de cours, on rejoue le Mai 68 de la Sorbonne et fleurissent les comités : contre la répression ; de liaison avec les autres facultés ; de coordination avec Alger, Batna, Sétif, Annaba (ex-Bône) ; de contacts avec les villages. Les « bonnes » nouvelles et les « motions de soutien » sont accueillies par des tempêtes de clameurs : « L'Académie et la direction générale de l'Education sont occupées ! » « A la Sonelec (Société nationale d'électricité), les travailleurs occupent les locaux ! » « L'union médicale de la Willaya est avec vous ! L'hôpital est en grève ! » « Encore des nouvelles des villages du nord et de l'ouest : tous les hommes sont prêts à descendre des montagnes ! » L'enthousiasme déferle. Les nouvelles d'Alger sont également bonnes. Un délégué de la capitale, acclamé, les répand à profusion. Il dit que des membres de l'U.n.j.a. (Union de la jeunesse algérienne) ont déchiré leurs cartes. Il hurle à s'égosiller que les Algériens en ont marre de l'espionnite, de l'ombre tentaculaire de la S.m. (Sécurité militaire) qui s'étend sur chaque foyer, marre des barrages, des filtrages, des écoutes, marre d'avoir peur de parler, peur de leurs voisins — peut-être mouchards, de la S.m. ou du P.a.g.s. — peur de tout ! Il dit que le Parti étouffe la vie politique, que le système D est partout, qu'on ne peut pas vivre, à Alger, si on ne connaît pas un haut fonctionnaire ou un militaire. Un autre délégué dénonce les dernières élections truquées, celles des A.p.g. et des A.p.c. (Assemblées populaires communales et des Willayas). « Ici, en Kabylie, la participation n'a été que de 15 à 23 % mais officiellement, de 65 % ! Le gouvernement a rempli les urnes et a fait voter les morts ! »

Meetings préfabriqués et déluges de mensonges

A Alger, le gouvernement s'inquiète alors sérieusement de la situation. Comme dans tous les régimes dictatoriaux (à Cuba, par exemple, en ce même mois d'avril) il mobilise sa claque, et, à la porte des usines, rafle des ouvriers ahuris qu'il embarque dans des camions pour les transformer en manifestants auxquels il dicte ses slogans. Ça ne prend pas. Ça traîne les pieds. Il ne reste qu'à matraquer avec presse, radio et télévision et à souffler à pleins poumons sur des braises quasi éteintes. Dans les flammes, espère-t-on, reviendront danser les anciens fantasmes. A qui la faute si l'Algérie vacille et si la Kabylie est au bord d'un soulèvement ? Très simple : « C'est le complot de parasites qui peuplent les salons parisiens ! » (Sans doute remplis, ces salons, de paysans, commerçants, étudiants kabyles ? Oui, oui. Enorme. Merveilleux. Quand la propagande est folle à ce point, pour un peu, personnellement, je l'adore...) « Ce sont les valets de l'impérialisme qui causent ces troubles ! » « Nous déjouerons les manœuvres du colonialisme et de ses agents ! » C'est ça, les gars, faut pas vous gêner. Ils ne se gênent pas. Ils s'en étranglent. Normal : c'est si gros que, pour passer, ça gonfle la gorge des vociférateurs.

Le samedi 19 avril, le gouvernement comprend que ses meetings préfabriqués et ses déluges de mensonges n'arriveront pas à éteindre l'incendie kabyle et convoque d'urgence, à 18 h, le bureau politique. La discussion y est dure. La décision prise se résume en deux mots : « On cogne ! » Fiévreusement, les ordres sont lancés et dans la nuit, à quatre heures du matin, Tizi est cette fois complètement bouclée. L'armée investit l'université et arrête tous les étudiants qu'elle y ramasse. Dans la ville quadrillée, les agents de la S.m. arrêtent tous les enseignants et procèdent à de véritables rafles. A l'hôpital, à l'usine de la Sonelec, ce sont les gendarmes armés de mitraillettes et de grenades, qui montent à l'assaut mais se voient opposer une farouche résistance, prennent d'assaut les barricades, tabassent la foule. Des tirs. Des explosions de grenades dont toutes ne sont pas lacrymogènes. Des morts ? Peut-être. En tout cas, par centaines, des blessés par balles ou par bastonnades sauvages. Les commandos de choc de la Skika se déchaînent. Le lendemain, les étudiants annoncent 32 morts. Alger dément. Mais comment expliquer la bataille ? Des « salonnards » parisiens seraient-ils tombés du ciel, portés par des nuages ? Tout en s'embrouillant dans ses incohérentes justifications (« L'impérialisme a subi une défaite à Tizi-Ouzou ! »), Alger décrète l'état de siège dans la ville et promène ses camions et blindés, en menaçante parade, dans les villages où la population crache sur la poussière qu'ils soulèvent.

On en est là.

Il y a beaucoup de vrai dans cet orgueil

Depuis que, le 10 mars, un poète ne put faire « jaillir le poème hors de sa tête » ? Depuis des siècles, diront la légende et l'histoire. (Récemment, Kateb Yacine, auteur de « La Guerre de 2 000 ans », se vit interdire de monter sa pièce...) L'histoire survole les millénaires. elle parle d'une Berbérie qui s'étendait du Nil à l'Atlantique, puis qui se lézarda et éclata sous les coups de boutoir des invasions phéniciennes et carthaginoises, romaines, vandales, byzantines,

15

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

LA REVOLTE CONTRE ALGER

arabes, turques, française. Elle chante les grands noms — Massinissa qui défia Rome, Tarik qui conquit l'Espagne — et les grandes dynasties — Almoravides et Almohades — qui rayonnèrent sur l'Afrique et l'Espagne. Elle aligne les noms de généraux carthaginois, d'empereurs romains, de saints chrétiens (Augustin, Cyprien), d'origine berbère. Il y a de l'excès, dans les péans de cette gloire. Il y a beaucoup de vrai, dans cet orgueil. Et il est vrai aussi que la langue berbère n'a rien à voir avec l'arabe et que son alphabet est l'un des plus vieux du monde. Vrai également que l'organisation de la société berbère était, en Kabylie, jusqu'à l'indépendance, d'un type extrêmement original et que l'on pourrait qualifier de « républicaine », avec dans chaque village, son assemblée du peuple élue, la Djemaa ; son chef de l'exécutif, lui-même élu par tous les citoyens et présidant la Djemaa, le Lamin, aux activités contrôlées par un Oukil assisté de Tamen représentant les différents groupes de villageois. Comble de démocratie, l'Oukil était choisi parmi la fraction opposée au Lamin et gérait les finances publiques. Non écrites, des Kamoun (lois coutumières) constituaient la référence « souple », et le ciment du système. Celui-ci, certes, bien avant 1962, avait subi des atteintes — le Lamin avait été fonctionnarisé et les Kamoun n'avaient plus force de loi — mais n'en continuait pas moins de fonctionner même si c'était en marge (et à la barbe) des pouvoirs officiels. Aujourd'hui encore, malgré le « jacobinisme » terriblement centralisateur d'Alger, les structures, tissées au cours des siècles à l'âme même de ce peuple, sont vivantes. Ainsi, par exemple, qu'un Kabyle « réussisse » à Alger, et y occupe de hautes fonctions, ne l'empêchera pas de dépouiller toute son importance s'il retourne au pays, pour se réinsérer dans une autre hiérarchie qui ne tiendra pas compte de sa situation acquise à l'extérieur. Ainsi, à Alger, existe une immense « Mafia » kabyle faite de solidarité complice. Le « Y'en a pas ! » du commerçant se transformera en fraternel « Pour toi j'en ai » si le client est du pays...

Après l'indépendance, les assemblées de village furent supprimées mais, dès 1962, Ben Bella comprit que le fait berbère ne serait liquidé que si la langue, son dernier mais son plus redoutable refuge, était effacée de la mémoire du peuple. D'où une politique d'arabisation forcenée — « Nous sommes des Arabes ! Nous sommes des Arabes ! Nous sommes des Arabes ! » Je me souviens, j'étais à Alger et j'écoutais, rêveur, la psalmodie trop furieusement scandée pour être sûre de sa vérité — dont Boumediène fut le relais. Qu'est-ce qu'un peuple ? Une mémoire collective. Qu'est-ce que la langue ? Le véhicule de cette mémoire, l'arche où se conserve son âme. Brisez la langue et cette âme se dissout, bientôt se meurt. Jacobin, autoritaire, bureaucratique, le régime imposa, par l'arabisation, l'arabe littéraire moyen-oriental, comme langue nationale d'administration et de culture, contre l'arabe populaire et contre le berbère. Résultat, disent les Algériens, l'arabe classique — qu'ils ne comprennent pas — est devenu la langue d'une classe, d'une caste politico-culturelle liée à la domination d'un parti.

De là, la sympathie que la colère kabyle a rencontrée

Le mandarin jette à la tête du « populaire » : « Et si tu es ambassadeur, tu parleras ton arabe de la rue à l'étranger ? » A quoi le « populaire » répond : « Et si tu veux acheter un âne ou une pastèque, tu parleras ton arabe que personne ne comprend ? » (Toutes choses égales d'ailleurs, supposons que le gouvernement, à Paris, décide par décret que nous ne parlerons plus le français mais le... technocratus. « Monsieur le prestataire et intermédiaire agréé, pourriez-vous, en vous fondant sur l'indice, me délivrer un kilogramme d'ovin ? Mais que vois-je sur vos barêmes. Vous en avez relevé unilatéralemenent le taux alors que les instances gouvernementales ont fait état d'une décélération ? » Nous serions fous de rage, n'est-ce pas ? D'ailleurs il nous arrive de l'être... Nous hurlerions que nous voulons parler français et, à la fin, si des millions de Bretons se soulevaient en chantant des « Carmagnole » en celtique, ils auraient notre approbation. A bas le technocratus ! Vive le français ! Vive le breton !) De là, en Algérie, vient la sympathie que la colère kabyle a rencontrée auprès de larges couches de la population qui ont l'impression que le gouvernement méprise leur langue et s'acharne à la détruire. De là aussi, par glissement, le fait que la révolte berbère ait vite dépassé les limites d'une revendication purement « culturelle » et que ses hérauts parlent désormais au nom de quatre millions de Kabyles (autour de 20 % de la population algérienne) de « vrai socialisme », de « combat contre le pouvoir totalitaire », de « revendications sociales » et de « lutte de classes ».

« Ils ont semé la haine dans les villages... »

Stupéfait, on découvre, à Alger, qu'on croyait frapper des poètes et des chanteurs (nombre de ceux-ci ont été arrêtés : Ferraht, Aït Menguellat, le groupe Jougourthen, etc.) mais qu'en vérité, derrière leurs rimes et leurs chansons, il y avait — comme derrière une fanfare s'avance une armée — tout un peuple. Rude leçon et qui ne vaut pas seulement pour l'Algérie, puisque je pense ferme que, sur les ruines des idéologies effondrées et sous les menaces d'un mondialisme niveleur auquel s'ouvrent les Etats, il se pourrait fort bien que ce soit l'ethno-culturel qui devienne le tigre inattendu du moteur des révolutions. Encore insensée, cette opinion risque d'être une évidence de demain. Rude leçon, pour l'heure, en Algérie, administrée par un peuple austère et fier, à un pouvoir aveugle. « Nous n'aimons pas faire grève, chez nous, parce que nous ne comprenons pas très bien qu'on se batte en se croisant les bras, mais, ici, en revanche, les hommes vous font un maquis en trois jours. » Maquis, le mot magique est prononcé. La montagne est là, tutélaire et complice. Et si le vent, sur les genêts d'or et dans les immenses cédraies, déchaînait les grandes orgues de la liberté, qui résisterait à son appel ? Après la révolte matée de 1871, le poète Ismaïl Arikkiou compose un hymne : « Ils ont semé la haine dans les villages/Nous l'avons engrangée et il en reste encore/... » Tous les Kabyles connaissent le poème qui fut composé contre les Français. Tous sont prêts à la chanter contre un autre ennemi. ■

JEAN CAU

ALGERIE-ACTUALITE — N° 759
Semaine du 1er au 7 Mai 1980

Titre de l'article : TIZI – OUZOU : La sérénité

◆ Retour au calme à Tizi-Ouzou : Des reporters d'« Algérie Actualité » ont vécu ces derniers jours dans la localité redevenue paisible après quelques jours de manifestations qui ont été suivies avec une profonde émotion par le peuple algérien tout entier. De Tizi-Ouzou à Azazga en passant par des petits villages ils ont discuté avec des citoyens, assisté à une assemblée générale de travailleurs et suivi des réunions d'autorités locales...

Samedi 23 avril 1980. Le calme est revenu à Tizi-Ouzou. Deux barrages de gendarmerie sur les cent kilomètres de la route d'Alger. En ville, les cafés sont ouverts, ainsi que les autres commerces. Presque partout, dans les entreprises et les administrations, le travail a repris. Il n'y a pas foule dans les rues mais tous les indices d'une activité, estimée à 70 %, normale sont là. Seuls, en effet, les collèges d'enseignement moyen, les lycees et, bien sûr, l'université n'ont pas rouvert leur porte.

Des évènements qui ont secoué la ville la semaine dernière il reste encore les dégats occasionnés aux galeries algériennes, à la gare routière et à d'autres édifices publics et il reste encore les nombreux camions de gendarmie stationnés dans l'enceinte de l'université et les véhicules anti-émeütes stationnés près de l'immeuble abritant les services de sûreté de la wilaya.

D'assez longues chaines, de quinze à vingt personnes s'allongent devant les boulangeries. Tizi-Ouzou revit, mais une certaine suspicion demeure. « Je ne peux rien vous dire. Et d'ailleurs, je n'étais pas là ».

Comment en est-on arrivé là ? Ce n'est pas l'historique de la malheureuse semaine qu'a vécue Tizi-Ouzou qui répondra à cette question. Dans une analyse faite devant les autorités locales, le Wali considère que « s'il n'y a pas eu un seul mort cela est dû au sang froid exemplaire dont ont fait preuve les forces de sécurité. Malgré la violence et la tournure qu'ont prises les manifestations, il n'y a pas eu d'action malheureuse ». En même temps qu'elle rend hommage aux forces de sécurité qui ont fait en sorte que « l'irréparable ne se produise pas », son intervention est un appel à la sagesse : « il faut qu'on s'attelle à effacer les stigmates de cette secousse. Que le bon sens, la logique, l'attachement indéfecible de nos montagnes à l'unité nationale, à la révolution, à la stabilité qui a permis à cette wilaya de connaitre un développement particulier l'emporte sur les rancœurs, les rancunes et l'affolement constaté parfois ».

Affolement d'un côté et aussi fuite des responsabilités de l'autre. Le chef de secteur de l'ANP le dit sans détours : « des responsables ont quitté le terrain, alors que s'ils sont responsables ce n'est pas seulement pour s'acquitter du travail routinier. Où étaient-ils quand il fallait qu'ils exercent réellement leur responsabilité ? ».

Lors de cette reunion, le commissaire national du Parti avait, pour sa part, rappelé les rumeurs graves qui avaient circulé pendant les événements et fait état des dégradations commises à l'encontre des locaux de 6 sièges de kasmate et d'une fédération du Parti. A Azzazga, des dossiers ont été dispersés. Des informations recueillies sur place, de bonne source, font état de l'infiltration de voyous lors des manifestations de lycéens. La localité d'Azazga qui s'ordonne autour des boulevards Amirouche et Emir Abdelkader et des rues de l'Istiqlal, des Chouhada, du Premier Novembre et du 20 Août 1956, présentait à notre passage, un visage tout à fait paisible.

Il ressort d'une longue discussion que nous avons eu là avec des élus locaux, dans leur majorité anciens moudjahidine, que jamais l'attachement à l'unité nationale n'a été mis en cause. Ils rappellent que lors de la guerre de libération nationale personne ne demandait à l'autre de quelle région il était originaire et mettent l'accent sur la prééminence de la langue nationale. Ils disent

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

encore que l'émotion de la population s'est manifestée à la suite de l'information faisant état de l'occupation de l'université et des rumeurs alarmistes qui l'ont accompagnée. Tout en déplorant le manque d'information en provenance de source autorisée et sûre ils se déclarent convaincus que si l'unité culturelle ne peut se faire que dans le cadre de la langue arabe et de l'Islam, il faut tenir compte de la richesse et de la diversité de l'ensemble de notre patrimoine culturel populaire.

Il est significatif que ce soient les anciens moudjahidines qui aient été à l'origine du retour à la vie normale dans l'ensemble de la wilaya et particulièrement dans la ville de Tizi-Ouzou. Samedi dernier, M. Ahmed Ali Ghazali, ministre des Travaux publics et ancien wali de Tizi-Ouzou, s'est adressé à eux, en tant que citoyen pour leur dire des paroles de sagesse écoutées, et leur demander de les répercuter auprès de la population.

Le lendemain, dimanche, la ville de Tizi-Ouzou paraissait nettement plus détendue. Moins de visages fermés et beaucoup plus de gens vaquant à leurs affaires. A Tamazirt, petit village situé au dessus de Tizi-Ouzou, un membre de la kasma du Parti, nous a affirmé que maintenant tous les doutes étaient levés. Quant aux rumeurs faisant état de morts, il dit à leur propos que si « l'on veut ne pas croire le journal ou la télévision, on croit à ce qui se passe réellement. Dans les montagnes, tout le monde se connait, quand un bébé meurt, tout le monde le sait ».

Mais c'est, sans doute, à ce syndicaliste de l'usine de textiles de Draâ Ben Khedda, la première construite après l'indépendance, qu'il appartient de conclure : « la violence, dit-il, ne profite qu'aux ennemis de l'option socialiste ».

Maâchou BLIDI

COMMENT traduire avec tout le recul nécessaire, des avis divers émis par les travailleurs et dont cependant, la finalité des remarques émises, ou la nature des propositions formulées se rapprochent à chaque moment ? Ce qui se dégage à coup sûr au cours d'une table ronde improvisée — ayant eu lieu à bâtons rompus et surtout dans un cadre démocratique à l'initiative du conseil syndical provisoire du complexe textile de Draâ Ben Khedda — c'est la volonté unanime affirmée pour tenter de dépasser les explications schématiques, simplistes caractéristiques des moments de grande tension où l'information n'est pas en parfaite synchronisation avec la réalité. Qui plus est, quand le fait partiel est gonflé et à la limite dénaturé et que d'autres facteurs sont réduits ou tout simplement escamotés.

Volonté manifestée aussi pour une consolidation multiforme de l'unité nationale. Les intervenants aux tempéraments différents, tantôt impulsifs tantôt empreints de grande sagesse, font preuve d'une maturité politique dont la meilleure illustration a été l'adoption d'une motion très significative au cours de ces événements et qui mérite une très large diffusion. Les discussions ont porté sur des problèmes tout à la fois simples et complexes. Un syndicaliste dira posément, tout au long de suggestions pertinentes « que le programme spécial, c'est aussi le développement de la culture ».

Evoquant par ailleurs, à titre de comparaison, le cas d'un pays, pour mieux argumenter son point de vue, le fait tangible que dans ce pays, il y ait une langue nationale pour tous et l'existence, en parfaite harmonie, de plus de 10 dialectes sans la moindre gène pour personne. Le même syndicaliste rappelle, calmement, qu'en Algérie, il n'y a qu'un seul peuple, uni, musulman, avec en outre des spécificités qu'on ne saurait négliger, en plus d'autres aspects socio-économiques qui diffèrent d'une région à une autre. Citant le cas de la Kabylie, il ajoute : « La plupart c'est des émigrés, dont il faut faciliter la réinsertion et plus particulièrement l'adaptation ».

Un travailleur se lève, faisant allusion que l'affaire n'est pas simplement d'ordre culturel, signale « qu'il n'y a pas que le disque, ici comme dans d'autres régions, on a un problème d'approvisionnements ». On me fait remarquer plus tard, qu'il y a danger quand les problèmes de toutes sortes s'entassent et ne trouvent pas leurs solutions.

Le Secrétaire général du conseil syndical, homme politisé et surtout doué d'une grande culture, parle à la fois de Néruda, Hikmet, de la façon dont « Hitler a manipulé la jeunesse sur des critères racistes », « Le lac de cygnes » Tchaikovsky, et insiste dans son idée, qu'il n'y a pas de propriété privée de la culture, qu'elle n'a pas à être monopolisée par une classe, ou déformée, qu'elle appartient au peuple tout entier dans toute sa diversité.

Un travailleur originaire des Aurès, prend la parole : « Il y a des faiblesses partout, il y a un manque de culture nationale. Faiblesse à ne pas régionaliser. Je suis chawi et j'aimerais bien voir à la TV quelqu'un chanter dans mon dialecte ». Il reprend en se posant plusieurs questions: «Pourquoi le ministre de l'Enseignement supérieur, dialoguant avec les étudiants de l'université de Tizi-Ouzou, n'a pas été montré la première fois à la TV ? »

Le Secrétaire général du conseil syndical, précise de son côté, que le berbère a été « travaillé » depuis des années, utilisé en quelque sorte outre-mer pour des buts réactionnaires et destabilisateurs, mais qu'en revanche, la question berbère dans ses aspirations légitimes, authentiques, réelles, n'a pas été discutée avec les autorités. «Soulignant » qu'à cet égard, aucun n'a intérêt à la division du peuple. « La majorité des étudiants est saine. Il y a eu des dépassements », avance un autre.

Un syndicaliste remonte un peu plus loin, en disant que la goutte qui a fait déborder le vase, est due à l'origine, dans la première semaine de mars, à l'inter lycées réunissant le lycée El Khenssa et Skikda, au moment où a été empêché une fillette de chanter dans sa langue maternelle.

Certains s'interrogent d'ailleurs pourquoi, étrangement, l'on ne fait jamais passer l'émission télévisée « ELHAN WA CHABAB » à Tizi-Ouzou, où le fait que le chanteur Idir ne donne pas des représentations ? D'autre évoquent le cas de la maison de la culture qui ne « fonctionne qu'à 10% de ses capacités réelles » parce que les autorités locales « stipulent », par moments que « ce groupe ne me convient pas », « je ne veux pas de cette chanson », etc...

Un syndicaliste revient à la charge mais d'une manière très sereine, quelque peu nonchalente, « ce sont des jeunes, laissons les se défouler » dit-il, en arguant qu'on a trop serré le jeunesse par responsables interposés, dont certains sont devenus « carrieristes agissant en fonction avec les affairistes bourgeois aux comptes bancaires déposés en France », que tel théâtre amateur est étouffé, qu'il y a entorse à l'expression démocratique dans un cadre organique... Rappelant la motion faite par les travailleurs du textile de Draa Ben Khedda, un jeune cadre, n'arrive pas à comprendre comment par exemple, ladite déclaration est publiée, partiellement isolée de son contexte, « vous déclarez tout, et vous lisez autre chose » ajoute-t-il en stigmatisant les fautes de l'information.

« On a voulu revoir la guerre de 2000 ans » de Kateb Yacine, mais, on nous a interdit d'avoir une salle à Tizi-Ouzou », annonce un syndicaliste, en affirmant que les travailleurs sont engagés pour l'unité nationale, et demandent l'application stricte de la Charte Nationale. « Il faut laisser aux gens un esprit d'initiative quand ils veulent organiser des choses, théâtre, ciné club etc.. » « Les feuilletons égyptiens de salons, non conformes à notre option socialiste, ce n'est pas une culture qui reflète nos réalités, c'est bourgeois, » « Nous ne sommes pas contre l'arabisation » conclut-il.

Le syndicaliste qui a au début évoqué le cas de la diversité culturelle intervient en proposant notamment pour renforcer profondément l'unité nationale, le développement et l'enrichissement de la culture nationale, de la langue nationale et des langues populaires. « Pourquoi l'usine SONITEX de Draâ Ben Khedda ne ferait-elle pas des échanges avec la SONITEX d'Oran dans le domaine des excursions et voyages de connaissances ? Pourquoi n'y aurait-il pas des échanges inter-régionaux, ou voyages d'études etc... ?

Finit-il avec une cohérence des plus logiques.

La table ronde prend fin, mais d'autres questions restent en suspens, toutes les interventions écoutées jusqu'ici auprès des travailleurs, écartent de prime abord l'idée fausse selon laquelle les problèmes posés seraient de faux problèmes. Comment expliquer du reste ? « Les responsables qui fuient devant leur responsabilité » me dit-on. Oui, les travailleurs sont les premiers à consolider l'unité nationale, affirmant « qu'il n'y a pas aujourd'hui d'union sacrée, mais union de tous ceux qui veulent l'application de la Charte Nationale et sont attachés aux options de notre peuple et à ses acquis ». (extrait de la motion).

Mohamed BALHI

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

ALGERIE-ACTUALITE — N° 760 — Semaine du 8 au 14 mai 1980 -

Un débat profond

C'est un débat profond qui a réuni les cadres syndicaux de la wilaya d'Alger et auquel a assisté Abdelaziz Sebaâ à la veille du Premier Mai.

Le secrétariat national de l'UGTA a organisé à la veille du premier mai une série de rencontres-débat qui ont vu la participation massive des cadres syndicaux de la wilaya d'Alger. L'ordre du jour de ces rencontres était à la fois simple et complexe compte tenu des clarifications qu'il était nécessaire d'apporter et des analyses profondes et rigoureuses qui ont été développées. En effet, le débat a porté essentiellement sur deux points : l'examen de la situation nationale à la lumière des derniers événements qu'a connus le pays et des grands problèmes de l'heure et les préparatifs des festivités du premier Mai. Il serait peut-être opportun de souligner à ce niveau que l'organisation des festivités du premier Mai et notamment le défilé étaient liés, et cela va de soi, au degré de mobilisation des travailleurs qui, en cette conjoncture précise, était indissociable des clarifications qu'ils étaient en droit d'attendre de leur organisation. L'approfondissement du débat a été pour beaucoup dans la réussite du premier Mai à Alger. Les différentes assemblées générales organisées dans tous les secteurs, sur la base du débat de la centrale syndicale, n'ont pas été vaines. La question de la célébration du premier Mai n'a souffert d'aucune équivoque, car il était, dès le départ, hors de question de discuter du principe qui est du reste un acquis de la classe ouvrière mondiale, mais beaucoup plus des modalités pratiques de son organisation. Le défilé organisé à Alger a démontré la justesse de ce point de vue, car comme l'a souligné un participant « **les travailleurs algériens sont à même de relever tous les défis à condition d'aller vers eux et de leur expliquer clairement les choses** ».

On serait tenté de dire que la réussite du premier Mai est le fruit du débat serein et clarificateur que l'organisation syndicale n'a pas manqué d'organiser en son sein. Tenter une synthèse de ce débat n'est certes pas chose aisée, étant donné sa diversité et son extrême richesse. C'est ainsi qu'on se limitera aux aspects qui apparaissent comme fondamentaux et que l'ensemble des intervenants ont mis en relief. Les analyses développées par les participants sur les derniers événemenst qu'a connus la wilaya de Tizi-Ouzou ont circonscrit l'origine profonde du mouvement dans une pratique culturelle et politique antécédente « **faites d'interdits répétés et injustifiables qui ont conduit aux débordements qu'a connus le mouvement de masse. Débordements rendus possibles par l'inexistence d'un cadre démocratique d'expresion censé être conféré par les organisations de masse** ». Au delà des manipulations et des manœuvres qu'a pu connaitre le mouvement, « **il est indéniable que les aspirations dont il était porteur étaient légitimes. On a parlé de la culture populaire nationale et de sa composante berbère qu'il est nécessaire de développer. N'est-ce pas là une réaffirmation de la Charte nationale plus encore un appel pressant pour son application ?** ». Un autre participant après avoir rappelé longuement l'histoire de l'Algérie a posé la question à l'assistance de savoir « **pourquoi le peuple algérien aurait-il honte de revendiquer son histoire et de l'assumer comme tous les peuples du monde. Revendiquer notre patrimoine national, notre histoire est loin de porter préjudice à l'arabité comme veulent le faire croire certains aux vues étroites dont il faut se garder, mais en revanche apportera énormément au monde arabe. Qu'on enseigne l'histoire à nos enfants...** ».

Par ailleurs les participants ont refuté l'appréciation régionaliste du problème culturel qui est à dimension nationale. « **Les événements qu'a connu Tizi-Ouzou auraient pu se produire ailleurs. Constantine et Oran vivent des problèmes. Les atteintes au droit syndical se répètent, notamment à Constantine où on éprouve des difficultés pour mettre en place des sections syndicales représentatives. C'est le cas du centre hospitalier universitaire, du centre des œuvres universitaires et scolaires où depuis des mois les blocages se multiplient. Les activités de certains éléments connus pour leur position et sous couvert de l'Islam prennent de l'ampleur. Tout cela n'est pas pour favoriser un règlement des problèmes par la voie de la concertation et du dialogue...** ». L'approfondissement démocratique, une réelle démocratisation en faveur des masses populaires, revenaient sans cesse dans le débat. Plus encore « **c'est une exigence révolutionnaire** ».

Ces deux articles de l'"Algérie Actualité", s'ils ne sont pas tout à fait ce que l'on souhaiterait, en pouvait-il être autrement, dénotent cependant une réflexion et un certain esprit d'ouverture, tout au moins d'apaisement. Ce qui est loin d'être le cas avec "El-Djeich" (revue de l'ANP) dont on lira l'abjecte composition.

Aussi les problèmes de la culture comme a tenu à le souligner un délégué des travailleurs de l'usine SONITEX de Draa Ben-Khedda ne peuvent trouver de solution que dans le socialisme. « **C'est là notre conviction profonde. Et c'est pour cela aussi qu'il nous faut défendre et approfondir les acquis contre toute tentative qui vise à leur porter atteinte ou à les vider de leur contenu. Le véritable clivage s'opère entre partisans de l'option socialiste et ennemis de l'option socialiste du pays...** ».

Le debat s'est elargi aussi au domaine de l'information. L'ensemble des participants ont souligné la faiblesse des moyens d'information qui ont été « **loin de clarifier toutes les dimensions et retombées du problème, ce qui aurait certainement pu débloquer la situation et apaiser les esprits** ». D'autres intervenants se sont interrogés sur l'absence de couverture des activités syndicales ainsi que sur la publication des déclarations mêmes de l'organisation. « **Sur quelles bases ou sur quels droits se fonde-t-on pour diffuser telle ou telle déclaration ? Pourquoi la dernière déclaration de l'UGTA n'a pas été diffusée par les moyens d'information ?** ». Un autre participant qui tout en estimant justes et fondées les appréciations portées par l'ensemble des intervenants et qui concourent toutes à dire que les moyens d'information sont loin d'être à la hauteur des exigences de la Révolution et dont ils doivent être l'écho profond, a posé le problème de l'information syndicale : « **qu'avons-nous fait pour faire de « Révolution et Travail » un véritable organe central de l'UGTA comme le stipulent les résolutions du cinquième congrès ? Un organe à l'écoute des problèmes et des préoccupations des travailleurs...** ».

Les participants n'ont pas omis, dans le cadre de ce débat, d'aborder les problèmes socioprofessionnels des travailleurs. Notamment l'état d'application des mesures transitoires et le pouvoir d'achat des travailleurs. Dans cette optique, un délégué syndical a mis l'accent sur la nécessité du renforcement des coopératives de consommation qui sont un acquis des travailleurs et « **qui aujourd'hui connaissent des problèmes réels d'approvisionnement qui risquent de les étrangler** ». Ce qu'il faudrait retenir le plus de ce débat c'est peut-être la franchise, la sérénité et la maîtrise avec lesquelles ont été abordés tous les problèmes. « **C'est ce qui peut rendre le plus service à la Révolution pour la pousser encore de l'avant** ». Le débat a mis aussi au jour le besoin réel de discussion. « **On avait grand besoin d'un tel débat. Car la clarification et la vérité révolutionnaire sont seules mobilisatrices** ».

Aussi ce qui se dessine, c'est cette recherche d'adaptation des méthodes de travail de l'organisation aux exigences de l'heure. « **Notre organisation malgré les étapes qu'elle a franchies est encore perfectible et appelle à un renforcement constant** ».

Pour conclure, comme l'a souligné un délégué syndical, « **le tableau n'est pas sombre, malgré les problèmes multiples que nous vivons. Et si aujourd'hui l'impérialisme redouble d'agressivité c'est parcequ'il est de plus en plus menacé. Il est ébranlé dans ses bases aussi bien par la révolution Iranienne que par les pays du front de la fermeté pour rester uniquement au niveau du monde musulman. L'analyse doit être relativisée. Il nous faut par conséquent redoubler d'efforts pour la consolidation et le renforcement de la mobilisation des travailleurs...** ».

A.S.

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

éditorial

Le masque tombe

el Djeich
Djoumada II 1400, Mai 1980, No 204

Une fois de plus le masque tombe découvrant dans toute son ignominie un nouveau maillon d'une chaîne de complots qui visent à saper les fondements de la Révolution algérienne.

C'est en effet, sous le couvert de revendications pseudo-culturelles qu'une poignée d'individus sans scrupules et au service du néo-colonialisme et de l'impérialisme a commis une série d'actes de sabotage et de vandalisme – la dernière carte que joue l'impérialisme – démontrant par là même leur allégeance aux ennemis jurés du peuple algérien.

Une grande différence est établie entre les revendications culturelles et ce qui s'est passé à Tizi-Ouzou et Oued-Amizour.

Brûler le drapeau national, détruire les stèles érigées à la mémoire de nos glorieux chouhada, déchirer et brûler des copies du Livre sacré, profaner et saccager les mosquées, détruire tout emblème ou enseigne écrits en arabe et les remplacer par des inscriptions latines et enfin crier, scander le retour du colonialisme sont autant d'actes condamnables qui soulèvent la réprobation et l'indignation de tout patriote sincère.

L'atteinte à nos valeurs les plus sacrées ne peut laisser indifférent personne. De même que le couvert de la revendication culturelle ne peut duper le peuple algérien.

Bien au contraire, chaque algérien qui aime jalousement son pays se rappellera de ces actes et les portées qu'ils impliquent.

Ils ne sont pour lui que le signe évident du début d'un vaste et dangereux complot dont l'unique but est la dénaturation du juste combat auquel nos chouhada ont tracé la voie.

Ces actes sont un sacrilège à la mémoire du million et demi de martyrs et une insulte aux survivants de la guerre de libération lesquels portent encore dans leur chair et leur cœur les terribles souffrances qu'ils ont endurées.

Et si l'Algérie a pris l'habitude d'être la cible d'attaques de toutes sortes fomentées par les ennemis de la révolution, depuis 1962, date de son indépendance, nous ne pouvons en aucun cas dire que ce qui s'est passé soit le prolongement naturel des tentatives d'atteinte à la dignité et à l'honneur de l'Algérie, mais quelque chose de plus dangereux dans ses buts et plus précis dans son organisation.

Cela ne ressemble point à l'agression frontalière dont l'Algérie a été la victime au lendemain de son indépendance. De même qu'elle est différente de l'opération de sabotage à la bombe dont le siège du quotidien national « El-Moudjahid » était la cible en 1976.

Tout comme elle diffère de celle du largage d'un lot d'armes sur Cap-Sigli... et de bien d'autres tentatives analogues qui avaient toutes pour cible les masses révolutionnaires, leurs acquis et leur unité nationale. Et cela nous amène à nous demander : « Où veulent-ils en venir ? ». Il n'est en outre pas étrange que les ennemis du peuple choisissent le moment précis où l'Algérie déploie une intense activité tant sur le plan interne que sur la scène internationale, pour se manifester.

Il est indéniable par ailleurs que le rôle d'avant-garde que tient, à tous les niveaux l'Algérie, dans le cadre du combat que mènent la Nation arabe et le continent africain dérange et inquiète les milieux impérialistes.

Le militantisme exemplaire dont fait preuve l'Algérie au sein des pays du Tiers-Monde, qui aspirent à se libérer politiquement, économiquement et culturellement de la domination tentaculaire du colonialisme et du néo- colonialisme fait que les ennemis de l'Algérie conjuguent aujourd'hui leurs efforts contre un pays devenu par trop gênant.

Ceux-là même ne pardonnent pas à l'Algérie son légitime droit à la révision de sa politique énergétique laquelle ne concordait pas jusque là avec ses intérêts nationaux. En remettant en cause les rapports établis qui faisaient le jeu des monopoles étrangers, l'Algérie portait un rude coup à ces derniers.

Nous pouvons à partir de toutes ces données établir un lien entre les événements qui ont eu pour cadre Tizi-Ouzou et Oued-Amizour et la tentative de manifestation qui s'est déroulée devant l'Ambassade algérienne à Paris.

La synchronisation des dates et la similitude des slogans ne laissent aucun doute quant à la collusion des forces impérialistes avec un groupuscule d'égarés qui fut la main docile pour l'exécution d'une si vile besogne.

La revendication culturelle n'est qu'un paravent et de la poudre jetée aux yeux du peuple algérien pour mener, par l'intermédiaire de quelques nostalgiques zélés, une action des plus méprisables visant à restaurer un passé à jamais révolu.

Les organes d'information occidentaux, les média français en particulier rancuniers et hostiles à l'Algérie, se sont faits l'écho de cette menée subversive, en dénaturant d'une manière éhontée, avant et pendant les événements la véracité des faits en se faisant les avocats de la question culturelle – pour la sauvegarde d'un patrimoine culturel – au sujet de laquelle la Charte nationale a été tranchante dans ses différents axes surtout sur les questions se rapportant à la langue et à la culture.

La Charte nationale a insisté sur la nécessité de réaliser une révolution culturelle dans le pays. Une révolution qui rende au peuple algérien ses composantes et ses fondements spirituels, sa civilisation, ses valeurs authentiques. Comme elle a insisté également et de façon franche – après des débats populaires larges – sur l'identité nationale algérienne et son renforcement et la réalisation du développement culturel sous toutes ses formes. La langue arabe est tout naturellement un élément constitutif fondamental de l'identité culturelle du peuple algérien, car on ne peut dissocier la personnalité algérienne de la langue nationale qui en est l'expression.

Le peuple algérien jouit d'une bonne mémoire, il n'oubliera jamais sa longue histoire avec le colonialisme qui a, maintes fois, essayé de lui imposer la politique de la division et de désunion. De même que ce dernier a œuvré de toutes ses forces à semer le doute quant à l'unité nationale.

Les fondements de la personnalité du peuple algérien que sont l'unicité de la langue, l'unicité de la religion, l'unicité de l'histoire et l'unicité de la civilisation demeureront le ciment de notre unité nationale scellée par le sang de nos glorieux martyrs.

Si aujourd'hui il devient nécessaire de poser la question de la culture dans son concept scientifique, cela ne peut se faire que sous un angle unitaire, considérant que la culture est une richesse spirituelle en perpétuel renouveau, créatrice, qui va de pair avec un épanouissement matériel de la société algérienne et qui exprime autant ses acquis que ses aspirations.

Elle est de ce fait la richesse du peuple algérien tout entier au même titre que les autres richesses et n'est le bien, que du peuple algérien qui est concerné au premier et au dernier chef, tant qu'elle est liée à l'existence, à la survie et au destin de ce peuple.

Et cela signifie que poser le problème de la culture en vue de son développement et de son épanouissement concerne le peuple algérien dans son ensemble dans des cadres organiques et des méthodes d'action précises et non pas concerner un groupe, une partie ou une région déterminés.

Cette question doit prendre en considération le contexte national et international en perpétuel évolution, l'appartenance à une civilisation et à une ligne politique étant donné que le peuple algérien est un peuple arabe musulman et appartient à la civilisation arabo-musulmane. Tant sur le plan de la langue que de la religion, que de l'histoire, que de la destinée. Par conséquent, l'Algérie est partie intégrante de la grande nation arabe dont elle est indissociable.

Comme elle ne peut vivre en cloisonnement et ignorer les données géopolitiques qui influent sur elle.

Et de là, il s'agit de faire jouer à l'Algérie un rôle efficace dans la civilisation à laquelle elle appartient et d'éviter que les dialectes locaux ne soient un véhicule de la régression, du fanatisme et du tribalisme, mais bien plutôt qu'ils soient investis comme des éléments culturels dont se nourrit le patrimoine culturel national.

Notre Révolution traverse aujourd'hui une étape décisive et nécessite une pensée qui contribue à l'enrichissement de notre expérience dans les différents domaines et non des idées étroites concoctées dans les salons parisiens ou dans les officines des services spéciaux étrangers.

Le but dans tout cela est de porter atteinte à l'unité nationale qui telle un roc invincible a brisé tous les complots fomentés par le colonialisme et le néo-colonialisme. Et s'est dressée face aux nouvelles manœuvres de l'impérialisme et de la réaction locale et régionale.

Devant cette situation « **nous combattrons par tous les moyens, toute tentative visant à porter atteinte à l'unité nationale et quel que soit le slogan** », comme a insisté le Président de la République, Secrétaire général du Parti, dans le discours de clôture aux travaux du séminaire régional sur la planification. L'Algérie n'acceptera jamais de marchander ses principes surtout dans le domaine de l'unité nationale, quelles que soient les difficultés qui se dresseront devant elle et quoique se multiplieront les complots.

Les forces vives de la Révolution, comme à l'accoutumée sauront faire face à quiconque tentera de porter atteinte à l'unité de la Nation ou essayera de jeter le doute sur sa glorieuse histoire, son arabité, son islamité et la justesse de ses options.

« EL-DJEICH »

Que dire? Quoi penser après de telles lectures? D'abord un profond dégoût et un mépris, mais aussitôt l'indignation et la colère. Comme si rien n'a servi à rien. Sont-ils à ce point obtus et fermés ou le font-ils consciemment? En ce cas pour qui et pourquoi? Avec des discours semblables on ferait d'un pacifique citoyen un irréductible rebelle; d'un Algérien modéré un berbériste acharné.

On arrive à penser que ce régime ne connaît qu'un langage: la force.

Illégitime, hétéroclite, contradictoire, contre-nature, anti-national et minoritaire au sein du peuple algérien, ce ramassis d'aventuriers, assoiffés de pouvoir et d'argent, doivent expier leurs crimes de toute nature commis depuis plus de 18 ans.

Il ne faut pas croire à une "bonnification" de ce régime ni à une ressurgence de la démocratie au sein de cette mafia. Il faut demeurer vigilants envers une opposition somnolente, sinon corrompue, depuis plus de vingt ans. Il n'y a que cette nouvelle jeunesse, véritable espoir de l'algérie future, qui saura réaliser cette unité par la véritable identité nationale recouvrée et la démocratie restaurée.

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

Extrait de la déclaration de Chadli, parue in "El-Djeich" n°204, mai 1980

LE PATRIMOINE CULTUREL POPULAIRE : UN ACQUIS DE TOUT LE PEUPLE ALGÉRIEN

« Nous ne permettrons pas que les questions nationales soient débattues dans la rue d'une façon anarchique qui compliquerait davantage les choses au lieu de les résoudre, et engendreraient des problèmes marginaux. Je pense que nous pouvons nous passer de tout cela.

« Nous avons parlé de la langue nationale et de la nécessité de lui redonner la place qui lui revient dans un Etat algérien, arabe et islamique mais il ne peut être question de s'interroger sur notre identité.

« Nous sommes arabes que nous le voulions ou non. Nous appartenons à la civilisation arabo-islamique. L'Algérien est traité, dans n'importe quel pays étranger comme étant Algérien arabe, il n'a point d'autre identité que celle-ci.

« Nous sommes des Algériens, notre langue est l'arabe, notre religion est l'Islam. Nous avons un patrimoine populaire culturel qui est un acquis de tout le peuple algérien, dans le sens historique le plus profond, et qui s'est cristallisé grâce à la civilisation arabo-islamique.

« Les choses doivent être claires en ce qui concerne le patrimoine populaire. Il est, comme je l'ai dit, un acquis national historique du peuple algérien tout entier et ne se limite pas à une partie ou à un groupe.

« La préservation des valeurs de notre personnalité nationale est la préoccupation première de la révolution. Le patrimoine populaire fait partie des aspects de cette personnalité nationale et il est un facteur de son enrichissement.

« Nous avons déployé de nombreux efforts pour préserver ce patrimoine national et introduire une dynamique dans le secteur de l'activité culturelle. Néanmoins, l'examen du dossier de la culture doit obéir aux mêmes méthodes utilisées pour l'étude des autres dossiers.

« Le dossier de la culture nationale doit être posé au niveau de tous les citoyens et tous les militants à travers l'ensemble du territoire national, afin qu'ils expriment leur opinion et pour déboucher sur un programme de travail précis comme cela a été le cas pour les autres secteurs.

« Aucune personne ni groupe ne peuvent s'arroger le droit de monopoliser le dialogue au nom du patrimoine, alors qu'il est le droit de vingt millions d'Algériens.

« Le patrimoine culturel populaire à travers le territoire national fait partie des valeurs de la personnalité algérienne arabo-islamique, et constitue un acquis de tout le peuple algérien.

« Quiconque rejette ce concept ou tente de le dépasser, peut être qualifié comme n'étant pas animé d'un esprit nationaliste algérien.

« Cependant, cette question ne doit pas être abordée dans la rue, sous une forme anarchique, et probablement à des fins politiques biens précises. C'est là un problème que nous ne tolérons point et qui ne doit faire l'objet d'aucune surenchère. En vertu des responsabilités qui m'ont été confiées grâce à la confiance du peuple algérien, je proclame qu'il n'y aura point de surenchère dans tout ce qui est de nature à porter atteinte de près ou de loin à l'unité nationale. **Nous combattrons par tous les moyens, toute tentative visant à porter atteinte à l'unité nationale et quelque soit le slogan.**

« Dans un passé très proche, le sang des fils de Constantine, Maghnia, Tlemcen, Oran, Alger, Tizi-Ouzou, Béjaïa et d'autres régions du pays s'est mélangé à travers toute la terre algérienne. Tant à l'Est, à l'Ouest qu'au Sud, le colonialisme n'a pas réussi à rompre l'unité du peuple algérien, en dépit de tous les efforts qu'il a déployés, notamment des armes, pour diviser suivant la politique « diviser pour régner ».

« Il est honteux qu'un tel sujet soit soulevé après vingt ans d'indépendance, et que soit témoignée de la sorte notre fidélité aux martyrs dont les âmes sont présentes parmi nous. A quoi donc auront servi tous ces sacrifices, si ce n'était pour l'indépendance réelle et pour une unité nationale authentique.

« Aborder de telles questions dans la rue et de manière anarchique pourrait porter atteinte à l'unité nationale et aboutir à semer la confusion dont nous ne tirerons aucun profit, particulièrement en cette étape où nous avons besoin de toutes nos énergies pour parachever le développement national et édifier la société à laquelle nous aspirons.

« L'exposé de cette question et sa forme, se situent dans le temps, au même moment où nous menons une bataille avec le colonialisme qui n'a de lien avec notre pays que le seul rapport culturel.

« Tout en redonnant à la langue nationale la place qui lui revient, l'Algérie ne peut être hermétique aux langues et aux cultures étrangères. Nous vivons l'ère de la technologie diversifiée et il est indispensable que chaque citoyen, particulièrement la jeunesse connaisse d'autres langues.

« Nous avons atteint le colonialisme à la tête, et voilà qu'il remue la queue. Le fait de défendre nos acquis et nos droits a poussé certains, outre-mer, à fomenter des complots dans le but de porter atteinte à l'unité nationale et à la Révolution socialiste.

« Nous avons longtemps souffert de l'exploitation. A chacune de nos revendications on répond par une levée de boucliers des complots et des presions.

« L'Algérie a le dropit de défendre ses richesses en pétrole et en gaz. Elle a le droit de les commercialiser à des prix justes.

« L'Histoire ne pourra jamais nous accuser d'avoir failli à notre devoir d'avoir permis l'exploitation des richesses du peuple à un prix vil. C'est

suite et fin → ("... là une chose que nous n'accepterons jamais, dussions-nous arrêter l'exploitation de nos puits".)

Au delà de la culture ...

Il ne fait plus de doute aujourd'hui que les événements, qui ont eu pour théâtre la ville de Tizi-Ouzou et ses environs concoctés dans les officines des services spéciaux français, entrent dans le cadre de la stratégie impérialiste dont l'objectif final – la déstabilisation de l'Algérie – n'est plus un secret pour personne. Cette manœuvre dirigée contre le peuple algérien s'inspire de la surannée devise colonialiste « diviser pour régner ».

Un plan diabolique est mis à jour. Un groupe de déliquescents et à sa tête un certain français-musulman (pour ne pas dire « harki »), est chargé de son exécution. Pour ce, il faut trouver un alibi, plutôt une marionnette qui doit tenir le premier rôle sur la scène. C'est vite fait. Un « illuminé », aliéné, avide de célébrité est la « star » du scénario. Il s'arroge le droit de « défendre », à lui seul, tout un patrimoine culturel appartenant à vingt millions d'Algériens. Evidemment, il faut s'attendre à l'échec de sa tentative. Echec qui constituera l'axe principal autour duquel s'articulera toute une agitation entretenue par des mains étrangères particulièrement voraces.

L'agitation prend naissance dans l'université de Tizi-Ouzou, laquelle renferme déjà – comme partout ailleurs – quelques éléments en mal d'élucubrations et de divagations. Et là, il y a lieu d'ouvrir une parenthèse pour signaler la parfaite synchronisation des faits entre Alger, Tizi-Ouzou et... Paris, une synchronisation révélatrice de beaucoup de choses.

On a essayé d'abord, et afin de susciter les passions, de donner à ces manifestations premières un caractère « purement culturel ». Mais voilà que les slogans scandés dévoilent tôt les desseins de la manœuvre. « Non à l'arabe dans nos écoles », « L'arabe est une langue étrangère » et j'en passe jusqu'à haranguer le parti FLN et la direction politique du pays. En somme, il s'agit tout simplement de la remise en cause de la Charte nationale et de l'option de tout un peuple. L'option socialiste.

Là, ce n'est que le début de la mise en scène. On ne tarde pas d'ailleurs à voir les événements prendre de plus en plus d'ampleur. Tout dialogue recherché se heurte à l'intransigeance d'une fraction d'activistes manipulés et obstinés à mettre en œuvre les plans machiavéliques des ultras des services spéciaux français dont l'objectif premier est de mettre la ville de Tizi-Ouzou (et pourquoi pas l'ensemble du pays) à « feu et à sang ».

L'effervescence gagne d'autres points du pays, notamment l'université d'Alger, Béjaïa et Oued Amizour où le mouvement est vite circonscrit grâce à la prise de conscience des citoyens, des dangers qui guettent la révolution algérienne. Il en sera de même, quelques jours plus tard, à Tizi-Ouzou qui retrouve le calme et le retour à la vie normale une fois les instigateurs de ces agitations repérés.

A présent, une fois la situation décantée, l'on ne manque pas de s'interroger sur l'origine de ces agitations et les motivations de leurs inspirateurs. Car, le caractère culturel qu'on a voulu donner à ce mouvement n'est qu'un voile derrière lequel se cachent des éléments aux idées frustes et qui ont tenté de se jouer des sentiments d'un nombre d'étudiants sincères – il faut le dire – mais ignorants les arcanes d'une pareille aventure.

Ces groupes déliquescents, constitués d'attentistes de tous poils et de tous bords, cherchant à délétérer l'atmosphère dans une région du pays, ne tentent-ils pas derrière cette manœuvre une réapparition à la surface après une longue hibernation dans les « confortables » salons parisiens ? D'autre part, cette tentative n'a-t-elle pas d'autre finalité que d'affaiblir la révolution algérienne mal commode aux néo-colonialistes et à leurs valets ?

Le dialogue inter-arabe et le dialogue sud-sud instaurés par l'Algérie et pour lesquels elle ne cesse d'œuvrer pour mettre en échec, toutes les manœuvres ourdies par l'impérialisme, n'ont-ils pas exacerbé le désarroi de ceux qui veulent voir le Tiers-Monde sous la botte de l'Occident ?

La juste révision du prix du gaz algérien, ces derniers temps, peut-elle laisser indifférents ceux qui le payaient hier à un prix vil ?

La substitution de l'arabe au français en tant que langue nationale, officielle et de travail, ne menace-t-elle pas la do teuse coopération culturelle ?

Les positions courageuses de l'Algérie dans le concert international pour la défense des peuples opprimés ne dérangent-elles pas cet Occident miné par une grave crise économique ?

Autant de questions qui méritent, un tant soit peu, qu'on s'y arrête.

Les dessous politiques des événements de Tizi-Ouzou sont aujourd'hui à nu, connus de tous. Le caractère culturel qu'on a voulu leur imprimer n'a plus aucun fondement et n'est guère plausible.

Les actes de vandalisme auxquels se sont adonnés certains éléments n'ont plus rien d'énigmatique.

L'Algérie manque-t-elle d'institutions pour que pareille question (culturelle) soit abordée anarchiquement dans la rue ? Depuis quand les questions d'intérêt national sont débattues sur les places parisiennes ?

Faut-il pousser le crime jusqu'à brûler l'emblème national, le sacrilège jusqu'à incendier le Coran, l'injure jusqu'à souiller les stèles commémoratives de nos glorieux martyrs, au nom de la culture ?

Est-ce en s'attaquant aux biens de l'Etat, c'est-à-dire du peuple laborieux, aux édifices publiques et du parti, qu'on aborde une question culturelle ?

Mais avant de se poser toutes ces questions n'est-il pas plus judicieux de rappeler à ces forces rétrogrades que l'Algérie n'a jamais renié son passé ni son patrimoine culturel dans toutes ses composantes. Ils sont donc mal venus ces pauvres égarés, coupés des réalités nationales et soudoyés par des services spéciaux étrangers pour nous apprendre notre histoire.

Que ceux qui essaient de semer la discorde au sein du peuple algérien sachent que notre peuple demeure attaché à son unité cimentée par le sang de nos martyrs morts pour une Algérie unie et forte !

Il est aussi opportun de souligner que l'Algérie a vécu durant quatorze siècle la même destinée que le reste du monde arabo-musulman. Et ce n'est pas aujourd'hui après 18 années d'indépendance qu'un groupuscule de corrompus soit en mesure de remettre en cause notre arabité et notre islamité longtemps brimés par le colonialisme français.

Une fois de plus, l'impérialisme vient d'essuyer un cinglant échec. L'unité nationale, à laquelle on a voulu attenter, s'est avérée un roc solide sur lequel s'est brisée l'une des manœuvres les plus sournoises de l'impérialisme et de ses valets.

L'échec étant consommé, l'ennemi va-t-il désarmer ?

Ne soyons pas dupes. Restons donc vigilants.

Nous ne nous faisons pas d'illusions à ce sujet.

A.H.

"El-Djeich" n°204, mai 1980

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

Algérie "Le Monde" 11-12/5/1980

Le F.L.N. réaffirme sa volonté de généraliser l'utilisation de la langue arabe

De notre correspondant

Alger. — Le souci de « *continuité* » l'a nettement emporté dans les dernières décisions du comité central du F.L.N. (Front de libération nationale), dont une synthèse a été publiée vendredi soir 9 mai, quarante-huit heures après la clôture de sa première session ordinaire de l'année 1980. Les débats fort animés, qualifiés de « *francs, militants et démocratiques* » par le président Chadli Bendjedid, préfigurent ceux qui auront lieu en juin à l'occasion du congrès extraordinaire du F.L.N. pour l'examen et l'adoption du prochain plan quinquennal (1980-1984).

Il en est ainsi en particulier de l'agriculture, sujet complexe et controversé à la fois. Les trois rapports qui circulaient avant l'ouverture de la session s'accordaient sur un constat : stagnation de la production, qui ne couvre plus que 40 % des besoins, vieillissement des travailleurs de la terre, dont près de la moitié ont largement atteint l'âge de la retraite, déficience des « *structures de soutien* » de la production (offices et coopératives de commercialisation, financement et approvisionnement), etc... Ils divergeaient cependant sur les recommandations soumises au comité central pour sortir ce secteur, vital pour l'économie algérienne, du marasme qui le caractérise depuis plusieurs années. Entre autres propositions, les uns préconisaient la constitution de grandes fermes d'Etat, gérées comme des unités industrielles ; les autres suggéraient l'assouplissement des modes de faire-valoir, allant jusqu'à envisager la location par l'Etat des terres qui lui appartiennent à des exploitants privés. Entre ces deux extrêmes, le comité central a décidé le maintien dans leurs grandes lignes des trois structures actuelles de production : autogestion sur les anciennes fermes coloniales, coopératives de la révolution agraire sur les terres de l'Etat et les terres nationalisées depuis 1971, secteur privé de petites et moyennes exploitations.

Dans ce cadre, le gouvernement pourra décider des aménagements qu'il jugera utiles : remembrement des domaines autogérés dont le gigantisme (1 000 hectares en moyenne par exploitation) est rendu responsable des carences de leur gestion ; suppression de tout office ou organisme dont l'existence entrave le développement de la production, etc. Ainsi, c'est surtout en aval et en amont de la production, sur l' « *environnement* » de l'agriculture, que le gouvernement doit agir, « *pour libérer le secteur agricole des contraintes internes et externes qui altèrent son développement socialiste* ».

Parmi les plus importantes décisions prises dans ce domaine figure la création d'une banque agricole spécialisée, qui se substituera à la Banque nationale d'Algérie (B.N.A.), souvent critiquée pour « *sa gestion orthodoxe* » du crédit agricole. La nouvelle institution aura de larges attributions pour financer le développement, l'équipement ou l'exploitation de « *toutes les unités agricoles de production ou de service* ». Des procédures d'octroi du crédit seront assouplies, le contrôle préalable des dépenses, en vigueur actuellement, sera remplacé par un contrôle *a posteriori*, afin de permettre aux bénéficiaires la libre disposition des prêts qui leur auront été accordés.

Un objectif stratégique

Concernant l'arabisation, autre sujet brûlant débattu au cours de cette session, le comité central a réaffirmé que « *la généralisation de l'utilisation de la langue arabe est un objectif stratégique* », le débat n'étant permis que sur « *les méthodes les plus adéquats et les moyens les plus appropriés pour le concrétiser* ». Il a ainsi suivi le président Chadli, qui avait déclaré, dans un récent discours à la veille des manifestations de Tizi-Ouzou, que « *la question d'être Arabe ou de ne pas l'être ne se pose plus en Algérie* ». Faisant allusio à ces événements, sans les citer, le comité central a de nouveau condamné « *les plans colonialistes visant à porter atteinte à l'unité de la nation* », et a affirmé sa « *volonté de défendre la souveraineté du pays, l'intégrité de son territoire et l'unité de son peuple* ».

Les mesures concrètes qui seront prises à court, moyen et long terme pour la généralisation de l'arabe comme « langue de travail » dans le parti, les entreprises publiques, les assemblées élues, les secteurs techniques et artistique, etc., doivent s'intégrer dans les plans de développement à partir du prochain quinquennat 1980-1984. Des actions de volontariat, ainsi que l'affectation de recrues du « service national », sont prévues pour mener à bien cette tâche.

La presse du parti et des organisations de masse doit être convertie à la langue arabe, à une échéance qui n'a pas été précisée. La décision concerne notamment *Révolution africaine*, organe central du F.L.N. ; *Révolution et travail*, organe de l'Union générale des travailleurs algériens, et l'*Unité*, organe de l'Union de la jeunesse algérienne. Cependant, le quotidien *El Moudjahid* et l'hebdomadaire *Algérie actualité*, édités par le ministère de l'information, continueront à paraître en français. Une académie de langue arabe, baptisé académie Houari-Boumediène, sera créée. L'application de ces mesures sera supervisée par le chef de l'Etat, qui assurera « *la coordination, le suivi et l'évaluation des différents projets* ».

S'agissant enfin du tourisme, les décisions vont dans le sens attendu du développement d'un « *tourisme essentiellement interne* » et l'ouverture plus large de ce secteur à l'initiative privée, pour la réalisation de petites unités d'hôtellerie et de restauration, qui compléteront les grands complexes d'Etat. — *(Intérim.)*

ALGERIE

24 inculpés font la grève de la faim

Alors que les cours ont repris hier à l'université d'Alger, le comité de défense des droits culturels en Algérie, constitué après les événements de Tizi Ouzou, attire l'attention de l'opinion publique sur la situation de 24 inculpés qui doivent comparaître devant la cour de sûreté de l'Etat de Médéa, et ont engagé une grève de la faim illimitée pour protester contre « ce simulacre de procès ». Ces hommes et ces femmes (médecins, enseignants, étudiants de Tizi-Ouzou), détenus depuis deux mois à Berrouaghia, récusent les avocats qu'on leur a commis d'office, tel M. Djender, ex-procureur de la République, qui avait requis la peine de mort contre Aït Ahmed en 1964. Le Comité de défense des droits culturels en Algérie dénonce, d'autre part, l'instauration en Algérie, de « tribunaux clandestins » par la secte des Frères musulmans. Contact : revue *Esprit*, 887.69.31.

Quotidien de Paris 10.6.1980

ALGER

L'université rouvre ses portes

Le Matin de Paris 10.6.1980

Les cours ont repris à l'université d'Alger à la veille des examens de fin d'année après un mois de tension et de violence dans l'enceinte universitaire entre étudiants arabophones et francophones. Ce retour au calme intervient après une tournée d'une semaine effectuée dans les facultés d'Alger par le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdelhak Brehrhi, pour « rétablir le dialogue » *avec les étudiants.*

Cependant les vingt-quatre inculpés des événements de Tizi-Ouzou, en avril dernier, dont la libération a été demandée par les étudiants et les enseignants, doivent toujours comparaître devant la Cour de sûreté de l'Etat. Selon un communiqué des étudiants, ils auraient décidé il y a trois jours une grève de la faim pour hâter leur jugement mais l'aurait différé contre la promesse d'un procès rapide.

Evasion manquée de Ben Bella

L'ancien président Ahmed Ben Bella aurait été transféré de sa résidence surveillée de Msila à la ville de Bou Saada, à la suite de la découverte d'un plan d'évasion. C'est du moins ce qu'a révélé hier à Rabat, un journaliste marocain, qui vient lui-même de s'échapper des prisons algériennes. Selon Mustapha Bziout, le transfert de l'ancien président et de sa famille remonte à cinq ou six mois. Le même témoin affirme que les prisons algériennes regorgeraient de détenus kabyles, souvent maltraités.

11.6.1980
Quotidien de Paris

Le Monde 11.6.1980

Algérie

Retour au calme dans les universités

De notre correspondant

Alger. — La situation tend à se normaliser dans les universités de la capitale, après la tournée de meetings entreprise par le ministre de l'enseignement supérieur, M. Abdelhak Brerhi. Pour cette « *campagne d'explications et de dialogue* », y compris dans les facultés de lettres et de sciences économiques situées au centre de la ville les forces de centre de la ville les forces de polic police qui stationnaient en permanence ces dernières semaines à proximité des bâtiments, dont elles contrôlaient les accès ont été retirées. Les affrontements entre « *modernistes* » et « *traditionalistes musulmans* » ont cessé et un arrêté ministériel menace de peines très sévères tout étudiant porteur d'armes ou auteur de violences. Les initiatives du ministre paraissent avoir ainsi débloqué, à la satisfaction générale, une situation qui semblait sans issue.

Un point noir subsiste cependant : le maintien en détention des vingt-quatre personnes arrêtées à l'occasion des événements de Kabylie et qui doivent être jugées par la Cour de sûreté de l'Etat. Parmi elles, se trouvent deux syndicalistes et quatre étudiants de l'université d'Alger. Des pétitions continuent à circuler pour demander leur libération et des collectes sont organisées pour assurer le financement de leur défense. Le procès pourrait avoir lieu fin juin, début juillet, après le prochain congrès du parti F.L.N. M. Brerhi a garanti que les droits de la défense seraient respectés et que la justice serait sereine...

Après les universités, le ministre s'attache à visiter maintenant les cités universitaires dont la vie était perturbée par les activités des « comités islamiques » qui attaquaient les étudiants progressistes, s'en prenaient aux jeunes filles trop « modernistes » et organisaient des « procès ». Dimanche soir, M. Brerhi s'est rendu à la cité des filles, avec lesquelles il a longuement dialogué. Il doit ensuite entreprendre une tournée des universités de province, qui le conduira à Constantine, à Oran et à Anaba. Dans cette dernière ville, des heurts violents ont opposé récemment étudiants progressistes et éléments se réclamant de l'islam.

Le ministre appelle tous les étudiants à se mobiliser pour préparer une conférence nationale sur la formation supérieure, qui se déroulera au début du mois de juillet. Elle réunira plusieurs milliers d'enseignants et de jeunes, qui examineront tous les problèmes de l'enseignement supérieur et, plus particulièrement, ceux posés par l'algérianisation des cadres, l'arabisation, l'orientation et l'organisation des études.

Enfin, les épreuves du baccalauréat ont commencé le samedi 7 juin pour quelque soixante-seize mille lycéens. Dans un souci d'apaisement et afin de donner, notamment en Kabylie, toutes leurs chances à ceux des élèves dont la scolarité a été troublée ces deux derniers mois, les autorités ont décidé d'organiser à titre exceptionnel une deuxième session, qui se déroulera à l'automne sur l'ensembel du territoire.

DANIEL JUNQUA.

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

Le Monde 15.5.80 **Algérie**

UN MILLIER D'ÉTUDIANTS ALGÉROIS ONT MANIFESTÉ CONTRE LA « RÉPRESSION DE LA CULTURE BERBÈRE »

Alger (A.P., Reuter). — Un millier d'étudiants ont organisé, lundi 12 mai, un bruyant « sit-in » à l'université d'Alger pour protester contre ce qu'ils estiment être « une répression de la culture berbère ». Scandant des slogans en français tels que « A bas la répression », « Liberté de parole » et « Démocratie », les manifestants ont demandé la libération de dizaines de personnes qui auraient été arrêtées à la suite des violentes manifestations, le mois dernier, à Alger et en Kabylie.

D'après une affiche de l'U.N.J.A. (Union nationale de la jeunesse algérienne) placardée dans la faculté, le gouvernement aurait promis la réouverture prochaine de l'université de Tizi-Ouzou et la libération des détenus, à l'exception de ceux « ayant des liens avec l'étranger ». Semblant douter de ces engagements, les participants au meeting, réunis en début d'après-midi, ont décidé la poursuite de l'action et l'envoi d'une délégation à la présidence de la République.

D'après les témoignages des étudiants, plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées à Tizi-Ouzou dans la nuit du 20 avril dernier, pendant l'évacuation de l'hôpital et de l'université en grève, puis les jours suivants lors des émeutes qui ont secoué la Kabylie. La police aurait également procédé à des arrestations à Alger, à l'intérieur même de l'université.

Algérie

Le comité central du F.L.N. renforce les pouvoirs du président Chadli

Au moment où était publiée une « résolution organique » du F.L.N. renforçant les pouvoirs déjà importants du président Chadli Bendjedid, on annonçait à Alger, jeudi 15 mai, que vingt-quatre personnes impliquées dans les événements de Tizi-Ouzou comparaîtront devant la Cour de sûreté de l'Etat siégeant à Médéa. Un communiqué du ministère de la justice précise que les accusés « appartiennent à des organisations clandestines » dont il ne cite pas les noms. Le ministre de l'enseignement supérieur a annoncé la réouverture du centre universitaire de Tizi-Ouzou, fermé il y a un mois, et de nouvelles libérations de détenus arrêtés lors des troubles ont eu lieu.

Alger (*A.P.*). — Dans une « *résolution organique* » rendue publique, une semaine après la fin de sa troisième session, le comité central du F.L.N. a accordé les pleins pouvoirs au président Chadli Bendjedid, secrétaire général du parti, pour procéder à la restructuration qu'il jugera nécessaire au sein des instances dirigeantes.

Véritable coup de théâtre, cette annonce tardive montre que la troisième session n'a pas été cette réunion sereine et studieuse que s'appliquait à présenter l'agence officielle Algérie Presse Service en publiant *in extenso* et sans commentaire les longues résolutions sur l'agriculture, le tourisme ou l'arabisation.

Le récent mouvement de contestation culturelle en Kabylie et sa répression auraient suscité un débat houleux, marqué par les interventions de plusieurs des cent soixante membres du comité central appelant à la liberté d'expression et la démocratie.

Des rumeurs souvent contradictoires circulent sur les remaniements envisagés, allant de la mise à l'écart de plusieurs ministres ou même de M. Mohamed Salah Yahioui, coordinateur du parti, « numéro deux » du régime, à la suppression pure et simple du bureau politique, apparemment inactif ces dernières semaines. Il semble que ce dernier était paralysé par la rivalité de deux tendances, l'une favorable à une socialisation accrue de l'économie, et l'autre à une certaine libéralisation.

D'après la « *résolution organique* », le comité central a étudié « *tous les aspects négatifs, procédé à une autocritique impartiale des structures et des organes actuels* », et demandé la création d'une commission spéciale provisoire pour élaborer « *un projet d'amendement de certains articles des statuts du parti* » à présenter au congrès extraordinaire, après approbation du comité central. Ainsi, le congrès extraordinaire du F.L.N., prévu en juin pour l'adoption du plan quinquennal 1980-1984, semble devoir être précédé d'une quatrième session du comité central, à caractère éminemment politique.

Il est difficile de prévoir les mesures qui pourraient être prises ces prochaines semaines. Cependant la dénonciation des « *chevauchements des attributions, plus particulièrement au niveau de l'instance exécutive du comité central* », met explicitement en cause le bureau politique, dont neuf des quinze membres sont des anciens du Conseil de la révolution qui ont soutenu le président Boumediène lorsqu'il a renversé, en 1965, le président Ben Bella.

Le Monde 17/5/1980

Deux appels au président Chadli Bendjedid

A la suite des événements de Tizi-Ouzou, le Club des droits socialistes de l'homme (190, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris) a adressé au président Chadli Bendjedid un télégramme déclarant notamment : « *Etant de ceux qui admirent les réalisations que, sous l'impulsion de ses présidents successifs, le F.L.N. a donné à l'Algérie depuis son indépendance, nous nous permettons d'intervenir auprès de vous afin de vous demander clémence et compréhension pour la fraction berbérophone de votre noble peuple qui revendique le droit à l'expression dans sa langue d'origine.*

» *Nous, qui revendiquons, au nom de l'idéal socialiste, le même droit pour les Français qui possèdent une autre langue maternelle, comme le corse, le breton, le basque, etc., sommes persuadés que vous agirez en ce sens, car la différence culturelle, loin d'être incompatible avec l'unité de la nation est, au contraire, facteur d'enrichissement de cette nation.* »

D'autre part, de nombreuses personnalités ont lancé au chef de l'Etat algérien, ainsi qu'au premier ministre et au ministre de la justice, un appel dans lequel ils « *expriment leur inquiétude devant le maintien en détention de nombreux jeunes universitaires, médecins, travailleurs et artistes, en liaison avec les événements d'Alger et de Tizi-Ouzou* » et ils « *s'interrogent sur la signification de la campagne de presse tendant à présenter un mouvement de revendication culturelle très large et pacifique comme l'émanation d'un complot international* ». Ils déclarent en conclusion : « *Les signataires, dont l'attachement à l'indépendance de l'Algérie ne saurait être mis en cause, demandent aux autorités algériennes de libérer toutes les personnes encore détenues et de cesser les poursuites engagées.* »

Ont notamment signé ce texte : Mᵉ Aurenche, Pierre Bourdieu, François Chatelet, Jean Chesneaux, Hélène Cixous, Mᵉ Nicole Dreyfus, René Dumont, Michel Etcheverry, René Gallissot, Alain Geismar, Daniel Jacobi (de la Ligue française des droits de l'homme), Alfred Kastler, Yves Lacoste, Henri Lefebvre, général de la Bollardière, Vincent Monteil, Maurice Nadeau, pasteur Robibois, Maxime Rodinson, Delphine Seyrig, Alain Touraine, Jean-Pierre Vigier, Pierre Vidal-Naquet, Haroun Tazieff.

Le Monde 15/5/1980

REPRESSION

Libération 19/5/1980

Alger: tortures au commissariat de Cavaignac

On arrête, on torture, on juge sans avocat en Algérie. Nous avons rencontré à Paris, un kabyle affreusement torturé et tabassé par la Sécurité Militaire au Commissariat Central d'Alger, rue Cavaignac. L'homme est actuellement en observation dans un hôpital parisien : à quarante ans, il est délabré par la détention et les coups. Il ne peut pas se tenir assis: ses tortionnaires ont porté principalement leurs coups sur ses parties génitales. « *J'ai été arrêté à Tizi-Ouzou aux alentours du 8 avril et transféré à Alger. C'est seulement au bout de 48h que j'ai compris que nous étions détenus rue Cavaignac - nos gardiens pendant le parcours nous avaient bandé les yeux. C'est en entendant les flics la nuit répondre au standard, « Poste Cavaignac » que nous avons su où nous étions. 80 personnes étaient détenues dans une salle immense, composée de cellules grillagées, avec l'interdiction absolue de nous parler. Une jeune fille était dans un triste état: le dos de son cou était entièrement purulent. Elle fut mordue par les chiens de la police à Tizi et transférées à Alger sans aucun soin. Un autre type, avait le bras gauche atrophié. Trois inspecteurs de la sécurité militaire m'ont interrogé au second sous-sol, oui, car notre grande cellule est au premier sous-sol. Ils voulaient savoir quels étaient les leaders de Tizi-Ouzou, les relations que nous entretenions avec nos frères résidant en France, et avec beaucoup d'insistances, nos relations avec des français.*

Selon eux, tous les tracts qu'ils avaient ramassés venaient de France. J'étais très déprimé, avant l'interrogatoire, car nous sommes restés environ 40 heures sans avoir le droit d'aller aux toilettes. Quand nous nous plaignions ils nous disaient « de chier par terre » à même le sol de nos cellules... Au sous-sol ça a été très dur. On m'a dit de m'asseoir sur une chaise, ce que j'ai fait. A peine assis, j'ai sauté d'un coup. J'ai reçu une décharge. Pendant l'interrogatoire, un type en civil me piquait avec une baguette. A quelques millimètres du corps je recevais une décharge. Je tombais par terre, et ils me relevaient à coups de pieds. Je suis resté dans leurs mains environ trois heures. Après on m'a remonté dans la cellule grillagée. Tous les hommes et les femmes, qui remontaient de l'interrogatoire aux cellules de détentions étaient entièrement nus... Ce fut très dur, car l'humidité de ce sous-sol était incroyable. Je n'ai jamais vu cela, les murs coulaient littéralement. Les gens qui étaient là, avaient été arrêtés soit à Alger, au cours des manifestations, soit transférés de Tizi-Ouzou ».

Depuis son séjour en France, notre interlocuteur est sous sédatifs et tranquillisants. A Paris, les représentants de l'Organisation Mondiale de la Santé ont été saisis des conditions de traitements des « arrêtés » d'Alger et de la situation de nombreux médecins et personnels de Tizi-Ouzou dont on est toujours sans nouvelles. En effet cinq personne, Khelil Saïd, Sadi Saïd, Stiet Mohamed, Halet Rachid de l'hôpital deTizi auraient été jugées sans avocat par le Tribunal de Médéa vendredi. Dans la charrette Ahmed Zaïed Idir, universitaire, aurait subi le même sort. On ne connaît pas les peines prononcées.

Tizi-Ouzou: grève générale hier contre les arrestations et les disparitions

Hier à Paris, on apprenait qu'une grève générale avait éclaté depuis dimanche matin à Tizi-Ouzou. Rues vides, commerces fermés, usines en grève, pour une seule revendication: « *que sont devenus nos enfants* ». Une liste très précise nous est parvenue de Kabylie. On est actuellement sans nouvelle de 25 personnes. Il s'agit de Sadi Saïd, médecin, Lounaoussi Mouloud, médecin, Aggoun Ahmed, cadre du bâtiment, Staied Mohamed, Médecin, Halet Rachid, médecin, Rachi Rachid, Ali Cheikh, Professeur au lycée technique, Berdous Mammar, employé à la SONELEC, Ahmed Zaïd Idir, enseignant, Khébil Saïd, pharmacien à l'hôpital, Aït Larbi Arezki, étudiant, Saïd Mouloud, Technicien SONELEC, Bacha Mustapha, étudiant, Boukéris Salah, Brahimi Ali, Rachidi, Aït Ouakli Rachid, Chemine Amokrane, About Arezki, Naït Abdallah, infirmière, Terzi Achour, Zenati Djamal, étudiant, Berkinoun Kamel, Lamarri Idriss, étudiant, Tari Azie, étudiant.

Le Comité de Défense des Droits Culturels en Algérie », (Revue Esprit 19, rue Jacob, Paris 6è) indique dans un communiqué: « *Après avoir condamné arbitrairement 21 personnes sans aucune possibilité de défense, les tortionnaires du pouvoir viennent une fois de plus ouvrir les portes à une justice expéditive. En effet, 25 personnes, parmi lesquelles des ouvriers, des médecins, des professeurs, des étudiants sont traduites devant la Cour de Sûreté de l'Etat au mépris des règles les plus élémentaires de la justice et des Droits de l'Homme* ».

Eric LANDAL

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

Algérie

Le prochain congrès du F.L.N. devrait permettre au président Chadli de renforcer son autorité

De notre correspondant

Alger. — La préparation du congrès extraordinaire du Front de libération nationale, prévu pour la seconde quinzaine de juin, va bon train. Une commission, présidée par M. Abdelmajid Allahoum, ministre du tourisme, s'occupe notamment de dresser les listes de candidatures et de préparer le matériel de ces assises ; une seconde, appelée officiellement « commission spéciale », est confiée à M. Boualem Baki, ministre des affaires religieuses. Elle a commencé ses travaux samedi et doit proposer des amendements aux statuts actuels du F.L.N., en vue de renforcer les pouvoirs de son secrétaire général, le président Chadli Bendjedid. Elle doit également proposer une restructuration du parti pour en simplifier l'organigramme.

Placées sous l'autorité directe du chef de l'État, ces deux commissions ne comprennent aucun membre de l'actuel bureau politique, dont les titulaires ont été tous écartés de la préparation du prochain congrès. Ce fait, ainsi que l'annulation de sa dernière réunion hebdomadaire, mercredi, tend à confirmer que le bureau politique est « gelé » en attendant son profond remaniement. Lors de sa dernière session, du 6 au 10 mai, le comité central avait sévèrement reproché à l'« exécutif » du F.L.N. son « *inertie* » et accordé un « *soutien sans réserve* » au président Chadli Bendjedid pour « *opérer les changements qu'il considère nécessaires* » à la tête du parti et de l'Etat. Ces « *pleins pouvoirs* » devraient, en principe, lui être confirmés en juin par le congrès extraordinaire du F.L.N.

La tournure des événements ne constitue pas, à vrai dire, une réelle surprise. Des divergences couvaient depuis plusieurs mois, et effet, entre les membres du bureau politique dont le « dosage » avait plus répondu, lors de sa formation, en février 1979, à des préoccupations immédiates nées du vide laissé par la disparition brutale du président Boumediène, qu'à la nécessité d'une action d'envergure à long terme dans tous les domaines.

Le débat politique s'était, depuis, polarisé autour de deux grands courants animés par deux anciens « *candidats à la candidature* » à la présidence de la République, MM. Mohammed Salah Yahaoui, coordonnateur du F.L.N., et Abdelaziz Bouteflika, ancien ministre des affaires étrangères, tandis que les alliances se défaisaient aussi rapidement qu'elles s'esquissaient, dans un climat lourd et paralysant.

L'enjeu de cette « bataille de l'ombre » est la part de « continuité » et celle de « changement » apportées dans la stratégie de développement mise en œuvre depuis dix ans.

Les uns souhaiteraient quelques aménagements tout en préservant les « *acquis fondamentaux* » (monopole de l'Etat sur l'ensemble de la vie économique), les autres préconiseraient de réserver une plus grande place à l'initiative privée, notamment pour la fabrication de la « seconde génération » des produits industriels algériens, en aval de l'industrie de base déjà installée.

En faisant arbitrer le comité central en sa faveur, le président Chadli Bendjedid semble avoir ainsi renvoyés dos à dos les deux tendances, pour mettre fin à un débat jugé « stérile » alors que de nombreux dossiers en souffrance attendent des décisions concrètes. Son projet politique n'en paraît que plus clair : former autour de lui une équipe de travail homogène, qui se chargera de mettre en application le plan quinquennal 1980-1984 aussitôt après son approbation par le prochain congrès extraordinaire du F.L.N.

(Intérim.)

● *Une grève générale*, la seconde depuis le début de l'effervescence berbère, a paralysé Tizi-Ouzou durant la plus grande partie du dimanche 18 mai. L'ensemble des commerces privés étaient fermés, fonctionnaires et ouvriers avaient déserté leur poste de travail. Les grévistes ont, semble-t-il, voulu se solidariser avec les vingt-quatre manifestants qui comparaîtront devant la Cour de sûreté de l'Etat (*le Monde* du 17 mai). — *(Corresp.)*

"Le Monde" 20/5/1980

INFO. ou INTOX ?

A propos des torturés du commissariat de Cavaignac (Libération 19/5/1980 v. page précédente),

Un homme (conservant l'anonymat) nous a appelé d'Alger le 23/5/1980 pour nous dire ceci :

"Effectivement il y eut des torturés au commissariat Cavaignac dont le commissaire est M. TALBA obéissant aux ordres de M. KHEDIRI (Direct. de la Sureté Nationale). Les policiers, utilisés pour la besogne, sont d'anciens proxénètes algériens recrutés à Paris par M. FELLAH (allias Vespa), ex-consul d'Algérie en Suisse".

Nous ne connaissons aucun de ces trois noms cités, nous n'avons vérifié aucune information et nous n'accordons aucune valeur à ce genre de renseignement.

Par contre l'on s'interroge sur le but de lancer de telles rumeurs? Confirmer la torture? En faire porter le chapeau à trois personnes et les désigner à la vindicte populaire? Tester notre capacité d'amplifier la rumeur?

Trois mois sont passé sans qu'on ait divulgué cette "intox".

Nous trouvons ce genre de procédé ignoble.

KABYLIE

Grève générale dimanche,

Tizi-Ouzou à nouveau paralysée

Apparemment, le gouvernement algérien ignore les vertus de l'apaisement. Il opte pour la manière forte et s'y tient avec obstination. Au risque de provoquer des résultats contraires à ceux poursuivis. Jeudi dernier, on apprenait à Alger que 24 étudiants impliqués dans les émeutes de Tizi-Ouzou d'avril dernier devaient comparaître prochainement devant la cour de sureté de l'Etat. il n'en fallait guère plus pour relancer partiellement un mouvement qui ne se réduit pas à la composante Kabyle et n'a pas renoncé à obtenir le droit élémentaire à l'expression: Dimanche, une grève de solidarité des employés, des commerçants et des ouvriers a une nouvelle fois paralysé Tizi-Ouzou. L'Université rouverte samedi après trois semaines de fermeture a été de nouveau interdite aux usagers lundi pour prévenir toute agitation à l'occasion de la journée nationale de l'étudiant.

A l'université d'Alger, une grève de solidarité a été déclenchée lundi. Un millier d'étudiants rassemblés dans les locaux de la faculté ont réclamé « *la libération des détenus* ». Dans l'après-midi, plusieurs centaines d'entres eux participaient à un défilé dans les rues d'Alger qui les a conduit devant l'immeuble du F.L.N. place Abdel Kader.

A la faculté d'Alger, la grève doit se poursuivre jusqu'à samedi date à laquelle d'autres assemblées générales doivent décider de la suite à donner au mouvement.

libération 21 mai 1980

Algérie

MANIFESTATION D'ÉTUDIANTS A ALGER EN FAVEUR DES PERSONNES ARRÊTÉES LORS DES ÉVÉNEMENTS DE KABYLIE

Les facultés de lettres et de sciences économiques, dans le centre d'Alger, ont connu une certaine agitation, lundi 19 mai, à l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant, nous signale notre correspondant.

Un meeting a rassemblé un millier de participants qui ont réclamé la libération des vingt-quatre personnes arrêtées lors des « *événements de Kabylie* » et qui doivent être jugées par la Cour de sûreté de l'Etat. Dans l'après-midi, plusieurs centaines d'étudiants ont participé, sur le même mot d'ordre, à un défilé qui les a conduits place de l'Emir-Abd-El-Kader devant l'immeuble du parti F.L.N. La police n'est pas intervenue.

D'autre part, dans une déclaration à l'A.F.P., M. Aït Ahmed, responsable du Front des forces socialistes (F.F.S.), qui vit en Europe, demande que « *les communautés algérienne et internationale exigent un procès public, régulier et équitable* » et déplore que « *jusqu'à ce jour ni les parents ni les avocats des jeunes Algériens de Kabylie, qui devaient être traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat à Médéa, n'ont pu prendre contact avec eux* ».

● *Une grève générale*, la seconde depuis le début de l'effervescence berbère, a paralysé Tizi-Ouzou durant la plus grande partie du dimanche 18 mai. L'ensemble des commerces privés étaient fermés, fonctionnaires et ouvriers avaient déserté leur poste de travail. Les grévistes ont, semble-t-il, voulu se solidariser avec les vingt-quatre manifestants qui comparaîtront devant la Cour de sûreté de l'Etat (*le Monde* du 17 mai). — *(Corresp.)*

Le Monde 21 mai 1980

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

Algérie

REÇU PAR LE PRÉSIDENT CHADLI

M. Chinaud a voulu briser le « monopole » des visites de dirigeants de l'opposition française

De notre correspondant

Alger. — Briser le « monopole » de fait établi par les partis français d'opposition, et particulièrement le P.C.F., en ce qui concerne les rapports avec le F.L.N., nouer des relations au niveau parlementaire entre le parti unique algérien et l'U.D.F., *« seul groupe de la majorité présidentielle qui soutienne pleinement l'action de M. Giscard d'Estaing, et notamment sa politique algérienne »*, tels étaient les objectifs essentiels de M. Roger Chinaud, président du groupe parlementaire U.D.F., qui a terminé, lundi matin 19 mai, une visite officielle de six jours en Algérie.

Le dirigeant giscardien, qui était accompagné de M. Alain Mayoud, député U.D.F. du Rhône, président du groupe parlementaire d'amitié franco-algérienne, et de M. Jean-Louis Schneiter, député U.D.F. de la Marne, a été reçu par le président Chadli Bendjedid et par de nombreux dirigeants, parmi lesquels le président de l'Assemblée nationale, M. Rabah Bitat ; le ministre des affaires étrangères, M. Benyahia, celui de l'énergie, M. Nabi, et celui des finances, M. Hadj Yala.

Le voyage de M. Chinaud succède aux visites de M. Jean Baptiste, conseiller spécial de M. Giscard d'Estaing, et de M. Lionel Stoléru, qui s'est entretenu, le 4 mai, avec le ministre algérien du travail, M. Oumeziane, des problèmes de l'émigration. Il fait suite aussi aux conversations qui se sont déroulées le 28 avril à Alger entre MM. Bruno de Leusse et Benouniche pour faire le point des négociations engagées au début de l'année pour apurer le contentieux franco-algérien. C'est dire combien les échanges politiques entre les deux pays ont été ces derniers temps nombreux et diversifiés.

Le séjour de M. Chinaud survenait d'autre part fort opportunément pour dissiper quelques nuages récemment apparus. Si ses interlocuteurs n'ont pas repris la thèse du complot tramé en France dans des « officines » pour « déstabiliser » l'Algérie, ils ont exprimé leur amertume quant à la « campagne » menée, selon eux, par les médias français concernant les « événements » de Kabylie. A part *l'Humanité*, la presse quotidienne française n'est d'ailleurs plus diffusée à Alger depuis un mois. Non plus d'ailleurs que la plupart des hebdomadaires. M. Chinaud a rappelé que la presse en France était libre et autonome par rapport aux pouvoirs publics. Il a estimé également qu'il fallait multiplier les contacts entre les deux pays pour éviter tout risque de malentendu et prévenir les incompréhensions.

M. Chinaud a abordé également les problèmes économiques avec M. Nabi, évoquant le différend Sonatrach-G.D.F. sur le prix du gaz. Il a estimé qu'il s'agissait *« d'un problème essentiellement politique, qui devait trouver sa solution à ce niveau »*.

Avec M. Belkaïd, secrétaire général du ministère de l'habitat, il a procédé à un tour d'horizon des perspectives ouvertes aux sociétés françaises par les projets des autorités algériennes, qui veulent réaliser dans les dix années à venir quelque deux millions de logements. Ce programme ne pourra être mené à bien sans l'intervention d'entreprises étrangères, mais les responsables algériens n'ont pas déterminé encore de façon précise les modalités et les limites de cette intervention. Les négociations entreprises à ce sujet et qui tournaient autour de la définition de *« groupements conjoints et solidaires »*, associant étroitement sociétés françaises et algériennes, ont été suspendues à l'automne dernier. Cette formule, qui suscitait bien des réticences du côté français, ne semble plus être la seule possible, et l'action des entreprises françaises pourrait revêtir, a dit M. Belkaïd, toute une gamme d'aspects allant de la fourniture de logements à la formation professionnelle, en passant par la construction de cimenteries ou l'assistance technique à des entreprises algériennes.

M. Zitouni Messaoudi, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui avait invité M. Chinaud, se rendra, en principe, à son tour en France au mois de juillet prochain.

DANIEL JUNQUA.

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU F.L.N. SE RÉUNIRA DU 15 AU 19 JUIN

(De notre correspondant.)

Alger. — Le congrès extraordinaire du parti F.L.N., qui doit étudier et approuver les orientations du plan quinquennal 1980-1984, se réunira du 15 au 19 juin, a-t-on appris, le mardi 20 mai, à Alger. Conformément aux décisions prises par le comité central lors de sa dernière session, ces assises n'auront pas seulement un rôle économique. Elles devront aussi, et peut-être surtout, se prononcer sur des propositions présentées par le président Chadli Bendjedid afin d'aménager les structures centrales du F.L.N. et d'amender certains articles de ses statuts. Ces mesures devraient entraîner d'importants changements dans la composition du gouvernement comme à la tête du parti, le chef de l'Etat ayant reçu du comité central carte blanche pour *« choisir ceux qui sont aptes à la responsabilité »*.

Les délais étant maintenant très courts, on s'interroge à Alger sur les modes de désignation des délégués au congrès et sur sa composition. Celle-ci pourrait être proche de celle des assises qui s'étaient tenues en janvier 1979 pour ratifier la candidature du colonel Chadli Bendjedid à la sucession du président Boumediène. Plus de trois mille délégués s'étaient alors réunis au complexe olympique de Ben Aknoun, sur les hauts d'Alger. La moitié d'entre eux, environ, émanaient du parti et des organisations de masse (unions de travailleurs, de paysans, de femmes, de jeunes, etc.), 20 % représentaient l'armée de carrière et le reste de l'assemblée était composé de cadres politiques, administratifs, techniques et économiques de l'Etat, invités à siéger au titre de leurs fonctions. — D. J.

● *La grève des cours des étudiants* de la faculté d'Alger-Centre, qui demandent la libération des vingt-quatre personnes devant comparaître devant la Cour de sûreté de l'Etat à la suite des événements de Kabylie, a été largement suivie mardi 20 mai. Elle se poursuivra en principe jusqu'à samedi, date à laquelle d'autres assemblées générales décideront de la suite à réserver au mouvement, qui n'a donné lieu jusqu'ici à aucun incident. — *(A.F.P.)*

"Le Monde" 22/5/1980

"Le Monde" 27/5/1980

Algérie

● *Une certaine effervescence continue à régner dans les universités d'Alger*, où se poursuivait, dimanche 25 mai, la grève déclenchée au début de la semaine pour obtenir la libération des vingt-quatre personnes arrêtées lors des événements de Tizi-Ouzou et qui doivent être jugées par la Cour de sûreté de l'Etat. Les enseignements sont sérieusement perturbés, notamment à l'université des sciences et techniques de Bab-Ezzouar, à l'est de la capitale.

Celle-ci a été investie samedi par plusieurs centaines d'étudiants *« nationalistes »* se réclamant de l'arabisme et de l'islam qui, venus de l'extérieur et usant de pierres et de gourdins, se sont employés à *« évacuer »* les étudiants et enseignants, grévistes ou non, qui se trouvaient sur le campus. Les affrontements ont fait une trentaine de blessés. D'autres heurts auraient eu lieu dimanche. Samedi et dimanche, l'université centrale au cœur de la ville a été momentanément fermée par la police qui en a contrôlé étroitement les accès. — *(Corresp.)*

AU-DESSUS DE LA MELEE

En incitant l'UNJA à attiser le feu, en soutenant les "Frères musulmans", en introduisant des provocateurs pour déconsidérer la revendication "berbériste", le pouvoir se paie le luxe d'une belle image de solide sérénité et de démocratie où divers courants "peuvent" s'exprimer et s'affronter.

Etant au-dessus de la mêlée, il laisse ces extrémistes aller à une certaine exagération et, jouant sur l'exaspération de la population, il intervient pour éviter l'anarchie et rétablir la liberté se donnant ainsi le beau rôle.

Et dans cette mise en scène, il en profite pour fermer la porte à toute revendication légitime, renvoyant dos-à-dos et pêle-mêle ses agents et le peuple qui justement aspire à une véritable démocratie.

Mais jusqu'où et à quand pensera-t-il pouvoir manipuler tout un peuple?

"Le Monde" 30/5/1980

Algérie

LES RETOMBÉES DES TROUBLES DE KABYLIE

Etudiants « arabisants » et « francisants » s'affrontent dans les universités d'Alger

De notre correspondant

Alger. — Les universités de la capitale connaissent une poussée de violence. Il ne se passe plus tiers de « nationalistes », sont heurts soient signalés entre étudiants grévistes et non-grévistes. Les premiers réclament la libération des vingt-quatre personnes arrêtées lors des troubles de Kabylie, qui doivent comparaître devant la Cour de sûreté de l'Etat. Ils demandent dans leurs meetings *« l'instauration d'une réelle démocratie »*, *« la liberté d'expression »* et *« la reconnaissance des cultures populaires »*. Les seconds, qui se qualifient volontiers de *« nationalistes »*, sont partisans d'une généralisation rapide de l'arabisation. Ils ont fait, à la fin de l'année dernière, une longue grève pour soutenir ce mot d'ordre et exiger particulièrement son application dans la fonction publique et les entreprises nationales. Les grévistes actuels se recrutent en majorité dans les « filières » ou l'enseignement se fait en français, alors que leurs adversaires suivent, pour la plupart, des études en langue arabe. Les deux groupes se sont déjà affrontés par le passé, particulièrement à Alger et à Constantine. Mais les deux dernières années avaient été relativement calmes, chacun des deux camps ignorant l'autre, tout en le méprisant. La grève des « arabisants », déclenchée en novembre 1979, n'avait pas suscité de réaction des « francisants ». Mais les choses se sont gâtées lorsque les étudiants kabyles ont manifesté en faveur de la culture berbère.

Le stade des incidents isolés est dépassé et l'on en vient maintenant à des affrontements de plus grande envergure. Le premier a eu lieu samedi 24 mai à l'université des sciences et techniques de Bab Ezzouar, à une vingtaine de kilomètres à l'est de la capitale, lorsque plusieurs centaines d'étudiants organisés en commandos et armés de pierres et de gourdins voire récupérés sur des chantiers voisins ont entrepris de *« rétablir l'ordre »* dans une faculté où la grève est assez largement suivie. Cette action, favorisée par la passivité du service d'ordre, devait faire une trentaine de blessés (*le Monde* du 27 mai).

Les jours suivants, l'Union nationale de la jeunesse algérienne (U.N.J.A.) dénonçait ces méthodes expéditives et organisait aux facultés des lettres et des sciences économiques, dans le centre-ville, un filtrage et des contrôles pour prévenir toute « descente » d'éléments armés. Des affiches sur les murs des amphis proclamaient : *« Non à la terreur et au fanatisme. »* Mardi, de nouveaux incidents ont éclaté, cette fois-ci à la faculté de droit de Ben Aknoun, sur les hauts d'Alger, où les « arabisants » sont majoritaires. Ils ont ressenti comme une provocation la mise en place de piquets de grève et se sont employés à les disperser. Bilan : une dizaine de blessés, dont l'un serait gravement atteint.

Selon certains étudiants, deux courants auraient uni leurs efforts pour s'opposer à la grève : les étudiants « socialistes arabes » qualifiés parfois par leurs adversaires de « baasistes », et les « intégristes » musulmans fort influencés par la révolution iranienne. Ces derniers ont joué un rôle actif dans l'installation, ces derniers mois, dans toutes les universités et les instituts, de salles de prières. Ils ont réquisitionné à cet effet des salles de cours qu'ils ont sommairement aménagées avec des nattes. Les « francisants » ne sont pas moins divisés en plusieurs sensibilités, parfoi groupusculaires. Qu'il s'agisse d'adhérents ou de sympathisants du parti de l'avant-garde socialiste (communistes), du parti de la révolution socialiste (P.R.S.) qui connaîtrait actuellement quelques difficultés internes, ou même du Front des forces socialistes (F.F.S.) de M. Aït Ahmed, la confusion est d'autant plus grande que les clivages ne sont pas absolus, les « arabisants » recevant le renfort de certains « francisants » et inversement.

Les adversaires de la grève semblent cependant les plus enclins à recourir à la violence.

Les enseignants sont préoccupés et leurs organisations syndicales ont dénoncé, dans des tracts l'action *« des groupuscules d'extrémistes armés, regroupés en formations paramilitaires qui cherchent à instaurer de façon systématique un climat d'insécurité, de violence et de terreur »*.

Recevant lundi le secrétariat national de l'U.N.J.A., qui serait lui-même partagé sur l'attitude à prendre, le président Chadli Bendjedid a lancé un appel à l'unité et a mis l'accent sur la nécessité de pratiquer *« une démocratie responsable »*. *« Il importe*, a-t-il déclaré, *de se méfier à la fois de ceux qui ne peuvent s'adapter à la démarche démocratique que connaît le pays, notamment depuis la tenue du quatrième congrès du parti F.L.N., et de ceux qui tentent, au nom de la démocratie, de saper l'expérience démocratique. »*

DANIEL JUNQUA.

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

EL MOUDJAHID 1er Juin 1980

POURSUITE DU DEBAT A L'UNIVERSITE

"Approfondir le dialogue et la concertation à l'abri de toutes manœuvres et intimidations"

déclare M. Brerhi aux étudiants, enseignants et travailleurs du centre universitaire de Tizi-Ouzou

ALGER (aps). — Dans le cadre des rencontres - débats avec les professeurs et les étudiants des différents centres universitaires du pays, M. Abdelhak Brerhi, membre du comité central, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a pris part, samedi après-midi au centre universitaire de Tizi-Ouzou à une assemblée générale qui a regroupé, les étudiants, les professeurs et les travailleurs de l'Université de Tizi-Ouzou.

Empreinte d'un esprit démocratique, cette rencontre, caractérisée par la franchise du dialogue et l'objectivité dans l'exposé des problèmes, a été marquée par l'intervention de M. Brerhi. Le ministre a indiqué que l'objectif de ces réunions vise à débattre de la situation de l'université algérienne et à examiner toutes les questions y afférentes.

M. Brerhi a mis l'accent sur l'importance d'un dialogue franc et clarificateur rappelant que le Président de la République accorde un intérêt croissant pour la solution des problèmes dans le cadre du dialogue constructif et des institutions du pays.

Au cours de l'assemblée générale, plusieurs professeurs et étudiants sont intervenus pour exposer les problèmes de l'université ainsi que ceux ayant trait aux événements vécus par l'université en avril dernier.

(Lire en page 2 le compte rendu de cette rencontre).

(De notre bureau de Tizi-Ouzou)

M. Abdelkak Brerhi, membre du Comité Central, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a présidé, hier, au Centre universitaire de Tizi-OuOuzou une rencontre-débat avec les étudiants, les enseignants et les travailleurs de cette Institution.

Avant de donner la parole à l'assistance, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique devait dans une déclaration faire le point de la situation de l'Université algérienne d'une manière générale et de celle de Tizi-Ouzou de façon particulière. Tout dabord, M. Brerhi constate : « les problèmes posés à l'Université reflètent clairement les préoccupations de nos masses populaires. Une des leçons qui en découlent est, comme l'a souligné le président Chadli Bendjedid, la nécessité d'approfondir le dialogue et la concertation dans un cadre démocratique authentique et à l'abri de tout espèce d'intimidation et de manœuvres d'où qu'elles viennent ». Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique précise : « Seul ce dialogue démocratique nous permettra de voir nos réels problèmes auxquels nous apporterons alors des solutions adéquates dans un climat serein ».

Dans la manière dont ont été posés ces problèmes, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, relève de « l'impatience »... Revenant une fois de plus sur les problèmes de démocratie, le ministre souligne : « Il y en a qui ne veulent pas de la démocratie et s'ils l'évoquent parfois c'est pour mieux l'entraver, la confisquer à leur seul profit ou encore pour mieux la combattre ».

Voulant mettre en garde contre les dangers de l'impatience, M. Brerhi souligne : « Un problème juste mais soulevé avec impatience risque de s'aggraver car il mène à l'impasse. Lors des événements de Tizi-Ouzou beaucoup de gens s'interrogaient... Est-ce que le mouvement ne vise pas à diviser le pays ?... Nous avons répondu vous et moi à partir d'ici même, « nous avons dit que le problème du patrimoine culturel berbère est juste. C'est un problème réel comme le sont celui de l'habitat, de la santé, de l'éducation, comme c'est surtout celui de la culture d'une manière générale, qui sera étudié par l'ensemble de l'université algérienne ». Le ministre a dénoncé par ailleurs les extrémistes... « Certains, au nom de l'Islam recourent à la violence alors que l'Islam lui-même la condamne. D'autres parlent de démocratie mais tentent d'empêcher les étudiants de suivre leurs cours ».

Parlant ensuite de la gestion socialiste des entreprises à l'université, le ministre appelle à des élections libres et démocratiques afin d'élire des « hommes authentiquement représentatifs et non des fantoches qui ne représentent rien ». Il met également les étudiants et toute la communauté universitaire en garde car, dit-il : « Les ennemis de la Révolution ne demandent pas mieux que de voir l'université bouleversée et d'y instaurer des extrémismes absolus.

S'agissant des étudiants et enseignants encore détenus, le ministre a déclaré que la justice leur sera appliquée de la manière la plus juste et la plus sereine. Que leurs droits constitutionnels seront strictement respectés. La Révolution a donné suffisamment de preuve de sa capacité de traiter les problèmes avec la compréhension et la logique appropriées. L'essentiel est de faire confiance en la justice du pays.

Le syndicat de l'enseignement supérieur, de son côté est intervenu pour apporter sa contribution à l'œuvre de clarification en cours dans nos institutions universitaires. Il n'est pas de doute que cette œuvre aboutira car les étudiants, les enseignants font leur la préoccupation formulée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique lors d'une précédente visite au centre universitaire de Tizi-Ouzou lorsqu'il souligna « la nécessité pour les étudiants et les enseignants de défendre l'université comme la prunelle de leurs yeux ».

Saïd SMAIL.

EL Moudjahid 1er.6.1980

ALGERIE

Pétition en faveur des inculpés de Tizi-Ouzou

Cent quarante personnalités universitaires et artistiques françaises ont déjà signé une pétition demandant au gouvernement algérien *« le respect des conventions internationales sur les droits de l'Homme et les droits des peuples en cessant la répression et en libérant tous les détenus »*. Le Comité international de soutien aux victimes de la répression en Algérie, constitué à la suite des récents événements en Kabylie, et qui est à l'origine de cette pétition, attire l'attention de l'opinion internationale sur les 24 personnes (hommes et femmes) arrêtées par les autorités algériennes et qui doivent comparaître incessamment devant la Cour de sûreté de l'Etat. Une lettre ouverte cosignée par plus de 3 500 immigrés algériens et français a d'autre part été adressée au président Chadli Bendjedid. S'adresser à la revue Esprit 19, rue Jacob, 75006 Paris. A signaler par ailleurs la parution du nouveau bulletin de *l'Union du peuple amazir, Lien* (UPA, 6, rue Neuve-des-Boulets, Paris 75011. Tél. 371.26.08).

Quotidien de Paris 6.6.1980

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

"Le Monde" 4/6/1980

Algérie

LA REVENDICATION CULTURELLE BERBÈRE

Enseigner l'arabe, mais quel arabe ?

La revendication culturelle berbère a parfois conduit à soulever le problème de l'enseignement de l'arabe, en opposant, généralement, le dialectal au classique. Dans ce débat important pour l'avenir de l'Algérie, il est étrange que, à une ou deux exceptions près, linguistes et spécialistes de la pédagogie de l'arabe semblent avoir été frappés de mutisme. Aussi n'est-il peut-être pas inutile de rappeler quelques vérités élémentaires, pour aider à clarifier les choses.

Pour faire image, d'aucuns ont comparé un peu hâtivement l'arabe classique au latin ou au français ancien, le dialectal étant mis sur le même pied que le français moderne. Il aurait été plus juste de mettre en parallèle la langue châtiée et recherchée d'un discours solennel à l'Académie française et le parler d'un paysan analphabète d'une province française disposant d'un vocabulaire de base de trois cents ou quatre cents mots.

La structure de l'arabe, classique ou dialectal, est la même. *A contrario*, le turc, le persan, le kurde, qui ont intégré des mots d'arabe dans une proportion allant de 30 à 50 % du vocabulaire d'origine, ont leur propre structure grammaticale et syntaxique, différente de celle de l'arabe. On peut en dire autant du berbère, dont le vocabulaire d'origine serait moins important.

Les Arabes reprochent aux « *arabisants européens* » et aux « orientalistes », d'avoir exagéré — sinon inventé — les problèmes de diglossie (coexistence d'une langue savante et d'une langue parlée). Ils notent que, même au temps du prophète Mahomet, aucune tribu, aucun Arabe, n'ont jamais utilisé dans la vie quotidienne la langue du Coran, pas plus qu'un Français du dix-septième siècle ne parlait chez lui comme dans les tragédies de Racine. Du Golfe à l'Atlantique, l'homme du désert au septième siècle comme l'homme de la rue au vingtième utilisent des dialectes dont le fonds commun est le classique.

Les dialectes présentent des différences d'une région à l'autre. Celles concernant la prononciation font penser au français parlé par un Marseillais, un Wallon et un Québécois. Les différences de vocabulaire viennent de ce que la coutume a retenu du fonds classique divers synonymes, selon les pays, pour désigner une même notion ; il faut y ajouter les tournures propres dues au génie local des différents peuples qui composent le monde arabe.

Aujourd'hui, dans tous les pays arabes, on apprend le classique à l'école, on parle le dialectal à la maison et on pratique au bureau et dans la vie courante l'« *arabe moderne* » (celui des journaux et de la télévision) qui se situe entre les deux autres. Cette situation est, apparemment, vécue sans problèmes par les peuples de la quasi-totalité de ces pays.

Les conséquences de la présence française

Les Arabes sont très attachés à leur langue : les musulmans parce que c'est la langue sacrée du Coran, les chrétiens d'Orient parce que c'est une langue de civilisation. Les exceptions sont représentées principalement au Proche-Orient par les Kurdes et au Maghreb par les Berbères, encore que les uns et les autres ne refusent pas l'usage de l'arabe — trait d'union entre 150 millions de personnes — mais demandent qu'on respecte leur langue.

En Algérie, le problème de la diglossie est ressenti parce que cent trente ans de colonisation de peuplement ont eu de multiples conséquences : le dialectal arabe n'a cessé de s'anémier et de s'abâtardir en intégrant artificiellement des mots étrangers ; les autorités françaises ont laissé des « *bombes à retardement* » en réduisant les élites arabes, en favorisant la scolarisation des Kabyles et en laissant, en partant, des élites formées à 99 % dans nos universités.

En 1962, à l'indépendance, choisir d'enseigner le dialectal n'aurait pas eu grand sens (aujourd'hui non plus, d'ailleurs). Les autorités ont eu raison d'opter pour le classique. Mais n'ayant pas de cadres, elles ont fait appel au Proche-Orient qui leur a envoyé des professeurs — généralement fort médiocres — qui parlaient leurs dialectes et enseignaient le classique de façon archaïque et rébarbative. Toutes sortes de « *ruptures* » entre maîtres et élèves, enfants et parents, lettrés et illettrés, nées de cette situation auraient été évitées si les langues maternelles avaient été respectées et si l'arabe dialectal algérien avait été utilisé pour assurer la transition vers le moderne et le classique.

La solution relève, en grande partie, de la pédagogie. Or les méthodes d'enseignement n'ont pratiquement pas évolué dans l'ensemble du monde arabe. La Tunisie a abordé cette question avec souplesse et pragmatisme ; elle se situe à l'avant-garde de la pédagogie de l'arabe, et l'Algérie aurait pu utilement s'inspirer de sa démarche.

M. Mostefa Lacheraf, penseur et écrivain, du temps où il était ministre de l'enseignement primaire et secondaire, n'avait pas hésité à expliquer que l'Algérie, qui parlait de révolution culturelle, n'avait pas entamé la révolution pédagogique réalisée depuis plus d'un demi-siècle en Occident. Il avait alors asséné quelques vérités qui avaient déplu ; après la mort du président Boumediène, il n'a pas retrouvé son portefeuille mais a été remplacé par M. Kharroubi, ancien wali de Tizi-Ouzou, Kabyle arabisé, formé au Caire.

PAUL BALTA.

Dans cet article, P.Balta prend le contre pied de ce qu'il écrivait dans ce même journal le 26/4/1980 (paru dans Lien n°7 pp.76-77). Entre ces deux articles un silence de 40 jours qui lui ont peut-être permis de faire de la linguistique car n'affirme t-il pas que le berbère n'a pas plus de trois cents mots!

Ainsi nous comprenons les surnoms que vous ont donné les Algériens et le mépris et la mésestime dans lesquels ils vous tiennent. Vous les méritez bien.

Le Monde 5-6/6/1980

Algérie

LA REVENDICATION CULTURELLE BERBÈRE

La campagne d'explication menée par le ministre de l'enseignement supérieur semble apaiser les esprits

De notre correspondant

Alger. — Instituer le dialogue à l'Université, isoler les courants extrémistes qui recourent au « *terrorisme intellectuel* » ou à la « *violence physique* », refuser les « *faux clivages* », tels sont les objectifs que s'est assignés le ministre de l'enseignement supérieur, M. Abdelhak Brerhi, un agrégé de médecine de quarante ans, après les affrontements de ces derniers jours dans les différentes facultés de la capitale. Fait paradoxal dans une université secouée depuis des mois par des crises successives, M. Brerhi a gardé chez les étudiants un large crédit. Ils apprécient son tempérament de fonceur, son courage, ses qualités de « debater » et son sens de la démocratie.

Lors de la grève des « *arabisants* » à la fin de 1979, il n'avait pas hésité à se rendre sur le terrain et son intervention avait largement contribué à dénouer la crise. Il s'était de même rendu à Tizi-Ouzou alors que la grève des étudiants battait son plein pour tenter, sans succès il est vrai, de convaincre les contestataires de reprendre le chemin des amphithéâtres. Depuis jeudi dernier il a une fois de plus recours à ce procédé, animant dans les différentes facultés de la capitale ainsi que dans les grandes cités kabyles une série de meetings parfois houleux. A l'université du centre ville il a été accueilli par une banderole « *Libérez les détenus* » et il a pu entendre certains étudiants scander ce slogan. Les « *détenus* », ce sont bien sûr ceux qui ont été arrêtés lors des événements de Kabylie et qui, au nombre de vingt-quatre, attendent d'être présentés à la Cour de sûreté de l'Etat. Pour partisan du dialogue qu'il soit, M. Brerhi n'en a pas moins à ce sujet rejeté toute concession et toute démagogie. Il a confirmé que les accusés, médecins, enseignants ou étudiants pour la plupart, seraient jugés. Mais, a-t-il précisé, ils bénéficieront de toutes les garanties constitutionnelles et cette justice sera « *sereine* ». Il a également annoncé que les prisonniers avaient pu recevoir la visite d'une délégation composée de parents et d'universtiaires.

A Tizi-Ouzou, où les étudiants se sont prononcés récemment lors d'un vote à bulletin secret en faveur de la reprise des cours, le ministre a mis en garde contre les actions irréfléchies qui portent en germe selon lui la division du pays. Mais il n'a pas hésité à reconnaître que le patrimoine culturel berbère consitue un problème réel qui devait être pris en considération de façon aussi concrète que ceux de la santé ou de l'habitat, par exemple.

Partout, enfin, dans les « fiefs » des « francisants » comme dans ceux des « arabisants », le ministre a dénoncé les pratiques des courants extrémistes. « *Certains,* a-t-il dit, *recourent au nom de l'islam à la violence, alors que l'islam lui-même la condamne. D'autres, prônant la démocratie, empêchent leurs camarades d'assister aux cours. Ces agissements sont intolérables.* » Et il a invité les étudiants à se mobiliser pour rétablir l'ordre et la démocratie. Il a tenu, mardi après-midi 3 juin, le même langage aux enseignants réunis en assemblée générale à l'hôtel Aurassi.

La presse, et plus particulièrement le quotidien *El Moudjahid*, rend longuement compte de ces débats avec une franchise de ton particulièrement remarquée. Dans un éditorial intitulé « *Les dangers de l'extrémisme* », le journal regrette ainsi que la volonté de dialogue manifestée par le ministre de l'enseignement supérieur « *n'ait pas été constatée à tous les niveaux de décision, où toutes les portes ne se sont pas ouvertes aux étudiants et aux autres membres de la communauté universitaire* ». Evoquant les scènes de violence qui se sont déroulées la semaine dernière à Bab-Ezzouar et Ben-Aknoun, le quotidien révèle aussi que « *des étudiants ont été mutilés pour la vie* », ce qui en dit long sur la brutalité des heurts. Les étudiants arabisants, dont les intégristes musulmans constituent le fer de lance, et qui sont les principaux auteurs de ces actes, invoquent, pour se justifier, les « *provocations* » des « *berbérophones* » et des « *francisants progressistes* » pour paralyser l'enseignement.

Ces derniers, il est vrai, ont eu recours à toute une série de procédés qui font honneur à leur imagination : les clés des amphis sont confisquées après fermeture, des étudiants effacent le tableau noir au fur et à mesure que le professeur écrit, d'autres font irruption dans les salles en jouant, au nom de la culture populaire de la flûte et du tambourin, d'autres enfin entretiennent un brouhaha constant auprès des salles de travail afin d'empêcher leurs camarades de se concentrer. Ces procédés, bien que pacifiques, ont fini par exaspérer les « *arabisants* » hostiles à la grève, d'autant plus, disent-ils, qu'ils n'avaient pas tenté d'entraîner les « *francisants* » dans leur mouvement lorsqu'ils avaient eux-mêmes cessé de se rendre aux cours, à la fin de l'année dernière, pour réclamer l'arabisation immédiate de toute la fonction publique.

« Tolérance et faiblesse »

Quoi qu'il en soit, la campagne d'explication menée tambour battant par le ministre a eu au moins un résultat : si la grève continue, les heurts ont cessé et les esprits semblent s'apaiser.

Dans un discours prononcé lundi devant les cadres syndicaux du pays, le chef de l'Etat, M. Chadli Bendjedid, a traité lui aussi des troubles universitaires. Et il n'a pas mâché ses mots. « *Il ne faut pas confondre*, a-t-il dit, *tolérance et faiblesse* », en annonçant que des mesures appropriées seraient prises en cas de besoin pour mettre fin aux agissements des éléments extrémistes. Evoquant les positions des intégristes, il a dénié à quiconque le droit de donner aux responsables des leçons en matière religieuse et il a mis vigoureusement l'accent sur « *le contenu progressiste et socialiste de l'islam* ».

Il n'a pas été moins net à l'égard « *de groupes ou de personnes qui, par mimétisme idéologique, tentent de répandre au sein du peuple des modèles de pensée étrangers aux choix de la Charte nationale* ». L'Algérie, a-t-il proclamé, ne sera le satellite de personne. L'avertissement semble s'adresser particulièrement aux militants et sympathisants communistes du Parti de l'avant-garde socialiste (P.A.G.S.), héritier clandestin de l'ancien P.C.A., et qui détient une assez large influence dans l'organisation de la jeunesse et les syndicats. Les « *pagsistes* », qui accordent un « *soutien critique* » au régime, se trouvent à la pointe du combat contre les intégristes, qu'ils qualifient indistinctement de « *frères musulmans* » et dont ils sont particulièrement détestés. Enfin, le chef de l'Etat a rappelé que l'Algérie entendait suivre sa propre voie vers le socialisme et il s'est prononcé une nouvelle fois pour la mise en œuvre d'une « *démocratie* » responsable.

DANIEL JUNQUA.

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

Algérie : procès imminent pour les « agitateurs »

"Le Matin de Paris
12/6/1980

Au moment où va s'ouvrir le congrès du FLN, on parle cependant de clémence pour les vingt-quatre universitaires et médecins arrêtés à la suite des troubles de Kabylie

Vingt-quatre étudiants, enseignants et médecins algériens, arrêtés en avril dernier à la suite des manifestations de Kabylie, pourraient comparaître très prochainement devant la Cour de sûreté de l'Etat. Selon les personnes « bien placées » qui chuchotent cette information à Alger, *« la clémence sera au rendez-vous ».* L'accalmie qui s'est traduite par la reprise des cours dans les facultés algéroises paraît cependant fragile. A la veille du congrès du FLN prévu dimanche, les autorités reconnaissent que les problèmes rencontrés par l'Université *« sont en rapport étroit avec les problèmes nationaux »* comme l'écrit le quotidien officiel *El Moudjahid.*

De notre correspondante à Alger

LA lassitude, l'approche des examens, et surtout le dialogue entamé par Abdelhak Brerhi, ministre de l'Enseignement supérieur, suffisamment courageux pour descendre dans l'arène, ont calmé les esprits à Tizi Ouzou et à Alger, où les troubles ont cessé et où les cours ont repris. Ainsi, l'appel à l'unité et à la pratique d'une *« démocratie responsable »* lancé par le président Chadli Bendjedid, semble avoir été entendu.

L'annonce de l'arrestation en avril dernier de vingt-quatre personnes *« impliquées dans les événements »* de Tizi Ouzou et soupçonnées de *« liens avec l'étranger »* avait été faite au moment où la communauté universitaire était gagnée par une forte fièvre.

Les grèves, assemblées et tentatives de manifestations des étudiants facilement qualifiés de « francisants » ont suscité un écho certain chez les « arabisants » en raison des nombreuses arrestations opérées chez les militants de la culture berbère au lendemain des émeutes d'avril en Kabylie. Les deux courants qui s'étaient jusqu'alors ignorés ou affrontés, « francisants » et « arabisants », se sont retrouvés derrière des slogans tels que *« Liberté d'expression », « Démocratie », « Halte à la répression », « Reconnaissance des cultures populaires ».*

Tout cela a cependant été compliqué par l'intervention des Frères musulmans, dont l'audience auprès des religieux intégristes s'est accrue depuis un an tout en demeurant minoritaire, et qui ont semé la terreur sur les campus. Au nom de l'« ordre », ils ont pris des amphithéâtres dont ils ont fait des mosquées. Puis leur action a débouché sur la violence, le 24 mai à la faculté des sciences de Bab Ezzouar et le 30 mai à la faculté de droit de Ben Aknoun. Un mort, un couple défiguré au vitriol, des dizaines de blessés, tel est le bilan dressé par des universitaires témoins des heurts.

Dépassée, dans un premier temps, par ce climat de confusion, la très officielle Union nationale de la jeunesse algérienne s'est efforcée d'intervenir en dénonçant les différentes tendances pêle-mêle, les *« gauchistes »* comme les Frères musulmans, les *« baasistes irakiens »* comme les *« khadafistes ».*

Toujours est-il que l'influence des éléments qualifiés d'*« antisocialistes »* traduit le malaise grandissant d'une partie de la population à la recherche d'une identité culturelle et de plus de démocratie.

Le 31 mai, une circulaire ministérielle a averti que *« tout acte de violence, d'intimidation et de menaces, toute introduction et détention d'armes à l'université seront sévèrement sanctionnés ».*

Mais en même temps, la presse officielle reconnaissait que *« l'université n'est pas un corps isolé du reste de la nation ».* C'est ce qu'a écrit *El Moudjahid* avant d'affirmer que *« le pays se trouve à la veille d'une échéance cruciale : le congrès extraordinaire du FLN ».* En ce sens, le pouvoir devra prendre des décisions claires, non seulement dans le domaine économique et social, mais aussi sur le plan culturel. Pour cela, il faudra d'abord trouver un terrain d'entente entre les avocats d'une politique d'arabisation forcenée faisant facilement fi des diversités culturelles, et les promoteurs d'une arabisation progressive adaptée au contexte algérien. Ceci au risque de voir repartir à la rentrée l'agitation universitaire et les manipulations d'extrémistes de tous bords.

Carmen Bader

L'Algérie veut libérer son activité économique

Deux mille responsables du FLN réunis en congrès extraordinaire

Le parti unique au pouvoir en Algérie, le Front de libération nationale, réunit en congrès extraordinaire demain, et pour cinq jours, deux mille responsables, du rang de ministre à celui de cadre ou d'officier, pour tenter de lancer, essentiellement dans le domaine économique, une politique plus émancipée par rapport aux vieux tabous. Pour ce faire, on s'attend à un changement profond, voire une disparition, du bureau politique qui avait été nommé après la mort du président Boumediene.

De notre correspondante à Alger

EN toile de fond de la nouvelle phase de la vie politique algérienne : des difficultés grandissantes dénoncées par les statistiques officielles et auxquelles n'ont pu faire face les responsables des secteurs stratégiques. Ainsi, la condamnation du gigantisme industriel venu se greffer sur un tissu social inadéquat s'explique par un souci de réduire les tensions, dont les récents événements de Kabylie sont un exemple criant.

Une dette extérieure de 80 milliards de dinars (95 milliards de francs au taux officiel), soit une augmentation de 24 % en dix ans, un taux de chômage de 19 % (660 000 personnes sur une population active de 3 490 000), un déficit de la balance des paiements de 7 milliards de dinars, un taux de couverture alimentaire d'à peine 50 % pour une population dont le taux démographique (3,2 %) est un des plus élevés au monde. Une part démesurée des hydrocarbures (97 %) dans le volume des exportations ont été à la base de la réflexion pour l'élaboration du plan quinquennal ; qui est doté de 400 milliards de dinars pour les futurs investissements. Si l'industrie, avec 154,5 milliards, se taille encore une fois la part du lion, l'habitat avec 60 milliards, l'éducation avec 42 milliards et l'agriculture avec 47 milliards viennent juste après.

Il se dégage une volonté certaine d'accorder une plus grande marge d'action aux responsables d'entreprise et au secteur bancaire, *« disposant dans l'avenir d'une plus grande autonomie de gestion »*, et de mettre en place une *« surveillance continue et un contrôle minutieux de l'exécution du Plan ».* Par ailleurs, pour résorber l'exode rural (de 1967 à 1977, 1,7 million de personnes ont émigré vers les villes), se traduisant entre autres par la concentration de 40 % de la population urbaine dans les quatre principales villes algériennes, les responsables du Plan proposent un aménagement des hauts plateaux pour désengorger la région côtière saturée.

Mais c'est sans doute sur la consomnation des grands projets industriels, accroissant la dépendance vis-à-vis de la main-d'œuvre étrangère, que le texte du Plan est le plus catégorique.

« La réduction de la taille des unités devra être systématiquement recherchée tant que la formation et l'accumulation des expériences ne nous permettront pas de reproduire des modèles d'unités de grande dimension », peut-on lire dans le chapitre du projet de plan concernant l'industrie alimentaire.

L'Algérie, comme la plupart des pays du tiers monde, souffre cruellement de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Ainsi, reconnaît-on, *« les problèmes, importants, vont se situer au niveau de la disponibilité d'hommes formés, l'accroissement du besoin dépassant les prévisions de 670 000 personnes, sont 186 000 cadres moyens, techniciens et agents de maîtrise ».* C'est pourquoi des formules de cycles courts de formation, internes aux entreprises, et la mise en place d'ateliers d'apprentissage sont proposées aux fins d'améliorer la situation. Faute d'avoir pu résoudre ce dilemme, aggravé par les pesanteurs administratives, l'absentéisme et les pénuries en tout genre, l'Algérie se trouve en possession d'usines modernes mais tournant la plupart du temps à 30 % de leur capacité.

C'est aussi dans cette optique que plusieurs mesures ont été proposées pour permettre au secteur privé d'intervenir, notamment dans le secteur du tourisme et de la construction. Le souci de préserver ou d'élargir l'initiative privée là où l'Etat s'est montré le plus faible fait déjà dire à certains que l'Algérie s'achemine vers une remise en question progressive des aspects les plus sclérosés du système.

Carmen Bader

"Le Matin de Paris"
14/6/1980

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

Algérie

Le congrès du F.L.N. procéderait à un important remaniement du bureau politique

"Le Monde" 15-16/6/1980

De notre correspondant

Alger. — Les deux cents membres du comité central du F.L.N. se réunissent ce samedi 14 juin en session extraordinaire pour examiner un projet de réforme des statuts du parti présenté par le président Chadli Bendjedid, auquel ils avaient accordé les plein pouvoirs lors de leur précédente réunion début mai. Le secret le plus absolu a entouré les travaux préparatoires au congrès du parti, qui se tient du 15 au 19 juin. Mais on s'attend à Alger à un très important remaniement du bureau politique, dont le rôle serait réduit et la composition sensiblement modifiée. Cet organe comprend actuellement dix-sept membres, dont neuf issus du Conseil de la révolution mis en place par Houari Boumediène le 19 juin 1965 lorsqu'il avait accédé au pouvoir.

Une clarification

Les statuts du F.L.N. disposent que le bureau politique se compose de dix-sept à vingt et un membres. Ces chiffres pourraient être ramenés respectivement à sept et à onze. La durée du mandat, actuellement de cinq ans, ne serait plus limitée de façon précise, le comité central pouvant à tout moment remanier le bureau politique sur proposition du chef de l'Etat. Cet organe deviendrait ainsi véritablement l'exécutif du parti et serait étroitement subordonné au comité central, dont il mettrait en œuvre la politique.

Ce n'est pas le cas actuellement. Loin de constituer l'expression de la majorité du comité central, le bureau politique reflète toutes les tendances qui s'étaient affrontées, parfois durement, pendant la maladie du président Boumediène. Figurent notamment au bureau politique les partisans d'une libéralisation politique et économique du régime, avec à leur tête M. Bouteflika, ancien ministre des affaires étrangères, ainsi que M. Yahiaoui, coordonnateur du F.L.N., champion d'un socialisme arabe pur et dur, soutenu à la fois par les communistes et les intégristes musulmans. La coexistence de ces deux courants et de quelques autres a conduit le B.P. à des affrontements permanents, qui paralysaient son action. C'est, entre autres, ce qui explique que l'on soit allé durant ces derniers mois de crise en crise, les conflits non réglés au sommet trouvant leurs prolongemets dans la rue : intensification des conflits sociaux, grève des étudiants « arabisants », émeutes de Tizi-Ouzou, affrontements dans les universités entre modernistes et traditionalistes, dérèglement de l'économie, etc. On comprend mieux aussi dans ces conditions l'attentisme de la plus grande partie des cadres, reportant toute décision importante et évitant toute initiative.

En attendant son prochain remaniement, le bureau politique a été « gelé ». Il n'a pas été réuni depuis plus d'un mois et a été tenu à l'écart de la préparation du congrès.

Pour des raisons voisines, la plupart des douze grandes commissions créées par le congrès du F.L.N. de janvier 1979 seraient supprimées ou réduites. Elles devaient obligatoirement être dirigées par des membres du B.P. Certaines sont restées fictives, comme celle de l'information, tardivement confiée à M. Taleb Ibrahimi, déjà fort occupé puisqu'il préside la Cour des comptes et dirige la commission éducation-formation du F.L.N. D'autres ont été transformées en « machines de guerre » contre le gouvernement. C'est le cas de la commission économique animée par M. Belaïd Abdesselam, qui s'est employé à combattre, sans succès semble-t-il, les nouvelles orientations mises en œuvre par M. Brahimi, ministre du plan, et M. Nabi, ministre de l'énergie.

L'accent pourrait être davantage mis sur les départements du F.L.N., organes internes qui n'ont aucune vocation à se substituer aux organes gouvernementaux. La primauté de l'Etat dans la gestion des affaires devrait être ainsi clairement réaffirmée, le parti revenant de façon plus classique à un rôle d'animation, de réflexion et d'éducation politique, domaines dans lesquels il lui reste, de l'avis général, de très grands progrès à faire.

Cette clarification des structures et des fonctions se traduira par de profonds changements au niveau des hommes. Sur ce point aussi, le président Chadli a reçu mandat de constituer à son gré, au bureau politique, comme au gouvernment, des équipes homogènes et efficaces. Les choix qu'il va faire fourniront des indications sur ses intentions. On donne généralement partants du bureau politique des hommes comme MM. Bouteflika, Draïa, Tayebi Larbi et Abdesselam, et l'on parle fort de l'entrée du colonel Hadjeres, actuellement commandant de la région militaire de Constantine. Au gouvernement, le cabinet pourrait être structué autour d'hommes comme MM. Brahimi, Benyahia et Brerhi, respectivement ministres du plan, des affaires étrangères et de l'enseignement supérieur et dont, l'action semble avoir été particulièrement appréciée par le chef de l'Etat.

Ces assisses, qui devaient initialement être uniquement consacrées à l'examen du plan quinquennal 1981-1984, auront ainsi également un caractère politique. Nul n'en doute ici. Elles marqueront le vrai début de l'« aprés-Boumediène ».

DANIEL JUNQUA.

Libération immédiate des 24 emprisonnés

Après les événements de Tizi Ouzou, et les manifestations de soutien aux droits culturels des berbères, ce sont vingt cinq personnes qui se trouvent traduites devant la Cour de sûreté de l'Etat. Le gouvernement algérien espère ainsi intimider par la répression la lutte qui s'était développée au point de l'obliger à utiliser l'armée et à procéder à des arrestations massives (on a parlé de trois cents arrestations à Alger).

Les vingt-cinq arrêtés après avoir été torturés, voient tous leurs droits niés : peu de visites des familles, les avocats de la défense sont imposés, comme Me Djender qui demanda en 1964 la tête de Ait Ahmed. Les missions juridiques étrangères sont refusées. Pour protester contre ces conditions de détention, les vingt-quatre emprisonnés (l'un d'entre eux, travailleur de la SONELEC vient d'être libéré) ont entamé une grève de la faim depuis dimanche.

Le soutien est urgent car ils risquent jusqu'à quinze ans de prison et le procès peut avoir lieu pendant l'été. De nombreuses personnalités qui avaient soutenu le FLN dans sa lutte de libération nationale, ont demandé la libération des emprisonnés.

Des comités divers viennent de se mettre en place pour lutter pour la libération immédiate et pour soutenir les droits culturels en Algérie.

— Comité contre la répression en Algérie. ①

— Comité pour les droits culturels en Algérie ②

(Tous les deux c/o Esprit, 9, rue Jacob, Paris 75006).

Rouge n° 923, du 14 au 21 juin 1980

Algérie : la lutte pour les droits culturels des Berbères n'est pas désarmée

CONTRAIREMENT à la propagande de *El Moudjahid*, l'organe officiel du pouvoir, la vague de fond qui a remué toute la Kabylie n'est pas retombée. Les facultés ont repris les cours, mais trois instituts continuent la grève à Alger. A Tizi Ouzou, si les étudiants sont retournés à la fac c'est parce que c'est le seul lieu pour eux, où se réunir et continuer la lutte.



Le mouvement de soutien aux droits culturels des Berbères n'a pas désarmé et la tournée que le ministre de l'Education nationale a faite depuis jeudi dernier dans toutes les facultés algériennes a été un échec complet. A chacune de ses visites des assemblées générales se sont tenues et les étudiants ont sérieusement interpellé le ministre. A tel point que les réunions dans les facs se faisaient avec une multitude de policiers présents, c'est même eux qui présidaient les AG.

Avec la lutte pour le droit d'expression et de diffusion de la culture berbère, c'est l'ensemble des droits démocratiques d'expression et de réunion que les étudiants cherchent à conquérir à Alger.

Le poids des Frères musulmans

Mais les étudiants ont actuellement un autre adversaire plus insidieux car il représente un Etat dans l'Etat. Ce sont les Frères musulmans. Ceux-ci tentent d'exploiter la situation et veulent imposer une arabisation réactionnaire, élitiste et religieuse. Il s'emparent d'un désir d'arabisation réel en Algérie pour créer un faux clivage entre arabophones et berbèrophones.

En réalité, l'affrontement qui a lieu est entre la jeunesse qui est pour l'expression des cultures populaires arabe ou berbère et les Frères musulmans qui sont pour une culture purement islamique d'essence profondément réactionnaire. La communauté universitaire de Tizi Ouzou y a bien répondu dans son dernier tract où elle dit : *« Il n'est jamais dans l'esprit de ce mouvement de diviser les Algériens..., notre programme de revendications est le suivant : reconnaissance des langues populaires algériennes : l'arabe populaire et le berbère. »*

Mais les Frères musulmans tentent actuellement de faire régner la terreur, soutenue par certaines fractions du pouvoir (Yahiaoui). Depuis la grève de novembre pour l'arabisation ils ont réquisitionné un amphi, qu'ils ont transformé en « tribunal islamique » et en base de départ pour des actions fascisantes. Ils attaquent, et ont même été jusqu'à châtrer les étudiants, *El Moudjahid* reconnaît dans son édition du 30 et 31 mai que des étudiants ont été mutilés à vie. Ailleurs, à la cité universitaire de filles ils ont transformé la salle du bas de la cité en salle de prière tous les vendredis matins, interdisant aux jeunes filles de sortir. Leur développement montre l'urgence qu'il y a à résoudre ces problèmes, et le soutien qu'il est nécessaire de donner aux cultures opprimées. Car en réalité ce n'est pas une langue qui est opprimée en Algérie, mais deux langues : l'arabe dialectal et le berbère. Les premiers à faire les frais d'une arabisation forcée de type islamique seraient évidemment les travailleurs et les femmes.

L'Etat algérien avait réussi à s'unifier dans la lutte contre le colonialisme français, mais au prix du refoulement de beaucoup de problèmes internes. L'incapacité totale de la bourgeoisie algérienne à les résoudre depuis l'indépendance les a fait resurgir encore plus fort. La question berbère est un élément de plus qui s'ajoute et qui accentue la crise du pouvoir après la mort de Boumedienne. Alors que le congrès du FLN s'ouvre samedi et dimanche, les différentes fractions au sein de l'Etat s'affrontent sur les réponses à apporter à la question (répression, arabisation forcée, négociation). Le dernier comité central a mis le bureau politique du FLN en veilleuse et a donné les pleins pouvoirs à Chadli.

Ce qui est sûr, c'est que de toutes ces tentatives il ne ressortira rien de bon pour les travailleurs et les communautés culturelles opprimées en Algérie. Aucune illusion dans le gouvernement algérien et sa volonté de dialogue étalée à longueur de pages du *Moudjahid*. Aucun attentisme n'est acceptable dans la lutte contre la répression.

R. Massignon

Rouge n° 923 - 14-21/6/1980

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

Algérie

AU CONGRÈS DU F.L.N.

La corruption de certains dirigeants a été violemment dénoncée par de nombreux orateurs

De notre correspondant

Alger. — Les travaux du congrès extraordinaire du F.L.N., dont la fin était prévue pour la soirée du jeudi 19 juin, sont marqués par la volonté de renforcer la cohésion idéologique du parti et celle de l'épurer de certains responsables, parfois placés très haut dans la hiérarchie de l'Etat et du F.L.N., dont l'enrichissement et la corruption jettent le discrédit sur le régime tout entier.

Le président Chadli Bendjedid avait invité tous les participants au congrès à s'exprimer librement. Son appel a été entendu par les 3 993 congressistes, dont 800 militaires : de nombreux orateurs ont en effet dénoncé en termes vigoureux et parfois crus *« tous ceux qui, sous le couvert de la révolution, ont acquis des biens illégitimes et illégaux »*. La formation ces quinze dernières années en Algérie d'une classe de *« nouveaux riches »* mettant à profit leur fonction dans l'appareil d'Etat pour amasser des fortunes n'est ici un secret pour personne. Elle avait fait l'objet, ces derniers mois, d'un rapport chiffré de M. Abdesselam au chef de l'Etat. Mais ce sujet était officiellement tabou tant le mal s'est étendu. Certains délégués ont parlé, sans fard, à la tribune, des villas construites à grands frais, des voitures de luxe, des comptes en banque à l'étranger, des pots-de-vin et des trafics de devises. Leurs propos ont fait d'autant plus impression que la télévision a rapporté certains d'entre eux.

Pour faire bonne mesure, des intervenants ont également stigmatisé les procédés antidémocratiques, la répression syndicale ou les fraudes électorales. Même au printemps de 1976, lors du grand débat sur la Charte nationale, pourtant marqué par une grande liberté de ton, les accusations n'avaient pas été aussi nettes. Le chef de l'Etat a affirmé qu'il ne pouvait rien faire seul : *« Sans l'union de tous les militants sincères œuvrant dans le sens de nos options politiques et de nos valeurs arabo-islamiques, il est impossible de bâtir le pays, d'épurer nos rangs et d'en éliminer les éléments gangrenés »*.

Une majorité semble s'être également dégagée pour approuver les propositions du comité central tendant à réviser certains articles des statuts pour permettre au parti de contrôler étroitement les organisations de masse (femmes, jeunes, travailleurs, etc.). Les partisans de cette thèse ont demandé que désormais tous les responsables des organisations de masse, de la cellule de base au secrétariat national, soient obligatoirement membres du F.L.N. Certains délégués ont dénoncé *« ceux qui s'inspirent de schémas extérieurs, prônent des modèles étrangers aux valeurs traditionnelles de la société algérienne et, poursuivant des buts propres, s'infiltrent dans le parti et ses organisations de masse »*.

Un regain d'anti-communisme

L'adversaire a été clairement désigné lorsque Mme Fatma Zohra Djeghroud a cité nommément le Parti de l'avant-garde socialiste (P.A.G.S.), héritier de l'ancien parti communiste algérien (P.C.A.), interdit après l'indépendance, qui accorde un *« soutien critique »* au régime. Bien que clandestin, il est toléré depuis plusieurs années.

Les militants communistes ne sont pas nombreux, *« quinze cents au maximum*, dit-on, *mais ils sont particulièrement actifs et influents dans le milieu étudiant et dans les syndicats »*. Ils sont depuis plusieurs années partagés sur la conduite à tenir envers le F.L.N., une partie d'entre eux préconisant l'adhésion, d'autres la refusant. Ils vont donc se trouver devant un choix délicat. L'éditorial de mercredi du quotidien *El Moudjahid* ne laisse planer aucune équivoque : *« Il ne sera pas permis plus longtemps d'avoir « un pied dans l'appareil » et un autre dans une forme d'opposition qui ne dit pas son nom mais qui se révèle dans certains cas souvent très confortable pour ses auteurs. »*

Cette « mise au pas » vise certainement à mieux contrôler les milieux ouvriers où les pratiques contestataires gagnaient du terrain. Les autorités craignent manifestement une extension de l'influence des communistes, qui proclament être au premier rang pour la *« défense des acquis de la révolution »* et le respect de la Charte nationale. La création au lendemain du congrès de janvier 1979 de cellules du F.L.N. dans les entreprises, qui allait dans le même sens, ne semble pas avoir eu beaucoup de conséquences sur le terrain.

Ce regain d'anticommunisme dont on craint dans certains milieux de gauche qu'il ne débouche sur une *« chasse aux sorcières »*, coïncide aussi avec la réaffirmation des valeurs arabo-islamiques et un renouveau de la pratique religieuse. On pouvait voir d'ailleurs mercredi après-midi sur les pelouses du stade olympique de Cheraga, où se tient le congrès, de jeunes militaires du contingent faire leur prière. Nombre de congressistes ont fait dans leur intervention référence au Coran et aux enseignements de l'islam, et ils ont été vivement applaudis, ainsi d'ailleurs que ceux qui réaffirmaient leur désir de voir progresser rapidement l'arabisation du pays. Socialisme musulman oui, marxisme non, telle pourrait être résumée la vision d'une très large majorité de délégués.

DANIEL JUNQUA

"Le Monde" 20/6/1980

Algérie

LA FIN DU CONGRÈS DU F.L.N.

Le président Chadli Bendjedid reçoit les pleins pouvoirs pour remettre de l'ordre dans le pays

De notre correspondant

Alger. — Le suspense continue. Ceux qui espéraient connaître dès jeudi soir 19 juin la nouvelle composition du bureau politique du F.L.N. sont restés sur leur faim. Le congrès extraordinaire du parti, réuni depuis cinq jours, s'est séparé après avoir seulement modifié certaines dispositions de ses statuts et adopté les grandes orientations du prochain plan quinquennal présenté par le ministre du plan, M. Brahimi. Il faudra donc attendre la réunion du comité central dans quelques jours pour être fixé sur les noms des nouveaux dirigeants : il reviendra au chef de l'Etat de les « choisir » et non plus seulement de les « proposer », et de répartir entre eux les tâches, prérogative qui revenait avant au comité central.

L'autorité du président Chadli Bendjedid sort considérablement renforcée de ces assises en vertu des pouvoirs nouveaux que lui confèrent les textes et du soutien sans réserve des congressistes et de l'armée, dont il est issu.

Le président s'est vu assigner la mission de *« remettre de l'ordre dans le pays »* et il en a reçu les moyens. Le précédent bureau politique était né d'un compromis entre les « barons » du Conseil de la révolution mis en place par Boumediène en 1965. Celui qui va être mis en place, et qui ne se réunira plus en principe qu'une fois par mois au lieu de deux, sera un simple organe d'exécution et ne fera pas écran entre le comité central et le chef de l'Etat, devant lequel il sera responsable. On s'attend de même que le poste de coordonnateur du parti, occupé jusqu'à ces dernières semaines par M. Yahiaoui, soit supprimé.

Le président, qui est aussi secrétaire général du parti, pourra ainsi exercer directement les responsabilités qui découlent de ce titre et contrôler lui-même, avec l'aide éventuelle d'un conseiller ou d'un adjoint, l'appareil central du F.L.N. Nombreux sont ceux qui avancent pour cette fonction le nom de M. Boualem Baki, ministre des affaires religieuses, qui a dirigé les travaux de la commission de réforme des statuts du parti et qui a présidé les assises.

Les valeurs arabo-musulmanes

Les décisions du congrès ont reflété, d'autre part, le contenu des interventions de nombreux orateurs qui ont fait référence aux valeurs arabo-musulmanes. C'est ainsi que l'article 7 des statuts du parti déclare désormais que *« le F.L.N. s'assigne comme mission, au plan interne, l'édification du socialisme dans le cadre des valeurs nationales et islamiques »*.

Dans son discours de clôture, le président Chadli Benjedid se serait également étendu sur ce thème. Selon une synthèse de son allocution, rédigée par l'agence A.P.S. — les journalistes étrangers n'ont pas été autorisés à assister à la séance finale, — il aurait déclaré : *« La foi en l'Algérie, après la foi en Dieu, la foi en la charte nationale après la foi musulmane sont à même de faire renaître l'âme nationaliste qui n'a cessé d'alimenter la lutte armée contre le colonisateur. »*

La question de l'émigration a constitué l'un des autres points forts de son discours, et il a affirmé *« au nom du peuple algérien, la détermination de la direction politique de déployer tous les efforts et de réunir toutes les conditions en vue de la réinsertion »*. Dans sa résolution de politique générale, le congrès a, quant à lui, exprimé son indignation *« devant la recrudescence des menées racistes dont sont victimes en France les ressortissants algériens »*, et a affirmé *« qu'il incombait aux autorités françaises d'assurer la sécurité des immigrés et de châtier les auteurs de crimes racistes »*.

Le congrès, enfin, a approuvé les propositions d'ordre économique présentées par M. Brahimi et a notamment insisté dans plusieurs résolutions sur la nécessité d'associer *« le secteur privé non exploiteur »* au développement du pays. Il s'est aussi prononcé pour un alignement des prix du gaz naturel sur ceux du pétrole, soutenant ainsi sans réserve les thèses de M. Nabi, le ministre de l'énergie, qui doit entamer dans quelques jours avec la société américaine El Paso et avec Gaz de France un nouveau round de négociations sur ce problème.

DANIEL JUNQUA

"Le Monde" 21/6/1980

(Publicité)

BERBÈRES

A l'appel du Comité international contre la Répression (1) et du Comité de Défense des Droits culturels (2)

GALA MEETING DE SOUTIEN AUX DÉTENUS EN ALGÉRIE

Bourse du Travail - 29, boulevard du Temple

Métro : République

SAMEDI 21 JUIN, 14 heures

avec le soutien d'organisations syndicales françaises et algériennes et des artistes :

IDIR ; MATOUB LOUNES ; et la participation probable de FERHAT.

(1) C.I.C.R., B.P. 221 - 75564 PARIS Cedex 12.

(2) C.D.D.C.A., C/O revue ESPRIT, 19, rue Jacob, 75006 PARIS.

Bibliothèque de Darris Negadi WWW.ASADLIS-AMAZIGH.COM

Algérie

Vingt-quatre personnes arrêtées lors des troubles de Kabylie sont mises en liberté provisoire

De notre correspondant

Alger. — Les vingt-quatre personnes appréhendées lors des troubles de Kabylie, au mois d'avril, et qui doivent comparaître devant la Cour de sûreté de l'Etat, ont été mises en liberté provisoire. Ce sont, pour l'essentiel, des étudiants, des enseignants et des médecins. Cette mesure, annoncée discrètement par un bref communiqué de l'agence A.P.S. publié dans la soirée du mercredi 25 juin, sera accueillie très favorablement dans les universités, les milieux médicaux et, bien sûr, à Tizi-Ouzou. Elle confirme que le gouvernement et le président Chadli Bendjedid ont choisi la voie de l'apaisement et du dialogue.

Plusieurs dirigeants souhaitaient une telle orientation, en particulier le ministre de l'enseignement supérieur, M. Abdelhak Brehri, qui avait animé, début juin, des meetings dans les campus et les cités universitaires pour ramener le calme : des heurts violents opposaient, en effet, les membres des comités de soutien aux inculpés à des groupes d'étudiants intégristes, qui n'hésitaient pas à manier la barre de fer, le rasoir et le vitriol. L'initiative du ministre a réussi, et, jusqu'à ces derniers jours, une atmosphère studieuse régnait dans les facultés et dans les instituts, où l'on préparait les examens, reportés, pour plusieurs d'entre eux, en raison de l'agitation.

Le feu continuait cependant à couver sous la cendre : Journées de soutien aux inculpés de Tizi-Ouzou organisées à intervalles réguliers, collectes pour payer les avocats, pétitions, affiches sur les murs des universités, démontraient qu'une relance de l'agitation était toujours possible. La clémence paraissait d'autant plus souhaitable qu'elle permettrait à la « convention nationale » sur la formation supérieure, prévue pour début juillet, avec quelque quatre mille enseignants et étudiants démocratiquement élus, de se dérouler dans une meilleure atmosphère.

La décision des autorités survient après le congrès extraordinaire du F.L.N. (15-19 juin), qui a consacré l'autorité du président Chadli Bendjedid, et à quelques jours de la session extraordinaire du comité central, les 28 et 29 juin. La nouvelle composition du bureau politique pourrait donc être annoncée dimanche et peut-être aussi celle du nouveau gouvernement, encore qu'un remaniement ministériel puisse sembler peu opportun quelques jours avant la léthargie du mois de Ramadan, qui commence le 13 juillet en Algérie.

DANIEL JUNQUA

Le Monde du 27/6/1980

MISE EN LIBERTE PROVISOIRE DES INCULPES DANS LES EVENEMENTS DE TIZI-OUZOU

ALGER, (aps). - La mise en liberté provisoire des inculpés dans les événements de Tizi-Ouzou rejoint la volonté de la Direction Politique qui considère que l'évolution du cours normal des choses a placé ces événements dans leur cadre à la fois limité et marginal eu égard à la situation générale du pays.

La condamnation populaire, unanime et profonde de ces événements et des campagnes et manœuvres orchestrées autour d'eux par les forces colonialistes et les ennemis de la Révolution algérienne tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, de même que le large dialogue et la démocratie responsable qui ont permis d'isoler les éléments suspects au sein de l'Université algérienne, constituent une victoire de la volonté révolutionnaire en même temps qu'une mise en garde pour tous ceux qui pêchent en eaux troubles.

Cette décision intervient après la tenue du congrès extraordinaire du Parti du Front de Libération Nationale qui a été une occasion où se sont cristallisées les options fondamentales du pays à travers les orientations générales du Plan quinquennal. Celles-ci ont permis de mettre en relief la détermination de la Direction Politique et à sa tête le président Chadli Bendjedid, président de la République, secrétaire général du Parti, à appliquer les principes édictés par la Charte nationale et à sauvegarder les acquis de la Révolution et l'unité du peuple.

EL-Moudjahid 26/6/1980

Gala de soutien aux inculpés de Kabylie

Vingt-quatre personnes, arrêtées en Kabylie et à Alger au lendemain des « *Trois Glorieuses* » de Tizi-Ouzou vont comparaître ces jours-ci devant la Cour de Sûreté de l'Etat de Médéa. Parmi elles, cinq médecins (L'hôpital de Tizi a joué un rôle déterminant dans l'appel à la grève générale du 16 avril), des syndicalistes de l'usine Sonelec, des professeurs et des étudiants. Scandalisés d'avoir été présentés comme « *agents de l'impérialisme* », ils ont entamé une grève de la faim et réclament un « *débat démocratique sur la question des cultures populaires en Algérie* ».

Samedi après-midi, un gala-meeting de soutien a fait salle comble à la Bourse du Travail de Paris. Un public surchauffé, à 90% kabyle, sous une grande banderole en berbère : « *Azugluda* » (Non au joug !). Intervention remarquée de Mohamed Harbi qui vient de publier une pertinente histoire du nationalisme algérien. « *Je suis arabophone*, s'écrie-t-il, *mais je ne refuserai jamais aux autres ce que j'ai réclamé pour moi-même : la liberté de parler ma propre langue* ». Maître Mécili, représentant le FFS de Aït Ahmed a été unanimement applaudi quand il a réclamé l'officialisation des deux langues nationales algériennes : l'Arabe et le Berbère. Le PRS de Mohamed Boudiaf, qui n'avait pas accepté de se ranger à une revendication aussi tranchée, n'a pas été invité, in extremis, au meeting.

Idir détend l'atmosphère. Les chanteurs Ferhat et Aït Menguelet, prévus au même programme, n'ont pas eu l'autorisation de décoller d'Alger. Le soir, l'Amicale des Algériens en Europe tenait à son tour gala à la Mutualité pour ses œuvres sociales et expliquer le dernier congrès du FNL. Elle a attiré beaucoup moins de monde.

J.L.H.

Libération 23/6/1980

"Défense Nationale"
Juin 1980

Par Bernard Guillerez

En Algérie les populations berbères s'insurgent contre l'arabo-islamisme officiel

Si le coup d'Etat au Libéria a pu surprendre, les événements qui se sont produits en Algérie au mois d'avril ont paru tout aussi déconcertants. Les institutions mises en place par le président Boumédienne semblaient d'autant mieux adaptées, d'autant plus sûres qu'elles avaient évité tout soubresaut au pays à l'heure de la succession. En outre, la personnalité du président Chadli Bendjedid, plus empirique que dogmatique, inclinait à croire que l'Algérie abordait cette nouvelle phase de son histoire sans risque d'encombres. Un sentiment que l'ensemble des observateurs partageaient et que Pierre Rondot avait raisonnablement exprimé en l'éclairant dans la Revue du mois dernier. Mais comme le dit savoureusement Montaigne dans son chapitre sur l'inconstance de la nature humaine : « Tout honnête que vous êtes, n'en concluez pas incontinent une chasteté inviolable en votre maîtresse, ce n'est pas à dire que le muletier n'y trouve son heure ». Or sur les flancs des montagnes de Kabylie le muletier, inconsidérément mis en demeure de délaisser sa langue pour l'arabe, vient précisément d'avoir son heure de révolte.

Ce n'est pas la première fois que les Berbères d'Algérie revendiquent ainsi une place honorable pour leur patrimoine culturel. En 1963-1964 le jacobinisme de Ben Bella avait poussé la Kabylie au bord de la sécession, ce qui l'obligea à s'appuyer sur les troupes du colonel Boumédienne. Il est vrai qu'au moment de son indépendance l'Algérie voulait s'insérer dans le mouvement du monde arabe en réveil. Au nom de la fraternité musulmane et de l'unité du pays l'Algérie, dirigée par des arabophones, devait adopter comme langue officielle l'arabe classique : il fut enseigné par des coopérants venus d'Egypte et de Syrie. Dans son ensemble la population ne le pratique toujours pas, ce qui explique qu'au mois d'avril les manifestations kabyles obtinrent l'appui de régions nullement berbères. Pour les uns comme pour les autres il s'agissait de faire prévaloir son propre héritage contre l'intrusion d'un mode culturel étranger. L'arabisation du pays a d'ailleurs soulevé des problèmes au sein de la masse estudiantine algéroise à l'automne dernier. Les arabisants avaient alors protesté contre le nombre réduit de débouchés qui s'offrent à eux, exigeant que les disciplines scientifiques, l'administration, voire le secteur économique dans son ensemble soient plus ouverts à l'arabisation. On ne peut nier l'intérêt pour l'Algérie d'adopter une langue internationalement reconnue, mais les étudiants qui s'y consacrent ne veulent-ils pas en quelque sorte former une véritable classe patricienne ? C'est ce que redoutent certainement les Kabyles, plus francisés d'une part, et à qui on refuse l'accès à leur propre domaine culturel d'autre part.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Les événements de Tizi-Ouzou ont été déclenchés par l'interdiction faite à l'écrivain Mouloud Mammeri de tenir une conférence sur la poésie kabyle. Déjà en 1973 la chaire de berbère avait été supprimée à l'université d'Alger. Or la langue berbère et son écriture, aux origines inconnues, sont vieilles de trois mille ans et concernent un tiers de la population algérienne. Leur éradication ne constituerait pas seulement un appauvrissement culturel de l'Algérie mais priverait toute une population de ses traditions. En Kabylie les berbérophones ont pris conscience de ce risque et une fois de plus ils ont manifesté publiquement leur dépit, contestant l'arabo-islamisme et nullement l'unité algérienne comme on a tenté de le faire croire. Notons au passage que ces phénomènes ne sont pas propres à l'Algérie et que bien des Etats centralisateurs y sont confrontés de nos jours. Dès 1929 Charles Maurras constatait : « Dans le monde moderne, qu'on le veuille ou non, il est né une certaine religion, une certaine piété, un certain fanatisme de la langue natale avec lesquels il faut compter ».

L'erreur est sans doute de voir dans ces manifestations des ferments de division. C'est pourtant ainsi qu'on a pris la chose à Alger. Les autorités sont même allées jusqu'à subodorer des interventions étrangères, accusant simultanément les

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

services du roi Hassan II du Maroc et le « colonialisme » français d'œuvrer contre l'homogénéité du peuple algérien en se livrant à des manœuvres de déstabilisation et à des campagnes d'intoxication. Pour le ministre algérien de l'Enseignement supérieur, M. Abdelhal Brerhi, « la question de la culture populaire n'était qu'un prétexte tendant à créer une forme d'instabilité ». Dans la presse algérienne cette thèse fut étayée par les déclarations de personnalités algériennes en exil qui prirent fait et cause pour les étudiants de Tizi-Ouzou en laissant inconsidérément penser que leurs manifestations étaient le résultat d'un long effort souterrain. En fait cela semble plus qu'improbable et les étudiants contestataires de Tizi-Ouzou n'ont cessé d'affirmer qu'ils n'étaient manipulés par personne et qu'ils récusaient « les révolutionnaires de salon des capitales européennes » pressés d'imposer leur tutelle sur un mouvement de protestation spontané. Chacun s'employait à faire tomber les masques mais tout le monde attendait de connaître l'attitude qu'adopterait en définitive le gouvernement algérien : la culture berbère aurait-elle droit de cité ou bien s'en tiendrait-on à la thèse de l'unicité algérienne contenue dans la triple exclamation de Ben Bella au lendemain de l'indépendance : « Nous sommes des Arabes, nous sommes des Arabes, nous sommes des Arabes ».

Dès le 17 avril, le président Chadli Bendjedid esquissa une réponse en faisant allusion à des manipulations et en affirmant : « Le patrimoine culturel national n'est pas le monopole d'une région ou d'un groupe ». De tels propos ne pouvaient bien évidemment pas satisfaire les étudiants de Tizi-Ouzou qui, au demeurant, n'avaient à aucun moment revendiqué un monopole quelconque. Il fallut attendre la réunion du Comité central du FLN, le 3 mai au Palais des Nations à Alger, pour être mieux informé sur les intentions des autorités algériennes. Dans son discours inaugural le colonel Chadli Bendjedid a pris une position sans équivoque : « Nous disons oui au patrimoine culturel en tant qu'acquis de l'ensemble du peuple et non au patrimoine qui serait le monopole d'une région ou d'un groupe. Il nous importe de remettre la langue nationale à la place qui lui revient, de la développer et de l'enrichir pour qu'elle soit ce qu'elle a été : une langue de science, de travail et de civilisation. Nous disons oui à l'ouverture sur les langues étrangères et non à l'emploi de la francophonie en tant qu'expression du colonialisme économique et culturel. Je veillerai à ce que toute action intervienne à la lumière de la Charte nationale. »

Lors des débats sur la Charte nombre de personnalités berbérophones mais aussi arabophones avaient regretté la mise à l'écart des apports berbères à l'édifice socio-culturel algérien. La référence à cette Charte faite par le président Chadli Bendjedid et la mise à l'index de la « francophonie » constituent donc une fin de non-recevoir adressée aux « berbéristes » de Tizi-Ouzou. Même si, par précaution, on décide à Alger d'ouvrir « le dossier culturel ».

Le coup de sang des Berbères



par
Abdelkader Rahmani

Président adjoint du Collège international du Tiers-monde

Président de la Fondation Internationale du Développement Economique et Social, président de l'Agence Internationale pour la Culture, chargé de cours à l'Ecole d'anthropologie, ancien officier de l'armée française, Abdelkader Rahmani fut du petit nombre des officiers musulmans qui s'adressèrent, en 1957, au président René Coty pour lui exposer leurs troubles de conscience devant les combats d'Algérie.
Inculpé de participation à une tentative de démoralisation de l'armée, Abdelkader Rahmani, qui avait participé aux opérations de Corée, fut interné durant plusieurs mois.
Dans cet article, il expose les raisons qui, selon lui, ont abouti aux événements de Tizi Ouzou, en Algérie.

DECIDEMENT, l'Histoire ne peut ni vieillir ni s'effacer. On devrait toujours l'apprendre, non seulement pour la connaître mais aussi pour y apprendre, comment se conduire dans l'avenir.

L'Histoire des Berbères est jalonnée de révoltes plus ou moins sanglantes. J. Bainville, disait « *Nous croyons toujours que tout est nouveau, alors que nous refaisons les expériences que les hommes des autres siècles ont faites et que nous repassons par les mêmes chemins qu'eux.* »

Tizi-Ouzou, manisfestation de la non-violence, est un signe de maturité politique. Il y eut certes des agitateurs isolés, incontrôlés et aussi des déclarations malencontreuses des partis d'opposition. Celles-ci, ne pouvaient servir que le pouvoir, qui cherchait toutes les occasions pour assimiler cette affaire à une sédition.

Son intervention « musclée » faillit bel et bien lever la tempête de la révolte !

Le « soulèvement machiavélique » berbère, face à des forces de l'ordre suréquipées, n'avait, en fait, que gourdins, cailloux, tire-boulettes et quelques horions pour sa défense.

Félicitons gourdins et tire-boulettes d'avoir sauvé l'Algérie en lui épargnant une guerre civile !

Enfin, une belle démonstration de révolution culturelle, faisant échec aux bataillons et aux mitrailleuses !

La foi en sa propre identité est une force invincible. Son combat nécessite courage, volonté, obstination et beaucoup plus de bravoure, qu'avec une grenade ou une mitrailleuse à la main. Nous savons de quoi nous parlons !

Il est inconvenable, qu'un pays à 98 % de souche berbère, se prétende autre que lui-même. Il fallait que tôt ou tard, un sang neuf et jeune prenne la relève des héros fatigués et des ancêtres oubliés...

Ces événements ont certes, réveillé bien des consciences, notamment de ministres, hauts-fonctionnaires et commis de l'Etat, tous berbères à la seule différence du langage, berbère ou arabe. Le souci de précision nous ferait ajouter que les berbèrophones ont l'avantage de parler au moins trois langues : la leur, l'arabe, le français. Ce qui n'est pas un handicap, mais un enrichissement.

Par contre, ni peu ni prou, d'arabophones ne font l'effort de réapprendre leur langue d'origine...

Pourtant, la berbérophonie est patrimoine national du Maghreb. Imaginons-le subitement amputé de ce vieux fond berbère, que lui resterait-il de spécifiquement local ?

Lorsqu'en 1967, nous avons créé « l'Académie Berbère d'Echanges et de Recherches Culturels » (I), nous avons demandé aux autorités du Palais, l'autorisation d'ouvrir un bureau à Rabat et à Casablanca. L'objection première fut inspirée par une suspicion antinationale de nos sentiments, à l'opposé du but strictement culturel de notre association.

Un traumatisme

Une plaidoirie sincère sur la richesse du patrimoine marocain, témoignage d'une berbérité profonde et renommée dans le monde, emporta la décision.

Nous ne croyons pas avoir été des trublions politiques mais des défenseurs vi-

(I) Ne pas confondre avec une autre association « Agrow Immazighen » qui a souvent utilisé le terme d'« académie » pour traduire « Agrow ».

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

gilants d'une culture et d'un des fleurons nationaux, sans pour autant dénigrer ou renier les autres héritages.

Nous avons toujours été frappé par la peur qu'inspire le Berbère, aux pouvoirs maghrébins ! N'est-ce pas une provocation et une incitation à ce berbérisme aussi redouté qu'abhorré ? Peut-on oublier que toute révolte n'est jamais spontanée ! Elle mûrit à l'ombre de la frustration et de l'oppression, pour éclore à l'aube de sa maturité.

On ne peut empêcher l'homme, de vouloir et de devenir ce qu'il est.

Si aujourd'hui, nous observons notre jeunesse berbère, maghrébine, force nous est de constater, chez certains, un traumatisme latent, chez bien d'autres aigu, jusqu'à l'obsessionnel. Il a engendré une nouvelle maladie « *la mystérite* ».

Elle est caractérisée par le spectacle d'un visage grave, au regard opaque et par une allure mystico-clandestine.

D'où ce nouveau type d'homme qui se soustrait, indéfiniment au minimum de ses responsabilités. Sous le prétexte d'une légitime sécurité, il affectionne le secret de son nom, son adresse, ses occupations. C'est le parfait « incognitus ».

Des accessoires

Ainsi, un monde, une jeunesse finissent par se complaire dans une dépersonnalisation systématique, maladive et combien dangereuse.

Peut-on espérer construire, quoique ce soit de valable et de durable, dans une méfiance réciproque, dans l'absence d'affirmation de soi et d'engagement individuel ?

Voilà quelques-unes des conséquences néfastes d'une politique d'« *apartheid* ».

Or, une nation se forge avec et à l'image de son peuple.

Il ne peut y avoir convergence nationale que s'il y a conjugaison de ses diversités.

La pensée universelle n'est pas dans l'uniformité qui n'aurait plus qu'un seul visage, secrétant l'ennui, mais dans l'expression originale de la civilisation de chaque groupe, de chaque peuple.

Si l'on est attaché à sa langue, à sa culture, pourquoi méconnaître ce même droit à l'autre ?

En quoi cela porterait-il atteinte à l'unité nationale ? A-t-on vu une unité se faire par le seul lien d'une langue commune, sans l'adhésion du cœur ?

On a bien souvent vu l'inverse. Une même langue, une même religion ne sont pas toujours suffisantes pour cimenter l'unité ! Nous en avons des exemples affligeants dans le monde, à commencer par nous-mêmes Maghrébins — balayons devant notre propre porte — l'histoire de la paille et de la poutre, n'est pas notre seul apanage, elle convient aussi aux autres pays arabes et asiatiques, comme aux pays occidentaux...

Le coup de sang des Berbères

C'est la constatation consternante, d'un monde dépersonnalisé dans une société impersonnalisée où la valeur et la morale ne sont plus qu'accessoires de musée.

L'homme lui-même se prostitue pour de maigres privilèges et la vanité de sa petite gloire, lui fait perdre de vue l'existence, la raison d'être et le respect de son prochain.

Revenant à l'affaire de Tizi-Ouzou, nous souhaitons qu'elle soit l'augure d'un dialogue d'avenir, franchement positif et non le prétexte de nouvelles répressions qui attiseront plus qu'elles n'atténueront la flamme berbère.

Reconnaissons, par ailleurs, que Tizi-Ouzou, sans être une action politisée de partis ni une action ségrégationniste est néanmoins le produit et le fruit d'une « *longue marche* » vers le resaisissement et la prise de conscience d'une entité nationale, entreprise obstinément, de bien longue date.

Cette prise de conscience berbère, soucieuse et jalouse de son insertion dans le concert national de l'Etat est donc une volonté de s'affirmer à contrario des rumeurs fantaisistes du séparatisme.

Le gouvernement algérien devrait s'en féliciter.

Toute lucidité politique, tendrait à nous donner le problème de la langue berbère est posé sur l'ensemble de l'Afrique septentrionale, il faut avoir le courage de le regarder bien en face pour le résoudre : sagement, dans la concertation franche et loyale.

Il est vain et dangereux d'en repousser les échéances.

La berbérité devrait, doit être, le lien d'union indispensable entre les pays maghrébins ou, tout au moins, y contribuer largement.

C'est une des raisons fondamentales de notre action inlassable, et l'un de nos plus grands espoirs.

Nous croyons refléter une large opinion pour ne point nous considérer apôtre en mal de prêche dans le Désert ! ■

Par Phil Casoar

LE F.L.N. DIT : IL N'Y A PAS EU DE "MAI 68" EN ALGERIE - FAUT VOIR

(énorme titre sur les 3/4 de la page)

Actuel, n°9-10, juil-août 1980

J'ai vingt ans et la guerre d'Algérie, je ne sais pas ce que c'est. Les Algériens de mon âge ne le savent pas non plus. Quand ils voient les grosses bagnoles des dirigeants, les belles villas et la corruption, les queues devant les Prisunics, les étudiants et les gosses de la rue manifestent en Kabylie comme à Alger. Les flics cognent fort. Le gouvernement expulse les journalistes. Il veut réduire la révolte à une histoire régionale. Mais il y avait autre chose.

Dimanche 20 avril, six heures du matin. Un épais brouillard stagne au fond de la cuvette où s'éparpillent les bâtiments d'Hasnaoua, la faculté de Tizi-Ouzou occupée depuis plusieurs jours par les étudiants en grève.

Des silhouettes se glissent dans l'enceinte par le grand portail. Accroupi dans les chiottes à la turque, Aït baille un bon coup. Il est vanné. La dernière assemblée générale a duré jusqu'à trois heures du matin.

Dans les bâtiments de la Cité Universitaire, tout le monde roupille.

Soudain Aït perçoit le bruit croissant d'une cavalcade dans les escaliers. Il entrebaille la porte des WC. Bon sang ! Toute une meute de CNS, les CRS du cru, déboulent du fond du couloir dans un grand raffut de rangers. Aït se rue dans sa piaule, s'enferme, enfile fébrilement son pantalon. Il est en train de passer une chemisette quand la porte cède, enfoncée par les CNS... Aït pétrifié se ramasse une dégelée de coups de matraque. Dans les chambrettes voisines, c'est un drôle de réveil : surpris dans leur lit, les dormeurs sont eux aussi durement tabassés par les CNS. Terrifiés, certains sautent par les fenêtres du premier étage et détalent à travers le chantier voisin, pieds-nus dans la boue. Les flics les coursent. Ils lâchent leurs chiens. Les CNS cognent méthodiquement avec leurs « bidules », longues matraques articulées et plombées. Les étudiants étrangers — Guinéens, Syriens, Libanais — passent aussi à la casserole. Puis les flics défoncent les armoires métalliques où les étudiants rangent leurs affaires et ramassent les transistors, l'argent, les montres. Ils déchirent systématiquement les classeurs rédigés en français et en anglais. Ils ne respectent que les dossiers écrits en arabe.

Mustapha enseigne à la Fac. Membre actif du mouvement de grève, il a aussi participé à l'A.G. tardive. Ereinté, il dort profondément quand un bruit incongru le réveille. On lance des gravillons contre ses volets. Il se lève, ouvre la fenêtre.

Dans la pénombre, il distingue deux types banalement vêtus.

« Nous sommes des étudiants du comité de grève, on voudrait vous causer.

— Ça va pas, non ? Je suis crevé, revenez plus tard. »

Mustapha claque les volets. Les types recommencent leur manège. Furieux, Mustapha se penche de nouveau à la fenêtre :

« Mais enfin, qu'est-ce que vous voulez ? »

Les deux lascars brandissent des cartes de flics :

« Assez rigolé. Descendez en vitesse ! »

Les poulets en civil embarquent Mustapha. Il va moisir vingt-quatre jours en taule, d'abord au commissariat central d'Alger, puis dans une cellule de la Sécurité Militaire. Détail comique : il n'y a aucune coordination entre les flics, la Sécurité Militaire et la gendarmerie, et comme chacun possède sa propre liste de suspects, les gendarmes se présenteront deux jours plus tard pour arrêter Mustapha au domicile de ses parents.

Cinq heures du matin, à l'hôpital de Tizi. On tambourine à la porte du logement de fonction d'une infirmière. Elle ouvre. Eberluée, elle voit un petit gros tout en sueur cramponné à son talkie-walkie, flanqué d'un grand benêt en blouse blanche d'infirmier qui brandit une matraque :

« Qu'est-ce que c'est ?

— Ne vous inquiétez pas, Madame, halète le petit gros essoufflé, c'est la police ! »

L'hôpital est occupé par son personnel, solidaire des étudiants. Depuis une heure du matin, des flics déguisés en infirmiers se sont infiltrés dans les couloirs, munis d'un plan des lieux et d'une liste de noms. Les CNS rappliquent un peu plus tard et évacuent tous les soignants algériens, médecins et infirmiers. Ils les alignent devant les grilles de l'hôpital, agenouillés, les mains sur la tête. Quatre médecins, un pharmacien et plusieurs infirmiers sont arrêtés.

Vers sept heures du matin, les premiers blessés du campus commencent à affluer par pleines ambulances. Un troupeau lamentable de types hébétés, sonnés, pieds-nus, couverts de boue, en slip et en maillot, ou drapés dans des couvertures. Ils sont tous bien amochés : fractures du crâne, traumatismes crâniens, nez cassés, bras brisés, morsures de chiens, plaies au visage, côtes fêlées...

On rouvre les services de chirurgie. On manque de toubibs. Il ne reste que les cinq mé-

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

decins coopérants soviétiques, et les trois Algériens laissés en liberté. Les flics ramènent deux Hongrois et de jeunes médecins militaires, des appelés. Tous les services sont débordés. On dénombre plus de quatre cents blessés. Les éclopés se casent à trois par lit. Une infirmière tend un goutte-à-goutte à un type fagoté dans une blouse blanche :

« Tenez, occupez-vous de cette transfusion... »

Le flic déguisé pâlit, bégaie :

« Eh, mais je ne sais pas comment on fait... »

Huit heures du matin. Tizi-Ouzou s'éveille et apprend l'attaque de la Cité Universitaire. Des étudiants qui ont échappé au ratissage racontent. La rumeur s'enfle, prend les proportions d'une psychose.

Voyant les gendarmes encercler la cité des filles, un étudiant cavale jusqu'à son village, grimpe dans le minaret de la mosquée et alerte la population au mégaphone : « Qu'ils tuent nos frères, à la rigueur on peut le pardonner, mais qu'ils violent nos filles, ça jamais ! »

On parle de trente morts, un témoin aurait vu les corps dissimulés sous des couvertures, étendus sur des civières dans la cour de la Protection Civile. On affirme que des étudiantes ont été violées et éventrées à la baïonnette. On assure que deux régiments de troupes aéroportées encerclent Tizi, et que cinq cents chars sont planqués dans le sanatorium, un agglomérat de bâtisses grisâtres.

Indignation. Les commerçants ferment boutique. Dans les entreprises, les ouvriers lâchent le turbin, et les administrations se vident. A la Sonelec (matériel électrique), situé à la sortie de Tizi, et à la Sonitex (textile) sur la route d'Alger, les deux gros centre industriels du coin, les ouvriers se castagnent avec les CNS. Dans les rues de Tizi-Ouzou, jeunes manifestants et CNS échangent cailloux, coups de matraques et grenades lacrymogènes.

Vers dix heures du soir, six bus réquisitionnés par la police stoppent devant l'hôpital :

« On vient chercher les blessés pour les ramener dans leurs villages », assurent les flics.

Ils ramassent tous les éclopés et déchirent les registres d'entrée de l'hôpital : officiellement, il n'y a pas eu de blessés. La plupart des abîmés sont bien rendus à leur famille, mais un certain nombre disparaît dans les prisons.

Le lendemain, lundi 21, nouvelle émeute. Les manifestants sont très jeunes, entre dix et vingt-cinq ans. Normal, la moitié de la population algérienne a moins de vingt ans. Les adultes, même s'ils ne cachent pas leur sympathie, restent enfermés chez eux.

Les manifestants pillent les Galeries Algériennes, sinistre supermarché planté dans l'avenue Abane-Ramdane. Savonnettes, pois chiches, sac de semoule, conserves, bidon d'huile, les gamins entassent tout ce qui leur tombe sous la main dans des couffins d'osier donnés par les parents, et ramènent triomphalement leur butin. L'après-midi, les jeunes mettent à sac la gare routière. Un car jaune flambe sur le parking. Les vitres des immeubles explosent sous les volées de caillous.

« C'était le grand défoulement, un débordement de joie, ils s'éclataient vraiment, raconte un témoin. Les gens d'ici qui ont des tronches si tristes, si constipées d'habitude, étaient franchement rigolards ! »

La haute-ville, qui grimpe du centre vers les collines, est transformée en camp retranché. Plus on monte, et plus ça devient un village : murs de torchis, maisons basses, moutons et poules en goguette dans les ruelles. Ici les flics ne pénètrent pas. Des barricades bricolées avec des bidons, de vieux matelas, des arbres tronçonnés barrent toutes les rues escarpées. Les affrontements cessent à la tombée de la nuit.

Mais partout autour de Tizi-Ouzou, dans les douars perchés sur les crêtes qui dominent la cuvette, des hommes se lèvent. Ce sont des paysans, les frères, les pères, les cousins des étudiants matraqués.

Il est trois heures du matin. Armés de batons, de pioches, de barres de fer, un cassedalle dans leur musette, ils commencent à descendre des collines à travers le maquis. Ils prennent des raccourcis, ils se faufilent entre les massifs d'eucalyptus, les buissons épineux des figuiers de barbarie, les oliviers tordus comme des vieillards arthritiques. Ils vont marcher vingt, trente kilomètres à pied dans la montagne, depuis les villages de Laarbâa-Nath-Iraten (ancien Fort-National), Aïn-el-Hamman (ex-Michelet), Azazga, Beni-Douala. Par groupes d'une vingtaine, les gars sont près de deux mille à converger sur Tizi.

Ils y parviennent dans la matinée, en coupant à travers les vergers.

A l'entrée Est de la ville, près du cimetière musulman, un ancien moudjahidin, rescapé des maquis de la guerre de libération, harangue les arrivants. Un casque de chantier sur la tête, il conseille :

« Faites gaffe aux grenades lacrymogènes, ne les ramassez pas. Si vos yeux vous brûlent, ne mettez pas de flotte. Les CNS ont des mitraillettes mais ils ne s'en servent pas. »

Et il leur explique la recette universelle du bon vieux cocktail Molotov.

Bientôt, un canon à eau anti-émeute s'embrase, puis les R16 des responsables du Parti. C'est la colère : marre de la corruption, de la veulerie et des combines des bureaucrates, marre des villas luxueuses et des grosses bagnoles des cadres du Parti, marre de l'intox du *Moudjahid*, marre de faire la queue devant les boutiques. Des bandes de gosses et d'adolescents pénètrent dans l'hôtel Belloua, réservé aux touristes et aux cadres du Parti en déplacement. Ils s'amusent comme des fous. Un gamin ressort coiffé du chapeau de paille d'un touriste allemand, ses valises sous le bras. Un petit Kabyle tire un large fauteuil au milieu de la rue et s'affale dedans, béat et ravi. D'autres sortent les bras chargés de bouteilles d'alcool : le bar de l'hôtel est le seul endroit où on peut encore picoler depuis que l'ancien wali (préfet), aujourd'hui ministre de l'Education, a interdit l'alcool sur tout le territoire de la Wilaya.

Ça chauffe toujours dans Tizi. A tous les carrefours, des tas de pneus brûlent en dégageant une fumée qui s'élève en colonnes noirâtres.

Les frondes kabyles brisent quelques tibias de CNS. On dénombre quatre-vingt blessés par jour du côté des forces de l'ordre. Trois corps sont engagés dans la bagarre : les CNS, les plus brutaux, copie conforme de nos CRS : tenue bleu nuit, casque à visière de plexiglas, bouclier transparent, rangers. Ils sont entraînés par les Allemands de l'Est. Les manifestants les ont surnommés les « gladiateurs ».

Les gendarmes, eux, portent un uniforme vert épinard. Avec leur petite casquette crasseuse rejetée en arrière, leur teint olivâtre et leur barbe de trois jours, on dirait les soldats d'opérette du général Alcazar.

Les flics de la police urbaine sont franchement tordants : coiffés d'une casquette blanche et vêtus d'un uniforme bleu pétrole, ils ressemblent à des pompistes.

Tout au long des échauffourées, l'attitude des forces de l'ordre va constamment varier. Parfois, les CNS contrattaquent sauvagement, cognant à tout va, grenadant, excitant leurs chiens. Ce qui peut se retourner contre eux, car le vent rabat les gaz, et les chiens mal dressés mordent indistinctement flics et manifestants. Mais on voit également les CNS se croiser les bras et assister sans lever la matraque aux pillages et aux incendies. Certains même participent aux saccages. On les voit enfoncer à coups de crosses les portes du centre de l'artisanat : les émeutiers s'y engouffrent, rafflent les bijoux et les plats de cuivre ciselé. Des tapis brûlent, jetés sur la chaussée.

Des CNS, encerclés par les jeunes, jettent leurs armes. Un CNS aurait déserté et rejoint les manifestants. Il se serait rendu huit jours plus tard. Les barricadiers suivent tous les mouvements des forces de police grâce aux talkie-walkies confisqués aux flics.

Le mercredi, la flambée de colère s'éteint peu à peu... Il y a bien encore quelques crépitements à Dra-Ben-Khedda, à dix kilomètres de là sur la route d'Alger, mais le jeudi c'est fini, tout s'apaise. Des gendarmes bonnasses déambulent dans les rues. On fait le ménage : enlever les barricades, remplacer les vitres brisées par des panneaux de contreplaqué, déblayer les rues des débris et projectiles divers. Les Galeries Algériennes, réouvertes, croulent sous une avalanche de denrées et de produits. Une telle abondance, ça faisait une paie qu'on n'avait pas vu ça à Tizi. Les gens ont pris l'habitude de faire la queue, la « chaîne » comme on dit en Algérie, pour toutes les denrées. A tel point que quand on voit une chaîne se former, on prend son tour, sans même s'inquiéter de la nature de l'arrivage. Et c'est ainsi qu'on voit de vieux paysans kabyles repartir avec un coupe-frites ou autre bidule incongru.

Les « Trois Glorieuses » de Tizi ont été le point culminant de deux mois d'agitation en Kabylie et à Alger. Tout a débuté courant mars. Mouloud Mammeri, vieux poète kabyle défenseur de la culture berbère, est probablement l'écrivain le plus lu et le plus respecté d'Algérie. Le 10 mars, sur l'invitation des étudiants de Tizi, il doit donner une conférence sur le campus.

Dans la nuit du 9 au 10 mars, Mammeri reçoit un coup de fil anonyme à son domicile algérois. Quelqu'un, qui prétend être le recteur de l'Université de Tizi, lui conseille de renoncer à sa conférence. Mammeri ne tient pas compte de l'avertissement et part en voiture pour Tizi. A dix kilomètres de la ville, il tombe sur un barrage de flics. On lui fait comprendre gentiment mais fermement qu'il est indésirable en Kabylie, et on le ramène à Alger.

Quand les étudiants de Tizi apprennent la machination policière contre Mammeri, ils descendent dans la rue. C'est le début d'un schproum général dans toute la Kabylie. Lycéens, étudiants, enseignants manifestent. On barbouille des inscriptions en berbère, on brise les enseignes en arabe.

A Oued-Amezouk, en petite Kabylie, des lycéens brûlent le drapeau national. Une vingtaine d'entre eux sont traduits en flagrants délits, et condamnés à des peines de trois à huit ans de prison.

Le 7 avril, manif à Alger. Les étudiants de Tizi y participent. Les flics interviennent brutalement, une centaine d'étudiants se retrouvent dans leurs fourgons. Du coup, les étudiants décident l'occupation de la fac de Tizi-Ouzou. Elle durera douze jours.

Le 17, M. Brehri, le ministre de l'Enseignement Supérieur, envoie un ultimatum aux étudiants de Tizi : « Reprenez les cours ! » Et le 19, c'est l'attaque de la faculté.

Pendant les émeutes de Tizi, la presse algérienne aux mains du FLN, le Parti unique commence par faire le black-out sur les événements. Les journaux français habituellement autorisés — le *Monde*, le *Matin*, l'*Express* — ne rentrent plus en Algérie. Dans les kiosques, à côté de la presse algérienne, on ne trouve plus que l'*Humanité* et l'*Equipe*, (et encore, l'*Huma* un jour sur deux...). Le manque d'information sécrète comme d'habitude les bobards les plus fantaisistes. Dans le reste de l'Algérie, on imagine la Kabylie à feu et à sang, on parle de maquis, de guerre civile. Le gouvernement doit se décider à sortir de son silence. La télé algérienne montre complaisamment les dégâts causés par les émeutiers.

Le *Moudjahid*, quotidien national, a fignolé sa thèse : tout ça, c'est la faute à ces emmerdeurs de Kabyles qui veulent faire sécession. Et ce sont les services secrets marocains et français qui leur ont fichu ces idées-là dans le crâne.

La presse du Parti essaie de maquiller cette explosion de ras-le-bol général en une insurrection purement régionaliste. Bien sûr, les Kabyles ont toujours été particulièrement rebelles, et ils ne se laissent pas marcher sur les pieds. L'insurrection contre la France a démarré ici, au cœur de la grande Kabylie. Et juste après l'indépendance, en 1963, Aït Ahmed, un des chefs historiques de la Révolution, souleva à nouveau le maquis de Kabylie contre le pouvoir centralisateur de Ben Bella. La répression fut féroce, Aït Ahmed et ses lieutenants capturés et torturés avec des méthodes que n'aurait pas renié le général Massu.

Pour discréditer la révolte de Tizi, la télé algérienne a présenté une sidérante séquence d'aveux. Les spectateurs ont pu voir un certain Arezki, agent de Laboratoire à la Face de Tizi, arrêté par la Sécurité Militaire. Celui-ci s'est déballonné longuement devant les caméras.

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

Ancien étudiant en France, il affirme avoir été contacté par l'avocat Ali Yahia, Algérien naturalisé Français, leader d'un squelettique F.U.A (Front de l'Unité Algérienne) qui flirterait avec les services secrets français. Jolie preuve du complot néo-colonialiste et impérialiste... Seulement il y a un problème : Arezki a été arrêté un mois avant les événements de Tizi.

Vu de France, tout semble se résumer à une querelle linguistique et culturelle, d'horribles chipotages byzantins autour des quatre langues utilisées en Algérie : l'arabe dialectal, celui qu'on parle à la maison et qu'emploie la plupart des Algériens ; le berbère, une drôle de langue venue du fond des âges, celle des premiers habitants du Maghreb. Les historiens sont en bisbille sur ses origines : sémite, indo-européenne, chamanique ? C'est le langage de 20 % de la population algérienne, celui des Kabyles, des Targuis, des Touaregs. A ces deux langues populaires s'en ajoutent deux d'importation : le français, véhicule des technocrates et des intellectuels, et l'arabe classique, celui de l'intelligentsia du Caire, que le gouvernement veut imposer comme langue nationale avec sa campagne d'arabisation.

Du coup, les Kabyles râlent : ils veulent des émissions de télé en berbère, des journaux berbères, des cours de berbère. Des profs kabyles exhument le Tifinagh, l'alphabet berbère probablement dérivé du phénicien. Les Arabes ricanent : le berbère, pouah, un dialecte de quelques centaines de mots, tout juste bon pour insulter son bourricot ! Le gouvernement brime systématiquement la culture berbère : on interdit des pièces de théâtre, des concerts à la fac, on supprime la chaire de berbère de Mouloud Mammeri.

Pourtant, il faut bien avouer que sur le plan culturel, les Kabyles sont les seuls à bouger un peu. Ils ont donné à l'Algérie son seul chanteur d'envergure internationale, Idir, et les bouquins de Mammeri parus en 10/18 sont en devanture de tous les kiosques.

Puis, le 16 mai, la nouvelle tombe : vingt-quatre des détenus arrêtés lors des troubles sont inculpés et vont passer devant la Cour de sûreté de l'Etat. Pêle-mêle, ce sont des médecins, deux ouvriers de la Sonelec, un pharmacien, un enseignant, des étudiants de Tizi et d'Alger. On leur colle sur le dos la responsabilité des émeutes, et on les accuse d'appartenir à des organisations clandestines.

L'annonce de l'inculpation des vingt-quatre relance l'agitation. A Alger, le 19 mai, « jour de l'étudiant », le ministre Brehri vient déposer une gerbe et se fait copieusement huer. Francisants et berbérophones se mettent en grève pour soutenir les inculpés.

Mais les arabisants refusent de s'associer au mouvement. A l'automne 79, ils avaient fait grève parce qu'ils ne trouvaient pas de débouchés, et personne ne les avait soutenus. Vengeance : aujourd'hui, les Kabyles peuvent toujours se brosser. Les étudiants arabisants ont aussi des raisons de tirer la tronche.

Je fouine du côté des facs à Alger. Je tombe sur un prof.

« Voyez-vous, me dit-il, au lycée, dans le secondaire, on arabise. Mais à l'université, toutes les disciplines scientifiques sont enseignées en français. Le type qui a un bac arabisé en sciences ne trouve pas de filière à l'université. Alors c'est toute une valse : il commence par s'inscrire en sciences exactes, laisse tomber, et finit en droit... La magistrature est un des rares débouchés pour les arabisants, avec le professorat de gymnastique ! »

Le noyau dur des partisans de l'arabisation est constitué par les frères musulmans, des intégristes qui louchent admirativement sur la barbe blanche de Khomeiny. Ils ont attaqué les étudiants qui voulaient faire grève. Un étudiant d'Alger me raconte comment les frères musulmans ont prit d'assaut la cité des garçons de Bab-Ez-Zouar occupée par les grévistes :

« Ils étaient plus de deux cents, certains venus des villes voisines en train et en bus. Ils étaient armés de haches, de serpes, de barres de fer et de chaînes de vélo. Ils gueulaient : « Les cours par la force ! » Leur raisonnement était simple : les grèves et l'agitation dans les facs, ça voulait dire un semestre de paumé, des échecs aux examens, moins de diplômés et donc davantage de coopérants étrangers, un pas vers le néo-colonialisme.

« Les frères ont chopé trois copains et une fille qui essayaient de protéger le matériel du labo photo. Ils les ont emmenés dans la mosquée, les ont tabassés et interrogés toute l'après-midi... Ils ont insulté la fille : « Salope, tu couches avec ces types ! » Les flics ont laissé faire. » Le *Moudjahid* admet : « Des étudiants ont été mutilés à vie. »

En coulisse, on murmure que les frères musulmans sont téléguidés par Yahiahoui, le coordinateur du Parti. Yahiahoui, pur et dur du socialisme arabe, est soutenu aussi bien par les communistes que par les intégristes musulmans. Il vient d'être écarté par le dernier congrès du F.L.N.

Le président de la République, le colonel Chadli Bendjedid, est plus flou. Il agit comme le parrain d'une mafia, se servant des zizanies internes du parti pour monter et régner. On m'a prévenu : depuis la mort de Boumedienne, la Sécurité militaire représente le véritable pouvoir occulte du pays. Son grand patron est le colonel Merbah, sombre bobine de Pinochet constipé.

On chuchote que l'arrestation de Mouloud Mammeri était une provocation délibérée de la Sécurité militaire.

Dans leur masse, les étudiants sont bien loin de toutes ces manœuvres. Ils découvrent timidement les A.G., les manifs, une liberté d'expression... Ils s'organisent en comité de grève, coordination, commission, négligeant l'UNJA, l'organisation de masse contrôlée par le Parti.

Le train Alger-Tizi se traîne à quarante kilomètres à l'heure sous le cagnard, bondé de jeunes qui rentrent dans leurs villages pour le week-end (le vendredi, en l'occurence, puisqu'on est en pays musulman). Excités comme des poux, ils tambourinent sur les tôles du tortillard en braillant à tout va. Un type a posé une fesse sur mon accoudoir, me coinçant contre mon voisin et m'empêchant de m'adosser au siège.

A la tombée de la nuit, le train atteint Tizi-Ouzou. Les coopérants que je rencontre distillent tous une parano contagieuse. Ils montent le son de la télé quand on parle des barricades et ils se méfient du téléphone.

Je flâne dans le centre, pudding d'urbanisme bâclé en quatre ans de rénovation, un mélange de Sarcelles et de Front de Seine, inachevé, mal fini, sans compter les immeubles à peine ébauchés : un chantier dure au minimum quatre ou cinq ans.

A part quelques carreaux cassés, les panneaux de contreplaqué qui obstruent les vitrines des Galeries Algériennes, les carcasses calcinées des R 16 dans un entrepôt à la sortie de la ville et des slogans peints en bleu : *La violence appelle la violence, Chadli = Bokassa !* sur la route de Fort-National, il ne reste guère de traces des affrontements.

Les esprits se sont refroidis et les rumeurs se dégonflent. Les trente morts sont devenus hautement improbables : un ou deux à la rigueur, on ne sait pas. Les cinq cents chars et les troupes héliportées se sont volatilisées, les jeunes filles éviscérées n'existaient que dans l'imagination des manifestants.

Je finis par dénicher un prof de fac, membre important du mouvement, qui a croupi trois semaines dans une cellule de la Sécurité militaire. Rond et sympathique, il reste très prudent :

« Au cours des interrogatoires, la Sécurité militaire nous a pas mal cuisinés sur nos contacts avec les journalistes...

— La presse française a parlé de tortures... »

Souriant, il secoue la tête :

« Ecoutez, je ne veux pas parler de ça... Tout ce que je peux vous dire, c'est qu'on a été maltraités.

— On a évoqué la gégène... »

Toujours souriant, il a un geste vague :

« On a été maltraités, c'est tout. »

Par d'autres témoignages, j'apprendrai qu'on leur a fait boire de l'eau savonneuse, qu'on les a laissés nus, les yeux bandés, et que certains ont été brûlés au visage avec des cigarettes.

Je lui demande ce qu'il pense des vraies raisons du mécontentement.

« Tout est parti de revendications culturelles, et maintenant ça débouche sur un vaste désir de liberté d'expression et de démocratie. Le gouvernement a voulu tout réduire à un mouvement régionaliste des Kabyles, et la presse l'a cru. En fait, le problème est national. Moi je suis arabophone, comme un tas de gens qui participent au mouvement et qui ne s'intéressent pas à la culture kabyle.

— On dit aussi que les étudiants se plaignent de la qualité de l'enseignement... »

Le prof approuve :

« Dans l'enseignement, la coopération est une catastrophe. On écope de tous les ratés, de gens sans diplômes qui seraient au chômage en France, qui traînent dix ans pour passer leur CAPES. Ne parlons pas des enseignants des pays de l'Est, qui ne comprennent ni le français ni l'arabe et qu'on doit doubler par des Algériens. »

Le prof m'apprend qu'une réunion du comité de soutien aux détenus doit se tenir à la fac en fin d'après-midi. Vers six heures, je pénètre dans la fac en jetant un bonjour dégagé au planton. Heureusement, ici, on ne vérifie pas les cartes d'étudiant à l'entrée comme à Alger. Depuis les événements, et malgré la reprise des cours, l'université est pratiquement déserte. Echaudés, les étudiants se sont mis au vert, chez leurs parents dans les douars proches. De toute manière, le gouvernement a accordé une session supplémentaire en septembre pour le bac et les examens.

Dans la fac, il ne reste guère que les mouchards et les membres de la coordination étudiante. Je mets la main sur une étudiante du comité, une brunette en robe à fleurs. Elle m'entraîne dans une salle de classe vide. Je fais mine de tirer la porte sur nous, mais elle m'arrête :

« Ne ferme pas, ça paraîtrait louche. » Je lui explique qui je suis, ce que je veux savoir. Elle fait la moue : « Actuel ? j'ai feuilleté un numéro... ça ne me paraît pas sérieux comme journal. »

Je plaide ma bonne foi. Elle reste sceptique : « Moi, ce que je voudrais qu'on sache, c'est la répression, et le manque d'information, les mensonges de la presse algérienne. » Elle finit par accepter un rendez-vous dans un endroit discret, chez un ami français.

Quand je la retrouve dans la soirée, elle est un peu écœurée par la réunion du comité de soutien :

« Tout le monde s'engueule, personne ne se remet en cause. Il y a un prof qui manœuvre, on sent qu'il veut se placer, il brigue la place du recteur. On ne sait pas pour qui on se bat. Le wali (préfet) nous a reçus récemment en délégation, et nous a suppliés de l'aider. Il dit que ça va très mal, « là-haut ». Moi j'ai envie que ça éclate en Algérie. Ce qui me chiffonne ici, c'est la liberté d'expression, et même la liberté tout court ! »

Je traîne sur le rond-point, l'axe central de Tizi où tout le monde fini par passer. Je lorgne les cigognes placides perchées sur les cheminées du siège du parti, l'ancienne mairie française très III[e] République. Partout de jeunes mecs glandent, les bras ballants, l'air de s'emmerder à mourir.

« Hep, ça va ? »

Je me retourne. Deux jeunes types assis sur une barrière m'interpellent. Un Kabyle rouquin et un barbu clairsemé.

« Tu es Français ? Ouais ? On peut te poser une question ? Voilà, mon copain et moi, on a fait un pari... Le code postal de Puteaux, c'est bien 92 ?

— Beuh... j'en sais rien, à vrai dire.

— Comment, tu es Français, et tu ne connais pas le code postal de Puteaux ? » s'étonne le rouquin.

Je me défends : « Hé, faut pas charrier, est-ce que tu connais le code postal d'Oran, par exemple ?

— Ouais, 35... »

Ils m'invitent à prendre un pot. Tous les deux bossent à la Sonelec, la grosse boîte nationale de matériel électrique. Le rouquin ne rêve que d'une chose : se tirer en France.

« Il n'y a pas d'ambiance à Tizi, on tourne en rond, et les filles tu ne peux pas y toucher. De temps en temps, le vendredi, on va en bagnole à Alger et on se saôule la gueule... »

Il faut d'ailleurs être un sacré boit-sans-soif pour réussir à se bourrer avec la bière algérienne à deux degrés. Il y a deux ans, la bibine titrait encore six degrés, mais chaque année le gouvernement baisse sournoisement le taux d'alcool. Quant au vin algérien, il coûte trente dinars la bouteille, environ trente francs. Ne parlons pas du prix du whisky : il vaut mieux sucer des lingots d'or !

Sinon, les jeunes de Tizi vont au cinéma voir des films italiens ou américains que la censure rend vite incompréhensibles en coupant le moindre patin et le plus petit bout de sein.

« Mon frère est étudiant en sociologie à Paris, reprend le rouquin.

Il y a très peu de photos des manifs de Tizi Ouzou. Le gouvernement algérien a systématiquement expulsé tous les journalistes et les photographes.

Les CNS algériens, l'équivalent de nos CRS, sont entraînés par les Allemands de l'Est. On les surnomme « les gladiateurs ».

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

Je vais le voir au mois de juillet, comme ça j'échappe au jeûne du Ramadam. Et si je trouve une combine pour rester en France, je ne remets plus les pieds ici... »

Je le mets en garde : la France, c'est pas le paradis, surtout pour les Nord-Africains. J'évoque le racisme, les contrôles policiers. Le rouquin balaie tout ça d'un geste :

« Bah, c'est rien à côté de tous les avantages qu'il y a là-bas. Il suffit de ne pas se faire remarquer. D'ailleurs, regarde-moi, franchement, est-ce que j'ai l'air d'un Algérien ? »

Evidemment, avec ses yeux bleus et son teint pâle...

A vingt-cinq ans, mes deux types vivent encore chez leurs parents, comme pratiquement tous les jeunes Algériens non-mariés. J'oriente innocemment la conversation sur les « événements »...

Le rouquin jette un billet sur la table. Visiblement, il n'a pas envie de moisir dans ce troquet.

Dans la rue, le barbu se décide soudain :

« Ici, pendant les événements, c'était le Liban. Les barricades, la fumée, les C.R.S. Le Liban, je te dis !

— Et tu as assisté aux bagarres ?

— Tu parles, j'étais au premier rang !

— Tu t'es cogné avec les flics ?

— Bien sûr ! C'était mon devoir. »

Il ajoute : « Les flics ont eu leur compte, tu peux me croire. »

Le rouquin intervient :

« Tu sais quel est le vrai nom des Berbères ?

— Oui : Imazighen.

— Et tu sais ce que ça signifie ?

— « Hommes libres ».

— Voilà, c'est exactement ça. Ici, on n'a jamais accepté d'être opprimé par qui que ce soit.

— Et les frères musulmans, qu'est-ce que tu en penses ? »

Le rouquin fronce les sourcils :

« Les salauds, je leur casserai la gueule ! Je suis croyant, mais pas pratiquant, et personne n'a le droit de choisir pour moi entre la mosquée et le bar ! »

On tombe sur quelques-uns de leurs copains. Ils sont tous chaleureux, sympas, gamins.

« Tu viens au stade, il y a un match de foot ! »

L'équipe locale, la J.S.K., Jeunesse Sportive Kabyle, joue contre Alger.

Le stade de Tizi est ultra-moderne, avec une pelouse synthétique d'un vert pétant. Maillots rouges pour Alger, blancs pour Tizi. Les réactions du public sont d'une parfaite mauvaise foi : lorsqu'un joueur rouge valse au tapis en se tenant le tibia, le soigneur ne se presse pas outre mesure et se fait quand même agonir d'insultes par la foule. Quand les blancs marquent, tout le stade est debout, scandant : « I-ma-zi-ghen ! I-ma-zi-ghen ! » Une trentaine de flics bleu pétrole un peu nerveux font des moulinets avec leurs matraques. Tizi-Ouzou gagne 4 à 1, et les jeunes Kabyles sortent en rigolant.

Il y a un petit embryon de manif, mais tout s'apaise très vite.

Je demande au rouquin :

« Alors quoi, ça pête pas ce soir ?

— Tu sais, pendant les événements, on s'est bien défoulé. »

Pour le moment, ils ne sont pas décidés à remettre ça.

Phil Casoar

Bibliothèque de Darris Negadi

Le président Chadli remanie le gouvernement algérien et rétablit l'état-major de l'armée

Le président Chadli Bendjedid a formé un nouveau gouvernement. La liste du cabinet a été rendue publique, sans commentaire, mardi 15 juillet dans la soirée, à l'heure de la rupture du jeûne de ramadan. Cette nouvelle étape dans l'aménagement du pouvoir en Algérie depuis la mort de Boumediène, en décembre 1978, illustre la méthode du chef de l'Etat qui lui a succédé. Procédant à petits pas, il rend à l'armée une place que son prédécesseur avait monopolisée, tout en marquant une pause sur le plan politique.

La liste du gouvernement a surpris ceux qui s'attendaient à de profonds changements : la plupart des ministres sont maintenus à leur poste, et le remaniement, plus technique que politique, confirme une certaine continuité. Le président innove cependant sur un point : il renouvelle une partie du personnel politique en faisant appel à des ministres et des secrétaires d'Etat venant de l'Assemblée nationale. Mais il revient à la tradition en rétablissant l'état-major de l'armée, supprimé par Boumediène après le putsch manqué de Tahar-Zbiri, en 1967.

De notre correspondant

Alger. — La nouvelle équipe algérienne comprend vingt-six ministres au lieu de vingt-cinq précédemment et six secrétaires d'Etat au lieu de deux. M. Abdelghani, récemment éliminé du bureau politique, demeure premier ministre alors que l'on s'attendait généralement à son départ, et seize autres ministres conservent leur portefeuille. C'est le cas notamment de MM. Benyahia aux affaires étrangères, Abdelhamid Brahimi à la planification, M'hamed Yala aux finances et Boualem Benhamouda à l'intérieur, seul membre du gouvernement siégeant aussi au bureau politique. Les ministres de l'enseignement fondamental et de l'enseignement supérieur, MM. Kharroubi et Brerhi, en première ligne lors des troubles du printemps en Kabylie, sont maintenus. Concernant M. Brerhi, cette décision n'a pas surpris, ce ministre ayant réussi à ramener le calme sur les campus, en payant de sa personne au cours d'une campagne de meetings. En revanche, l'action de M Kharroubi avait été vivement contestée : selon certains, il n'aurait pas été étranger à l'interdiction de la conférence de M. Mammeri, au mois de mars, m ure qui avait déclenché la contestation culturelle berbère.

Aucun changement notable non plus dans le domaine industriel, MM. Lyassine conservant l'industrie lourde, Aït Messaoudène l'industrie légère, et Belkacem Nabi l'énergie et les industries pétrochimiques.

DANIEL JUNQUA.

(*Lire la suite page 6.*)

LE MONDE — Jeudi 17 juillet 1980

LA COMPOSITION DU CABINET

Premier ministre : M. Mohamed Ben Ahmed Abdelghani (*).

Ministre conseiller de la présidence : docteur Ahmed Taleb Ibrahimi (*).

Intérieur : M. Boualem Benhamouda (*).

Affaires étrangères : M. Mohamed Seddik Benyahia (*).

Finances : M. M'hamed Hadj Yala (*).

Planification : M. Abdelhamid Brahimi (*).

Energie et industries pétrochimiques : M. Belkacem Nabi (*).

Industrie lourde : M. Mohamed Lyassine (*).

Industrie légère : M. Saïd Aït Messaoudène (*).

Agriculture : M. Selim Saadi (*).

Construction : M. Ahmed Ali Ghazali (**).

Hydraulique : M. Brahim Brahmia (*).

Tourisme : M. Abdelmadjid Allahoum (*).

Jeunesse et sports : M. Djemal Houhou (*).

Santé : M. Abderrazak Bouhara (*).

Transports : M. Salah Goudgil (*)

Justice : M. Boualem Baki (**).

Travail : M. Mouloud Oumeziane (*).

Enseignement fondamental : M. Mohamed Cherif Kharroubi (*).

Enseignement supérieur : M. Abdallah Brerhi (*).

Moudjahidine : M. Bakhti Nemmiche.

Information et culture : M. Boualem Bessaleh.

Commerce : M. Abdelaziz Khellef.

Postes et télécommunications : M. Abdennour Bekka.

Travaux publics : M. Mohamed Kortebi

Affaires religieuses : M. Abderrahmane Chibane.

Secrétaires d'Etat

Forêts et mise en valeur des terres : M. Mohamed Rouighi (*).

Pêches : M. Ahmed Benfreha.

Culture et arts populaires : M. Mohamed Larbi Ould Khelifa.

Enseignement secondaire et technique : M. Hadj Slimane Cherif.

Formation professionnelle : M. Mohamed Nabi

Commerce extérieur : M. Ali O'Bousar.

Secrétaire général du gouvernement : M. Mohamed Tayebi.

(*) Occupaient le même poste dans le précédent gouvernement.

(**) Membres du précédent gouvernement changeant de fonctions.

• Le président Chadli Bendjedid, président de la République, Secrétaire général du Parti FLN, a promulgué un décret portant nomination du colonel Abdellah Belhouchet, en qualité de vice-ministre de la Défense chargé de l'inspection générale
— du colonel Kasdi Merbah : vice-ministre de la défense chargé du soutien et des industries militaires
— du lieutenant colonel Mustapha Beloucif, Secrétaire général du ministère de la défense nationale.

De même qu'il a procédé à la signature d'un décret instituant l'état-major de l'armée nationale populaire

www.asadlis-amazigh.com

Algérie

Le remaniement du gouvernement

(Suite de la première page.)

Aux dix-sept ministres qui gardent leurs fonctions, on peut en ajouter deux, qui étaient déjà membres du gouvernement, mais qui voient leurs attributions modifiées : M. Boualem Baki, ancien ministre des affaires religieuses, passe à la justice, et M. Ahmed Ali Ghazali, ancien ministre des travaux publics, qui se voit confier la construction, secteur particulièrement important, puisque les autorités évaluent à deux millions le nombre de logements à construire d'ici la fin de la décennie, pour revenir à une situation qualitativement comparable à celle de 1966.

Parmi les éléments de continuité, on peut également noter le retour au gouvernement de M. Ahmed Taleb Ibrahimi : il retrouve le poste de ministre conseiller du chef de l'Etat, qu'il occupait déjà sous la présidence de Boumediène, puis sous celle de M. Chadli, et qui lui avait été retiré lors du remaniement partiel de mars 1979, en même temps qu'à M. Bouteflika. Il quitte, en revanche, la présidence de la Cour des comptes, qui est confiée à M. Mohamed Amir, ancien membre du bureau politique.

Six ministres seulement s'en vont : MM Lahcène Soufi (justice), Abdelghani Akbi (commerce), qui est proche du premier ministre, M. Cherid Messaadia (anciens combattants), Mohamed Zerguini (postes et télécommunications), Abdelmadjid Aouchiche (construction) et Abdelhamid Mehri (culture et information). Exception faite pour M. Messaadia, ancien coordinateur du parti F.L.N., ces départs étaient attendus. A ces six sortants il convient d'ajouter MM. Houhat, secrétaire d'Etat aux pêches, démissionnaire depuis déjà plusieurs mois, Smaïl Hamdani, secrétaire général du gouvernement, remplacé par un haut fonctionnaire, député de Blida, M. Mohamed Tayebi.

Les nouveaux

Six personnalités nouvelles font leur entrée au gouvernement : MM Boualem Bessaïeh (information et culture), Bakhti Nemmiche (anciens combattants), Abdelaziz Khellef (commerce), Abdennour Bekka (P.T.T.), Mohamed Kortebi (travaux publics) et Abderrahmane Chibani (affaires religieuses) Ce dernier, âgé de soixante-deux ans, a été professeur d'arabe à l'université Ben-Badis de Constantine et a fait partie de l'équipe dirigeante des oulémas avant l'indépendance.

MM. Bessaïeh et Nemmiche sont tous deux d'anciens collaborateurs de M Bouteflika aux affaires étrangères. Le premier, âgé de cinquante, a derrière lui une longue et brillante carrière de militant d'abord, de diplomate ensuite Professeur de lettres, originaire de Saïda, officier de l'A.L.N et membre du Conseil national de la révolution algérienne (C.N.R.A.), il a été plusieurs fois ambassadeur après l'indépendance et a assuré le secrétariat général du ministère des affaires étrangères, de 1971 à 1974.

M. Nemmiche, cinquante-huit ans, a eu un itinéraire plus particulier : c'est lui qui avait fourni les renseignements qui avaient permis l'attaque de la poste d'Oran, par un commando de l'O.S. (organisation spéciale) le 5 avril 1949. Après l'indépendance il avait été conseiller de M. Bouteflika, puis à la santé, dont il a été, de 1970 à 1977, le secrétaire général Député d'Oran, il a été nommé ambassadeur à Nouakchott en 1979, au moment où se nouait un difficile dialogue après quatre années de tension avec Alger.

Si la structure du gouvernement reste pratiquement inchangée en ce qui concerne les ministères, il n'en va pas de même, s'agissant des secrétariats d'Etat. Les forêts et la mise en valeur des terres restent confiées à M. Mohamed Rouighi, docteur en agronomie entré au gouvernement lors du remaniement de janvier 1980. Les pêches vont à un haut fonctionnaire du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire; M Ahmed Benfreha, quarante ans, originaire de Mascara, dont il a été député en 1977. La création des autres secrétariats d'Etat répond manifestement au souci du chef de l'Etat de renforcer l'action du gouvernement dans des secteurs jugés prioritaires à la lumière des débats du comité central et du récent congrès extraordinaire du F.L.N. : formation professionnelle, enseignement secondaire et technique, culture et arts populaires, commerce extérieur. Les titulaires des deux premiers de ces secteurs devront s'attaquer au problème des « exclus de l'enseignement », qui, au nombre de plusieurs centaines de milliers, restent inactifs de quatorze à dix-huit ans, en attendant le service national.

La création du secrétariat à la culture populaire, confié à un membre suppléant du comité central, M Mohamed Larbi Ould Khelifa, universitaire arabisant d'origine kabyle, répond aux préoccupations exprimées à l'occasion des événements de Kabylie et vise à combler les lacunes d'une politique culturelle indigente. La mise en place, enfin, d'un secrétariat au commerce extérieur, confié à M. O'Bouzar, ancien secrétaire général du ministère de la planification et proche collaborateur de M. Brahimi, vise à réorganiser un secteur stratégique entre tous et à redéfinir les modalités d'application du monopole du commerce extérieur jusqu'ici confié aux seules grandes sociétés nationales.

La plupart des nouveaux arrivants, qu'ils soient ministres ou secrétaires d'Etat, sont de hauts fonctionnaires parfaitement rodés aux tâches de gestion et spécialistes des secteurs qui leur sont confiés. Parmi eux, on note la présence de trois anciens secrétaires généraux de ministères, MM. Khellef (industrie légère), Hadj Slimane Cherif (enseignement supérieur) et O'Bouzar (planification) Par ailleurs, alors qu'en mars 1979 M Chadli Bendjedid avait largement puisé dans le corps des walis (préfets), il a eu recours, cette fois, à l'Assemblée nationale. Quatre des nouveaux membres du gouvernement, MM. Nemmiche, Benfreha, Mohamed Nabi et Mohamed Tayebi sont députés. En revanche, on ne compte sur les douze nouveaux venus qu'un seul officier supérieur, le commandant Abdennour Bekka, ancien directeur du sport militaire.

Les militaires, il est vrai, ont d'autres sujets de satisfaction puisque le chef de l'Etat a annoncé également, mardi soir, une vaste réorganisation du commandement supérieur de l'armée. Le chef de l'Etat, qui demeure ministre de la défense, a nommé deux vice-ministres, le colonel Abdallah Belhouchet, membre du bureau politique, qui reste chargé de l'inspection générale de l'armée, et le colonel Kasdi Merbah, ancien chef de la sécurité militaire, qui trouve dans cette promotion une belle compensation à son éviction du bureau politique. Le colonel Merbah se voit remplacé au poste de secrétaire général du ministère de la défense qu'il détenait précédemment par le colonel Mustapha Belloucif, quarante et un ans, originaire comme le chef de l'Etat de la région d'Annaba, et qui a été longtemps responsable de la direction du personnel au ministère. De surcroît, M Chadli Bendjedid a annoncé qu'il avait signé un décret recréant un état-major de l'A.N.P Celui-ci avait été supprimé par Boumediène en 1969 après la tentative de coup d'Etat du colonel Zbiri. En le rétablissant, le chef de l'Etat satisfait une revendication essentielle des officiers supérieurs. L'armée sort ainsi au grand jour de la tutelle dans laquelle l'avait maintenue Boumediène et récupère tous les attributs de sa puissance.

DANIEL JUNQUA.

● *Le président Chadli Bendjedid a adressé au président Giscard d'Estaing, à l'occasion du 14 Juillet, le message suivant : « Notre attachement à l'indépendance et la coopération internationale, la densité de nos rapports et la richesse de nos liens nous incitent, tout naturellement, à poursuivre notre dialogue pour l'établissement d'un climat de confiance et de coopération entre nos deux pays, persuadés d'agir ainsi pour la paix, la justice, et dans l'intérêt de tous les peuples de la région. »*

Algérie

Le président Chadli Bendjedid « restructure » l'appareil central du F.L.N.

De notre correspondant

Alger. — L'appareil central du F.L.N. a été à son tour « restructuré » mercredi 16 juillet à l'occasion de la première réunion du bureau politique depuis qu'il a été ramené de dix-sept à sept membres, fin juin, et au lendemain du remaniement du gouvernement et de la direction de l'armée (*le Monde* du 17 juillet). Le président Chadli Bendjedid a, ainsi, rempli le mandat qui lui avait été confié par le comité central qui lui avait donné en mai (*le Monde* du 17 mai) les pleins pouvoirs pour « *opérer les changements qu'il estimait nécessaires à la tête de l'Etat et du parti* ».

Le nombre des commissions du F.L.N. a été ramené à cinq au lieu de douze précédemment et deux d'entre elles sont purement internes. M. Mohamed Saïd Mazouzi, membre du bureau politique, qui animait la commission d'organisation générale, s'occupera des affaires économiques et sociales, précédemment confiées à M. Belaïd Abdesselam. M. Abdelhamid Mehri se voit confier l'information et la culture, tâche qu'il assurait antérieurement au gouvernement où il a été remplacé par M. Boualem Bessaïeh. M. Slimane Hoffman conserve la direction des relations extérieures. M. Mohamed Djerraba présidera la commission de l'organisation générale et M. Amar Ben Aouda, celle de la discipline à l'intérieur du parti. Enfin, le président de la République a nommé M. Mohamed Chérif Messaadia, ancien ministre des moudjahidine, « *responsable du secrétariat permanent du comité central* ». M. Messaadia, cinquante-quatre ans, dont la nouvelle fonction apparait comme essentiellement technique, est un homme d'appareil. « Coordonnateur de l'appareil central du F.L.N. d'août 1974 à octobre 1977, il avait été remplacé par le colonel Mohamed Salah Yahiaoui, membre du Conseil de la révolution.

Chargé par le président Boumediène de dynamiser les organisations de masses et le parti, M. Yahiaoui avait été reconduit dans ces fonctions par le congrès de janvier 1979 qui avait affirmé la prééminence absolue du F.L.N. sur le gouvernement. Mais, au fil des mois, M. Yahiaoui, partisan d'un socialisme arabe sans concession, avait fini par inquiéter ceux qui estiment que l'heure est venue de faire preuve de plus de réalisme et de moins de volontarisme. Il suscitait aussi, sans doute, des alarmes parmi un certain nombre de chefs militaires, peu soucieux de voir se renforcer un parti et des organisations de masse capables un jour de contester le *leadership* de l'armée.

Lors de la session du comité central de mai l'« ambiguïté » des soutiens ; dont aurait bénéficié le coordonnateur du parti de la part des milieux intégristes musulmans mais aussi des membres du PAGS (communiste), aurait été également évoquée plus ou moins ouvertement. M. Yahiaoui aurait alors remis son poste à la disposition du chef de l'Etat. La suppression de la fonction de coordonnateur met fin à une dualité, source d'équivoque, et place directement le parti sous l'autorité du chef de l'Etat qui est en même temps secrétaire général du F.L.N.

On revient donc à la situation qui prévalait du temps de Houari Boumediène, à une nuance près, importante il est vrai : l'existence d'un comité central actif où les tendances peuvent s'exprimer ouvertement et où les débats sont animés, parfois même houleux. Mais cet organisme où siègent de nombreux cadres de l'Etat, ambassadeurs, walis, secrétaires généraux de ministères, députés, etc., n'émane que partiellement du parti et des organisations de masse et fait figure d'assemblée de notables. Le poids de l'armée y est, par ailleurs, décisif. Celle-ci n'hésitant pas à imposer ses vues par l'intermédiaire de ses représentants quand elle l'estime nécessaire. L'heure du parti paraît donc bien passée. La parole est maintenant aux gestionnaires du gouvernement chargés de normaliser l'économie, de rentabiliser l'industrie et de réaliser les objectifs du plan quinquennal.

A l'issue de ce dernier remaniement, MM. Bouteflika et Yahiaoui sont les seuls membres du bureau politique qui ne se soient pas vu confier de fonctions précises ni dans le gouvernement, ni dans le parti. Leur maintien dans cette instance apparaît donc bien comme un moyen de neutraliser les deux « frères ennemis » au sein d'un organe dont les compétences ont été réduites.

DANIEL JUNQUA.

Le Monde
18 juillet 1980

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

ANALYSES

QUI TESTE QUI ET POURQUOI?

Depuis deux mois le peuple algérien est en effervescence. Partie de Tizi-Cuzou, le 11 mars dernier, la colère des Algériens, d'abord juvénile, a atteint tous les âges et toutes les couches sociales; débordant de Tizi-Ouzou, elle s'est étendue jusqu' en Oranie et dans les Aurès! Les motions de soutien au F.L.N., publiées au début dans El-Moudjahid sont là pour l'affirmer. Cette colère populaire, ce "ras-le-bol" du peuple algérien a très vite été perçu et les médias officielles ainsi que le pouvoir ont tout tenté pour l'endiguer, le minimiser et le réduire à une contrée: la Kabylie, afin d'en faire un problème régionaliste, séparatiste dont des "forces obscures" en tireraient profit!

Il a fallu que le mécontentement se généralise et le.... "Monde" du 19/03 en parle pour qu'El-Moudjahid, sous la signature d'un K.B. (surnommé le Kelb de service), en parle à son tour, et dans quels termes! Comme à l'accoutumée, on s'est acharné dans le mensonge, la calomnie, l'insulte et la bassesse. Mouloud MAMMERI a été comparé à J.Soustelle (rien que ça!), les Aurès opposés à la Kabylie!, on en était revenu au temps de la guerre d'Algérie et au willayisme!

Mais qu'arrive-t-il aux Algériens? Sont-ils devenus subitement fous? Sont-ils à ce point "manipulables" par les forces néo-coloniales? Non, assurément non! Le fait berbère existe, l'identité berbère commune aux Algériens est de plus en plus revendiquée . Et le peuple algérien est décidé à se battre pour l'affirmation de son identité nationale et la reconnaissance de sa langue. S'il y a "manipulation", celle-ci s'est faite sur une revendication réelle, vécue par tous. Autrement dit, on ne peut faire faire quelque chose à quelqu'un sans qu'il en soit conscient et qu'il le veuille.

Si le fait berbère a atteint un certain seuil; si le peuple algérien est exacerbé à ce point, pourquoi agir avec une telle force et une telle rapidité en ce moment? Parce qu'on l'aurait provoqué et nargué avec l'interdiction de la conférence sur la poésie berbère ancienne? En d'autres temps, depuis plus de dix ans, bien des mesures plus graves ont été prises sans qu'il y ait eu ce "raz de marée". Décidément la conséquence dépasse la cause d'origine. Quand la chaire de berbère à l'université d'Alger fut supprimée, il n'y eut pas même 50 personnes pour protester; quand le temps d'émission de la chaîne 2 fut réduit,il y eut presque rien; quand la J.S.K. emporta la coupe et ses supporters, devant des milliers de spectateurs, conspuèrent H.Boumediene, la JSK fut débaptisée et devint la JET. Point c'est tout! Quand depuis dix ans, des dizaines de jeunes sont arrêtés, emprisonnés, assassinés, etc., personne ou presque ne réagit. Et voici que, pour une "malheureuse" conférence, le pays et au bord de la guerre civile et du coup d'Etat!

Si certains hommes publics, si certaines personnalités se sont prononcées dès le départ dans cette affaire, et connaissant ces personnes, celles-ci n'ont agi qu'en recevant des assurances. Ces assurances viennent d'où et pourquoi? Ce qui tendrait à confirmer l'incohérence (pour ne pas dire le désarroi et la panique) du pouvoir qui se manifesta à travers des articles contradictoires et des interview aberrantes. "Ils" ont tenté de faire porter le "chapeau" aux autorités locales mais très vite, chacun a pu le vérifier à son aise, l'édifice s'est mis à trembler, l'un contredisant l'autre, et de la base au sommet, on a assisté à un déluge de bêtises: le navire menaçait naufrage!

Veut-on tester le fait berbère afin de connaître sa force, son nombre, ses sympathies, sa maturité? Si oui, est-ce en vue de l'utiliser? Contre qui? Ou est-ce pour le décapiter afin d'éliminer tout obstacle et permettre au F.LN. de jacasser tranquillement et réaliser l'arabisation effective de l'Algérie d'ici à 1985?

Veut-on tester le fait berbère afin de permettre à une frange naissante au sein du pouvoir de se jeter dans la bataille de succession à H. Boumedienne. Cette bataille d'"héritiers" ne ferait donc que commencer? Mais qu'elle est cette frange? Serait-elle une minorité berbère voulant s'affirmer et démontrer qu'éventuellement elle pourrait s'appuyer sur un consensus populaire (à défaut de "légitimité historique")?

Ce test en tout cas va servir à mesurer d'une part le mécontentement général et la solidarité du peuple algérien sur des points précis: l'exigeance des liberbtés démocratiques et le recouvrement de l'identité nationale (berbère) des Algériens, d'autre part pour évaluer les rapports de force de chaque clan. Mais au-delà de ces batailles : "héritage + déboumédiénisation", qu'elle est la principale force réelle au pays? C'est bien l'armée qui détient tout. C'est bien l'armée qui est comparée à l'Etat dans l'Etat. Et quelle est la principale force au sein de l'armée... c'est la sécurité militaire...

Ces quelques réflexions restent valables au regard de la situation interne de l'Algérie (course au pouvoir, remise en cause de certains choix politiques et économiques, etc.). Mais il y a aussi des considérations externes et immédiates. Tel le conflit du Sahara Occidental. En effet, il faut trouver une solution honorable à cette guerre ruineuse pour tous les pays de la région. Car, le Maroc, dont les Etats-Unis ne voudront jamais le voir asphyxié ni déstabilisé, vaincu économiquement et politiquement, ne peut pas reculer = la colère et la déception populaire seraient trop violentes si la monarchie abondonnait purement et simplement le Sahara occidental. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est le vaincu (le Maroc), celui qui semble être le dos au mur, qui détient les clefs de la victoire de demain. Avec les Berbères dont on sait de part et d'autre qu'ils n'aspirent qu'à constituer une vaste nation et qu'ils ont en horreur cette guerre fratricide, la monarchie en a pris conscience et accède enfin à leur revendication pour les utiliser à ses propres fins.

Peut-être grâce à cette nouvelle dimension "berbériste" donnée au problème que l'on arrivera à un compromis entre Alger et Rabat sur le Sahara occidental au plus grand profit de l'Europe et des U.S.A. Mais selon cette éventualité que feraient la Libye et le Polisario et surtout l'U.R.S.S. qui ne se laisserait pas facilement évincer de la Tunisie aux Canaries et de la Méditerranée au Niger! L'implication de certains services algériens aux côtés des Libyens dans l'affaire de Gafsa est révélatrice de ce nouveau découpage géo-politique de la région.

En tous les cas, au-delà de toutes ces hypothèses, nous, Berbères, conscients et convaincus de ce que nous sommes, de ce que nous voulons et représentons, nous devons rester attentifs et vigilants. Notre problème est celui de notre identité nationale et de notre patrimoine culturel; c'est-à-dire un problème qui concerne tous les Nord Africains en général et les Algériens en particulier. Notre problème nous le règlerons nous mêmes entre Berbères, que nous[1] arabophones ou berbérophones, mais nous n'avons pas à laisser à des "calculateurs" le soin de régler quelque chose pour le vider de son contenu demain.

[1] Soyons

M. Azegagh

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

COMMENT PEUT-ON ETRE ARABE ?

Durant l'époque coloniale, il semblait "normal" de taire certaines divergences, d'occulter certains problèmes et de renvoyer à plus tard certaines revendications urgentes et légitimes (en cela l'histoire du mouvement national algérien est édifiante à ce sujet). En effet, il fallait avant tout libérer le pays d'une domination étrangère. Cette lutte de libération nécessitait un large front populaire uni; lequel impliquait d'une part l'intransigeance envers toute diversité culturelle ou politique, et, d'autre part, une appartenance à une idéologie commune, supranationale et "grandiose". Cette ambition idéologique se trouvait toute prête dans la "Nahdha el Cuma el Arabia (la Renaissance de la Nation Arabe), pronée, entre autre par le Libanais Chakib Arslan à la fin du 19è s. Il est à noter qu'à la même époque fut créer le sionisme avec Theodor Herzl... La renaissance arabe n'aurait été qu'une réaction au sionisme naissant ...? Là n'est pas notre propos.

En tous les cas, nos nationalistes algériens n'avaient pas mieux trouver comme dénominateur commun au peuple algérien et à sa lutte de libération nationale, que de les fondre dans le moule de la "Nation Arabe" laquelle avait une idéologie et des intérêts étrangers aux Algériens. Pour nos nationalistes, le fait de s'affirmer tout simplement Algériens, ayant des problèmes spécifiques, en lutte contre le colonialisme, leur paraissait insuffisant et/ou insultant en soi! D'où la phrase tristement célèbre de A. Ben Badis : "Je suis Arabe, ma langue est l'arabe et l'islam ma religion."

Malgré ces choix opposés, ces contradictions refoulées momentanément, le peuple algérien a marché. Pendant huit années de lutte acharnée, le peuple algérien n'a ménagé ni ses sacrifices, ni ses souffrances, ni ses morts; croyant qu'à la libération il sera toujours temps de revenir aux problèmes mis en "veilleuse". En même temps, et parallèlement à la guerre de libération, le F.L.N., le G.P.R.A., le C.N.R.A., l'A.L.N. (interne et externe), se livraient une autre guerre feutrée et meutrière : disparition, limogeage, trahison, assassinat, etc. Ce nettoyage interne permettra la constitution de clans forts et solidaires et l'élimination de tous ceux qui demain pourraient se mettre au travers de leurs desseins en exigeant la restauration dé l'identité nationale du peuple algérien et une véritable démocratie.

Au lendemain de l'indépendance, le peuple algérien fut abasourdi par les cris hystériques de A. Ben Bella hurlant : "Je suis arabe, arabe, arabe!". Si ce dernier, en tant qu'individu, avait le droit de se réclamer arabe, il n'en avait aucun d'imposer son choix aux Algériens, pas même pour plaire à son maître G.Nasser. Ce qui souleva bien des questions. Non pas sommes-nous ou pas Berbères mais plutôt comment pouvait-on être arabe? Comment le peuple algérien, berbère dans son histoire, dans son origine, son ethnie, sa culture, pouvait-il se réclamer arabe? Et la réponse, après Ben Bella, fut: les Algériens sont un peuple arabe issu d'un substrat berbère (sic). Ce qui voulait dire: historiquement nous sommes berbères et présentement arabes! Ou, en d'autres termes, nul ne nie que la culture berbère fasse partie intégrante du patrimoine culturel algérien, cependant juste bon à l'exhiber comme un folklore, innocent et insipide, destiné à l'usage externe pour le prestige de l'Algérie. Tandisque, d'après ces mêmse gens, la culture et la langue des Algériens seraient non pas l'arabe populaire, abâtardi comme ils disent, mais l'arabe classique, langue noble et sacrée par excellence, que pas même 1% d'Algériens ne possédaient, et ne possèdent toujours pas.

Mais la course au pouvoir, entreprise pendant la guerre, va s'accélérer. Une caste militaro-policière, jouant sur la débilité d'un parti unique incapable, sur le vide politique (dont on sait l'origine), imposera son "zaïm" démago-populiste qu'elle n'hésitera pas à détrôner par la force le moment venu (le putsch du 19/06/1965) et accaparer le pouvoir totalement et défitivement.

Voici 18 ans que le peuple algérien a été progressivement écarté, muselé, dépolitisé, dévoyé par des préoccupations matérielles (entretenues artificiellement), submergé par l'intox et la flicomanie. Aucun espoir de changement, ni de modération, ni d'ouverture aucune vers un peu de liberté. Mais bien au contraire, c'est à un renforcement du centralisme (avec toutes ses tares et ses bêtises) et des appareils répressifs auquel nous avons assisté. Cette main basse sur le peuple algérien se traduit par un F.L.N. gigantesque, tentaculaire, omniprésent: Dieu avant le terme!, par une caste militaro-policière élargie aux fidèles exécutants technocrates et jouant sur les intérêts antagonistes d'une clientèle enrichie par le socialisme d'Etat.

Voici 18 ans que les oppositions, à part la critique économico-légitimiste sur la nature du régime algérien, ronronnaient douilletement; de temps à autre, croyant l'heure venue ou craignant d'être dépassées, elles saisissaient l'occasion où s'exprimait spontanément le malaise général du peuple algérien pour les faire échouer... ne serait-ce que par leurs prises de positions! Mais quand comprendront-ils ces opposants, ces chefs pré-historiques, que les Algériens, la jeunesse algérienne, en a ras le bol de ces fossiles! Ils n'attendent d'eux ni des Che Guevara, ni des de Gaulle (comme cela a été imaginé pour l'un d'eux) ni un messie, qu'ils le comprennent bien et qu'ils aient le courage et l'honnêteté de se taire en reconnaissant leur faillite.

Face à la dictature qui se précise et s'installe en force, face à une opposition déchirée et impuissance, que restait-il au peuple algérien? Rien. Sinon courir après une hypothétique situation avec souvent un salaire dérisoire et des conditions de travail déplorables et, éventuellement entrer au F.L.N.... Ou s'en aller à l'étranger avec l'Amicale des Algériens en Europe pour chiens policiers; l'alcool, le chômage et, enfin des actes suicidaires tels ceux de Chaabani, du F.F.S. (en 1963-64), de Zbiri, etc...

A côté de cela toute forme d'activité culturelle, artistique, littéraire, sportive à l'initiative d'individus en dehars du parti est proscrite. Toute forme d'expression non conforme aux canons du socialisme algérien est bannie. En plus, depuis plus de 10 ans, avec constance et gravité croissante, le régime étouffe tout semblant de culture populaire (berbère et arabe algérien). Quiconque se réclamait de sa "berbéritude" risquait tout simplement, outre les brimades, le mépris et les insultes, de disparaître ou de purger une peine de 1 mois à 5 ans de prison!

Depuis plus de 10 ans les enfants algériens sont scolarisés dans deux langues qui leur sont totalement étrangères (arabe moyen-oriental et le français) sans la possibilité d'acquérir pleinement la maîtrise de l'une d'elle. Quant au niveau, à la qualité, à la durée de l'enseignement algérien... Rien d'étonnant à ce qu'on ait le plus fort taux d'échec scolaire en Algérie. Et celui-ci n'est pas imputable à la soit-disant médiocrité de l'élève algérien; mais bien au système scolaire en soi. Etant imparfaitement scolarisé (temps partiel, classes surchargées, maîtres insuffisamment formés, programmes réduits, inadaptés, etc.) dans une langue dont il n'en a jamais l'usage, parlant les trois quart du temps l'une des deux autres langues populaires (berbère et arabe algérien), l'enfant algérien ne pouvait, et ne peut avoir qu'une intelligence scolaire médiocrement développée. Alors que l'U.N.E.S.C.O., voici plus de dix ans, insistait pour que l'enseignement tout au moins primaire se fasse entièrement dans la langue maternelle de l'enfant. Coupés de leurs racines, sans pouvour de communication dans leurs langues d'origine, sans connaissances solides, ces jeunes Algériens constituent les laissés pour compte qui iront grossir les rangs des chômeurs.

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

Malgré ce sombre tableau, depuis 18 ans, un autre peuple algérien est en train de s'affirmer. C'est toute cette jeunesse (à Aïn Beida en 1976, à la mort de Boumediene, récemment en Kabylie) qui fait peur au régime. Cette jeunesse qui n'a aucune "honte" ni culpabilité à se reprocher, qui n'a aucun complexe vis-à-vis d'un voisin ou d'un passé historique, qui n'a rien à faire du passé colonial (dont elle ignore jusqu'au souvenir), qui ne veut être régimentée ni par le régime ni par un "zaïm" d'au-delà des mers! Cette jeunesse née pendant la guerre et après l'indépendance a entre 16 et 25 ans. Elle se sait berbère, algérienne, indépendante dans un pays pauvre et en voie de développement, pratiquant un soi -disant socialisme spécifique et la solidarité tiers-mondiste. Un point c'est tout. Là dessus, sachant sa situation, songeant à son avenir, contestant la voie ruineuse suivie par l'Algérie depuis, cette jeunesse commence à poser les pieds dans les plats. Et ce n'est pas fini!

C'est dans ce contexte, escalade dans la répression, aspiration légitime d'une démocratie, mécontentement général grandissant, qu'est intervenue l'interdiction frappant une simple conférence sur la poésie berbère ancienne qui devait avoir lieu le 10 mars dernier à l'université de Tizi-Ouzou. Cette interdiction était-elle le fait du wali local auquel cas on lui ferait porter le "chapeau"? Mais connaissant le centralisme névrotique du régime algérien et les pratiques de ce même régime, on est en droit de supposer que l'ordre fut donné d'en haut.

Aussitôt ce fut le signal à une vague de contestations et de revendications embrassant aussi bien le domaine culturel que social et politique. Sortant de Tizi-Ouzou, elle a embrasée la Kabylie pour atteindre très vite Alger mais également d'autres régions (Oran, Constantine, Mostaganem, Batna, Sétif, etc.). Il est à remarquer à ce propos que la presse algérienne comme la presse étrangère, particulièrement française, ont tout fait pour minimiser et régionaliser le problème. Et s'il y a manipulation, on serait en droit de penser que c'est la presse étrangère qui fut, et est manipulée par l'Algérie! Mais cette complicité tacite ne trompe personne. Les évènements des deux derniers mois (qui se poursuivent encore) ne sont que la partie visible d'un iceberg. Car il s'agit bien d'une lame de fond gigantesque, d'un mouvement irrésistible qui a le temps, la jeunesse, la loi, le droit, l'histoire pour lui. Et toute forme de répression n'y pourra rien, ne fera que cristalliser les positions et hâter l'avènement final.

En effet, derrière la revendication culturelle, se pose en réalité le véritable problème: celui de la nature de l'Etat algérien et de ses options politiques. A travers la reconnaissance de l'identité culturelle des Algériens, c'est l'exigeance des libertés démocratiques tout court qui était réclamé; c'est la négation de cette minorité au pouvoir qui veut imposer ses vues à la majorité du peuple algérien. Pour la première fois dans l'histoire nous assistons à un phénomène nouveau: un mouvement culturel arrive à mobiliser tout un peuple que l'on croyait assoupi à jamais et intégrer la revendication politique. L'inverse ne s'était jamais produit. En cela certains opposants ont bien compris la leçon d'où leurs déclarations de rester en dehors de ce qui est né spontanément chez le peuple. C'est la revendication culturelle englobant le politique qui a su poser le problème où chaque Algérien s'est senti concerné, qu'il soit pour ou contre. C'est la revendication culturelle qui contient, sans parfois les formuler, ~~les~~ la solution radicale: remise en cause totale de cette fausse Algérie qui dure depuis 18 ans.

Mais que veulent-ils ces Kabyles? Ainsi pensent ceux qui feignent de ne rien comprendre. D'abord, il n'y a pas de Kabyles, il y a des Algériens. Rien que des Algériens conscients de leur identité berbère et décidés à la faire triompher. Hors de cela, ils ne veulent ni le pouvoir ni la lune! Et pourquoi parler des Kabyles? Les Chaouis, les Mzabi, les Soufis, les Oranais auraient pu agir et réclamer les mêmes choses. Si, effectivement se sont les Kabyles qui l'ont fait, cela s'explique par l'histoire, l'économie et la sociologie propres à cette

population. Par contre c'est bien le régime algérien qui a voulu régionaliser un problème d'une importance nationale en le réduisant à la Kabylie. Certes la revendication culturelle et démocratique n'est pas le privilège ni l'apanage d'une région. Mais que les Kabyles l'ait faite plutôt que d'autres en quoi cela changerait-il la légitimité et la réalité de ces mêmes revendications? Ce que voulaient les Kabyles? N'importe quel Algérien le voulait et le veut encore. Car exiger :

- la langue berbère langue nationale;
- la reconnaissance et l'enseignement des langues populaires (berbère et arabe algérien);
- la liberté d'expression;
- une véritable démocratisation de la vie publique (politique et sociale) en Algérie;

et après la fin de non recevoir du régime et de la répression qui s'en est suivie, il a été ajouté :

- la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus;
- un débat démocratique et national sur l'identité nationale et les langues populaires en Algérie;
- le rétablissement d'une véritable information sur la nature des événements et les agissements du pouvoir;
- la réparation des dommages subis par les citoyens et citoyennes lors de la répression.

On ne voit dans ce cahier revendicatif aucune allusion à un séparatisme ou régionalisme quelconque. Il s'agit bien d'un problème national vis-à-vis duquel tout Algérien patriote et progressiste ne peut rester indifférent.

ⴰⵎⴰⵣⵉⵖ

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

EN MARGE DES EVENEMENTS DE KABYLIE (1)

Par Ali SAYAD

Les évènements qui se sont déroulés en Algérie depuis le mois de mars dernier sont l'aboutissement d'un mécontentement cristallisé autour de la "Charte Nationale" de 1976. En effet les populations algériennes ont cru participer à cette époque au débat sur l'avant-projet de la Charte. Comme le rapportait la presse algérienne et étrangère, des discussions libres avaient eu lieu non seulement dans les instances officielles (l'administration, le F.L.N., les organisations de masses: UGTA, UNFA, UNJA, etc...) mais aussi au sein des entreprises publiques et privées, dans les quartiers, facultés, salles de spectacle, villages. On dénonçait les insuffisances des administrations, le système de gestion, les "petits chefs", on mettait on cause la religion de l'Etat, le choix de l'arabe classique dans le système scolaire, le sort de mineures réservé aux femmes. On proposait de nouvelles formules d'organisation, la reconnaissance du berbère comme une des langues nationales, etc...

Après ce foisonnement de critiques et d'idées, où le peuple avait eu l'illusion d'être maître, la déception engendrée par l'adoption d'amendements préparés d'avance par l'aile forte du FLN et du gouvernement a radicalisé les masses. Par ailleurs, les personnes remise en cause au cours des débat ont durci leurs positions contre les aspirations de démocratie populaire. Le climat social devint tendu: provocations de pannes de machines dans l'industrie, transports paralysés, production agricole ralentie, grèves multipliées (RSTA, Port Autonome d'Alger, Chemins de fer, PTT, Sonitex, Universités, etc...).

Face aux structures de l'appareil du Parti et des organisations de masses, deux stratégies sont possibles :

- L'entrisme (tentative pour influencer le parti de l'intérieur), difficile parce que le FLN ne veut pas être débordé par sa base;
- Le refus de la représentativité de ces organisations et la volonté de les remplacer par des comités autonomes. Ainsi, en Octobre 1979, les étudiants du Centre Universitaire de Tizi-Ouzou, après une grève de deux mois obtinrent l'officialisation de leur comité, à la faveur des problèmes posés par les étudiants arabisants.

C'est grâce à la lutte et au succés antérieur du comité des étudiants que la réaction à l'interdiction de la conférence de Mouloud Mammeri eut une telle ampleur. Les médecins et les ouvriers de Tizi-Ouzou d'abord, les paysans et les commerçants kabyles ensuite, des arabophones enfin manifestèrent leur solidarité.

Pour comprendre l'ampleur du mouvement et ses implications, il faut, comme nous l'avons fait, le rattacher au mécontentement général surtout depuis 1976 et se poser les questions de savoir pourquoi les étudiants ont joué ce rôle de détonnateur et pourquoi ce furent les étudiants kabyles.

Pourquoi les étudiants? L'université a le double rôle de :

a) permettre l'accession au savoir et l'ascension sociale des fils de paysans et d'ouvriers

(1) Cet article résume et complète l'exposé du 6 mai 1980, fait dans le cadre du "Journal à plusieurs voix" de la revue Esprit.

Bibliothèque de Darris Negadi

b) fournir une élite chargée de gérer la production. Il faut souligner qu'en Algérie il y a une relative facilitée d'entrée à l'université. Le problème réel se pose à l'entrée de la vie active où les titres scolaires et/ou universitaires ont peu d'importance (la grève des étudiants arabisants inquiets de leurs débouchés l'a montré).

Récemment encore, pour freiner l'accession rapide des ruraux aux emplois publics (l'Etat, par l'intermédiaire de ses administrations et sociétés nationales, est le plus gros employeur), le gouvernement a crée des centres universitaires régionaux (les 12 anciens départements) qui forment jusqu'à la licence, ou des instituts technologiques spécialisés chargés de former des techniciens moyens. Ces deux sortes d'institutions ont pour but la diminution du nombre d'étudiants à Alger.

La population estudiantine, jeune, n'a pas à résoudre de problèmes familiaux, n'a pas encore de problèmes de subsistance ou d'emploi. Ils pensent jouer un rôle de leaders soutenus et non désarmés, leur syndicat n'apparaissant pas une instance caporalisée comme l'UNJA.

Pourquoi la Kabylie? La Kabylie a été victime et bénéficiaire de l'Ecole française crée dès 1883. Depuis l'indépendance nationale algérienne, la revendication d'"authenticité" et d'identité arabo-musulmane a pris d'autant plus facilement les Kabyles pour cible qu'ils étaient plus "francisés" et que la France avait tenté d'opposer les Berbères (les "Blonds aux yeux bleus", les "civilisés", les "plus proches de nous", etc...) aux "Arabes".

La situation linguistique qui a été celle de l'Algérie pendant la colonisation française (imposition d'une langue centralisatrice étrangère tendant à se substituer à des langues populaires non écrites et sans passé prestigieux) se retrouve aujourd'hui; l'arabe classique joue le rôle centralisateur et "civilisateur", les langues populaires, toujours non écrites (alors que les jeunes berbérophones transcrivent depuis quelques années en alphabets tifinagh, latin ou arabe) sont réprimés de plus belle puisqu'on va même conseiller aux parents de parler aux enfants en arabe classique. Comme le dit Louis-Jean Calvet : "Ainsi, paradoxalement, c'est au moment où l'Algérie, par le biais de sa campagne d'arabisation, cherche à revenir à une culture authentique, qu'elle se rapproche le plus de la politique coloniale". (1) L'histoire des formes de domination et de résistance des Berbères nous enseigne que lorsque la domination est culturelle, la résistance est aussi culturelle. Les Berbères ont déjà su utiliser l'arme de l'adversaire pour recupérer le pouvoir (l'islam mozabite, la francophonie kabyle).

Nécessité de dépasser le cadre berbériste.

Deux types de légitimités par l'histoire opposent les nationalistes algériens:

1°) La légitimation arabo-islamique avec son argumentation religieuse scripturale, de civilisation et son idéologie de pan-arabisme.

(1) Louis-Jean Calvet, "La révolution algérienne face à la différence", in Les Nouvelles littéraires, 17/4/1980, p.13 . Reproduit par ⵜⴰⵍⵙⵉ-Lien n°7, mai 1980, pp. 166-167.

www.asadlis-amazigh.com

2°) La légitimité berbériste qui trouve ses justifications dans l'ancienneté au sol, la résistance contre toute forme de domination, son organisation démocratique, l'absence de tout passé colonial, une écriture alphabétique la plus ancienne ou sinon l'une des plus ancienne du monde (le libyque et sa forme actuelle le Tifinagh).

Le mouvement qui a pris naissance à Tizi-Ouzou rejette les deux légitimités et donc refuse le caractère berbériste ou sécessionniste que la presse tant algérienne qu'étrangère lui attribue. Il prend sa légitimité dans la culture populaire, ancienne et récente, berbère et arabe. C'est aussi un mouvement de "ras-le-bol" des cultures et des langues imposées, élitistes et une constatation de l'échec économique et social du régime, une volonté politique d'y remédier.

Les mass-média, se référant à la crise du "wilayisme" de 1962-63, ont tenté de réduire le phénomène, en le régionalisant, à une seule province algérienne. la Kabylie, à un seul clivage: la population étudiante. Or le problème est bien national et le réduire c'est ignorer les réalités politiques, économiques et culturelles algériennes. Les résolutions mêmes du congrès extraordinaires du FLN, réuni les 28 et 29 juin dernier, constatent "l'insuffisance des moyens mis en oeuvre pour faire face aux problèmes" posés par les retards des productions agricoles et industrielles, de la médecine gratuite et du secteur social en général, de la mise en place d'une politique d'emploi adaptée à la démographie et à la promotion. Les différents plans quadriennaux et programmes régionaux n'ont permis que l'accélération de la montée d'une bourgeoisie arriviste détenant à la fois le savoir, le pouvoir et l'économique. Tout le reste de la population est dans une situation d'assistance, attendant tout du pouvoir central. Le désarroi de l'agriculture, l'échec de l'industrialisation, l'emprise des multinationales sur la politique économique, un pouvoir qui s'appuie sur une clientèle de bureaucrates, la pénurie des produits de première nécessité ont cimenté la prise de conscience politique des masses populaires. Il ne manquait plus qu'une étincelle pour déclencher le processus de mobilisation; le coup d'envoi est donné par les étudiants à la suite de l'interdiction de la conférence de Mouloud Mammeri le 10 mars. La politique réservée à quelques centaines de personnes qui détiennent les destinées du pays, est descendue dans la reu, et c'est ce que le pouvoir ne pardonne pas aux populations de Kabylie.

Résitance populaires et perspectives.

Il fallait limter les dégats, enfermer la Kabylie dans un cordon sanitaire afin d'empêcher les autres provinces d'être contaminées par le vent de la révolte. Malgré les mesures prises par les autorités, Alger est atteinte très vite et des grèves de soutien se sont déroulées dans d'autres villes universitaires.

La résistance en milieu rural se manifeste par un retour à une forme traditionnelle d'organisation, la djemaâ, les APC (Assemblée populaires communales) ne répondant pas aux besoins des populations villageoises, parce que très bureaucratisées et considérées comme l'émanation du pouvoir central. On se rend à la mairie pour la délivrance de pièces administratives. Les djemaâ remplissent un rôle plus autonome dans les affairesvillageoises: justice, sociale, entr'aide, construction, etc...

Les mosquées sont également boycotées, car les ministres du culte, fonctionnarisés, diffusent le discours du pouvoir (l'Islam réformé) dans les

Bibliothèque de Darris Negadi

prêches du vendredi. On leur préfère les confréries religieuses, plus ancrées dans les tructures traditionnelles, authentiquement populaires, plus proches de l'esprit maghrébin. Les cultes antérieurs (maraboutisme, animisme) sont intégrés dans cet islam du terroir.

Pour faire face aux pénuries, on se met à la fabrication artisanale non intégrée au marché (exemple: le savon à la potasse). Les produits agricoles du secteur privé (non modernisé) ne rentrent pas non plus dans la commercialisation, les circuits de collecte donnant un prix trop bas par rapport aux prix de vente: les bénéfices revenant aux intermédiaires, ici l'Etat.

Cette politique dans la rue a obligé le pouvoir à reconnaitre que "la question berbère est question juste" (Abdelhak Bererhi, ministre de l'enseignement supérieur, aux étudiants de Tizi-Ouzou), sans toutefois remettre en cause les institutions universitaires. Au contraire on assiste à un renforcement du pouvoir culturel : le bureau politique s'est réduit à six membres en plus de son président secrétaire général du FLN, chef de l'Etat. Ses attributions se limitent à un rôle consultatif (nouveaux statuts du parti). Un changement de gouvernement est attendu dans les jours à venir, on ignore encore quelle sera la distribution des porte-feuilles. Il faut attendre quelques mois pour comprendre les conséquences des récents évènements et même davantage avant d'en saisir la signification profonde.

A. Sayad

---

www.asadlis-amazigh.com

---Et au Maroc---

> Cet article nous a été remis par des étudiants marocains de Grenoble lors de notre séjour à l'occasion de l'expo sur la culture et les arts populaires en Afrique du Nord.
> Nous le reproduisons tel quel. Aux lecteurs de se faire un jugement.

Les évènements qui se sont déroulés dans plusieurs points du pays frère: l'Algérie, notamment la Kabylie ne peuvent laisser indifférent tout progressiste oeuvrant aux côtés des masses populaires pour combattre la bourgeoisie, l'impérialisme et ses valets qui ne cessent de les étriper.

Des manisfestations ont suivi l'interdiction illégale par les autorités de la tenue d'une conférence sur "la poésie kabyle ancienne", que l'écrivain algérien Mouloud Mammeri devait tenir à l'université de Tizi-Ouzou. Les masses démunies des montagnes sont descendues rejoindre les étudiants et les lycéens et réclament qu'on mette fin au génocide à l'égard de leur identité et demandent le droit de cité pour la culture berbère; droit que refuse obstinément le régime d'accorder à ces populations déshéritées et qui ne sont pas minoritaires dans le pays. Le régime a répondu à ces manisfestations pacifiques par une vague de matraquage et de répression. Des blindés, des colonnes de parachutistes encerclent les points vifs. On se demande pourquoi toutes ces mesures surtout quand elles émanent d'un régime qui se dit socialiste et partisan de l'indépendance des peuples; il prétend représenter un peuple dont il nie l'existence de la langue et de la culture, par conséquent, il nie son existence tout court. Il ignore que le patrimoine berbère remonte aux nuits de l'histoire et unit tout le peuple d'Afrique du Nord. Donc, loin d'être une pomme de discorde entre les Algériens la question ne peut que renforcer son union et associer tout le peuple d'Afrique du Nord.

Nous, étudiants berbères marocains, trouvons inadmissibles des mesures prises à l'égard de nos frères d'Algérie. Nous partageons leur angoisse car les uns et les et les autres nous assistons à la décomposition de notre histoire, de notre langue et de notre culture. "De siècle en siècle dépossédés, traqués jusque dans notre âme, nous n'avons plus de terre, nous marchons le regard fixé nulle part..." Nous ne pouvons qualifier que de sauvages, de vampires ceux qui, sur la terre de nos ancêtres veulent mettre fin à nous jours.

Au Maroc, le pouvoir, par sa politique anti-populaire, réactionnaire et pro-impérialiste, ruine le pays et l'environnement économique et la culture du peuple qu'il conduit vers l'obscurité absolue.

Le peuple marocain en majorité berbérophone voit ses bien happés par des gueules affamées de son sang, sa culture bombardée pour lui substituer celle de l'impérialisme.

Les Berbères au cours de l'histoire au sein de toutes les civilisations qu'a connue l'Afrique du Nord, ont conservé leur langue et leur culture et ont toujours défendu leur patrimoine.

Donc le moment d'en finir est venu. Les Berbères, contrairement à ce qu'on a raconté sur leur incapacité, leur désunion, sont avides plus que jamais à faire face à l'impérialisme qui cherche à déchiqueter le pays, décidés à réaliser une unité inébranlable.

La bourgeoisie dominante, à sa tête le régime décadent, ne peut être rasée que par un peuple uni et armé. Cette unité ne peut être réalisée qu'à la base contre les deux colonialismes = au Maroc il n'y a pas que deux courants qui s'affrontent = le premier constitué par ce que nous a légué l'impérialisme français: langue et culture qui ne cessent d'accroître notre dépendance à l'égard de l'étranger; le deuxième celui du colonisateur précédent la France auquel fait référence la bourgeoisie pourrie avide de retrouver ses moments d'antan où toute seule soumettait à ses désirs nos terres et nos corps, époque révolue bien sûr.

Nos prétendus avant-garde des masses exploitées et du peuple opprimé suivent le deuxième courant, donc ils ne cachent pas leur réalité de visages maquillés du pouvoir et de la féodalité. Leur but est clair: briser l'unité du peuple afin de mieux asseoir leur assise et pomper dans la quiétude le fruit de notre force de travail: en brandissant leur arabisation, fausse car c'est dans des écoles de la mission française qu'ils envoient leurs enfants si ce n'est pas en Europe ou en Amérique. Ils veulent briser une unité qui s'identifie à une histoire millénaire, effacer une identité vieille comme le temps. C'est une banale pratique de l'impérialisme. Ces manoeuvres ne nous tromperont plus. On nous tend des appâts dorés, dès qu'on mord dedans on nous écaille. C'était rentable au temps de l'esclavage où la totalité des populations sombrait dans l'obscurité et l'ignorance par la force et la terreur.

Nous sommes les rejetons de cette engeance échappée au massacres et c'est en nous qu'elle porte tous ses espoirs. Malgré toutes les barrières dressées sur notre chemin, nous continuons à marcher, essoufflés et trempés dans la sueur. Nous ne sommes pas là pour pêcher des titres ou des diplômes pour après retourner servir et asservir notre; ce peuple qui n'attend que ses fils pour le délivrer de l'esclavage et de la misère.

Nous sommes nés dans la misère et grandis dans la misère, elle nous a révélé chaque jour à nous mêmes en éclairant crûment notre conscience politique. Nous ne sommes pas habitués au luxe et nous n'en voulons pas tant que c'est le peuple qui le paye par sa sueur et par la faim et n'en jouit pas.

Notre action doit porter en premier lieu sur notre indépendance car jusqu'à ce jour nous sommes loin de l'acquérir. Avec des armes et dans le sang nous avons combattu l'impérialisme français. Au nom du peuple marocain et grâce à sa victoire, des escrocs, jadis léchant les pieds de l'impérialisme, aujourd'hui ses valets, se sont attribués le pouvoir. Voici vingt ans de cela, les choses ne vont que de pire en pire. La bourgeoisie partagée entre le besoin de servir l'impérialisme en vue de la protéger si besoin est (à ce titre d'illustration: la France s'est précipitée pour secourir Bourguiba lors des évènements de Gafsa) et le désir de revivre les temps vieux d'un siècle où elle était seule à ronger l'immense Maroc.

En vue de réaliser ce désir, la bourgeoisie dans ses différentes composantes se confond dans la plus puissante qui détient le privilège absolu de s'arroger la représentativité marocaine. Ainsi le Maroc est présenté comme un pays arabe. Fierté du peuple marocain au lendemain de l'"indépendance". Les masses arabophones (résultat de dix siècles de domination arabe) faible minorité de la population arabisée: ce sont les habitants des plaines fertiles jadis exploités par les féodaux orientaux qui occupaient ces plaines, ont applaudi ce pouvoir. Les masses berbérophones ont fait de même car entretenues depuis des siècles dans des superstitions barbares car de toute évidence ce n'est pas l'Islam qu'elles pratiquent autrement elles ne seraient pas au stade actuel; bref elles ont aussi appris à confondre Islam et arabisme ou arabité (à la campagne on dit que si on n'apprend pas l'arabe de son vivant, on l'achète dans l'au-delà). Le résultat est que tout le peuple marocain est trahi. D'où la nécessité de se rendre à l'évidence, à savoir qu'au Maghreb les Berbérophones et les arabophones se fondent dans une identité originelle berbère et l'apport musulman à cette identité.

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

Que les pratiques du pouvoir ne fassent pas gonfler certains et mépriser les autres, chose qui ne peut aboutir qu'à une discorde et une dislocation du peuple. Le pouvoir ne fait pas de cadeaux, il ne veut pas le bonheur des uns et le malheur des autres, mais tout détruire.

Nous devons donc combattre tous ceux qui travaillent à briser l'unité du peuple marocain quelque soit le visage sous lequel le pouvoir nous les montre. C'est toujours la même bourgeoisie qui veut nous assommer. Aucune confiance n'est à accorder de notre part à ceux qui partout y compris à Grenoble tombent sur nous, fils de la misère, en prétendant servir nos intérêts. Ils utilisent la musique du verbe et l'ardeur de la phrase pour séduire les masses. En nous faisant la cour par des paroles trompeuses, ils veulent nous piéger pour nous étriper. Sous des soutanes de "révolutionnaires", ils évoquent le peuple par-ci, le socialisme par là. Nous leur disons que le peuple ne se laissera plus avoir; il en a marre de ces jeux et de ces manoeuvres et ne saurait jouer indéfiniment le rôle de la victime. Tôt ou tard, et nous ferons tout pour que ce soit le plus tôt possible, il refluera sur ses assassins et ce sera comme un grand séisme et un raz-de-marée.

Que ceux qui sortent des villas où ils ont vécu à l'écart du peuple et viennent ici parler en son nom, aillent plutôt parler aux pansus qui les ont envoyé, ces natures rouges de sang sucé des veines du peuple et qui tremblent chaque fois qu'une clameur quelconque s'élève.

Le peuple marocain défendra son identité
acquérira son indépendance
détruira la bourgeoisie
instaurera la démocratie
et le socialisme.

Groupe d'étudiants marocains
de Grenoble

QUI DIVISE LE PEUPLE ALGERIEN ?

Ce texte nous a été remis par l'un des membres des Comités Révolutionnaires pour l'Unité et l'Action -CRUA-. Ces Comités sont l'oeuvre de militants dissidents du PRS, qui ont quitté ce parti parce qu'il n'est plus à leurs yeux ce qu'il était. Notre but n'étant pas de nous mêler des affaires internes à un parti, mais pour l'objectivité de l'information, nous publions leur texte.

L'ampleur des derniers événements qui ont eu lieu à Alger et en Grande Kabylie (1): Grève des étudiants, des Lycéens, manifestations dans les rues et la répression féroce qui s'en est suivie, avec matraquage et l'emprisonnement de plus de 200 personnes, nous amène à nous poser des questions sur ce qui se passe dans notre pays. Comme toujours, l'information issue des organes du pouvoir n'est d'aucun intérêt tellement elle est falsifiée et mensongère et dont le but évident est de manipuler l'opinion des Algériens.

Cette vague de pretestations est une réaction d'une partie du peuple algérien contre les mesures totalitaires et répressives qui s'abattent sur toutes les entreprises culturelles berbères.

Le régime veut utiliser le problème, comme l'a fait par le passé le colonialisme français, pour diviser les masses exploitées et opprimées qui ont intérêt à s'unir pour combattre un ennemi commun: la dictature, la bourgeoisie d'Etat algérienne.

Le régime essaie de discréditer le mouvement en accusant des groupuscules téléguidés par l'impérialisme d'en être la cause.

Mais, le véritable allié servile de l'impérialisme est connu par le peuple: c'est l'Etat algérien, c'est l'Etat de Yahiaoui, Abdelghani, Chadli, etc.. qui se constituent des fortunes colossales de la sueur et du sang du peuple algérien, par des détournements de biens publics, des pots de vin versés par pays occidentaux et les U.S.A. en échange de leurs services.

Qu'attendre de ce régime bourgeois et corrompu qui veut étouffer la voix de millions d'Algériens assoiffées de liberté, étouffer toute initiative créatrice. Qu'attendre de ce régime qui refuse tout débat démocratique sur toutes les questions fondamentales de la vie des Algériens notamment la question des libertés et des droits du citoyen et dans laquelle s'inscrit la question berbère.

Le régime nie la composante berbère du peuple algérien, nie l'existence d'une langue et d'une culture berbères plusieurs fois millénaires comme partie intégrante de la culture du peuple algérien. Il veut empêcher des millions d'Algériens de se manifester, de s'exprimer dans leur langue maternelle: le berbère, sous le prétexte fallacieux qu'il ne peut y avoir qu'une seule langue pour tous les Algériens: l'arabe.

Il n'y a aucune opposition antre la langue arabe et la langue berbère, Les Algériens ayant un même droit de s'exprimer dans la langue qu'ils se choisiront.

La langue berbère comme la langue arabe est une langue du peuple. Elle doit être enseignée, protégée, enrichie.

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

Chadli parle de culture nationale alors que le peuple est maintenu dans une sauvage inculture et dans un obscurantisme total. Dans une société de classe, il ne peut y avoir une culture unique pour tous mais deux cultures qui s'affrontent: une culture bourgeoise qui véhicule une idéologie propre à elle et une culture populaire.

L'Etat algérien est un Etat de dictature bourgeoise, il veut imposer une culture bourgeoise par la contrainte et la violence; une culture faite d'un assemblage de lambeaux de culture occidentale et orientale qui rejète totalement notre patrimoine culturel.

Il suffit de se référer aux programmes de télévision pour être édifié sur l'idéal de société que propose le régime: on ne présente que des feuilletons américains, libanais, égyptiens, insipides et dénués d'intérêt qui ne traitent que du même sujet: un monde de rêves et de mensonges qui n'a rien à voir avec la réalité du peuple algérien.

- Nous sommes pour une culture populaire qui tient compte de la diversité, des spécificités du patrimoine culturel algérien, qui tient compte de l'histoire, des luttes et des aspirations du peuple algérien.
- Nous sommes contre le totalitarisme et le despotisme culturel qui tend à appauvrir et à dessécher la sensibilité de la conscience sociale du peuple algérien.
- Nous mettons en garde tous les Algériens des dangers que fait peser sur notre pays et notre peuple le régime irresponsable et antipopulaire de Chadli qui veut diviser les masses pour mieux les dominer et leur faire oublier la faillite économique à laquelle il a mené le pays et la misère de plus en plus croissante dans laquelle vivent les masses.

- VIVE LA DEMOCRATIE.
- VIVE LA LIBERTE D'EXPRESSION QUELLE QUE SOIT LA LANGUE.
- OUI A LA DIVERSITE CULTURELLE. NON AU TOTALITARISME.
- NON A LA DIVISION DES MASSES.
- A BAS LA DICTATURE.
- VIVE LE PEUPLE ALGERIEN EN LUTTE.

Constantine le 19 Avril 1980

(1) Nous déplorons et contestons cette appelation ou distinction faite entre Grande et Petite Kabylie : il n'y a qu'une seule Kabylie. Si distinction il y a, celle-ci ne peut être que topographique et les mots "Haute" et "Basse" Kabylie conviendraient davantage. (NDLR)

La 13 è. apostasie

Depuis quelques temps, il n'y a pas un jour où le quotidien algérien "le Tout va bien" (El Moudjahid) ne comporte un article enflammé sur l'arabisation. Une vaste campagne d'intoxication en faveur d'une arabisation coranique et obligatoire a été déclenchée dans tous les organes de presse avec des slogans du : "Pas d'indépendance nationale dans l'aliénation culturelle", "la langue arabe (entendez coranique) est notre langue nationale et ce choix, fait par la Charte Nationale, est irréversible", "la langue arabe est un ciment d'unité nationale". etc.

Remarquons tout d'abord que ces slogans creux, dignes de l'époque de "Sidna Oqba", n'ont d'échos qu'auprès de certains néophytes ou d'arrivistes. Car il n'est pas besoin d'être linguiste pour savoir que la langue arabe classique n'est parlée par aucun Algérien, n'est la langue maternelle d'aucun Algérien et ne l'a jamais été même durant l'époque khalifale.

Les néophytes tentent de faire croire que notre langue (l'arabe algérien) est identique à l'arabe moyen-oriental. Selon eux, les différences entre les deux langues sont dues à la colonisation française, c'est-à-dire qu'il y a eu recul de l'arabe devant le français mais aussi abâtardissement de celui-ci par ce dernier! Mais ils oublient cependant que l'arabe coranique (lui-même un conglomérat des divers parlers de la péninsule arabique) exporté et imposé aux Algériens a subi des modifications bien avant 1830 et a été totalement transformé, intégré, adapté, ingéré par une autre langue vernaculaire : la tamazirt. La coexistence des deux langues : l'arabe algérien (berbérisé dans sa forme, son fond et sa syntaxe) et la tamazirt pendant plus de douze siècles a donné naissance à cet arabe populaire algérien : edaridja (comme ils disent).

Les néophytes savent très bien cela et font semblant d'ignorer l'existence de plus de 20 millions de berbérophones nord-africains. Pour ses monistes, le seul moyen d'arabiser efficacement et définitivement l'Afrique du Nord serait l'extermination (culturelle et peut-être physique) des Imazighen !

Pour éviter toute fausse interprétation de notre pensée, nous précisons que nous sommes contre l'utilisation d'une langue étrangère (arabe coranique et français) comme langue nationale. Celle-ci ne peut et ne doit être que l'une et l'autre de nos langues populaires : la tamazirt et l'arabe algérien. Cependant l'arabe classique et le français peuvent être maintenus comme langues étrangères véhiculaires.

Car le peuple algérien n'a pas rejeté la peste (acculturation occidentale) pour tomber dans le choléra (acculturation moyen-orientale). Le peuple algérien n'a besoin d'aucun protectorat pour lutter contre toute aliénation culturelle. Sous prétexte d'une appartenance artificielle au "monde arabe", certains prosélytes en quête d'identité provisoire et certains nostalgiques de l'époque khalifale veulent détruirent nos langues populaires, notre patrimoine culturel tout entier; c'est-à-dire tout ce qui constitue notre être et notre identité véritable.

Mais le prosélytisme secrète son propre poison et porte en lui les germes de sa destruction. C'est ainsi que, durant l'histoire de l'Afrique du Nord, les Berbères avaient apostasiés douze fois, d'après Ibn Khaldoun, à chaque fois que le zèle néophyte s'était manifesté. Aujourd'hui l'agression quotidienne contre l'identité des Algériens et l'arabisation coranique menée sans tolérance d'aucune diversité préparent en réalité la treizième apostasie. Et la majorité de notre jeunesse a, dores et déjà, apostasiée pour cette dernière fois.

Bibliothèque de Darris Negadi
WWW.ASADLIS-AMAZIGH.COM

Faut-il rappeler, qu'après l'invasion des Arabes, nos ancêtres étaient soumis à des impôts spéciaux (réservés en principe aux non-musulmans) malgré leur conversion à l'islam. Ils payaient le "kharaj" et la "djizia" au calife et étaient tenu de fournir des esclaves, des soldats, des femmes, etc. La traduction du coran en tamazirt (malgré la sacralisation de l'arabe et l'aspect "sacrilège") a permis à nos ancêtres de combattre la tyrannie arabe dans son propre champs : l'islam. Selon A. Laroui, historien marocain, "Le kharédjisme servit d'emblème à l'autonomisme berbère. A la fin du VIIIè s., le kharédjisme avait déjà rempli son rôle, qui était d'affirmer l'autonomie du Maghreb".

De nos jours, une nouvelle traduction du coran en tamazirt et en arabe populaire (aspiration légitime) s'impose et conduirait soit à l'apostasie, soit à une nouvelle hérésie; c'est-à-dire à une véritable indépendance culturelle et religieuse.

La lutte de libération nationale est notre véritable charte nationale.

Les prosélytes algériens, au lieu de s'enfermer dans leurs slogans d'arabétisation et se référer à tout bout de champs à la charte nationale (votée à 99,99%) devraient plutôt se fier à la guerre de libération nationale (véritable vote démocratique). Durant huit années, le peuple a lutté et combattu pour la liberté et les garanties des droits et devoirs de chaque citoyens. Faut-il rappeler à ces gens que droits signifient : droit de parler et d'étudier sa propre langue maternelle, droit de voir et d'écouter, de parler et d'écrire sans entraves ni craintes, et... liberté que se passe de commentaires.

La charte des prosélytes, pondue par quatre "docteurs" dans les salons algérois, le peuple saura la combattre car le peuple, lui, ne peut renier sa mère ni participer à son auto-ethnocide.

Bouderbala, Lille, février 1980

Vocabulaire (nécessaire à la compréhension du texte. NDLR).

- Apostasie : abondon de la foi. Ici, il s'agirait tout aussi bien de l'abondon de la foi que de la remise en cause de certains dogmes et pratiques religieuses. Cela peut être aussi un schisme avec la création d'une nouvelle religion certes basée sur la précédente mais toute différente.
- Arabe populaire : arabe d'origine certainement coranique dans le vocabulaire mais tellement transformé, enrichi, adapté à la mentalité, à l'esprit et à la langue berbère, qu'il constitue une langue nouvelle et différente des autres parlers arabes notamment moyen-orientaux. En cela, il fait partie de notre patrimoine et nous nous devons de le conserver, le protéger et le promouvoir.
- Civilisation : ensemble de phénomènes sociaux (croyances, moraux, techniques, littéraires, scientifiques, etc.) communs à une société ou un groupe de sociétés.
- Culture : ensemble de connaissances acquises qui permettent de développer le sens critique, le goût, le jugement, etc. d'une société ou d'un groupe de sociétés créant ainsi sa propre civilisation.

- Dialecte : variété locale ou régionale d'une langue d'extension plus importante que le patois.
- Etat : Autorité souveraine s'exerçant sur l'ensemble d'un peuple et d'un territoire déterminés. Groupement humain fixé sur un territoire déterminé soumis à une même autorité et pouvant être considéré comme une personne morale.
- Ethnie : ensemble d'individus que rapprochent un certain nombre de caractères de civilisation, notamment la communauté de la langue et de la culture. A distinger de la "race" qui, elle, dépend de caractères anatomiques, etc.
- Identité : le fait pour une personne, ou pour un peuple, d'être tel individu et de pouvoir être également reconnu pour tel sans nulle confusion grâce aux éléments qui le caractérisent.
- Idiome : ensemble de moyens d'expressions d'une communauté correspondant à un mode de pensée spécifique.
- Idiotisme : forme ou locution propre à une langue, même impossible à traduire littéralement dans une autre langue de structure analogue. Ex. anglicisme, gallicisme, germanisme, hispanisme, etc.
- Kharédjisme : puritanisme religieux et démocratie religieuse et sociale. Doctrine prêchant l'égalitarisme entre tous les musulmans et contestant l'hégémonie arabe au sein du pouvoir islamique.
- Langue : système d'expression du mental et de communication commun à un groupe social (communauté linguistique). "La langue est le signe principal d'une nationalité" (Michelet).
- Langue vernaculaire : langue du pays; langue propre à un peuple et issue de lui-même.
- Moniste : partisan du monisme, système philosophique selon lequel il n'y a qu'une seule sorte de réalité; que l'ensemble des choses est réductible à une unité (contraire de dualisme, pluralisme). Ici, l'unité se veut arabe.
- Nation : groupe humain, généralement assez vaste, qui se caractérise par la conscience de son unité et la volonté de vivre ensemble.
- Néophyte : personne nouvellement convertie. Par extension toute personne qui a récemment adopté une doctrine, un système ou qui vient d'entrer dans un parti... Ici, il s'agit des ces Algériens fraîchement gagnés à la cause panarabique et se considérant plus Arabes que les Arabes.
- Patois : parler propre à une région limitée, à l'intérieur d'un dialecte.
- Parler : ensemble de moyens d'expression employés par un groupe à l'intérieur d'un domaine linguistique.
- Peuple : ensemble d'hommes vivant en société, habitant un territoire défini et ayant en commun un certain nombre de coutumes, d'institutions, d'obligations (d'appartenance, de défense, etc.).

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

- **Prosélytes** : Nouveau venu dans un pays. Tout nouveau converti à une religion quelconque. Zélés pour propager la foi; recruter de nouveaux adeptes.
- **Race** : groupe ethnique qui se différencie des autres par un ensemble de caractères physiques héréditaires (couleur de la peau, forme de la tête, proportion des groupes sanguins, etc.).
- **Union** : alors qu'unité est statique et désigne un caractère, union est plutôt dynamique et désigne les relations résultant d'un processus.
- **Unité** : état de ce qui forme un tout organique, dont les parties sont unies par des caractères communs, par leur concours au fonctionnement de l'ensemble.

"Politique Aujourd'hui"
mai 1980

A PROPOS DES EVENEMENTS DE TIZI-OUZOU

LA KABYLIE CE N'EST PAS SI SIMPLE..

par René Gallissot
professeur à l'Université de Vincennes.

Complot de l'étranger, résurgence passéiste berbère : telles furent les interprétations officiellement portées à Alger sur les récents événements de Kabylie. Mais on peut y voir au contraire l'apparition d'une lutte jeune, conjointement culturelle et politique, qui révèle les profondes contradictions dans lesquelles s'est enfermé l'Etat algérien.

René Gallissot montre comment l'islamisme, l'arabisme et le nationalisme ont tissé en Algérie des rapports complexes, pour constituer une idéologie d'Etat qui ne tolère plus de mise en cause. La Kabylie n'est qu'un cas particulier. Mais, avec le recours culturel de sa différence, elle est plus apte à mettre à jour des problèmes qui, à un degré moindre ou moins manifeste, traversent toute l'Algérie.

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

Il y a donc des « événements de Tizi-Ouzou » ou plus imprudemment des « événements de Kabylie ». Voici qu'en Algérie comme ailleurs, comme en France au temps de la guerre d'Algérie, on dissimule la profondeur d'un conflit derrière la formule en surface d'« événements ». Commençons donc par quelques éléments évènementiels.

L'amorce, faute d'oser annoncer publiquement une décision, fut cette interdiction pratique d'une conférence de Mouloud Mammeri qui devait commenter la publication des Poèmes kabyles anciens en édition bilingue berbère-française. Rappelons que la personne même de Mouloud Mammeri, renvoyé de la Faculté de Lettres aux services ethnographiques, signifie l'exclusion de la culture berbère de l'enseignement et de la recherche universitaire. Depuis l'indépendance, fort de son audience de romancier, Mouloud Mammeri n'a cessé de jouer de prudence, mais aussi de constance, pour obtenir la reconnaissance d'une littérature kabyle, seule figuration d'un passé berbère, acceptant des compromis, mais mettant à profit les espaces de tolérance.

Ce premier événement marque donc qu'il n'est pas possible de rompre le cercle de la liberté surveillée, et encore est-ce beaucoup s'avancer que de parler de liberté. Pour la chanson (disques et chanteurs), mais plus encore pour la presse et les livres – et ce ne sont donc pas seulement les tentatives d'expression culturelle kabyle qui sont visées – la distribution est en effet contrôlée jusqu'à être éventuellement raréfiée à l'extrême, ce qui laisse place bien sûr au succès d'une diffusion sauvage ou simplement occulte. Faute de circulation et d'animation, mais il reste le rythme et le chant quand ils ne sont pas trop frelatés, la vie intellectuelle est annihilée. Ce qui en tient lieu, c'est la propagande qui se complait dans l'autosatisfaction nationaliste et le discours socialiste. Voyez le journal unique, quelles que soient les variantes en arabe ou en français ; il est écrit en cette prose monocorde et répétitive qui parle la même langue de bois que le mouvement communiste, cherchant à imposer l'interprétation centrale qui juge des bons et des méchants à l'intérieur comme à l'extérieur, célébrant les institutions et leurs représentants, proclamant, à la place des intéressés, la fidélité au régime. Et de surcroît ces photos, qui ne sont que des portraits officiels et ces articles tirés en longeur qui ne sont pas autre chose, sont livrés sous la bannière d'une Algérie arabe et musulmane.

Voici posée la question de la discordance entre l'idéologie officielle qu'est ce nationalisme arabo-musulman socialisant et les réalités vécues, vécues dans toute l'Algérie et pas seulement en Kabylie. Mais en Kabylie, et parce que ce nationalisme unitaire tend au monopole, une réaction berbériste recourt en outre, mais pour partie, à l'exaltation forcée, elle aussi, d'un passé différent qui serait de pure beauté et aux affabulations d'une essence, d'un génie, voire d'une race traversant l'histoire et toutes les colonisations. Par delà cette réplique qui souligne simplement la pauvreté commune des prétentions ou des naïvetés nationalistes, quel qu'en soit l'objet, la coupure ne s'en élargit pas moins entre Algérie officielle et Algérie réelle. L'arabisme et l'islamisme univoque, et le simplisme doctrinaire, ne heurtent pas seulement les sentiments d'attachement à l'héritage berbère, les faisant, à la limite, naître ou renaître, mais entretiennent l'indifférence ou développent l'insatisfaction d'une grande part des nouvelles générations algériennes (mis à part les zélotes de l'Islam, soit la moitié de la population qui est née depuis l'indépendance), pour ne pas revenir sur les divergences anciennes dans le mouvement national et la guerre même de libération. Si l'on ne voit que l'entrave faite à une conférence sur la littérature kabyle, que l'on explique alors la disproportion entre cette mesure et « les événements ».

Un second élément évènementiel est encore plus inquiétant. A la suite des protestations à l'Université de Tizi-Ouzou, trouvant un écho dans les lycées, les autorités – ce qui veut dire à la fois l'administration préfectorale et centrale et le « parti », le F.L.N., mais aussi, à l'arrière plan l'armée qui ne peut être ignorée ni mise dans l'ignorance – ont organisé un meeting pour rendre manifeste, je suppose, l'isolement de cette jeunesse dévoyée. La technique est simple : on « fait la démonstration » en amenant les participants par cars ; il y en eut un millier. Pour le coup, l'opération sonnait comme un fâcheux rappel de la pratique coloniale qui avait l'habitude, à Tizi-Ouzou même, d'organiser des manifestations de soutien ; à nouveau surtout, cela nous renvoie aux parades de congrès, aux méthodes de direction et de manipulation des organisations dites de masses, y compris syndicales, à la commande répétée des manifestations et gestes d'appui au gouvernement, au président et au parti, qui fabriquent l'approbation populaire. L'événement montre ici que ce qui est en question, c'est conjointement l'Etat et le parti, le fonctionnement même du régime politique.

Quand le procédé quitte son lieu d'exercice ordinaire à l'intérieur des organismes officiels et des institutions pour gagner les lieux publics, il devient provocation ; il souleva effectivement l'unanimité, mais l'unanimité de la réprobation. Notamment les concentrations d'employés à l'hôpital et plus encore d'ouvriers à l'usine de matériel électrique joignirent la force, nouvelle en Algérie, du salariat au mouvement qui cessait d'être manifestation d'étudiant ou phénomène de jeunesse pour entrainer les commerçants, puis toute la population ; la grève fut générale.

la première opération répressive à grande échelle

La nuit, puis les trois journées de répression constituent elles aussi un événement ; pour la première fois précisément depuis l'indépendance, ce qui ne manque pas d'éveiller des souvenirs, il était fait usage non pas de moyens militaires, ce qui s'est déjà produit, mais des moyens proprement policiers : moyens matériels (équipement – armement – véhicules) et méthodes (chiens dressés, ouvertures forcées des magasins et des maisons) qui avaient fait leur apparition, il y a quelques mois particulièrement à Alger, au temps de la « campagne d'assainissement » et de la chasse du linge aux fenêtres mais qui n'avaient jusqu'alors servi que ponctuellement pour des arrestations.

En Kabylie cette intervention en force vient comme conclure l'usage devenu systématique de pratiques vexatoires, par le contrôle par exemple des véhicules et de la circulation – et la voiture est le premier outil économique et le premier moyen de relation, plus que la langue peut-être. L'impression était déjà que la Kabylie était ainsi comme quadrillée, et ce quadrillage allait de pair avec l'action d'arabisation. Comme fait exprès, gendarmerie et police s'employaient à s'adresser à la population en arabe – quand, comme partout ailleurs, les rapports étaient rédigés en français ; plus gravement encore, les tribunaux, ces autres conservatoires des systèmes de relations proprement kabyles, refusaient l'emploi du berbère et le recours à des interprètes, au profit de l'usage exclusif de l'arabe.

La réaction de rejet vise cette politique, qui impose une arabisation administrative et un contrôle progressif, mais n'implique pas le refus de tout ce qui serait arabe ou se fait en arabe. Il n'apparait pas qu'il y ait en Kabylie opposition explicite à l'école en arabe : comme ailleurs en Algérie, sinon plus, l'école nationale est utilisée comme la principale voie d'accès aux places dans l'Etat ; aussi les Kabyles ne sont-ils pas les derniers à prendre part à cette compétition qui leur vaut par exemple d'entrer en nombre dans l'armée algérienne, ce corps modèle où la réussite s'obtient par arabisation. N'ont-ils pas donné et ne donnent-ils pas encore des arabisants qui comptent parmi les meilleurs ?

Face aux pratiques administratives de contrôle et en ces conduites de promotion dans et par l'Etat, la Kabylie ne fait que concentrer les contradictions et les oppositions qui traversent toute l'Algérie, car les régions arabophones elles mêmes connaissent des problèmes scolaires qui ne sont pas tellement différents, même si l'arabe est la langue de départ, et subissent, elles aussi, l'appesantissement de l'encerclement bureaucratique et des méthodes d'intervention. Aussi les images de Tizi-Ouzou que présentait la télévision algérienne n'offraient pas seulement à toute l'Algérie la preuve du désordre et du pillage, mais révélaient la nature de la réponse apportée aux « événements ».

Enfin, en dénonçant des facteurs externes ou des machinations sans racine, c'est l'interprétation officielle qui parle d'« événements » ; il est vrai que ce transfert de responsabilité n'est pas très original. La défense de la culture berbère ne

Bibliothèque de Darris Negadi www.asadlis-amazigh.com

serait qu'un prétexte, la couverture d'une intrusion politique commandée de l'extérieur, la main de l'étranger par groupuscules étudiants interposés : dépit d'anciens opposants perdus en émigration, action de services secrets français ou impérialistes. Il fut aussitôt annoncé qu'allait être révélé le complot de l'étranger ou le complot impérialiste, puis ce fut le silence. En effet, qui mettre en procès ?

Certes il y eut quelques articles d'anciens combattants, y compris de la coloniale, à l'occasion des « événements ». Mais dans ses bases et ses motifs, le mouvement ne répétait pas les conflits des années 1960, et il parait avoir échappé aux efforts, devenus lointains, d'implantation d'un parti d'opposition en Kabylie ; à plus forte raison est-il vain de s'en remettre à la solution de facilité qui consiste à réciter les grandes heures d'une incessante résistance berbère. Ce qui frappe, au contraire, et rend dérisoires les accusations de conspiration et les exercices d'explication en histoire traditionnelle, c'est la nouveauté, jusqu'au caractère de jeunesse, de ces réflexes et manifestations de rejet conjointement culturels et politiques; c'est donc dans les contradictions socio-culturelles et socio-politiques présentes qu'il faut chercher les termes d'une analyse, et non dans des illustrations de traditions sur le mode de l'éternel retour, que ce soit la primauté berbère désignant les véritables indigènes face à la conquête arabe, le communisme primitif de républiques kabyles, qui seul serait susceptible de donner une démocratie populaire, la résistance renaissante des fils de l'indomptable Kahena qui serait une Jeanne d'Arc juive ; et pourquoi pas sédentaires et nomades, farouches guerriers, avec citation d'Ibn Khaldoun !

D'une histoire plus récente, dégageons seulement et par simplification, quatre lignes de faits qui sont devenues quatre lignes de force idéologiques, deux sur le berbérisme, deux sur l'arabisme, tout aussi mythiques l'un que l'autre, pour en montrer l'interaction ou l'utilisation.

politique kabyle et Algérie kabylisée

La colonisation française, à ses heures, mais avec quelque constance, a tenté par ses officiers et ses services des Affaires indigènes une politique de division fort classique qui était donc une politique kabyle, comme au Maroc elle s'est lancée en 1930 dans une politique berbère. Cette politique kabyle fut même soutenue épisodiquement par un engouement colonial plus ou moins large, une kabylophilie qui généralise une prédilection pour les Kabyles jusqu'en France métropolitaine, par ignorance d'abord puis par connaissance ensuite des premiers immigrés, qui étaient kabyles.

Ce n'est cependant pas la France qui a inventé la Kabylie. Si celle-ci a prouvé sa cohérence en entravant la conquête, c'est qu'elle existait déjà et d'abord par sa densité, à tel point qu'elle devint ensuite le pôle de départ du réinvestissement de l'Algérie par les Algériens eux-mêmes. On ne parle généralement que de la croissance démographique du XX[e] siècle après les saignées du XIX[e] (moins de 3 millions d'Algériens devenant près d'une dizaine de millions à l'indépendance, bientôt une vingtaine de millions), mais il faut ajouter que c'est l'Algérie du Nord qui a été investie, l'on a même dit « kabylisée », provoquant une attraction seconde du sud vers le nord. L'Algérois et Alger y furent évidemment plus sensibles que l'Oranais, en ces relations tissées par les transferts et les échanges entre la montagne kabyle, ce château d'hommes, et le pays utile : celui de l'emploi dans les fermes coloniales, de l'installation et du travail en ville nouvelle, de l'établissement en bourgeoisie intermédiaire (transports, commerces, entreprises sous-traitantes), en fonctions libérales ou publiques. Tissées également par le nombre en petit commerce, en salariat et en accumulation de pauvreté, en transit enfin en ces lieux de partance vers la France et l'Europe, qui sont aussi lieux des retours. La Kabylie n'est pas à part de l'Algérie ; tout au contraire, constituant pour l'essentiel la pyramide de classes, fut-elle étroite et irrégulière, et l'immense soubassement de déclassement, elle est au cœur de l'Algérie.

En outre voici que l'école française ouverte ponctuellement mais par faveur en Kabylie et le passage par l'armée française (au degré de base comme dans les études techniques et secondaires, et pour accéder à l'Université) assurent non seulement une certaine francisation ou plutôt une qualification en français, mais redoublent en même temps la capacité d'investissement social en préparant un investissement national ; la constitution de l'Algérie algérienne fut largement le fait des Kabyles par suite de leur polyvalence, de leur possibilité de fournir un encadrement, du rôle conducteur qu'ils ont souvent eu, quelquefois à part et le plus souvent totalement fondus dans les divers courants du mouvement national, et plus fortement dans les partis les plus populaires jusqu'au communisme, au messalisme et au F.L.N. Avant que l'émigration algérienne ne donne cette immigration de longue durée établie en France, elle fut d'abord plus particulièrment kabyle, conçue comme un champ de rotation et d'échanges pour un retour partiel au pays qui renforçait encore l'encadrement social et politique d'une Algérie nationale. Quelle qu'ait été la part des Oranais et des gens du sud dans l'Armée de libération, la Kabylie joua encore dans la guerre sa double fonction de base et de promotion de cadres, quand l'engagement national impliquait l'affirmation de l'arabisme dans la lutte contre la colonisation.

Paradoxalement, l'arabisation est donc portée à la fois par des francisants d'origine kabyle (dont la promotion dans l'appareil administratif et économique s'est faite à partir de la scolarisation en français) et par ceux, pour une grande part Kabyles également, dont l'arabe est le moyen de compétition, l'argument plus politique que technique, de longue date et constamment engagés dans le mouvement de libération. Certes les Kabyles ne sont pas les seuls, mais les destinées kabyles témoignent au plus haut point des divergences et des disputes secrètes communes à toute l'Algérie, de l'importance conservée de la formation française comme de la volonté d'arabisation, et plus encore des distorsions entre discours, réalités de masse et compétition dans l'Etat.

Mais, et c'est déjà passer aux observations sur l'arabisme, l'adhésion à l'arabisation est aussi marquée d'originalités qui sont pour partie de composante kabyle. Dans l'évolution nationale algérienne, par cette acquisition de capacités techniques et de pratiques intellectuelles, avec une certaine avance de conscience politique et de conscience critique, la Kabylie s'est trouvée aussi porteuse des oppositions rationnelles au mysticisme religieux, de tendances laïcisantes, d'aspirations démocratiques; cette situation à gauche allait, à la française, du républicanisme radical-socialiste au militantisme radicalement socialiste, ou communiste. Aux aspirations de masses s'ajoutent des phénomènes d'avant-garde se décomposant éventuellement en fractions jusqu'à l'enfermement dans le gauchisme oppositionnel ou l'isolement d'exil. En tout cas, quand l'arabisme est rationnel, et ce n'est pas si souvent, il le doit à cet esprit démocratique venant de pratiques et de formations militantes dont les origines en Kabylie sont tout à fait historiques sans relever, pas plus que l'arabisme au demeurant, de quelque innéité républicaine. Car l'arabisme n'est pas en soi pervers ou frappé d'incapacité, et en Kabylie même, il a gagné dans le mouvement de libération sa fonction politique nationale, renvoyant au passé la plus grande part des particularismes, ce qui ne devrait pas le rendre incompatible avec le respect de faits culturels différents, d'expression berbère donc.

arabisme, islam et libération nationale

L'arabisme non plus n'a pas de raison d'être simple. Il a servi foncièrement au démarquage entre société colonisée et société coloniale d'autant qu'en Algérie il y eut un courant, certes élitaire, mais premier, en faveur de ce que l'on appelait l'assimilation, jusqu'à retarder l'autonomisation du mouvement national. L'arabisme appartient ainsi à la revendication nationale, il est lié au rejet nécessaire de la prépondérance française, au refus du compromis et à la volonté de couper les compromissions, au report vers une unité communautaire en pleine opposition à la société coloniale et culturellement distincte de la nation française. Cet arabisme faisait regarder vers l'Orient arabe, et s'illustrait par l'exaltation de la langue arabe, si élitaire qu'en fût l'usage. Dans l'entre deux guerres, par suite de l'opposition arabe, l'arabisme est surchargé d'interférences politiques abusives par la propa-

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

gande allemande et fasciste, et par une dénonciation forcenée dans la presse française qui valorise le panarabisme en mythe, lui conférant une signification anticoloniale qu'il n'avait pas toujours. L'arabisme était devenu un signe de reconnaissance extérieure, une quête d'identité.

Mais, en Algérie, la colonisation imposait en même temps l'arabisme comme religieux, ce qu'il n'avait pas cessé d'être généralement mais en mineur, en ne considérant les Algériens que comme Musulmans, en voulant par là dénier tout caractère national à leur opposition, en leur refusant donc une nationalité. La différence coloniale vécue était donc celle des Musulmans et des Européens. Plus qu'en Orient donc où il y eut place, dès l'origine, pour un arabisme chrétien et où un partage s'effectua entre groupes communautaires islamiques, l'arabisme au Maghreb se confond avec l'Islam et un Islam considéré comme global et unique. Un peu de la même façon que l'américanisme du régime du Chah a suscité dans l'Islam iranien une réponse totalitaire, la colonisation française a confirmé en Algérie la conjonction arabo-islamique et constitué à travers elle l'identification nationale.

Lié aux mouvements de libération nationale, l'arabisme est devenu ensuite pour partie progressiste, et pour partie même socialisant ou socialiste déclaré, en forme de néo-populisme trouvant ses appuis dans la masse déclassée et sa capacité de direction politique dans l'intelligentzia de notables, ou dans une intelligentzia plus plébéienne guidant les nouveaux partis et les nouveaux Etats, et le plus souvent les Etats-partis. C'est en écho à Nasser et en opposition au bourguibisme occidentalisant, soit en énonçant une orientation politique, que Ben Bella jure trois fois que l'Algérie est arabe. L'arabisme est identifié au progressisme et cette simplification vaut au berbérisme d'être qualifié de réactionnaire.

Il se trouve que ce mouvement d'identification a annihilé une tendance idéologique et politique présente dans le messalisme et affirmée dans le communisme algérien, quand celui-ci précisément s'algérianise en se débarrassant de son conditionnement européen : celle qui définissait la nation algérienne comme arabo-berbère. Ce couple arabo-berbère a certes son petit côté indigéniste, mais la formule marquait une différenciation proprement algérienne dans un ensemble arabe; en tous cas, elle prenait en compte comme nationaux le passé et les pratiques culturelles kabyles : de là son retentissement en profondeur. C'est au reste la part de contes et de chants kabyles en langue berbère, l'expression littéraire des écrivains kabyles en langue française, qui se trouvaient reconnues : de là l'attachement des intellectuels francisants. Ces débats ne se retrouvent à l'indépendance que dans les discussions sur la littérature proprement algérienne et l'impératif de l'écriture en arabe. En outre, dans l'idéologie nationale algérienne tout se passe comme si la défaite du messalisme qui, par delà cette réflexion sur l'arabisme qui ne concernait guère que les intellectuels et la Kabylie, et qui véhiculait lui-même majoritairement et par son leader un arabo-islamisme populaire, avait laissé place au triomphe de l'autre tendance concurrente dans le mouvement national : celle de l'arabo-islamisme de l'Association des Oulémas, plus citadin et élitaire. Cette version, en définitive plus traditionnaliste que réformiste, offrait les plus grandes chances d'utilisation conservatrice. Cette évolution idéologique et politique est consommée en 1956, d'autant qu'à cette date s'opère également le ralliement au F.L.N. des anciens groupements politiques de notables algériens et d'une grande part de revenants, doublant au sommet les jeunes combattants engagés dans la lutte de libération et qui étaient issus fréquemment de milieux populaires marqués de moralisme familial et religieux.

arabisme et islamisme au présent

Cette orientation profondément islamique se mêle à l'islamisme populaire, et ensuite également à l'arabisme politique international, voire à l'arabisme socialiste. C'est une autre discordance, ou c'est toujours la même, que d'entendre aujourd'hui un représentant d'une bonne famille bourgeoise traditionnelle mais faisant corps avec l'administration nouvelle, dire du haut d'une tribune officielle ou à la télévision : « Nous, socialistes ». Ainsi, en exploitant le véritable trésor de guerre du F.L.N. qui est le capital idéologique acquis dans la lutte, en se situant dans le champ de forces mondiales en position non-alignée et anti-impérialiste, comme en justifiant, fut-ce avec modération, les décisions de nationalisations économiques et l'entreprise d'étatisation, l'arabo-islamisme est-il devenu nationalisme algérien et idéologie d'Etat. Sa mise en cause, et tout particulièrement par le rappel de différences culturelles et politiques, apparait alors comme crime contre l'Etat.

Au-delà de sa fonction d'identification et de libération nationale, et de ses significations internationales, ce n'est pas le tout de dire que l'arabo-islamisme est idéologie conservatrice et idéologie de légitimation : dissimulation des réalités sociales et culturelles, défense de l'Etat tel qu'il est, perpétuation du syndicat des héritiers, héritiers par héritage familial ou héritiers de la guerre d'Algérie dont l'alliance fonde, pour l'heure encore, le pouvoir en Algérie. Encore faut-il reconnaitre que l'arabisme et plus peut-être encore l'islamisme rencontrent un répondant à la base, par effet des conditions de paupérisation et de classes. Il est une Algérie intérieure, une seconde Algérie, ou plutôt il était, car elle s'en va de toutes parts en abandon et en migrance (mais elle existe peut-être d'autant plus moralement), qui est restée victime dans les campagnes, dans les bourgades et dans la concentration urbaine, prisonnière, plus que de son arabe parlé si mêlé, de sa culture religieuse qui est aussi culture des pauvres, plus pauvre peut-être en pays arabophone qu'en Kabylie, laquelle a le recours culturel de sa différence; et les femmes, qui sont majorité par le nombre et forces de préservation familiale, ne sont pas les moins victimes.

Pour beaucoup, la seule échappée se situe encore dans l'espérance religieuse, dans la croyance à l'Islam libérateur ou à d'autres islams; une part de la nouvelle génération est seule à croire au salut par l'arabisme islamique, quand les doctrinaires officiels mettent leurs enfants à la Mission française, ou les destinent aux études en langues étrangères. Le populisme arabo-musulman se renouvelle par l'adhésion à un islamisme de salut social et politique, par réaction de frustration même, quand les privilèges de l'école française continuent à valoir une large place dans la maîtrise de l'Etat et de l'économie, quand l'emportent, en cette compétition vitale, ceux dont la formation en droit, en sciences économiques, en sciences tout court, ne relève pas du lot commun de l'instruction religieuse. Avant les affrontements de Kabylie, c'étaient les arabisants qui dressaient leur protestation et conduisaient les grèves étudiantes. Le partage de classes n'est pas toujours où l'on croit entre partisans de l'arabisation et résistance à l'idéologie religieuse; les étudiants arabophones sont effectivement floués, n'ayant d'issue que dans un secteur de l'enseignement, quand leurs origines sont plus populaires. Le nationalisme unitaire arabo-musulman, totalitaire même, apparait alors comme la couverture de ce déséquilibre sociologique. Aussi le risque grandit de voir une réaction arabisante répondre aux prestations de Kabylie. Car la fuite en avant vers l'arabisme musulman est une voie démagogique possible, peut-être la seule, et il a déjà été répondu par de pures promesses à la grève des « étudiants musulmans ». Prisonnier de lui-même, le nationalisme d'Etat est-il voué à son propre renforcement, qui garantit au demeurant les places acquises ?

double retour au pays réel

La question est donc bien à la fois culturelle et politique, mais pas au sens des déclarations officielles qui dénoncent le double complot de l'étranger et du berbérisme, une récidive coloniale et le passéisme. Ces facteurs appartiennent bel et bien au passé; il est remarquable que le mouvement ne prétendait à aucun séparatisme, ne visait pas une quelconque restauration, mais tendait beaucoup plus à vivre autrement dans l'Algérie indépendante, à avoir accès à une polyvalence culturelle et à une libre circulation des idées, voulait rompre l'étouffement de l'uniformisation idéologique. L'atteinte à l'unité nationale n'est-elle pas plus grande de la part de ceux qui s'enferment dans leur discours nationaliste, mais imposent les artifices et les contraintes d'une politique centraliste et le contrôle de tous les moyens d'expression, la commande de toute organisation ? La démocratie n'est

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

pas dans la copie étatique et idéologique du prétendu « centralisme démocratique ». Deux pratiques de défense se rejoignent alors, celle d'expression culturelle libre et celle de démocratie.

Le différent ou le divorce ne se situent pas seulement en Kabylie, qui concentre seulement les plus grands risques de violence. C'est que deux réalités sociopolitiques ne cessent dans la société algérienne d'accroître le fossé : l'impasse de l'enseignement et la coupure entre la masse de la population et les porte-parole et porte-pouvoir. Les mêmes causes qui ont empêché, à l'indépendance, l'alphabétisation des adultes, produisent la succession des réformes scolaires et entretiennent l'incohérence de la scolarisation. Il est devenu impossible d'assurer la moindre formation aussi bien en arabe qu'en français. La pédagogie refuse au départ de s'appuyer sur l'arabe parlé ou le berbère ; les possibilités d'acquérir ensuite un outillage mental, en arabe même, sont perdues dans l'impropriété des termes et l'approximation conceptuelle que masque vainement une instruction civique et religieuse, non par vice intrinsèque de l'arabe, mais par faiblesse de l'enseignement et des enseignants. A l'approche de l'âge adulte, les jeunes ne peuvent plus s'exprimer, car le flou est partout, dans la pensée, comme dans les chances d'utilisation technique, jusque dans la coordination des gestes et des conduites. Certes en France ou en pays voisin, on ne fait guère mieux, mais en Algérie les difficultés commencent pour se servir d'un outil ou pour comprendre une notice pratique. Les contrats d'entreprises prévoient maintenant de former non seulement des cadres et techniciens, mais d'apprendre aussi les tâches les plus simples. Chassé de l'école, ce qui est étranger rentre de toutes parts ; mais une formidable ségrégation s'opère, à se demander même si non seulement les héritiers de l'école coloniale, mais aussi les promus de l'indépendance n'entretiennent pas la coupure sociale en donnant aux pauvres une école dévaluée, en instituant une paupérisation scolaire, réservant d'autres voies et d'autres chances à leurs enfants. Cette faiblesse culturelle explique la généralisation de cette autre culture du pauvre qui répète les modes chantées, cinématographiques et vestimentaires américano-européennes, et qui touche même les manifestations de résistance culturelle kabyle, par imitation contagieuse de ce qu'il y a de plus banal dans les mouvements étudiants et les oppositions de jeunesse, tant est fort le besoin de se raccrocher à une contre-culture qui ait quelque vie.

L'incompréhension et l'incommunicabilité grandissent entre la population particulièrement jeune et les garants des institutions, les personnages officiels. Le plus grand contraste que l'Algérie révèle aujourd'hui se tient entre la rue et les routes qui connaissent un incessant va-et-vient, une foule en fripe et en couleur, et les cérémonies publiques, l'apparat et l'ennui du monde institué, ces hommes, car ce ne sont que des hommes, officiels et solennels en leurs costumes du dimanche ou du vendredi. En cette surimposition bureaucratique se multiplient les barrières et les règlementations qui entourent les réalités de masses, isolent les hommes de pouvoir qui se réfugient dans l'inaction agitée de mesures techniques, ou se complaisent en leurs déclarations nationalistes, socialistes et arabes.

Ce qui semble ici anecdotique ou impressionniste renvoie encore à cette double lacune et à la conjoncture des revendications culturelles et de la démocratie qui n'est pas seulement dans les droits de l'homme et du citoyen, mais dans les pratiques collectives et les relations sociales. Les « événements de Kabylie » enterrent le vieux berbérisme et lient l'Algérie au mouvement de mise en question des carcans nationalistes étatiques et centralistes.

René Gallissot.

BERBÉRITÉ ET DÉMOCRATIE

Le Monde 15.5.1980

Un sentiment d'exclusion

Quelle signification faut-il donner aux récents troubles de Tizi-Ouzou ? Jordi Carrieras, qui a enseigné en Kabylie, analyse les causes du malaise qui relève moins du régionalisme que de la démocratie. Kabyle, agrégé d'arabe, M'Barek Redjala procède à une émouvante introspection de son pays, tandis que l'écrivain Nabile Farès s'interroge sur l'avenir. L'étudiant Assafar H'ddou lance un signal d'alarme en affirmant que les Berbères, majoritaires au Maroc, ne sont pas mieux lotis que leurs « frères d'Algérie ».

par JORDI CARRIERAS (*)

Si Boumediène se plaisait à rappeler que le peuple algérien était un peuple rebelle, les événements de ces derniers jours constituent un sévère rappel à l'ordre pour ses successeurs. Il faut dire que cet argument oubliait une vérité élémentaire : le gouvernement algérien, *« montreur de conduites au tiers-monde, fer de lance des non-alignés »*, reconnaissait la lutte des classes sur le plan international mais la niait à l'intérieur, affirmant que l'*« unanimilitarisme »* imposé par la guerre coloniale serait désormais le commun dénominateur des Algériens. L'Algérie présentait ainsi le parfait exemple d'Etats pouvant se prétendre progressistes sans avoir à prendre le soin d'être démocrates.

Dès 1962, la falsification linguistique fut la base de l'extériorité de l'Etat par rapport à la société. Le français (langue des technocrates) et l'arabe classique (langue des clercs qui est à l'arabe dialectal ce que l'ancien français est au français parlé d'aujourd'hui) se pratiquait dans les salons des wilayas ou des ministères. Dans la rue, à la djemaa ou en famille, le berbère et l'arabe dialectal servaient, selon la région, à la communication quotidienne entre hommes et femmes, parents et enfants (1). Politiquement, cette oppocition fut le point de départ d'un sentiment d'exclusion : comment faire valoir ses droits dans un système à parti unique quand en plus on ne parle pas la langue du pouvoir ? Il devenait dès lors de plus en plus évident que, faute d'avoir donné à la nation les moyens d'écrire sa propre histoire, la classe politique proposait — pour donner le change — une référence par laquelle l'identité algérienne ne pouvait se définir que négativement : la culture véhiculée par l'arabe classique était algérienne parce qu'elle s'opposait à celle de l'ancienne colonie. Les choses auraient pu continuer longtemps ainsi, d'autant qu'un régime fort et suffisamment volontariste dans ses discours pour récupérer les tensions sociales semblait maîtriser la situation.

Le choc du développement

Pourquoi, encore une fois, l'explosion aux effets durables est-elle partie de Grande Kabylie ? L'explication ne peut se limiter au légendaire caractère rebelle du Kabyle, ni au jacobinisme forcené par lequel le pouvoir central multiplia plus qu'ailleurs provocations et maladresses dont la moindre ne fut pas de nommer un wali (2) particulièrement obtus... à la sensibilité régionale. Si, en interdisant le droit d'affirmer que l'on est Kabyle et Algérien, le pouvoir renforça le sentiment de l'identité culturelle, les raisons de l'explosion sont aussi à rechercher dans le « choc opératoire » que Tizi-Ouzou subit au nom du développement. La ville est passée de quinze mille habitants en 1954 à plus de quarante mille aujourd'hui : à partir de 1970 les besoins de l'industrialisation nationale l'ont vouée à devenir une capitale régionale, relais administratif et économique du pouvoir central. De la sorte, l'apparition de ses nouvelles fonctions officialisa un espace régional et la conscience d'appartenir à une région possédant un fonds culturel commun, véhiculé par le berbère. En même temps, Tizi-Ouzou devenait la capitale culturelle de la Kabylie, c'est-à-dire le lieu où, dans les faits, l'identité berbère pouvait trouver son expression moderne. Le développement de l'important secteur scolaire puis d'une université, dès septembre 1977, y contribua : à partir de cette date la ville devait regrouper une grande part de la jeunesse régionale qui commença à se demander avec de plus en plus d'insistance par où passe la frontière entre légitimité et illégitimité, du droit à l'autodétermination sociale et notamment pourquoi le pouvoir politique soutient la lutte pour l'indépendance des minorités étrangères (les Sahraouis, par exemple) et bâillonné l'expression des minorités nationales. En même temps, l'expansion de la ville ne se fit pas sans heurts. Petits commerçants et artisans du centre-ville étaient expropriés du jour au lendemain sans ne jamais savoir quand et où l'administration consentirait à les laisser réexercer leur ancienne activité. Les familles s'entassaient dans d'étroits logements (trois habitants par pièce en moyenne dans les quartiers populaires) pendant que non loin de là une main-d'œuvre à bon marché, venue de la montagne, édifiait logements ou hôtels qui ne lui seraient jamais destinés.

L'austérité sélective et l'autoritarisme venaient renforcer l'hostilité à un pouvoir déjà extérieur culturellement. C'est ce que firent apparaître les premières discussions autour de la Charte nationale en 1976. La revendication du droit de cité pour la culture berbère s'inscrivait dans la logique des revendications de tous les Algériens pour plus de démocratie. En cela l'explosion de Tizi-Ouzou ne doit pas être interprétée comme un phénomène strictement régionaliste. La région est loin d'avoir été lésée par les différents plans de développement et il est bien connu que les principaux postes techniques des ministères sont tenus par des Kabyles. Si ces « élites » parlent le berbère lorsqu'elles retournent au village, elles ne rejettent cependant pas les méthodes autoritaires lorsqu'elles gèrent les affaires à Alger. La clairvoyance n'est donc pas d'opposer — d'un côté ou d'un autre — les berbérophones aux arabophones, mais de reconnaître le droit à la démocratie et à l'indépendance sociale, comme le prolongement logique de l'indépendance politique pour laquelle les Algériens se sont battus pendant huit ans.

(*) Enseignant.

(1) Le recensement de 1966 comptait 5 % de lettrés en arabe et 18 % d'Algériens ayant le berbère pour langue maternelle.

(2) M. Kharroubi, actuel ministre des enseignements primaire et secondaire.

CORRESPONDANCE

UN PHÉNOMÈNE DE SOCIÉTÉ

Les événements de Tizi-Ouzou nous ont valu une abondante correspondance de lecteurs berbères dont beaucoup demandent à conserver l'anonymat. Il s'agit d'un phénomène de société qui ne peut être ignoré. Plusieurs lettres répondent à celle de M. Mohamed Chouicha (le Monde *daté 27-28 avril) qui estimait à six au moins les dialectes berbères et se demandait lequel était le bon. Nous avons retenu un texte, signé Mas Tifra, qui les résume le mieux.*

Beaucoup de temps s'est écoulé depuis l'apparition de ces Imazighen, hommes libres, qui peuplaient la Berbérie (Afrique du Nord actuelle). Cette population a été refoulée et compartimentée au gré des envahisseurs qui se sont succédé.

Les Kabyles, les Chaouis, les Touareg, pour ne citer que ceux-là, forment un ensemble ethnique et linguistique identique qu'il faut perpétuer. En réalité, le nom qu'ils portent désigne la région qu'ils habitent. Quant à qualifier les parlers de ces régions de « dialecte », cela n'a aucun sens fondé.

Les arabophones nous désignent péjorativement par les vocables : kbaïle (kabyles), chaouia, etc. Le mot kabyle n'a rien à voir avec le terme « soumis à Dieu », comme le croient nos détracteurs, mais veut dire tout simplement « habitant de la cité ». Il vient de l'arabe « qabilat » (cité), nom que les Arabes ont donné aux villages... kabyles. Le vocable exact est : izenaguen en berbère, ou sanhadja en arabe (et français). Quant à la langue berbère et à son système d'écriture dit tifinar (ou tifinagh), ils sont partout les mêmes des îles Canaries à l'oasis de Siwa, à quelques exceptions près au niveau prononciation.

Réunissez un Kabyle, un Chaoui, un Targui, un Alfain, un Chleuh, un Zenati, etc., sur la place d'Alger et vous verrez qu'ils se comprendront et se reconnaîtront comme frères.

Un groupe d'étudiants algériens de Nanterre et Paris-I signalent qu'en plus de Tizi-Ouzou, des manifestations ont eu lieu à travers le pays, notamment à Batna, Oran, Bel-Abbès, Tiaret, certaines de ces villes n'étant pas situées dans des régions berbérophones. Rejetant la thèse du complot, ils concluent : Comme dit un proverbe algérien : « *On ne cache pas le soleil avec un tamis* »...

La solution réside en fait dans la recherche d'une véritable algérianité où seront pris en considération les droits des arabophones et des berbérophones. Le danger vient actuellement du fait de l'exclusivité de l'arabe classique considéré comme unique langue ; or, la réalité algérienne est autre, et il faut composer avec cette réalité. Aucun peuple au monde n'acceptera de mourir même avec une douce anesthésie.

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

Réparer et prévenir

par
MBAREK REDJALA (*)

LES jeunes Algériens de Tizi-Ouzou, qui clamaient fort leur algérianité et demandaient à être écoutés, ne peuvent pas être au service de l'étranger et ne prennent leurs ordres ni à Paris ni au Caire. A ma connaissance, ils n'ont jamais dit ou écrit : *« Le monde occidental (ou un autre monde) a confiance en l'Algérie, nous ne devons pas le décevoir. »* Par contre, ils n'ont cessé et ne cessent de répéter : *« L'Algérie nous fait confiance, il est de notre devoir de ne pas la décevoir. »* Et ces jeunes, pour ne pas décevoir le peuple algérien, pour ne pas se décevoir eux-mêmes aussi, veulent commencer par le commencement : la revendication de deux outils linguistiques nationaux et populaires sans la promotion desquels il n'est point d'avenir pour l'Algérie.

Le problème linguistique et culturel — car il ne s'agit que de cela, — ressenti chaque jour davantage depuis l'indépendance de notre pays, posé d'abord par un petit nombre d'étudiants et d'enseignants, ensuite par les berbérophones, enfin par la nation, est complexe et plonge ses racines dans le subconscient de chacun d'entre nous. Occulté depuis toujours dans sa réalité, spontanément refoulé par lâcheté, nous éprouvons aujourd'hui le plus grand mal à en supporter l'émergence pourtant provoquée par une situation historique objective de l'Algérie, une Algérie nouvelle qui exige de ses enfants, non qu'ils se conduisent de telle ou telle manière pour satisfaire aux espérances de tel ou tel monde, fût-il ami, mais qu'ils soient capables d'assumer pleinement la réalité algérienne d'aujourd'hui pour se donner quelque chance de construire l'avenir de notre pays sur des bases nouvelles et révolutionnaires.

Il n'est point nécessaire d'être grand observateur pour s'apercevoir que l'Algérie a subi de grands bouleversements depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Il faut que nous en tenions compte si nous ne voulons pas mourir, si nous voulons assurer à nos enfants un avenir digne de ceux qui se sont sacrifiés pour que nous vivions. Il n'y a pas si longtemps, nous trouvant dans une autre situation historique non moins objective, nous réclamions tous, et en même temps, une seule nation, une seule religion, une seule langue. Et nous étions sincères. Dans notre dénuement total, confrontés à des problèmes gigantesques qui nous effrayaient et nous jetaient parfois dans la désespérance, nous y voyions un refuge contre les forces du dehors. Quelques-uns d'entre nous savaient déjà, cependant, que ces trois revendications *face à l'autre*, qui était exclu de notre *nous*, ne se maintiendraient pas au même niveau une fois l'indépendance acquise. Notre lâcheté seule, que condamne aujourd'hui notre jeunesse, et avec raison, nous a conduits à fermer les yeux, à laisser les choses se dégrader, à continuer à vivre mentalement comme autrefois, comme si rien ne s'était produit chez nous depuis le Moyen Age.

Tout un chacun sait que le sentiment national, diffus il n'y a pas si longtemps, nié en bloc par des Algériens tentés par l'aventure de l'assimilation, est si profondément enraciné dans le cœur et l'esprit des Algériennes et Algériens que rien ne pourra l'ébranler, pas même les discours de ceux qui montrent du doigt la vitalité salutaire de notre jeunesse. En effet, il faudrait se comporter en irresponsables pour accuser cette jeunesse de vouloir saper l'unité de la nation, alors qu'elle est l'indispensable ciment. Et cette unité serait vigoureusement défendue par tous les Algériens si elle venait à être menacée.

Qu'il soit donc définitivement bien entendu que, sur ce point capital, les Algériennes et Algériens sont nationalistes et profondément attachés à leur patrie. J'irai même plus loin : celles et ceux d'entre eux qui, pour des raisons qu'il ne m'appartient pas de juger, ont choisi d'autres nationalités souffrent cruellement de se sentir amputés d'une partie essentielle de leur être.

Une volonté saine et clairvoyante

Les Algériennes et Algériens sont musulmans dans leur écrasante majorité. Peu pratiquants dans leur jeunesse, ils le sont modérément à un âge avancé. Bref, ils sont loin d'être des fanatiques. Il est bien vrai que leur foi était plus sincère et plus profonde avant et pendant la guerre de libération, la religion ayant été spontanément sentie alors, et avec raison, d'abord comme un facteur de résistance, ensuite comme un instrument de combat. A partir de 1962, l'islam allait reprendre sa place naturelle d'instrument essentiellement spirituel. Mais imprudemment, hélas ! on en fit la religion de l'Etat, d'un Etat qui se voulait et se veut encore... laïque. Pour écarter toute interprétation fâcheuse, je dois signaler que ce choix n'avait pas été dicté par une quelconque intolérance à l'égard du judaïsme et du christianisme. Je pense que nos dirigeants d'alors avaient seulement voulu honorer une sorte de contrat **moral**, croyant **fermement** qu'il n'apportait rien de nouveau. D'autant que l'écrit dans leur structure mentale — les Ecritures mises à part — avait infiniment moins de valeur que dans la structure mentale d'un Occidental. Mais nos hommes d'Etat en tirèrent immédiatement la conséquence la plus logique, mais aussi la plus dramatique.

En effet, il est bien connu que le livre sacré des musulmans, le Coran, a été, linguistiquement parlant, le point de départ de la langue arabe dite classique. Dès lors, bien que cette langue ne soit parlée par aucun Algérien, on en fit notre langue nationale. Les maux que nous vivons actuellement proviennent de cette vision à la fois manichéenne et abstraite des choses. Dans ce problème, le plus difficile à résoudre, le président **Chadly** se conduit en continuateur fidèle des présidents Ben Bella et Boumediène. Ses propos ne m'ont pas surpris outre mesure. Il se déclare *« consterné que l'on pose aujourd'hui le problème en ces termes, après vingt ans d'indépendance »*. Il y voit même une honte. Et je suis entièrement d'accord avec lui, mais pour des raisons opposées. Oui, en effet, c'est une honte que l'on ait poussé notre jeunesse à revendiquer bruyamment, et dans la rue, ce que nous aurions dû lui apporter sur les bancs de l'école. Le chef de l'Etat oublie que ces Algériennes et Algériens sont âgés de quinze à vingt-cinq ans. Enfants donc de l'après-guerre, ils ont tous fait l'expérience de l'arabe classique, y compris ceux qui s'y sont consacrés entièrement et qui ont fait parler d'eux il n'y a pas si longtemps, et en termes qui ont été naturellement désapprouvés. Ils se considèrent **tous**, monsieur le président, comme des sacrifiés. C'est pourquoi, ayant une conscience aiguë de leur devoir, ils ne veulent pas qu'il en soit de même de leur descendance. Leur volonté, **saine** et clairvoyante, n'est pas de plaire ou de déplaire, mais de construire l'Algérie avec des mains et des cerveaux algériens. Et le peuple algérien est en train de les comprendre.

Aujourd'hui, alors que tout peut être encore sauvé, je demande au président de la République de faire passer les intérêts de la nation avant ceux d'un mythe.

(*) Agrégé d'arabe classique chargé de mission au C.N.R.S.

Le Monde 15.5.1980

Au Maroc aussi et surtout

par ASSAFAR H'DDOU (*)

LA question berbère ne concerne pas seulement l'Algérie, où les Berbères militent actuellement contre la répression culturelle et la privation de leurs droits linguistiques, mais aussi et surtout le Maroc, dont la majorité de la population est Berbère et est privée de ces mêmes droits, qui sont des droits naturels.

Nous connaissons ici, au Maroc, une situation analogue à celle de nos frères ouvriers, paysans et étudiants algériens qui défendent le droit à l'existence de la culture berbère et la reconnaissance de leur langue à égalité absolue avec la langue dite « officielle ». Au Maroc, en effet, des millions de paysans et d'ouvriers sont accablés à tous les niveaux parce que privés de leurs droits linguistiques et culturels.

La langue berbère n'est même pas enseignée dans les universités marocaines (1) alors que des langues étrangères comme l'hébreu et le persan ont ce privilège. En outre, les *mass media* ne lui accordent aucun intérêt et la télévision diffuse ses informations en français, en anglais, en espagnol et en arabe alors que la majorité des Berbères ne comprennent aucune de ces langues.

Fait paradoxal : les régimes marocain et algérien s'opposent catégoriquement à tous les niveaux mais ils convergent en ce qui concerne la répression des droits linguistiques et culturels des Berbères. La question est différente quand il s'agit des forces de l'opposition, notamment de celles qui sont à tendance socialiste comme l'Union socialiste des forces populaires et le P.P.S. (communiste) : ils « communiquent » avec les masses sans aucun respect pour leur langue et leur culture, et le Mouvement populaire joue un rôle illusoire à l'égard de ces mêmes masses.

Nous ne trouvons que deux raisons à de tels comportements :

1) La crainte éprouvée par toutes les classes privilégiées de voir leurs intérêts menacés par un épanouissement des masses sur le double plan linguistique et culturel. Un tel épanouissement permettrait, en effet, aux ouvriers et aux paysans de prendre conscience de leurs propres intérêts, qui sont incompatibles avec ceux des autres catégories de la population, y compris les forces socialistes à caractère bourgeois, que leurs membres militent dans les partis sociaux-démocrates ou fassent partie de la bourgeoisie d'Etat.

2) Le chauvinisme arabe : s'ajoutant au facteur précédent, les tendances nationales arabes au nord de l'Afrique — au niveau du pouvoir ou ailleurs — ont tendance à considérer que toute manifestation d'identité en dehors de la langue et de la culture arabes est à rejeter. C'est pourquoi les Berbères marocains — jeunes, ouvriers, paysans — soutiennent les aspirations de leurs frères berbères d'Algérie.

(*) Etudiant marocain.

(1) N.D.L.R. — Le 27 mars, dans un éditorial du *Matin du Sahara*, intitulé « Défense et illustration de la culture berbère », Moulay Ahmed Alaoui, ministre du tourisme, saluait la naissance de la *Revue marocaine d'histoire et de civilisation*, qui porte aussi le titre berbère d'*Amazigh*. Elle a été lancée par M. Mahjoud Aherdane, président du Mouvement populaire (parti politique de tendance berbère) et ministre d'Etat. Une autre revue de linguistique et de sémiotique *Traces*, semestrielle, dirigée par Abdallah Bounfour, paraît à Rabat depuis l'an dernier. Enfin, le Parlement a discuté, en 1979, de la création d'un Institut de culture berbère, mais, nous signale notre correspondant, aucune décision n'a encore été prise à ce sujet.

L'injuste et l'irrépressible

par NABILE FARES (*)

(1) *... atri mashi davel » (1).*

COMPRENDRE ce qui a lieu en Algérie actuellement implique que l'on réfléchisse sur la destinée et l'histoire de ce pays, non pas simplement en tant que ces « événements » récents intéressent — curieux terme d' « événements », issu d'une qualification désuète dont usent ceux-là mêmes qui en accusent les (comment dire ?) ... autres, et les « coloniaux » — une partie d'un pays, mais bien l'ensemble des coordonnées qui président, et ont toujours présidé, à l'administration, l'histoire, la culture, l'économie, les politiques de ce pays.

Comment désigner alors ce qui — sans nul doute — et à travers encore bien des heurts et des indispositions sera l'enjeu de cette « nouvelle » histoire que vit l'Algérie ?

Avec tous les risques que cela comporte, en assurant :

1) que la destinée collective passe par la prise en compte et en charge de tous les éléments linguistiques, culturels, historiques, qui composent et constituent la peau neuve de ce pays ;

2) que cette destinée collective — d'autres diront, plus étroitement, « nationale » — est inscrite dans cette présence irrécusable des Berbères et des Arabes parlant et non muets qui œuvrent et ont toujours œuvré pour la réalité de ce pays ;

3) que cette destinée collective est de part en part traversée par les possibilités de parler non pas une, deux ou des langues communes, mais des langages qui nous soient communs, qui nous écrivent et qui nous disent contre ce qui de nous est vécu comme injuste et répressif ;

4) que la politique algérienne — en un sens où le terme de politique dépasse tous les pièges de « remaniement » ministériel ou gouvernemental — devra désormais savoir qu'elle est placée entre ce qui détermine l'enjeu même des libertés : son caractère de justice et d'égalité, ou — il ne tient qu'à elle, maintenant — de répression.

A ces conditions, sans aucun alibi de colonialisme passé ou à venir, l'Algérie sera notre pays libre et indépendant.

(*) Ecrivain algérien d'origine kabyle immigré en France.

(1) Un « dit » kabyle : « *Une étoile n'est pas un mot.* »

(1) De ces cinq prises de positions, publiées dans "Le Monde" du 15/5/1980, seule celle de Nabile Farès n'est pas claire, compréhensible. Parler pour ne rien dire... décidemment il ne changera pas!

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

Pour les États-Unis d'Afrique du Nord

Mercredi 6 août 1980

Le Monde

MAGHREB

L'agitation en Kabylie, ce printemps, conduit René Galissot à une critique des structures centralisées de l'Etat algérien, qui, pour s'être inspiré du jacobinisme français, n'a pas favorisé le développement d'un pouvoir local comme le faisait la IIIe République en France. Abdelkader Rahmani souhaite dépasser ces contradictions par la constitution d'Etats unis d'Afrique du Nord. Augustin Barbara invite, pour sa part, les anciens « pieds - noirs » à assumer leur identité de « Français algériens ».

Par ABDELKADER RAHMANI (*)

PARLER de l'Afrique du Nord unifiée, sans évoquer son écrin naturel africain pourrait nous faire accuser de sentiments séparatistes à l'égard du reste de l'Afrique. Or, nous sommes, pour les grands ensembles fédérés, contre les nations séparées et xénophobes.

Le bilan de deux décennies d' « indépendance » est lourd. La conférence de Nice, les 8 et 9 mai, des Etats africains francophones a opposé l'optimisme trop remarqué de M. Giscard d'Estaing au pessimisme non moins net de ses partenaires africains. Ce constat de faillite a eu au moins son antidote : l'union africaine contre la misère. Verrons-nous celle-ci amorcer l'éveil d'une conscience africaine ?

Pour ce qui concerne l'Afrique du Nord, la terminologie « Maghreb » est impropre. D'origine arabe, elle désigne le seul Maroc. « *Amazigh* », de racine berbéro-africaine, fâcherait nos arabophones, alors que nous cherchons la conciliation.

Mais rien de tangible ne peut se construire sur le mensonge ou la honte d'être soi. Deux déclarations malencontreuses sont à relever et à corriger. Le président Chadli en insistant sur le caractère indélébile de l'arabité algérienne — « *la question d'être arabe ou de pas l'être ne se pose plus..., l'Algérie est un pays arabe-musulman-algérien...* » — rappelle, à quelque chose près, le « dernier quart d'heure » de Robert Lacoste avec son appellation « Français-musulman-Algérien ! »

De son côté, le roi du Maroc confiait à un journaliste libanais : « *Selon les traités historiques, les Berbères sont d'origine yéménite. De l'oasis du sud de l'Egypte au Tchad, du Niger au Mali, du Sahara algérien et marocain, il existe un lexique berbère commun, mais les trois quarts du vocabulaire berbère, grammaticalement et éthymologiquement, sont d'origine arabe. Aussi les Berbères aujourd'hui nous disent : « Nous sommes plus arabes que » vous, car nous sommes venus du » Yémen.* »

Une curieuse histoire de l'histoire

Or la toponymie antique (origine des noms de lieu) et l'onomastique (étude des noms propres) attestent de l'unité linguistique de l'Afrique du Nord par la langue libyenne ou berbère. De la Tripolitaine aux Canaries, de la Méditerranée au Soudan, les populations d'Afrique du Nord parlent une seule et même langue. Au-delà de ce substratum, aucune tradition, verbale ou écrite, ne révèle de langages plus anciens. Les recherches les plus minutieuses n'ont point permis de recueillir, à cet égard, le moindre indice, la plus fugitive indication. Le berbère se présente donc comme la seule langue indigène de l'Afrique du Nord (Gsell et Mercier). Sa Majesté pense certainement à l'invasion hilalienne (1050) quatre siècles après l'invasion arabe. Quel serait donc ce peuple qui résista à celle-ci en 643 ? Voilà une curieuse histoire de l'Histoire : les Arabes originaires de la Berbérie, les Berbères de la péninsule Arabique ! La revendication berbère va-t-elle porter un jour sur un « go home Arabia » ? Perdra-t-elle au change ?

Soyons réalistes, décomplexons-nous, regardons vers les Etats-Unis d'Afrique du nord. Ce grand ensemble Canaries-Mauritainie-Saharoui-Maroc-Algérie-Tunisie-Libye, constitue un territoire de plus de 6 millions de kilomètres carrés (un cinquième du continent — onze fois la France — quatre fois la Communauté européenne des Neuf). Il dispose de ressources naturelles et organiques encore bien modestement exploitées, capables d'assurer largement le bien-être de ses populations. Pétrole, minerais, phosphates, agriculture, hydrocarbures, sont complémentaires. La nature a malicieusement veillé à ce que chaque pays ou région trouve chez le voisin ce qui lui manque.

Seule pierre d'achoppement : l'idéologie politique de chacun des Etats actuels. Bien que tous se réclament d'un arabo-islamisme aigu, l'orchestre paraît plutôt discordant. C'est pourquoi nous devrions cesser de nous extravertir, pour retrouver nos racines africaines profondes. Point de mimétisme idéologique, point d'exogénie culturelle, religieuse ou politique. Senghor disait à l'O.U.A. que l'échec de la coopération arabo-africaine était principalement dû aux querelles inter-arabes...

Nous ne souhaitons nullement ici exclure les arabes ou l'Islam, mais au contraire d'abord nous reconnaître Africains ,pour mieux ouvrir les bras à ceux qui se reconnaissent arabo-islamiques. Ce qui est leur droit le plus légitime. Nous tenions les mêmes propos à la France, dans ce même journal, en 1957-1958. Sans haine, sans insulte, sans mépris.

Il est insolite qu'après vingt ans d'indépendance il n'y ait eu aucune consultation des populations sur cette question. Là où les gouvernements des Etats ont échoué, le consensus populaire pourrait aboutir. En tout cas, ce serait un premier grand pas vers l'autodétermination individuelle et supranationale. Auparavant, bien entendu, il faudrait que règne la liberté de la presse, de l'information, de la communication, une liberté qui n'existe dans aucun pays africain. L'homme doit être représenté réellement en tant qu'individu, non par un parti totalitaire engendrant une foule inconsciente, robotisée par des slogans démagogiques.

Les souverainetés nationales, désuètes et non fiables économiquement, doivent être abolies ou progessivement abandonnées, comme l'on quitte ses parents à sa maturité. Les pouvoirs politiques doivent être décentralisés, perdre leur primauté par rapport aux pouvoirs économiques, culturels et sociaux, lesquels doivent être créés à l'échelon local, régional et suprarégional. Enfin, de même qu'il existe un pouvoir pour la défense, il faut un pouvoir pour la paix. Il nous faut apparendre le désarmement, notamment des opinions nationales, pour apprendre la paix.

Les grands moments de l'histoire ont été accomplis par des hommes : Abraham, Jésus, Mohammed, Marx, Khomeini... C'est dire que le dénominateur commun de l'humanité est l'individu et non les classes, les sociétés ou les nations. Ce « mystérieux sens de l'avenir » dont parlait Teilhard de Chardin est, pour nous Africains, déjà dans le présent, car notre continent bascule dangereusement. Nous devons dépasser les « stèles commémoratives », redoubler d'imagination et de courage pour créer les Etats-Unis d'Afrique du Nord.

(*) Président adjoint du Collège international du tiers-monde

Suite et fin de l'article de A.Rahmani

"Le Monde 6/8/1980

CORRESPONDANCE

Les Berbères du Maroc

A la suite de l'article d'un étudiant de Rabat, M. Assafar H'ddou, critiquant la situation faite aux Berbères au Maroc (le Monde du 15 mai), Mme Meriem Aherdan nous écrit notamment :

L'Etat marocain (depuis peu de temps, il faut le dire) ne conteste plus ses origines et ne renie nullement sa culture berbère : user du terme « répression » serait injuste.

Une génération était nécessaire pour que les jeunes ruraux ayant accès aux universités osent s'affirmer dans toute leur marocanité, et ils n'ont, à ma connaissance, jamais eu à en venir pour cela à des affrontements graves.

Le Mouvement populaire s'est dépensé sans relâche, depuis sa création, pour une prise de conscience, sur le plan de l'Etat aussi bien que des masses, pour rappeler, à celui-là, que les Imazighènes ont une entité propre et, à celles-ci, le prix qu'il faut payer pour sauvegarder l'originalité et l'essence de cette culture, de cette langue...

Et c'est encore sous l'impulsion du Mouvement populaire que la question, au Parlement, fut posée, et adoptée à l'unanimité, de la création d'un institut de recherche et de chaires de berbère comme étape première de l'enseignement du tamazight... Au dernier référendum, le discours royal fut donné et diffusé en tamazight dans ses trois nuances: tachelhit, tarifit, et tamgdoulit.

La réaction du jeune Assafar H'ddou est des plus louables, et décrit par bien des côtés une situation qui a prévalu et prévaut encore dans certains milieux citadins. Lui aussi ressent, à l'instar de toute une jeunesse, la profonde détresse de voir la place laissée à ce qui fait leur raison d'être (...).

Si dans certains milieux, il y a quelques années, il était difficile de parler ce langage sans provoquer de trouble dans l'assistance — la majorité des gens dits cultivés ayant, quant à leur histoire, perdu et la mémoire et le bon sens, — il en est autrement aujourd'hui. (...)

Je puis vous affirmer qu'au-delà des frontières, les Imazighènes, les Kabyles et les autres, se retrouvent dans une volonté commune de faire vivre sur cette terre d'Afrique du Nord qui est leur cette langue tamazight qui est l'expression même de leur culture.

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

Crise de Kabylie ou crise de l'État ?

"Le Monde" 6/8/1980

Par RENÉ GALISSOT (*)

LE gouvernement algérien, et c'était la justification même du pouvoir depuis 1965, se donnait pour première tâche de « construire l'Etat ». Des analogies apparaissent avec ce qu'en France l'on nomme le jacobinisme : administration préfectorale et tutelle communale, consolidation d'Alger comme le centre de toute décision et pôle de toute vie civile, généralisation de l'école et de la langue unique.

Pourtant l'Etat algérien, et c'est là sa fragilité, ne ressemble pas à la Troisième République française qui assurait une participation locale et une promotion parlementaire. Une comparaison serait possible entre Kabyles et Occitans : ceux-ci ont composé une bonne part du personnel politique français unificateur et de surcroît le personnel colonial, de même que la Kabylie est le lieu d'origine d'une grande part de l'encadrement militaire, technique, économique de l'Algérie. Mais, en Algérie, la démocratie dite bourgeoise — qui signifie généralement compensations accordées à une petite bourgeoisie — n'existe pas. L'Etat n'est pas de même nature. Formé par héritage de formations diverses — école française ou école musulmane — inégalement valorisées par la guerre de libération et dans l'après-guerre, il est fait de pouvoirs rapportés les uns aux autres et d'alliances de clans politiques plus que de clientèles proprement dites ; les choix se règlent au sommet, par élimination, compromis et replâtrages, sans exclure les coups de force. En l'absence de vie politique intermédiaire, l'Etat s'est développé comme une bureaucratie hiérarchisée, un pesant réseau d'autorités multipliant les barrières et démultipliant les réglementations. Que l'on regarde de plus près cette armature centralisatrice, et l'on découvre qu'elle est pour l'essentiel l'appareil et service d'ordre, plus que structure de gestion civile et politique, soit l'inverse de ce qu'était la Troisième République en dehors de ses grandes heures répressives.

L'administration préfectorale, par exemple, a beau être hypertrophiée, elle cède le pas en puissance aux régions militaires dont l'assise est plus solidement assurée, l'autre réseau parallèle, celui du parti, n'exerçant jamais qu'une fonction symbolique. La présence de l'Etat se manifeste en définitive par les hommes en uniforme (police et gendarmerie) qui pratiquent contrôle et quadrillage, et par des officiels dont le costume civil ressemble pour ainsi dire à un uniforme.

Bien qu'il y ait imitation, ce n'est pas là non plus l'Etat de démocratie populaire soviétique, car, faute de parti et en même temps d'organisations de base, l'intégration du parti à l'Etat ne peut s'opérer. L'Etat s'emploie directement mais vainement à susciter l'adhésion, à constituer parti, syndicat et structures socio-politiques. Il marche à l'idéologie sans la contrepartie d'un mouvement social organisé ou le répondant d'une insertion sociale, ouvrière ou paysanne. En épuisant le capital d'adhésion populaire acquis dans la guerre, le nationalisme algérien devient pure idéologie d'Etat. Il tend au règne absolu par un battage de discours stéréotypés alliant l'arabisme au socialisme, par une presse monocorde, par des manifestations dirigées sur le thème d'un progressisme révolutionnaire plus international qu'intérieur.

Et la revendication berbère ? Précisément, c'est en pays kabyle que se nouent le plus fortement les contradictions de toute l'Algériée, étant donnés son poids et ses références culturelles. Ce serait sacrifier à un autre nationalisme, avec risque de mettre en cause ce qu'il y a de cohérent dans l'unité algérienne face au sous-développement notamment, que de soutenir, fût-ce sous la bannière d'un berbérisme éternellement libertaire, un isolationnisme berbérophone ou un autonomisme absolu. Si des tendances régionalistes sont certaines, elles sont sans doute d'abord la réponse au centralisme étatique et idéologique.

Pour le pluralisme culturel

Les réalités sociales et culturelles berbères méritent d'être reconnues comme telles sans être transformées en revendication particulariste, ni condamnées comme passéistes ou réactionnaires. Pourquoi l'unité nationale ne serait-elle pas compatible avec le pluralisme culturel ? Le développement, raison d'être de l'étatisation algérienne, ne peut guère s'effectuer, sauf terreur stalinienne, en dehors et pis encore contre les populations. La participation de celles-ci et la convergence démocratique en cet effort ne peuvent s'obtenir en rompant les relations sociales et les pratiques collectives du pays.

Les difficultés présentes ont au moins deux causes de première importance : la catastrophe de la scolarisation — arabisation d'une part, l'annihilation de toute expression culturelle par la propagande idéologique et le totalitarisme arabo-musulman, d'autre part. Le volontarisme économique doit-il se payer de sous-développement culturel ? Or ce qui menace l'Algérie, en liaison avec les problèmes de l'emploi et de la subsistance, c'est le sous-développement culturel que pourraient introduire la négation de valeurs distinctes mais intensément algériennes, l'étouffement de toute activité autonome. Ce n'est pas un hasard si ce sont les lycéens, des adolescents et des jeunes — et plus de la moitié de la population est jeune — qui rejettent l'endoctrinement officiel et aspirent à vivre autrement, jusqu'à reprendre les modes américano-européennes et aussi à transformer en contre-culture ce qui subsiste de pratiques localement vivantes.

Par son poids humain et par ses valeurs propres, la Kabylie ne fait que concentrer les contradictions de l'Etat algérien qui sont dans cet Etat lui-même.

★ Historien, professeur à l'université de Paris-VIII Vincennes.

Pourquoi « pieds-noirs » ?

par AUGUSTIN BARBARA (*)

IL est plus facile et plus rapide de dire « pieds-noirs » que Français d'Algérie. Cette désignation commode est en même temps abusive. Elle contribue à un détour d'identité en éclipsant l'algérianité de ces hommes et de ces femmes qui, nés en Algérie, ont été marqués par l'histoire de la colonisation.

Le dictionnaire Robert indique que l'expression « pieds-noirs » « *s'est d'abord appliquée aux indigènes par allusion aux pieds nus des Arabes du bled* ». Les troupes du duc d'Aumale débarquaient pour occuper l'Algérie en chaussures noires. Des représentants officiels de l'Algérie aux fêtes du centenaire, en 1930 à Paris, étaient venus habillés de blanc. Ils portaient des chaussures noires et pointues. Tout de suite, ils furent remarqués et désignés de « pieds-noirs » par les Français. En fait, ces termes furent généralisés par le contingent militaire pendant la guerre d'Algérie, en même temps que « bougnoule et fellagha » pour dénommer diversement les musulmans.

Le terme est le raccourci linguistique d'un portrait-robot. Né de l'autre côté de la Méditerranée, le « pied-noir », vu par le Français de la métropole, est un individu à l'accent prononcé — épouvantable à certains moments. C'est bien pour cela qu'il ne peut pas être mis au contact de la clientèle dans certaines branches professionnelles où la distinction bourgeoise est exigée... Associé au couscous et aux merguez, il fait rire. Il est de droite, puisque c'était un colon avec « *des gens pour se faire servir* ». Il est revenu de son pays avec beaucoup d'argent. C'était un sympathisant voire un militant de l'O.A.S. Son bulletin de vote est à droite. Il est obligatoirement raciste envers les Arabes dont il a fait « *suer le burnous pendant cent trente ans...* » Nous pouvons continuer la longue liste des stéréotypes.

L'assimilation a été faite trop facilement entre une oligarchie coloniale omnipotente — le grand colonat — et l'ensemble de la population française, qui était d'origines très diverses, dont le niveau de vie n'avait rien à envier à celui de la population de France à la même période. Les coopérants ont eu en moyenne un niveau de vie supérieur à la moyenne des Français qui quittaient l'Algérie au lendemain de l'indépendance. Le grand colon, c'est certain, participait à un système d'exploitation capitaliste et coloniale. Mais il n'avait rien de commun avec la femme de ménage analphabète d'origine italienne ou espagnole qui se trouva rapatriée en France et... femme de ménage de Français de France !

En fait, le « pied-noir » désigne bien le Français d'Algérie des classes populaires, de même que l'immigré désigne le travailleur économique étranger et non l'agent diplomatique de l'ambassade du même pays. Ce terme aplatit l'identité.

Une identité de dérive

Les Algériens ne l'employaient pas avant la guerre d'Algérie, et sa généralisation est bien venue de la France métropole. Dans la relation Français de France-Français d'Algérie, il introduit une forte ambiguïté. Elle oscille entre la sympathie d'extrême droite, quelquefois très paternaliste, et le mépris gauchiste franchement sectaire. Dans les rapports professionnels, voire amicaux, elle se traduit souvent par une moins-value. « *Il y a toujours quelque chose qui change dans mes relations de travail, mes relations amicales quand on apprend que je suis « pied-noir ». Il y a un avant et un après. De toute façon, on reste toujours le « pied-noir » de quelqu'un* », dit ce Français d'Algérie, bien assimilé depuis bientôt vingt ans dans une grande ville de province.

Pourquoi ces hommes et ces femmes ne se « *sentiraient-ils pas Français algériens* » comme d'autres se sentent aujourd'hui Français bretons ou savoyards ? N'y aurait-il pas plusieurs façons d'être Français ? Au lieu d'un particularisme pied-noir se nourrissant végétativement des regrets du passé, les Français algériens ouvriraient leurs perspectives en regardant avec des yeux d'aujourd'hui l'Algérie d'aujourd'hui. Vouloir continuer à n'être que « pied-noir » serait s'enfermer dans une impasse. Identité de dérive, elle perpétuerait une caricature d'identité qui ne pourrait en aucune façon se transmettre aux générations futures. Ce serait accepter de devenir des « algérophrènes », continuellement séparés. Au contraire, la définition positive de cette identité peut conduire à découvrir la francisation de l'algérianité méditerranéenne, commune à toutes les populations.

Ce double enracinement serait une voie enrichissante. Les Français algériens deviendraient des sujets au lieu de se laisser désigner comme des « pieds-noirs » objets. Ils auraient un double regard, d'une part sur une Algérie en pleine transformation politique, économique et culturelle, d'autre part sur cette Algérie d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants qui vit en France. Des perspectives s'ouvrent aujourd'hui qui n'étaient pas envisageables hier. Encore faudrait-il que nous ayons un autre regard sur l'autre, sur l'étranger et peut-être aussi sur nous-mêmes.

(*) Sociologue.

"Le Monde" 6/8/1980

Nous reproduisons cet article de Augustin Barbara, dont nous saluons le courage et l'honnêteté, non pas tant par sa position sur la revendication culturelle en Algérie mais par le nouvelle prise de conscience des "pieds-noirs" et leur désir de se resituer par rapport à leur "ancienne patrie".

Qu'ils veuillent rejeter le terme péjoratif de "peids-noirs", c'est leur droit, comme nous, nous l'avons fait pour le mot "berbère", qu'ils se définissent comme "Français Algériens" c'est encore leur droit.

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

HISTOIRE

Avertissement

Oui au dialogue. Au vrai dialogue sans contrainte ni ambiguité. Il faut en finir avec les discours hermétiques, parallèles sans points de rencontre. Dire franchement ce que l'on pense sans crainte de déplaire ni peur des poursuites. Auraient-ils (les tenants du pouvoir) réussi, grâce à leur "intox", à nous rendre méfiants de notre ombre? Avons-nous perdu le souvenir de ce que Homme veut dire? N'importe quoi, même une explication désagréable est préférable au silence. Car, à la limite, le silence est coupable; complice.

Pourquoi cette suspicion dès l'abord? Pourquoi ces préjugés défavorables ce pessimisme avant toute entreprise? N'avons-nous plus aucun espoir; aurions-nous perdu jusqu'au goût du risque? Jusqu'à quand allons-nous nous taire -couvrir- l'insupportable? Est-ce la déception provoquée par une opposition impuissante et incapable d'action qui justifie notre marasme?

Que nous importe si les "têtes" sont fatiguées; les poubelles sont là pour cela! Est-ce le décalage du discours entre deux générations? Qu'à cela ne tienne, faisons table rase de tous ceux qui dépassent 35 ans, et parlons notre langage; celui des 20/30 ans. Celui d'hommes nouveaux sans complexes ni traumatismes historiques aucuns.

Oui, je crois à l'utilité de tels dialogues, à la nécessité de participer à tout débat, à toute tentative qui rapprochrait les Algériens et, par delà, les Nord-Africains, ce qui nous mènerait vers la solution de nos problèmes. Parmi ces problèmes, celui de la langue berbère et de la langue arabe populaire algérienne est primordial. Car c'est à travers le culturel que tout un peuple est forgé dans ce qu'il a de plus profond.

Il est même indéniable que le combat culturel soit aujourd'hui l'aspect principal de la lutte politique. En effet, seul le combat culturel, dont entre autre la reconnaissance des langues populaires, le berbère et l'arabe algérien, comme seules langues officielles, est un combat qui peut unifier et mobiliser tout le peuple algérien.

Car la faillite de l'opposition est dû à ce qu'elle s'est contentée de faire de l'économisme et de se perdre dans des discussions byzantines sur le légitimisme des dirigeants algériens, comme s'il y avait une légitimité quelconque! Je pense notamment à ceux qui, par je ne sais quelle aberration, font la distinction entre l'application des institutions -et de leur respect- d'une part, et la pratique du pouvoir et les gens constituant ce même pouvoir d'autre part. Mais sans remettre totalement en cause (jusqu'à une date récente) tout le système: un système fascisant les masses et fasciste dans son essence.

Cela dit, je mets en garde tout parti politique gouvernemental ou d'opposition qui tente par des manoeuvres habiles de recupérer la revendication légitime des Berbères pour l'utiliser à ses propres fins quitte à la vider de son contenu demain et taxer par la suite les Berbères de "régionalistes, séparatistes", comme cela s'est déjà produit par le passé. Si nous avions été (nous les Berbères) les mercenaires des uns et des autres à un moment donné, cette époque et cette mentalité sont à jamais révolues.

De même, je profite de l'occasion offerte par un nouveau support (1) d'information pour rappeler notre attachement à une véritable démocratie: dialogue ouvert, respect des opinions, libertés sans entraves, etc. mais aussi pour affirmer notre volonté de maintenir le "mouvement" berbère autonome; c'est-à-dire sans inféodations aucune envers tout parti politique d'Etat ou d'opposition.

Cet avertissement en guise de préambule étant fait, passons au problème de la langue berbère proscrite dans son propre pays: l'Algérie. Au préalable, un survol historique rapide est nécessaire, tout au moins pour ceux qui se posent des questions telles que: Qui sont les Berbères? D'où viennent-ils? Où sont-ils et combien?

Dire que les Berbères sont les plus grands, les plus forts, les plus beaux comme l'ont écrit certains à la suite d'Ibn Khaldoun; dire qu'ils ont une intelligence de même nature que les Européens, donc plus proche des Occidentaux, etc. (2); dire qu'ils sont frappés d'une inaptitude congénitale à s'organiser, s'unifier et créer un Etat comme l'ont écrit G.H. Bousquet et ses prédécesseurs (3). Donc, dire tout cela et bien d'autres inepties semblables relève tout simplement de la psychiatrie! Que l'on soit les meilleurs ou les plus grands débiles, qu'est-ce que cela peut bien nous importer! Ce qui nous importe, c'est notre situation actuelle dans un contexte économique et socio-historique donné et notre capacité d'y faire face; d'y répondre.

Non, le peuple berbère est un peuple comme tant d'autres avec ses qualités et ses défauts; ses victoires et ses défaites; il n'est ni meilleur ni mauvais par rapport à d'autres peuples. Il fut, il est, il demeure. Peut-être étonnera-t-il encore une fois; rien n'est joué. Qui est-il, d'où vient-il ce peuple? Ce sont là bien des questions qui peuvent se poser à tout peuple et pas seulement au peuple berbère. Pose-t-on ces questions quand il s'agit d'Arabes? D'où vient cette arrogance ou cette ignorance que l'on s'interroge sur des peuples mais pas d'autres?

L'important pour nous est que le peuple berbère existe; il est là; il est présent. Que nous importe qu'il vienne du désert de Kalahari ou du Spitzberg, de Mongolie ou de l'"Atlantide"! Oui, l'important est que ce peuple existe au présent, revendicant ses droits; parce qu'il est majeur, mûr pour une réelle démocratie, n'en déplaise à ceux qui pensent "qu'il a encore besoin d'être gouverné par une autorité forte et centralisatrice..." Encore la trique! Ce peuple est là, debout, avec sa langue plus dynamique, plus vivante que jamais, prêt à affronter la fin du XXè s. en recupérant toutes ses facultés, en recouvrant son identité nationale, en assumant son héritage et son destin.

Le peuple berbère est là. A-t-il besoin d'une autre preuve? A-t-il besoin d'un certificat d'existence pour exister? On l'a déclaré mort, minorité, disparu mais son hurlement est là pour attester le contraire. Ce cri est là, déchirant, polyglotte, pousser en berbère, en arabe populaire, en français disant simplement: je suis là, vivant, debout et je vaincrai! Sa preuve d'existence, c'est la conscience qu'il a de soi et de sa culture (4) d'une part, et les obstacles et la répression qu'il rencontre pour son plein épanouissement d'autre part. Ces obstacles ont le visage de la dictature, du parti unique, des organisations de masses fétiches assurant la police au nom du F.L.N., d'une arabisation classique outrancière, d'un Islam utilisé dans ce qu'il a de rétrograde, arrogant et haïssable, etc.

Si le peuple berbère est donné ici comme un groupe monolithique il ne faut pas se leurrer. Il s'agit ni d'une minorité "noyée" dans un emsemble qui la dépasse, ni d'une "race"; celle-ci au sens scientifique du terme, appliquée à l'humanité, n'existe nulle part. D'après les historiens les moins controversés aujourd'hui, le peuple berbère est composé d'un brassage de populations (d'ailleurs aucun peuple n'est exempt d'un tel brassage) qui s'est stabilisé au néolithique -entre 5000 et 2500 av. J.C.-, sur un vieux fond paléoméditerranéen et de deux groupes méditerranéens venant tous deux d'Asie Occidentale mais entrant en

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

Afrique du Nord par deux voies différentes, l'un par le Nord-Est où il a eu tendance à blanchir et l'autre par le Sud-Est, ayant fait un détour par l'Afrique Orientale où il s'est métissé de Noirs.

Contrairement à ce que l'on a écrit, les Berbères n'ont pas attendu les Phéniciens pour pratiquer l'élevage et l'agriculture, l'écriture et la construction de chars. En effet, l'archéologie témoigne que ni le blé, ni l'olivier, ni le figuier, ni la vigne ne sont d'importation phénicienne. La sédentarisation est un fait bien antérieur au 1er millénaire, et l'hydraulique ne doit pas plus aux Phéniciens qu'aux Romains. Bien avant l'arrivée de ces deux peuples, les Berbères connaissaient le cheval et le dromadaire. De même que les Berbères n'ont pas accompli un "saut" dans l'histoire. La découverte de gisement de cuivre et d'étain l'existence de chars, connu bien avant la venue des phéniciens et dont la construction nécessitait l'utilisation des métaux, enfin la découverte des gravures rupestres détruisent la thèse de ST. Gsell selon laquelle les Berbères auraient "sautés" l'âge du cuivre et du bronze. Enfin, ce n'est pas l'introduction de techniques nouvelles mais la concurrence politique qui obligea les Berbères à intensifier l'agriculture prise sur des pâturages et les territoires du Sud.

De l'oasis de Siwa, à l'ouest de l'Egypte, aux îles Canaries, et de la Méditerranée à la boucle du Niger, s'étend l'immense région qui fut, et demeure l'habitat naturel des Berbères. Des preuves linguistiques et sociologiques l'attestent de nos jours. De même l'archéologie, l'anthropolie, la toponymie, nous confirment la présence de l'homme berbère en ce vaste domaine bien des millénaires avant notre ère. Aujourd'hui, sur cet ensemble (Mali, Niger, Sénégal et pays limitrophes non inclus) vivent près de 48 millions d'habitants dont 20 millions s'expriment encore dans l'un des parlers berbères. De même qu'il faut rappeler avec insistance que les 28 millions d'habitants, que l'on considère ordinairement d'"Arabes", ne sont que des Berbères arabisés. Quant à la langue (l'arabe populaire) parlée par ces arabophones c'est une langue berbère dans sa forme et ses structures grammaticales et syntaxiques et lexicalement plus ou moins arabe à 70%, le restant étant constitué de mots berbères et nord-méditerranéens.

D'après les statistiques récentes, il y aurait 30% de berbérophones en Algérie soit 6 millions, Ils sont concentrés en Kabylie, dans les Aurès. On avait calculé une proportion de 38% dans l'ancien département de Constantine, 37% dans celui d'Alger, 10% dans celui d'Oran (5). Que penser de ces statistiques? Chacun sait que l'on peut faire dire aux chiffres ce que l'on veut. Surtout quand on sait par qui sont fait ces recensements et pour qui. Inversement, nous savons quelle est l'attitude de l'enquêté par rapport à l'enquêteur. Ce qui serait à la limite surprenant, c'est qu'il y ait encore 30% de berbérophones! C'est-à-dire 6 millions de personnes auxquelles on a pas pu leur faire dire qu'elles étaient "Arabes". Mais ne nous trompons pas, ce n'est qu'une question de temps et d'arabétisation, et il n'y aura plus de Berbères, à moins que... A moins que le peuple algérien ne se ressaisisse d'ici là et n'impose sa vérité.

Quant à l'histoire, sans remonter à l'âge de la pierre, disons que dès le XIIè s. avant notre ère, les Lebous (ancêtres des Libyens actuels) envahissent l'Egypte. Et au moment où des pharaons Libyens (Berbères) dominent l'Egypte entre -1000 et -700, les phéniciens s'installent modestement sur un petit monticule rocheux (ce qui deviendra Carthage plus tard) vers -814. Toute la partie qui va suivre est souvent extraite de : A.Laroui -l'Histoire du Maghreb. Essai de synthèse- (6).

La longue période qui commence au 2è millénaire et se termine au VIIè s. ap. J.C., n'est connue qu'à travers la littérature gréco-latine. Les Berbères sont l'objet d'une connaissance doublement indirecte, ils sont perçus à travers les yeux Carthaginois, eux-mêmes réflétés par ceux des Romains et deviennent les comparses d'une histoire qui se déroule sur leur terre. Mais on pourrait étendre l'opinion de A.Laroui à la deuxième époque, celle qui va du VIIè s. à 1930 date

Bibliothèque de Darris Negadi

à laquelle des historiens nord-africains tentent timidement de s'assumer en tant que tels mais cependant suffisamment malhonnêtes ou "bloqués" qu'ils n'osent s'attaquer à l'époque arabe. Tout comme A. Laroui qui, autant impitoyable pour les époques antérieures, se montre d'une prudence presque complice dès qu'il s'agit de l'époque la plus sinistre: la colonisation arabe.

Dans tous les livres consacrés à cette période, c'est toujours de Rome qu'on parle. Et, par une illusion optique, on donne à la présence romaine une durée minimale de X siècles, ce qui par la suite laisse le lecteur ébahi devant la rapidité avec laquelle son empreinte s'est effacée. Et comme on ne prête qu'aux riches, toutes trouvaille est d'emblée mise au crédit des Romains.

C'est une longue période durant laquelle le Maghreb, pur objet, ne peut être vu que par les yeux de ses conquérants étrangers. On aime à le représenter comme une terre de dispute entre deux entités, partout présentes et jamais définies: Occident et Orient, dont les religions chrétienne et islamique, les langues latine et arabe ne seraient que des manifestations. Et à partir du IIIè s. ap. J.C. l'Eglise chrétienne prend à bien des égards le relais de la romanité.

En tout état de cause, le fait national ou social reste saisi négativement et, malgré soi, on fait d'abord l'histoire de l'Eglise avant celle du Maghreb chrétien, c'est toujours de l'histoire impériale qu'il s'agit. L'habitant autochtone on le devine sur les saltus ou payant l'anone, on le sent cerné dans les Aurès ou refoulé au-delà du limes, mais on ne le voit jamais; on ne le connaît pas, on ignore tout de lui. Sans doute devons-nous nous estimer heureux qu'ait subsisté l'ombre de sa présence, mais nous ne devons nullement nous laisser éblouir par la fausse richesse qui gonfle l'histoire maghrébine par celle de Rome.

Sur cette longue période, les historiens modernes, ceux de la période coloniale française, se divisent en deux tendances:

1- Une vision absolue. Les Maghrébins, laisse-t-on entendre, trainaient encore dans un paléolithique pauvre et attardé, et ils durent aux Carthaginois d'être mis au contact des acquis de la civilisation orientale. Mais c'était insuffisant pour en faire des civilisés. C'est pourquoi lorsque les Romains arrivent en Afrique, les Maghrébins sont loin d'avoir acquis les fondements nécessaires à une intégration dans la cité romaine; aussi une période d'apprentissage était-elle indispensable. Au sujet de cette période d'"apprentissage" il y a quelques divergences entre les tenants du punique et ceux qui auraient souhaité que Rome fit table rase du passé oriental pour imposer sa civilisation dès le début.

Quant aux guerres et révoltes? Entêtement des Barbares répond-on. Quant aux motifs de l'intervention et la présence romaine? Le sens du devoir et l'altruisme répond-on. Tout serait idyllique si ce n'était la fin: c'est un fait que la romanité du IIIè au VIè s., traîne dans une longue agonie. L'explication est trouvée dans la psychologie et les fautes politiques. "Il n'y a pas de peuple sur lequel la servitude de la routine pèse plus lourdement", dit St. Gsell et il ajoute: "Dès l'antiquité, on nous les (Berbères) montre tels qu'ils ont toujours été: inquiets, mobiles, turbulents, prompts à la colère et à la révolte."

Rome n'a pas assez conquis, pas assez peuplé pense E. Albertini... Et pensant au XXè s. St Gsell écrit dans sa conclusion: "La conquête morale du pays s'imposera donc d'une manière aussi nécessaire que la conquête matérielle." E. Albertini est plus explicite: "C'est la crise économique (la misère) qui poussa les gens à retourner à l'ancienne sauvagerie." On comprend dès lors pourquoi J.Soustelle, gouverneur de l'Algérie, donna l'ordre, en 1955, de republier ce livre écrit en 1922 (L'Afrique romaine, E. Albertini, Alger, 1955), les conclusions concordant avec les principes de sa propre politique.

www.asadlis-amazigh.com

2- Une voie libérale. Pour ces historiens, la période de punicisation n'est pas un "apprentissage" nécessaire mais le résultat d'une politique: Rome détruit Carthage pour empêcher Massinissa de s'en emparer et de devenir une puissance méditerranéennne. Bien qu'on puisse encore discuter s'il (Massinissa) a servi Rome ou s'il s'en est servi. Mais les Berbères sont vus comme le sont toutes les victimes de tous les systèmes oppressifs; c'est par référence aux mythes de la tradition républicaine que tout est vu: Circoncellions et ouvriers agricoles à travers Jacobins et Sans Culottes, Donatistes et catholiques à travers le Bas et le Haut clergé. De même que les Berbères ne sont que l'expression négative d'un système oppressif, les révoltés ne dénotent ni conscience nationale ni conscience sociale. Au-delà du limes, liberté signifie barbarie sans avenir. Hors de Rome point de salut.

Ainsi Ch.A.Julien qui a toujours refusé de voir en Jugurtha un chef autonomiste qui tenta dans un effort conscient d'unir tous les Berbères dans une guerre patriotique et J.P. Brisson écrit au sujet des Donatistes; "Ce n'est pas parce qu'ils étaient Berbères, c'est parce que, de plus en plus gênés dans leur économie naturelle pour la fraction qui était nomade, souffrant de plus en plus de la crise générale de l'époque pour ceux qui avaient accepté une sédentarisation plus ou moins complète dans le cadre d'une mise en valeur intensive du pays, les Berbères constituaient la couche la plus défavorisée de l'Afrique romaine.

Quelles soient vues en positif ou en négatif toutes les perspectives sont coloniales et l'idéologie nationaliste n'a rien inventée sur ce plan. Les Nord-Africains modernes ne sont nullement intéressés par la période en question; ce fut là une grave erreur. Chaque jour davantage nous nous rendons compte de la nécessité de questionner le passé sur les deux phénomènes qui hantent notre vie politique et intellectuelle: le retard historique et sa compensation. On ne saurait critiquer avec trop de sévérité un désintérêt qui n'a d'autre signification que celle d'une immaturité culturelle et nationale. Ce manque d'intérêt n'est pas hélas! sans conséquences, car c'est dans l'étude de cette partie du passé maghrébin que toutes les déformations trouvent leur origine.

Ce désintérêt dénoncé par A. Laroui est conscient, délibéremment voulu tant en ce qui concerne l'histoire ancienne que récente. La preuve en est cet article paru dans "Révolution Africaine" n° 665 du 17-23/11/1976

> "... L'histoire écrite en lettre de feu et de sang par les combattants du 1er Novembre ne doit pas être écrite par des étrangers et même certains Algériens qui font de la politique un commerce en vue d'exploiter cette phase historique et de l'enregistrer selon leur propre concept. Si jusqu'à présent, nous n'avons pas entamé l'écriture de notre histoire, notre intention était de mettre tout le temps nécessaire (le temps que tous les témoins disparaissent...) pour rassembler tous les documents et réunir toutes les conditions objectives afin qu'elle soit écrite en une seule fois." Allocution prononcée par H. Boumediene le 8 mai 1973 à l'ouverture du 4è congrés des anciens moudjahidine.

Telle est la vision de l'histoire vue par le pouvoir algérien: une histoire falsifiée, faite à sa mesure, telle la bible ou le coran où il ne sera pas même question de théologiser. Et Révolution Africaine de renchérir sur les propos du "prophète":

> "Ces éléments (les Algériens qui se permettent non seulement d'écrire mais de se faire publier à l'étranger pour l'appat des devises... Cet article semble attaquer, sans le nommer, Si Azzedine et son livre: "On nous appelait Fellagas") ont tout abdiqué jusqu'à leur algérianité et leur honneur. Et un jour ou l'autre, le peuple algérien leur demandera des comptes. Et ce temps n'est plus loin."

Bibliothèque de Darris Negadi

> "En tout état de cause, que les ennemis de notre pays sachent que notre histoire sera écrite par nous et nous seuls, par les militants intégrés (souligné par moi, car ce lapsus ou coquille dénote bien leur esprit) qui ont fait la révolution et qui demeurent animés par de nobles idéaux."

Comme toujours, à l'insulte (dénier l'algérianité à quiconque ne rentre pas dans leurs vues, comme s'ils en avaient le monopole de cette nationalité!) succède la menace qui, mise à exécution, viderait l'Algérie de ses habitants!

Par ces quelques propos et extraits, j'ai voulu donner une introduction au problème berbère et, en même temps, attirer la vigilange des lecteurs contre certains ouvrages ou à tout le moins les aborder avec toute la réserve possible. Voir les quelques ouvrages cités après ce texte.

Cette mise en garde contre une certaine présentation de notre histoire par les historiens étrangers ne doit pas nous faire oublier une autre remarque capitale. Pourquoi nos ancêtres: Aguellid, écrivains, philosophes, théologiens, empereurs (il y eut des empereurs romains d'origine berbère, Septime Sévère, Caracalla, etc.), n'ont-ils pas écrit? Pourquoi les Nord Africains d'hier et d'aujourd'hui n'ont-ils pas écrit ou réécrit l'histoire? Pourquoi nos ancêtres lorsqu'il s'est agi d'écrire, ont-ils d'abord chanté l'envahisseur ou tout au moins sa culture? Et quoi penser de ces souverains et personnalités berbères qui s'ingéniaiet à se forger de toute pièce une généalogie étrangère? Quant à nos contemporains, hors le fait de critiquer les périodes coloniales européennes n'ont jamais -ou si peu- osé s'attaquer en rétablissant toute la lumière sur une période toute aussi grave et obscure que la domination (même éphémère) des Arabes et de leur impérialisme culturel?

De même qu'en ce qui concerne une période relativement récente (ou les protagonistes sont encore vivants), c'est-à-dire la guerre d'Algérie. Le pouvoir interdit à quiconque d'en parler sans être traîté de traître ou de menteur! C'est cet esprit qui nous a toujours porté préjudice et permis aux autres d'écrire n'importe quoi. Ne pas admettre les différences, les particularismes, les contradictions, les oppositions qui permettent aux uns et aux autres de participer, chacun selon sa vision et ses moyens, au grand débat sur telle ou telle période historique, sur tel ou tel personnage, etc.

La vérité c'est que l'on a toujours interdit aux témoins de raconter leurs expériences telles qu'ils l'ont vécue, aux politiciens de constituer leurs propres partis politiques et exposer leurs vues, aux ouvriers de pouvoir se défendre dans des syndicats autonomes et libres, au peuple de s'exprimer librement, d'apprendre et de pratiquer sa langue, de dire son opinion sur telle ou telle politique lorsque celle-ci engage son présent et l'avenir de ses enfants. En effet, c'est dans cette attitude orgueilleuse, autoritaire, centralisatrice, que tout étouffe et éclate violemment. C'est là que réside notre faiblesse. Cette faiblesse où un personnage, ou groupe d'individus, par un coup de force, accapare le pouvoir pour en faire un usage personnel et affirme que le peuple est encore immature pour une véritable démocratie, que le régionalisme et le séparatisme guettent le peuple algérien, dire que les écrivains n'ont pas le droit d'écrire sinon chanter la gloire du régime!

Oui, c'est là notre problème et notre malheur. L'Algérie est sortie d'une exploitation coloniale pour tomber dans la dictature des "indigènes".

(1) Support dont j'ignore le nom, le but et l'appartenance politique d'où ma

www.asadlis-amazigh.com

mise en garde. Des amis (faisant partie d'un cercle qui devait lancer une revue) m'ont demandé d'écrire quelque chose sur le problème berbère. Sujet principal de leur premier numéro devant paraître en octobre 1979. Ce texte fut remis en juin de la même année. Cette revue n'ayant jamais vu le jour, j'ai repris mon texte pour le reproduire ici.

(2) Voir "Qui sont les Berbères?" par A. Rahmani in Nouvelle Acropole, N°46, février 1979.

(3) G.H.Bousquet : "Les Berbères", Paris, PUF,1974. (coll. "Que sais-je?")

(4) Le mot culture est pris ici dans le sens que lui donnent les anthropologues. C'est-à-dire, l'ensemble de tous les comportements socialement acquis et transmis avec toutes les oeuvres qui en sont les manifestations: comportements techniques (dont les techniques du corps), pratiques économiques, cognitives, artistiques (y compris les manifestations les plus humbles et les plus momentanées de la pulsion esthétique), juridiques au sens large du terme (modes de groupements, relation de parenté, etc.) idéologiques (religion, etc.).

(5) Maxim Rodinson: "Les Arabes", Paris, PUF, 1979.

(6) A. Laroui :"Histoire du Maghreb. Essai de Synthèse", Paris, Maspéro, 1975,

---

OUVRAGES A CONSULTER

- C.R. Ageron : "Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)", Paris, PUF, 1968
- ——— : "Histoire de l'Algérie contemporaine", Paris, PUF, 1974
- M. Benabou : "La résistance africaine à la romanisation", Paris, Maspéro, 1976
- M. Gaïd : "Aguellids et Romains en Berbérie", Alger, SNED, 1972
- C.A. Julien : "Histoire de l'Afrique du Nord", Paris, Payot, 1953, 2 vol.
- ——— : "Histoire de l'Afrique contemporaine", Paris, PUF, 1964
- ——— : "L'Afrique du Nord en marche", Paris, Julliard, 1953
- ——— : "Histoire de l'Afrique blanche", Paris, PUF, 1976
- M. Hours-Median : "Carthage", Paris, PUF, 1971
- Ibn Khaldoun : "Histoire des Berbères", Paris, Geuthner, 1968-69, 4 vol.
- A. Laroui : "Histoire du Maghreb. Essai de synthèse", Paris, Maspéro, 1975
- A. Lacheraf : "Algérie, Nation et Société", Paris, Maspéro, 1976
- L. Valensi : "Le Maghreb avant la prise d'Alger", Paris, Flammarion, 1969

REVUES A CONSULTER

- ⴰⵙⵖⴻⵏ - LIEN n° 1,2,3 et 5,6
- Bulletin d'études berbères publ. du Groupe d'Etudes Berbères de Vincennes
- Tisuraf , nouvelle publ. du même GEBV, Univ. Paris VIII

C.:Σ

APERÇU HISTORIQUE

Nous devons cet "aperçu historique" à O., étudiant berbère algérien de Grenoble.Comme tout résumé, il est bref et succint que l'on ne s'étonnera donc pas si certains aspects sont trop condensés. Par contre il a le mérite de présenter globalement l'histoire de la Berbérie depuis la plus haute antiquité jusqu'à l'arrivée des Turcs. Nous espérons que son exemple servira à d'autres lecteurs qui nous feront parvenir d'autres études plus détaillées sectorielles ou d'ensemble.

LE PAYS ET LES HOMMES

Les Berbères constituent historiquement le peuplement le plus anciens de l'Afrique du Nord. Leur présence y est attestée bien avant le 4è millénaire av. J.C. Les Berbères ne sont pas un groupement racial ou ethnique mais forment une unité culturelle et linguistique. Leur aire d'habitat est très vaste, elle s'étend d'ouest en est depuis les îles Canaries (Atlantique) jusqu'à l'oasis de Siwa (ex. Ammon) en Egypte, et du nord depuis la Méditerranée jusqu'au fleuve Niger.

Cultivateurs au nord, la zone humide avançait alors profondément dans le sud, pasteurs dans ce qui est aujourd'hui un désert et qui fut une zone de steppe et de savane (les peintures rupestres du Tassili en témoignent), les Berbères vivaient en tribus soit dans des demeures mobiles montées sur roues pour les pasteurs, soit à l'intéruer de villages fortifiés. Ils n'étaient soumis à aucun pouvoir central. La propriété des terres et des troupeaux était collective.

Les céréales, l'"olivier et le figuier ne semblent pas avoir été introduits par des étrangers mais sont vraisemblablement des cultures autochtones et cela comme tendent à le prouver les récentes découvertes en anthropologie, en archéologie.

L'utilisation du cheval nous est signalée dès le 2è millénaire av. J.C. lors des expéditions des Garamantes contre l'Egypte. La religion des Berbères était à la fois africaine et commune à beaucoup de peuples méditerranéens de l'époque : c'était une religion animiste et agraire. Le rituel était rythmé par les saisons, le jour et la nuit. Dans le culte de la terre figuraient le taureau, le bélier, les esprit qui hantent et protègent les sources, les pierres, les arbres, etc... Le culte solaire égyptien s'ajouta à ces croyances: Ammon Dieu solaire.

LES ROYAUMES BERBERES

En dépit du relief accidenté de la Berbérie et de la rareté des voies de communications, des liaisons soutenues existèrent très tôt entre les différentes régions du pays. De vastes royaumes se constituèrent et il arriva même que toute la Berbérie fut unifiée sous l'autorité d'un seul Etat.

Du 9è s. av. J.C. jusqu'au 5è s. av. J.C., tant que les phéniciens étaient peu nombreux et pas menaçants, les Aguellid berbères se contentèrent de percevoir un impôt de Carthage. Mais dès que Phéniciens et Romains entrèrent en conflit pour

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

l'hégémonie de la Méditerranée au détriment de la Grèce (guerres puniques) des royaumes autochtones se formèrent. C'est ainsi qu'apparurent d'Ouest en Est : le royaume de Maurétanie qui englobe l'actuel Maroc jusqu'à la limite ouest de l'Oranie; celui des Massaesyles qui englobait le tell oranais, l'Algérois et les hautes plaines jusqu'à Sétif; et enfin celui des Massyles qui comprend le Constantinois et une grande partie de la Tunisie: Carthage, avant sa chute, ne contrôlait plus que la partie nord-est de la Tunisie.

L'histoire de la formation de ces royaumes est encore mal connue et le peu qu'en ont écrit Romains et Grecs ne concerne que la partie orientale (là où ils ont installé leur colonie) de la Berbérie: plus connue parce que plus intégrée au commerce méditerranéen. Mais là encore c'est davantage l'histoire de l'occupant qui est donnée plutôt que celle des Berbères. Celle-ci reste à faire...

A la mort de son père, Gaya roi des Massyles, Massinissa va se tailler, en jouant sur la rivalité entre Rome et Carthage, et au détriment de cette dernière et de son cousin Syphax (souverain numide), un vaste empire qui s'étendra progressivement depuis le Maroc jusqu'à la Cyrénaïque.

Pour ce faire Massinissa a dû heurter les structures et l'idéologie communautaires basées sur la propriété collective des terres et des troupeaux, la coopération et l'égalité - cela dans les plaines côtières du moins et autour des villes où la chose fut relativement aisée. Depuis longtemps, en effet, et sous l'influence de Carthage et de son commerce, les structures communautaires de proprité étaient sérieusement entamées. L'apparition de privilégiés accaparant le surproduit de la communauté rendait le principe d'égalité entre clans d'une même tribu et illusoire la démocratie qui régnait dans les assemblées. C'est ainsi qu'il devint fréquent que le représentant de la famille ou du clan le plus riche fut choisi comme patriarche de la tribu ou du village. En cas de danger imminent plusieurs villages ou tribus s'unissaient en désignant comme chef celui de la famille la plus puissante. La famille de Massinissa en était une.

Première entorse au système de transmission du pouvoir par filiation agnatique, Massinissa prit le titre de Aguellid (roi) qui revenait à un de ses oncles plus âgés. Puis à l'exemple des princes puniques, il rendit son pouvoir héréditaire. Lui succéderont et arriveront, en dépit des appétits de Rome et de sa politique de division, à maintenir ou restaurer l'empire de leurs pères, Micipsa, Jugurtha et Hiarbas.

PHENICIENS ET ROMAINS

Après le déclin des peuples de la mer Etrusques et Crétois, un peuple de marchands venus du Liban vers la fin du XIIè s. av.J.C., les Phéniciens vont peu à peu supplanter les Grecs dans le bassin occidental de la Méditerranée et se retrouver progressivement face à la puissance impérialiste montante de Rome.

D'abord escales sur la route de l'argent d'Espagne, les comptoirs phéniciens de la côte africaine (où s'effectuait le troc) devinrent très vite des villes importantes comme Rusicade (Skikda), Rusuccuru (Dellys), Rusguniae (Matifou), Cartennae (Ténes)... Mais de toutes ces villes, c'est Carthage qui se développera le plus et étendra progressivement son hégémonie jusqu'à ébranler la puissance romaine dans cette région du monde.

Tant que Carthage fut puissante elle se tourna vers la mer et le commerce méditerranéen, délaissant l'intérieur du pays, trouvant plus profitable de payer tribut aux rois berbères mais réalisait de substanciels bénéfices des échanges effectués avec les Berbères. Mais après son recul en méditerranée et sa défaite à Himère davant les Grecs au Vè s. av. J.C. Elle va entreprendre la colonisation de la Numidie.

Cette colonisation va d'abord maintenir et s'appuyer sur la bourgeoisie berbère. Mais très vite, la République aristocratique des marchands succédant au pouvoir royal va entreprendre la spoliation des grandes terres de l'intérieur au profit de la classe marchande relativement ruinée par son éviction du marché méditerranéen. En imposant aux populations qu'elle soumet à l'esclavage, la monoculture du blé, elle fut la première initiatrice d'une économie spécialisée et entièrement tournée vers l'exportation. De plus là où sévissait son pouvoir, elle porta des coups sérieux aux structures communautaires et tribales. Elle entreprit même des déportations massives de populations. L'introduction de l'esclavage bloqua tout progrès dans la technologie agricole.

LA COLONISATION ROMAINE -146

Elle fut progressive, hésitante et contradictoire. L'intérêt premier de Rome était de détruire Carthage afin d'éliminer toute menace à l'expansionnisme de Rome. C'est ainsi que Carthage fut détruite en 146 av.J.C. par Scipion Emilien et l'appui des troupes numides.

Les guerres que se livrèrent Carthaginois et Romains pour l'hégémonie en méditerranée (voir les guerres puniques) finirent à l'avantage de ces derniers par la chute et la destruction totale de Carthage (toutes les raisons invoquées n'expliquent ni ne justifient un tel acte hautement barbare et criminel. A moins qu'il ne fut dicté par une terrible haine et une peur incroyable de la part des Romains qui par cet acte voulaient donner une leçon à quiconque s'opposait à leur desseins mais aussi saper les fondement d'un futur empire berbère et limiter les ambitions de Massinissa). C'est à cet époque que les Romains prirent pied en Afrique du Nord en occupant d'abord les territoires de Carthage puis progressivement toutes les grandes cités berbères exception faite des montagnes, des zones steppiques du centre, de l'Ouest et du désert.

Ils établirent un limes (lire limès) tout le long de leurs colonies et installèrent aux points stratégiques des colons-soldats qui devaient défendre l'empire contre les invasions berbères non "pacifiés" lesquelles furent fréquentes. Ils installèrent aussi quelques avant-postes militaires au-delà du limes.

Les Romains ne créèrent pas beaucoup de nouveaux centres de colonisation et se contentèrent d'établir des colonies dans les cités puniques et berbères pré-existantes. Partout où cela fut possible, les Romains préférèrent l'administration indirecte. Les tribus berbères sous leur contrôle avaient à leur tête un chef nommé par Rome mais dont le titre et le pouvoir devint héréditaire. L'assemblée des anciens n'avait plus qu'un rôle consultatif.

La politique de confiscation des terres entreprises par Carthage va se poursuivre sous les Romains. De grandes propriétés furent distribuées aux sénateurs ou intégrées domaine impérial. Des tribus entières furent déplacées et cantonnées dans des terres incultes. Le refoulement des tribus toujours plus au sud accroît la population nomade. Les paysans qui restèrent sur leurs anciennes terres furent réduits au rôle d'ouvriers agricoles. Ils étaient doublement exploités par les fermiers (qui louaient leurs terres) et par les propriétaires. Des intendants, représentant le maître, étaient chargés de recupérer la récolte pour le compte des fermiers. Ils avaient à leur disposition une police et un appareil bureaucratique...

La Numidie s'orienta de plus en plus vers la monoculture de céréales et fournissait à Rome les deux tiers de sa consommation en blé. La Numidie alimentait encore Rome en huile, vin, marbre, bois et cuivre. Cette politique d'exploitation forcenée entraîna une destruction de l'environnement par la réduction des surfaces boisées au profit de la céréaliculture ce qui favorisa l'érosion des sols et entraîna des bouleversements dans le climat (diminution des précipitations).

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

Si Carthaginois et Romains communiquèrent leur savoir-faire dans le domaine agricole, c'était surtout en vue d'une meilleure exploitation de leurs colonies. C'est ainsi que les quelques ouvrages hydrauliques qu'ils réalisèrent intéressèrent d'abord les cités fondées ou occupées par eux.

Quant à la culture punique ou romaine elle ne toucha qu'une frange de la population, celle qui vivait dans les cités ou alentour et une élite berbère. La grande masse de la population berbère garda sa langue et sa culture propres.

RESISTANCE BERBERE AUX CARTHAGINOIS ET ROMAINS

Elle souffrit dès le départ de la division. Rome, comme Carthage, sut susciter et utiliser les antagonismes entre les différents princes berbères. C'est ainsi que Carthage utilisa Syphax contre Massinissa et Rome se servit de Massinissa contre Syphax et Carthage.

Carthage réprima durement la révolte des mercenaires berbères commandés par le Lybien Matho en faisant intervenir les Berbères de Naravase. C'est avec le secours de l'armée numide de Massinissa que Rome défit l'armée d'Hannibal à Zama. Défaite qui accéléra la chute de Carthage et laissa aux Romains les mains libres en Afrique du Nord. Ce sont encore les redoutables fantassins et cavaliers berbères qui serviront en Espagne et en Gaule pour la grandeur de Rome! Rome qui redoutait la naissance d'un empire numide fort ne permit pas à Massinissa de mener une politique indépendante. Massinissa, en adoptant le modèle politique et économique carthaginois, se coupa des tribus berbères de l'intérieur et ne sut s'appuyer sur elles dans sa volonté de rendre l'"Afrique aux Africains" (comme il aimait à le répéter). Sous son règne, la Numidie était déjà le grenier à blé de Rome. Là aussi, les avis d'historiens sont partagés quant au rôle véritable de Massinissa: s'il servit le peuple berbère ou plutôt Rome.

A la mort de Massinissa, Rome tentera de pousser au partage son royaume entre ses trois fils, mais l'un d'eux Micipsa réussit à le préserver uni. Son successeur Jugurtha, lutta durement pour maintenir l'indépendance de la Berbérie et empêcher le démembrement de son royaume. Il sut tirer profit des luttes internes romaines, utiliser la corruption et la vénalité des sénateurs romains; mais le répit fut de courte durée. Il dut soutenir une guerre longue et impitoyable de sept ans contre les Romains. Il ne succomba que sous la trahison de son beau-père, Bocchus 1er roi de Maurétanie.

Après sa défaite et durant un demi siècle, la Berbérie fut divisée en quatre royaumes ayant à leur tête des rois fantoches. Hiarbas, un petit fils de Massinissa, réussit pour la dernière fois, à la faveur des rivalités au Sénat, à reconstituer le Royaume de Numidie. L'armée romaine le renversa. Désormais s'ouvrira l'ère des rois collaborateurs et ce jusqu'à l'arrivée des Arabes.

LUTTES ET RESISTANCES **POPULAIRES** : Le Donatisme et les Circoncellions.

Pendant les cinq siècles que dura l'occupation romaine, les tribus dépossédées ne cessèrent de se révolter contre la misère et la lourdeur des impôts. De grandes insurrections eurent lieu dont certaines nécessitèrent l'intervention des plus grands généraux de l'empire : l'empereur Maximilien lui-même entra en Kabylie.

Le christianisme avait gagné très tôt l'Afrique du Nord et s'était répandu dans les couches populaires des grandes cités. Au IVè s., un schisme éclata au sein de l'Eglise africaine autour de Donat, évèque de Carthage. Les Donatistes s'opposaient à l'Eglise officielle de Rome, compromise avec le pouvoir impérial, et se voulaient plus rigoristes et égalitaires.

Dès lors l'opposition à Rome, sous couvert de religion, va se renforcer avec le mouvement des Circoncellions (que M. Lacheraf compare aux Chertias du 19ès.) qui était, lui, uniquement social et économique au départ. C'était un soulèvement armé de paysans sans terre réduits au chômage par le développement de l'esclavage. Ce soulèvement des donatistes et des circoncellions dura deux ans durant lesquels

les fermes furent brûlées, les récoltes emportées et partagées, les colons massacrés. Mais la répression fut impitoyable. Les donatistes furent pendant longtemps encore persécutés comme hérétiques (rappelant qu'à cette persécution Saint Augustin y contribua largement). Lui qui confesse tout sauf sa berbérité comme aime à le rappeler à juste titre M. Redjala.

LA CONQUETE MUSULMANE (647-750)

La période byzantine qui suivit celle des Vandales (ceux-ci ne restèrent en Afrique du Nord que 80 ans) se voulut une restauration de l'empire romain. Ce fut en fait un siècle de décadence et de troubles jalonné par des insurrections nombreuses des Berbères qui ne supportaient pas l'exploitation effrénée à laquelle ils étaient soumis.

Byzance, que ruinait les guerres contre l'empire perse, cherchait dans ses possessions africaines surtout à financer son effort de guerre. D'où une surexploitation des paysans et des impôts plus lourds. Les luttes internes au pouvoir byzantin et le renouveau du donatisme achevèrent de l'affaiblir en Afrique du Nord.

Un peu partout des royaumes berbères indépendants s'étaient constitués. C'était le cas dans les Aurès et dans la région de Tiaret (civilisation des Djeddar). Bien que considérée encore comme la plus prospère des possessions byzantines, la Berbérie fut en retrait des grands échanges économiques internationaux de cette époque. C'est dans ce contexte que vont apparaître pour la première fois les Arabes en Afrique du Nord en l'an 647.

Après des échecs cuisants et des tentatives hésitantes (luttes internes au pouvoir de Damas) ce n'est qu'en 683 qu'une grande armée commandée par Oqba Ibn Nafi en décida la conquête. Il commença par se constituer une base logistique en fondant Kairouan. La période pendant laquelle Oqba fut relevé de son commandement permit à la résistance berbère, divisée au départ, de se regrouper autour de Koceïla. On ne sait par quel processus (faute de documents) mais le fait demeure que Koceïla avait pu unir sous son commandement les Berbères depuis l'Atlantique jusqu'au golfe de Syrtes. De plus, et contrairement à certaines interprétations, les Berbères ne furent pas en la circonstance les exécutants des desseins byzantins mais au contraire les véritables maîtres de leur politique . C'était au contraire les Byzantins affaiblis qui servaient d'auxiliaires dans l'armée berbère.

Oqba Ibn Nafi, de nouveau en Afrique, va entreprendre sa fameuse chevauchée, jalonnée de dures combats, de crimes et de razzias contre les populations vaincues, qui le mènera jusqu'à l'Atlantique. Il fut tué sur le chemin du retour et son armée exterminée aux environs de Biskra par les hommes de Koceïla qui prit Kairouan et l'occupa cinq ans. L'armée berbère fut vaincue et Koceïla tué en 688. Mais la résistance berbère fut encore longue.

Elle fut reprise autour d'une reine des Aurès de la tribu des Jeraua connue sous le pseudonyme de la Kahina. Elle défit l'armée arabe commandée par Hassan ben En-No'mane sur les hauts plateaux de l'est. Mais aux dires des historiens, elle s'aliéna les tribus berbères des plaines en pratiquant la stratégie de la terre brûlée et son armée affaiblies fut défaite. Elle-même fut tuée et sa tête envoyée en cadeau en Orient.

L'ère de la résistance organisée s'acheva. La "pacification" se fera désormais de deux façons. Par la force dans un première étape.

Les premières conversions arrachées sous le glaive étaient éphémères. On dut recourir à l'argument économique en instituant un impôt territorial aux non-musulmans -le kharaj- et un impôt de capitation -jiziya- . Pour échapper à l'impôt personnel, les Berbères durent se convertir en masse. Selon l'historien arabe, En Nowéri

le gouverneur arabe de la Berbérie, Yazid, au mépris de la loi coranique, attiré par le gain, continua d'exiger la jiziya (impôt personnel) même aux convertis.

S'ajoutaient à ces injustices, des exactions multiples qui finirent par entraîner des révoltes dont quelques unes s'étendirent à tout le Maghreb. Yazid fut tué. Des révoltes survinrent et se repercutèrent en Espagne et se firent cette fois au nom d'un islam plus rigoriste.

Moussa Ibn Noçaïr s'efforça par contre de faire des conversions plus conformes à l'esprit du coran qui affirmait en principe l'égalité de tous les croyants devant Dieu.

Les succés de l'islam en Afrique du Nord ont pu être expliqués par diverses raisons: les Arabes n'ont pas touché à l'organisation économique et sociale communautaire des Berbères. L'islam, religion sémitique, avait trouvé un terrain favorable chez les Berbères des plaines, familiarisés avec les croyances d'un autre peuple sémite que furent les Phéniciens. Le christianisme, autre religion sémite, grâce au donatisme, propérait encore à l'arrivée des Arabes et ce depuis cinq siècles, était encore proche des préceptes de l'islam.

Enfin en associant les Berbères à leurs conquêtes, les Arabes les détournèrent vers d'autres adversaires. C'est ainsi que les Berbères, à peine convertis, se lancèrent à la conquête de l'Espagne sous le commandement du général berbère Tarik Ibn Ziyad (qui laissera son nom au détroit de Gibraltar -Djebel Tarik).

LE KHARIDJISME 750-900

Désormais l'opposition berbère au pouvoir central arabe s'exprimera à travers les schismes que connut l'islam à ses débuts.

Le kharidjisme tire son origine d'un conflit qui opposa les partisans de Ali Ibn Abi Talib, gendre de Mahomet, à Mou'awiya à propos de la succession khalifale.

Les kharidjites qui étaient pour le principe plébicitaire, conformément à l'esprit égalitaire de l'islam originel, marquèrent leur désapprobation en se retirant d'où leur nom "khawaredj" (sortant). Quelques uns d'entre eux arrivèrent au Maghreb, leur doctrine trouva un terrain favorable chez les Berbères:

- à la fois parce qu'elle était conforme à l'idéologie communautaire égalitariste des Berbères;
- parce qu'elle constituait une opposition au pouvoir central de Damas puis de Bagdad.

La persécution contre les kharidjites, pour hérésie, fut impitoyable. Mais ceux-ci réussirent à créer des villes-Etats aux carrefours des grands axes commerciaux qui étaient libéré de toutes les contraintes territoriales de l'emprise musulmane.

Sijilmassa, Tlemcen, Kairouan furent des villes prospères mais c'est Tahert qui connut l'expérience la plus originale. Le kharidjisme ibadite beaucoup moins dogmatique que le çofrite va favoriser le développement du commerce et de la classe marchande:

- en allégeant le système fiscal au nom de l'intégrité islamique dans le gestion du trésor public;
- par la tolérance qui caractérise les Ibadites qui permettra aux non-ibadites (aux non-kharédjites) de venir commercer à Tahert de tous les coins du monde musulman.

De fait Tahert fut très prospère et ce "port de la steppe" fut surnommé "la petite Iraq. Les sciences y furent encouragées, notamment la théologie, la jurisprudence et l'astronomie. Tahert tombera comme toutes les cités kharédjites sous les coups des Fatimides shiites et quelques survivants iront s'établir, toujours plus au sud, et se fixeront dans le M'zab pour échapper aux persécutions.

Bibliothèque de Darris Negadi

LES FATIMIDES 900 - 970

Leur opposition violente aux Kharédjites s'explique idéologiquement parce qu'ils s'opposent au principe de l'élection du khalife défendue par les kharédjites. Les Fatimides, défendent au contraire le principe héréditaire, considèrent que seul Ali, gendre du Prophète et époux de Fatima, est Khalife légitime.

L'un d'entre eux, Abou Abdallah, fera des Berbères Kotama de petite Kabylie l'instrument de sa politique en exploitant chez eux de vieux antagonismes tribaux les opposant aux tribus zénata qui constituèrent l'ossature du pouvoir kharédjite. Les Kotamas permettront aux Fatimides de détruire les cités kharédjites au Maghreb mais surtout de réaliser leurs ambitions au Moyen-Orient par l'occupation de l'Egypte, la fondation du Caire et la prise de Damas.

La tentative fatimide qui dura cinquante ans fut pour le Maghreb central surtout une période de troubles, marquée par une révolte kharédjite sous l'impulsion d'Abou Yazid (l'homme à l'âne gris) et de régression économique et sociale.

Le Maghreb que n'a jamais pénétré profondément l'idéologie fatimide "shiite" va progressivement échapper à la suzeraineté du khalifat fatimide dès le transfert de celui-ci en Egypte. Le khalife du Caire (berbère d'origine et dont les forces sont berbères) réagira violemment contre cet esprit d'indépendance de ses anciens vasseaux en envoyant contre eux une grande tribu arabe nomade: les Banu Hillal qui constituaient pour lui une menace.

Venus pour châtier les rebelles maghrébins, mais aussi pour occuper un territoire en échange de ce service, les Banu Hillal aux dires des historiens, dont Ibn Khaldun, constitueront un véritable fléau pour le Maghreb central et oriental qu'ils dévastèrent. Ils constituent la première et unique migration importante d'une population arabe au Maghreb. Les Banu Hillal qui resteront nomades seront progressivement utilisés comme tribu "makhzen" par les différentes dynasties berbères.

Le morcellement du Maghreb et sa désorganisation économique et sociale va susciter par réaction le développement d'une idéologie religieuse unificatrice: le Malékisme. La doctrine malékite, un des courants de l'islam sunnite, sera en Afrique et en Espagne, l'oeuvre des Almoravides.

LES ALMORAVIDES (AL MURABITUN)

Ce sont les Lemtuna: des nomades sahariens, de la grande famille des çanhadjas (ceux-là mêmes qui furent à l'origine du kharédjisme).

Ils reçoivent une formation idéologique basée sur un islam orthodoxe intransigeant et une formation militaire basée sur la discipline et l'obéissance au chef spirituel dans des "ribat" sorte de couvent-caserne. Partis du sud marocain (certains prétendent que ce sont des çanhadjas kharédjites réfugiés au Sénégal - dont ils auraient donné leur nom à cette contrée). Les Almurabitun vont se lancer à la conquête du Maghreb et de l'Espagne sous la conduite de Yusuf Ibn Tachfin (qui sera le premier à faire pénétrer le "chameau" en Espagne... rien qu'avec cet animal il remportera pas mal de victoires..).

Dans un premier temps les Almurabitun encourageront le développement du commerce en supprimant les droits sur les marchés. Mais dix ans plus tard avec les difficultés dues à la guerre contre les chrétiens et les roitelet orientaux corrompus en Espagne, ils vont rétablir l'impôt sur le commerce.

Sous le règne des Almurabitun, vont apparaître, au Maghreb, les premières grandes réformes de l'orthodoxie musulmane. La place privilégiée qu'occupaient les "Fuqaha" théologiens dans l'Etat almurabit, cachait mal la soumission progressive

WWW.ASADLIS-AMAZIGH.COM

de la religion au pouvoir temporel. C'est ainsi que les "fetwa", décisions juridiques légitimaient idéologiquement les actes de l'Etat.

LES ALMOHADES (AL MUWAHIDUN) - LES UNITAIRES

La tentative d'unification du Maghreb par les Al Murabitun ayant échoué, elle sera reprise par les Al Muwahidun.

La dynastie almohade prendra naissance dans une fédération berbère du Haut Atlas marocain: les Maçmuda. L'idéologie almohade sera l'oeuvre de Ibn Tamert, un grand théologien berbère. Mais c'est Abd el Mumen, son disciple, qui consacrera sa puissance temporelle.

La doctrine almohade est un retour à l'intégrisme. Elle s'oppose à l'idéologie almorabit par son refus de la médiation des docteurs "fuqaha" dans l'interprétation de l'islam. Elle prône la libre et directe interprétation du coran et de la sunna (tradition du prophète).

Sous le règne des Almuwahidun de nouvelles mesures fiscales sont prises essentiellement dans le domaine foncier où un impôt sur la propriété foncière "El Kharidh" touche aussi bien les musulmans que les non-musulmans. Ce sont les tribus makhzen, comme les Banu Hillal, qui sont chargé de le percevoir.

Ce retour à la terre s'explique par un recul des musulmans dans le commerce international au profit notamment des Européens: Gênois et Pisans.

L'empire almohade qui s'étendait de l'Atlantique au golfe de Gabès finira comme tous ceux qui l'ont pécédé par l'éclatement sous les coups conjugués des rivalités tribales et le crise générale de l'empire musulman.

C'est un Maghreb faible et morcelé entre trois rayaumes: Mérinides, Zayanides et Hafçides qui pour résister aux assauts des chrétiens fera appel aux Turcs.

O. étudiant berbère algérien de Grenoble

D'où vient le mot Afrique ?

Question posée par Modibo Cissé (Sénégal)

Jeune Afrique 7 mai 1980

« Donc, attenant au Catabathmos (1), qui sépare l'Egypte de l'Afrique, en suivant la mer se trouvent d'abord Cyrène... ensuite les deux Syrtes..., puis d'autres villes puniques. Les autres régions jusqu'à la Mauritanie sont occupées par les Numides... Au-dessus de la Numidie se trouvent, dit-on, les Gétules... ; derrière eux les Ethiopiens, enfin des régions embrasées par les ardeurs du soleil. » Ainsi s'exprime au I^er^ siècle après J.C. l'historien romain Salluste. Un siècle plus tard, Pline, autre historien romain, écrit : *« Le fleuve Nigris sépare l'Afrique de l'Ethiopie.... »* Quant au « père de l'histoire », le Grec Hérodote qui vécut au V^e^ siècle avant J.C., il appelle Libye l'ensemble de ce que les Anciens connaissaient alors du continent.

Libyco-berbère

Le mot Afrique est inconnu des Grecs qui distinguent la Libye, c'est-à-dire l'Afrique septentrionale peuplée de Blancs, de l'Ethiopie ou pays des Noirs, qui leur est d'ailleurs pratiquement inconnue.

Si « Afrique » désigne aujourd'hui tout le continent qui s'étend de la Méditerranée au cap de Bonne-Espérance, il n'en a pas toujours été ainsi. La raison en est simple : le mot, probablement tiré du vocabulaire libyco-berbère, était totalement inconnu des peuples situés au sud du Sahara, jusqu'à ce que les Européens, qui l'utilisaient depuis l'Antiquité, l'étendissent progressivement à l'ensemble des régions qu'ils découvraient. C'est ainsi qu'à partir du XVI^e^ siècle, c'est-à-dire au moment où les explorateurs italiens et portugais entreprennent de faire le tour complet du continent, l'Afrique prend à peu près l'extension qui est aujourd'hui la sienne.

Une certaine déesse

Avant cette époque, elle n'a pendant longtemps désigné que l'Afrique du Nord que les écrivains de l'Antiquité appellent également Berbérie. Pour les Grecs, le terme de « Barbaroï » n'est pas péjoratif comme le mot français « barbare » auquel il a donné naissance, mais sert à désigner les non-Hellènes. Quant aux Berbères, ils se nomment eux-mêmes *Imazighen*, c'est-à-dire « hommes libres ». Aux environs du I^er^ siècle avant J.C., on trouve dans leur panthéon une déesse protectrice nommée *Africa*, représentée comme une jeune femme coiffée d'une dépouille d'éléphant. Son culte semble avoir été répandu pendant longtemps dans tout ce qui est aujourd'hui le Maghreb.

Mais c'est avec les Romains que le mot Afrique commence à avoir une existence réelle. Il est systématiquement appliqué aux possessions carthaginoises : Scipion, le vainqueur de Carthage, n'est-il pas glorieusement surnommé l'Africain ? Après avoir détruit sa puissante rivale, Rome donne nom d'Afrique à la province conquise qui correspond à peu près au nord-est de l'actuelle Tunisie. La colonisation romaine s'étend à partir de César : à côté de l'*Africa Vetus* (vieille Afrique), se crée la province d'*Africa Nova* (nouvelle Afrique), tandis que plus à l'ouest on trouve la Numidie et que le Maroc est appelé Maurétanie. Au II^e^ siècle, l'Empire romain est à son apogée et occupe toute l'Afrique du Nord-Est, depuis les Colonnes d'Hercule (détroit de Gibraltar) jusqu'à l'Egypte. Les habitants de cette vaste région, qu'ils soient romains ou autochtones, sont les Africains. La cartographie de l'époque illustre cette extension : la carte composée par le grand géographe grec Ptolémée au I^er^ siècle après J.C. donne un tracé relativement exact de la partie méditerranéenne du continent et des rives de la mer Rouge, tandis que le tracé de la côte Atlantique, hautement fantaisiste, révèle une méconnaissance totale de cette vaste zone.

L'île du couchant

La conquête arabe va bouleverser les Etats, les sociétés... et le sens des mots. Pour les conquérants venus de la péninsule arabique, cette Berbérie, qui leur résiste près d'un siècle, c'est l'extrême Ouest, l'île du Couchant bordée par la mer sur trois côtés, par le grand Sahara sur le quatrième : la *Djezirat el Maghreb* va des côtes tunisiennes au Maroc atlantique. Dans ce vaste ensemble, l'Afrique ne désigne plus, sous le nom d'Ifriqiya, que la région de Kairouan, la première conquise par Oqba Ibn Nafi. Dans sa célèbre *Histoire des Berbères*, Ibn Khaldoun confirme le retour de ce mot à un sens restrictif : *« Les Sanhadja... ont continué jusqu'à nos jours à former la majeure partie de la population du Maghreb... Lors de leurs révoltes contre les émirs d'Ifriqiya, les Sanhadja se firent remarquer par leur insubordination. »*

Un continent est né

En quelques siècles, les Arabes se fixent définitivement dans cette Afrique devenue Maghreb, et commencent à explorer le sud du Sahara auquel ils donnent le nom de *Bled es Sudan*, le pays des Noirs, qui est resté à toute cette région sous le nom de Soudan. La côte orientale du continent, où ils s'installent solidement dès le VIII^e^ siècle, est appelée quant à elle le pays des Zandj. Aucun des très nombreux récits des voyageurs arabes dans les Empires du Mali, du Songhaï, etc., n'utilisent le mot Afrique pour désigner les régions sud-sahariennes. Au IX^e^ siècle, la redécouverte de Ptolémée permet aux géographes du monde arabe d'approfondir leur connaissance de l'Afrique, et leurs travaux serviront longtemps de référence aux Européens qui ne se hasardent à nouveau hors de leur continent qu'à partir du XV^e^ siècle. Dès lors, les « grandes découvertes » vont s'accélérer, avec pour conséquence la mainmise progressive des Occidentaux sur le continent africain.

A mesure que les connaissances s'approfondissent, que la science géographique progresse, l'Europe

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

éprouve le besoin d'unifier par un seul nom ces immenses régions qui, malgré leur diversité, font partie de la même masse continentale. Les récits de voyage et les cartes, précieux atouts de l'historien, indiquent les grandes étapes de cette « conquête » du mot : au XVIIe siècle, la région du Cap est appelée Afrique extrême ; à la fin du XVIIIe siècle, le Maghreb est appelé Afrique du Nord. Parallèlement, voyageurs et marchands racontent leurs séjours dans diverses régions de l'Afrique : un continent est né. Il ne reste plus aux peuples du sud du Sahara qu'à apprendre que leur terre s'appelle l'Afrique. La période coloniale leur en donnera l'occasion, et plus encore la décolonisation : l'Afrique n'est plus alors seulement le nom géographique d'une région que la pratique a généralisé à tout le continent, mais aussi une idée et une volonté politique. Afrique : mythe unitaire ou futur possible ? L'avenir le dira. □

(1) Il s'agit du Nil que les Anciens confondent d'ailleurs avec le Niger, et que Pline appelle Nigris.



Réponse rédigée par Sophie Bessis

Jeune Afrique 7 mai 1980

Des découvertes capitales éclairent d'un jour nouveau l'histoire de l'Afrique saharienne.

A la recherche d'une culture oubliée

de notre envoyée spéciale à Niamey, Sylviane Kamara

A la nigérienne : sans tambour ni trompette, mais avec efficacité, l'Institut de recherches en sciences humaines (IRSH) de Niamey vient de frapper un grand coup dans le domaine de l'archéologie et de l'histoire.

Le 9 avril, l'IRSH inaugurait, dans le cadre du 5e festival de la jeunesse, sa première exposition, « le Passé du Niger ». Beaucoup d'inédit dans cette présentation qui bouleverse définitivement bon nombre de théories jusqu'ici admises sur la préhistoire de l'Afrique.

L'Afrique aussi

Première découverte : des chercheurs, dont l'archéologue nigérien Gado Boube et l'historien Djibo Hamani, ont retrouvé sur les monts Bagzanes dans l'Aïr, au centre du pays, le site néolithique le plus ancien connu actuellement en Afrique saharienne. Les datations qui viennent d'être effectuées le situent vers 9330 avant nos jours : ce qui signifie aussi qu'il se classe parmi les plus anciens du monde. On saisit mieux l'importance de cette découverte quand on sait que, selon la thèse actuellement admise, le néolithique se serait développé en Afrique plus tard qu'au Proche-Orient et même qu'en Europe.

Or les fouilles minutieuses menées depuis dix ans ont permis de recueillir, datant de cette période reculée, de nombreux débris de poteries et un outillage de pierre encore rudimentaire qui atteindra 3 000 ans plus tard son plein développement technique. Outre la céramique et les pierres taillées, le site a également livré des squelettes plus récents (4 000 ans avant nos jours), enfouis dans des monuments funéraires ; et des peintures rupestres dont l'environnement devrait permettre la datation précise.

Toujours dans la région d'Agadèz, des chercheurs nigériens et français de l'université de Niamey et du projet pluridisciplinaire franco-nigérien ont fait une autre découverte révolutionnaire.

« *Nous sommes partis*, explique Djibo Hamani, directeur de l'IRSH, *d'un récit de voyage d'Ibn Battuta qui séjourna en 1353 dans la région d'Azelik-Tiguiddan-Tessoum. Il disait avoir vu dans une ville qu'il appelait Takadda une forte quantité de cuivre qui servait même de monnaie. La région en semblant dépourvue, des historiens, vers les années 1950, ont prétendu qu'Ibn Battuta s'était trompé et qu'il s'agissait de sel — dont la région est productrice —, non de cuivre. Il était d'ailleurs admis depuis longtemps que l'Afrique — mis à part la Mauritanie — n'avait pas connu comme partout ailleurs d'âge du cuivre entre celui de la pierre polie et celui du fer.*

« *Or nous avons retrouvé de nombreux vestiges qui attestent de façon formelle que le travail du cuivre, dans des fourneaux très perfectionnés, était pratiqué, notamment dans la région d'Agadèz, de Tiguiddan-Tessoum et de Termit au début du 2e millénaire avant J.C.* »

Même si l'on n'exclut pas la possibilité d'une influence extérieure, il est donc prouvé qu'un âge du cuivre important et contemporain des plus anciens a bien existé en Afrique. Pour l'instant, il semble que seuls l'âge du cuivre de la vallée du Nil et celui du Proche-Orient aient précédé celui de la région d'Agadèz.

Takadda ou plus exactement Tiguidda, la ville que décrivait Ibn Battuta et qui a longtemps fait l'objet de controverses, a également été retrouvée grâce à la conjugaison des fouilles, des traditions orales et de manuscrits en langue arabe. Tiguidda était un Etat, dont la capitale, visitée par le grand voyageur arabe, se situe à une quinzaine de kilomètres de l'actuel Tiguiddan-Tessoum, et dont les ruinés portent le nom d'Azelik. En fait, Tiguidda et Azelik sont une seule et même ville, les deux mots, en tamachèque (la langue des Touareg), signifiant « *région aux eaux natronées ou salées* ». Le Tiguidda d'Ibn Battuta avait été rebaptisé Azelik avant de tomber au XVIe siècle sous les coups des guerriers touareg. Ses habitants durent alors se disperser et émigrèrent un peu partout dans le reste du pays.

Unité de civilisation

Les mouvements de population ont d'ailleurs été éclairés d'un jour nouveau grâce aux recherches menées par l'IRSH. L'étude des squelettes et des traditions orales confirme la présence dans la région d'Agadèz de Négro-Africains depuis les temps les plus reculés.

Au fur et à mesure de la désertification du Sahara, ils se sont déplacés vers le sud et installés dans des zones plus hospitalières. On sait également de façon certaine que la plupart des Touareg du Niger sont arrivés de Libye et d'Algérie vers l'an 1100 après J.C. Mais les travaux de l'IRSH montrent que des populations touareg habitaient le nord et le centre du Niger depuis beaucoup plus longtemps. Des histoires de préséance qui ne troublent guère le directeur de l'IRSH :

« *De tout temps, le Sahel a été habité par des populations métissées. Nos découvertes montrent plutôt qu'il existe une unité de civilisation entre l'Afrique au nord et au sud du Sahara. Toutes les études historiques et sociologiques entreprises prouvent que des échanges constants ont existé entre l'une et l'autre et que le Sud a eu une influence considérable sur le Nord.*

« *Lorsque les recherches seront plus avancées, elles montreront sans aucun doute que ces influences allaient dans tous les sens. Ceci prouve à quel point le fait ethnique doit être minimisé. Il existe des faits culturels : des Noirs et des Blancs se sont groupés pour faire quelque chose ensemble, chacun apportant sa part.* »

Trop peu d'échanges

Cette coopération séculaire, malheureusement, certains semblent l'avoir oubliée : aujourd'hui les instituts de recherche qui travaillent sur la zone saharienne sont repliés sur un quant à soi qui rend difficiles les échanges entre chercheurs. Seul le Nigeria entretient de bons rapports avec l'Institut nigérien.

« *La collaboration avec la Libye est difficile*, précise-t-on à l'IRSH. *L'Algérie ne paraît pas intéressée par le sud du pays. L'arabisme fait que la " berbérité " n'est guère admise, contrairement à ce qui se passe au Niger, où la présence de plusieurs groupes ethniques ne gêne personne. Au Mali, il n'y a pas de coordination à l'échelon national. Quant au Tchad... Bref les relations ne sont pas du tout satisfaisantes.* »

Au Niger, les cadres manquent, mais les projets et la volonté existent : l'exposition du Musée national en est une excellente illustration. □

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

CULTURE

LANGUES en MAURITANIE...

Une réforme linguistique courageuse mais complexe

LE problème linguistique — intimement lié à la composition ethnique du pays et à l'évolution politique de l'Etat — n'a cessé de se poser, parfois de façon explosive, depuis l'indépendance. Ainsi de violentes émeutes avaient-elles opposé les populations maure et négro-africaine en 1966, lorsque le gouvernement de l'ancien président Ould Daddah décida de remplacer progressivement le français par l'arabe classique.

Les nationalistes expliquent que l'ancien régime avait aiguisé l'antagonisme Noirs-Maures et cultivé les contradictions culturelles pour masquer des problèmes autrement plus graves : l'importance de la mainmise, directe ou indirecte, des intérêts français sur l'Etat mauritanien et, surtout, les questions économiques et sociales non résolues. Ils estiment, de même, que la France, relayée par le Sénégal, a exagérément gonflé l'amplitude des manifestations qui se sont produites à Nouakchott au printemps 1979 au niveau des écoles, pour mettre sur la défensive le régime militaire du 10 juillet 1978.

En octobre 1979, le gouvernement du président Mohamed Khouna Ould Haidalla avait ramené le calme en proposant une réforme — la quatrième en vingt ans — à bien des égards courageuse. Elle risque cependant d'être difficile à appliquer dans un pays d'environ deux millions d'habitants ayant un faible taux de scolarisation

La réforme de 1959 est celle du *« réajustement »* : la République islamique, née un an plus tôt, réserve une plus grande place à l'arabe dans les écoles et les lycées, dans la mesure où, auparavant, l'enseignement du français avait confiné l'arabe au seul enseignement traditionnel.

La réforme de 1967 est axée sur le *« bilinguisme français et arabe »*. Elle tient évidemment compte des émeutes de l'année précédente. La première année est consacrée à l'initiation à l'arabe ; les années suivantes, l'enfant a vingt heures de français et dix heures d'arabe par semaine. Bien que la scolarité ait été portée de six à sept ans, les résultats ne sont guère satisfaisants : les autorités constatent, en effet, que l'enfant va aborder l'entrée en sixième en ne maitrisant vraiment aucune des deux langues.

La réforme de 1973 est celle de la *« politique d'indépendance culturelle »* décidée par le congrès extraordinaire du Parti du peuple mauritanien qui s'était tenu deux ans plus tôt. Le P.P.M. avait fixé comme objectif la renaissance de la langue arabe, mais aussi celle des langues pratiquées par les minorités négro-africaines, dont on estimait qu'elles représentaient environ 30 % (1) de la population : pular, soninké et ouolloff. Ces trois groupes constitueraient respectivement 66 %, 22 % et 5 % environ de la communauté noire (2).

En fait, seule la première partie de cet ambitieux programme sera réalisée ; la durée de la scolarité ayant été ramenée à six ans, la réforme débouchera sur le mécontentement de 1979, correspondant à la première promotion d'entrée en sixième des enfants ayant suivi l'ensemble du nouveau cycle primaire. En effet, les Négro-Africains estiment que les Maures, dont l'arabe est la langue maternelle, se trouvent favorisés dans les épreuves où cette langue est affectée d'un fort coefficient ; les Maures rétorquent que les Noirs ont enregistré des échecs aussi bien en arabe qu'en français.

Quoi qu'il en soit, l'effervescence fut telle que certains évoquèrent hâtivement, et sans fondement sérieux, le risque d'une sécession. En réalité, mis à part un petit groupe d'activistes basés à Dakar, les Noirs estiment que leur sort serait nettement moins favorable de l'autre côté du fleuve Sénégal. En outre, sur le double plan historique et religieux, ils sont attachés à la République de Mauritanie. Ce qui ne les empêche pas, bien au contraire, de se battre, dans ce cadre, pour défendre leurs droits.

Face à cette situation, le C.M.S.N. et le gouvernement étaient entrés en « conclave » à l'automne 1979. Partant du principe que tous les citoyens mauritaniens sont égaux en droit, les responsables conclurent qu'il fallait offrir des chances égales aux enfants en leur permettant d'utiliser leurs langues nationales.

« Langue unitaire... langue d'ouverture »

PERSONNE ne s'étant réellement préoccupé des parlers négro-africains, la question se posa de savoir s'il fallait les transcrire en caractères arabes ou latins. Deux thèses s'affrontèrent. Les partisans de la première firent observer que les Négro-Africains de Mauritanie sont islamisés, qu'ils comptent d'éminents savants arabisés et que, le plus souvent, ils transcrivent leur correspondance en caractères arabes, cette langue ayant l'avantage d'émaner du tiers-monde. Finalement, le C.M.S.N., en signe d'apaisement, trancha en faveur de partisans de la transcription en caractères latins, cette solution ayant été adoptée par l'UNESCO et l'Agence de coopération culturelle et technique, susceptibles d'apporter leur contribution. En outre, la Mauritanie pourra bénéficier des expériences en cours dans d'autres pays.

A la suite de cette décision, un décret adopté en conseil des ministres le 7 décembre 1979 a créé un Institut des langues nationales chargé de promouvoir plus particulièrement les langues négro-africaines et d'assurer leur réinsertion dans le système éducatif dans un délai de cinq ans. Une enveloppe de 16.5 millions d'ouguiyas lui a été affectée pour 1980.

La réforme d'octobre 1979 — qui entrera en application en 1985 — consacre donc l'existence de quatre langues nationales. En attendant que les langues négro-africaines deviennent opérationnelles, l'arabe demeurera la langue officielle. En 1985, il sera considéré comme « langue unitaire » puisque tout Mauritanien sera alors conduit à posséder deux langues nationales, dont l'arabe ; le français, maintenu pendant la période transitoire, deviendra alors « langue d'ouverture ».

Le système transitoire entamé avec l'année scolaire 1979 - 1980, nous a précisé M. Hasni Ould Didi, ministre de l'enseignement fondamental et secondaire, comporte une année entièrement arabisée pour tous. A partir de la deuxième année, les enfants dont la langue maternelle n'est pas l'arabe ont le choix entre la poursuite de cette filière — et, dans ce cas, le français ne sera introduit qu'à partir de la troisième année à raison de huit heures sur trente par semaine — et la filière bilingue, en fait française, dans laquelle l'arabe ne sera enseigné que cinq heures par semaine. En 1985, chaque enfant devrait commencer par sa langue maternelle, y ajouter une autre langue nationale à partir de la troisième année, puis étudier également le français à la fin du primaire ou dans le cycle secondaire.

On mesurera l'effort à accomplir quand on sait que 90 000 enfants seulement fréquentent 1 671 classes primaires, encadrés par 2 180 instituteurs mauritaniens (1 300 arabisants, 672 francisants, 208 bilingues). Le secondaire, avec 17 400 élèves, compte, en plus d'une cinquantaine de directeurs et d'inspecteurs, tous Mauritaniens, 536 professeurs, dont 423 étrangers. Parmi ces derniers, les Tunisiens sont les plus nombreux (137), suivis des Marocains (75), des Français (74), des Irakiens (27) et des Palestiniens (21).

L'Ecole normale supérieure sortira, cette année, une promotion de 38 enseignants alors qu'il en faudrait 130 dans le secondaire. Pour pallier ces insuffisances, une deuxième école est prévue : elle formera en deux ans 200 professeurs adjoints. Au niveau du primaire, une deuxième Ecole normale, ouverte cette année à Rosso, s'est ajoutée à celle de Nouakchott et une troisième est prévue à Kifa ou à Kaedi.

Ainsi si la réforme linguistique voit le jour dans les délais prévus, elle paraîtra d'autant plus exemplaire qu'elle sera appliquée à des effectifs limités par un Etat dont les moyens financiers le sont aussi.

P. B.

---

(1) Selon des sources sûres, il ressortirait du recensement de 1976 que les Négro-Africains ne représenteraient que 20 % de la population, non compris les haratine, qui sont assimilés aux Maures, dont ils parlent la langue.

(2) Cf. *Introduction à la Mauritante*, op. cit.

LE MONDE DIPLOMATIQUE — JUILLET 1980

et en ALGÉRIE... on applaudit une expo. "Numide" en Allemagne et on massacre deux mois plus tard ceux qui se réclamaient de cette Numidie ! --- sans commentaire.

La Numidie à travers l'exposition de Bonn

Le musée d'Etat Rhenan le « Rheisisches Landed Museum » de Bonn a connu une très grosse affluence à la fin novembre à l'occasion de l'exposition organisée sur la civilisation numide.

Le tout-Bonn de la culture était présent à la cérémonie d'inauguration qui était rehaussée par la présence de M. Abdelhamid Mehri, ministre de l'Information et de la Culture qui avait tenu à faire spécialement le déplacement en compagnie d'une importante délégation qui comprenait le Directeur des musées de l'archéologie et des monuments et sites historiques et les conservateurs des principaux musées d'Algérie.

Cette manifestation culturelle unanimement qualifiée de grandiose a été organisée, après de longs efforts, pour faire connaitre au public Ouest-Allemand une période importante de l'Algérie antique.

Durant plus d'une année, il a fallu récupérer quelques 20 tonnes de matériel précieux représentant plus de 600 objets d'art originaires et authentiques qui étaient conservés dans les musées et galeries d'Algérie, de Tunisie, de France, d'Allemagne et d'Amérique.

Une large information sur l'origine et l'histoire de la Numidie « culture et conditions de vie » est également prévue pour enrichir cet événement dont la portée est axée principalement sur la connaissance de l'histoire antique des grandes civilisations africaines et méditerranéennes et leur contribution à l'évolution de la culture universelle. L'époque numide a, en effet, marqué l'Algérie, il y a plus de deux mille ans, de nombreux courants et d'influences complexes. C'est là une époque lointaine mais déterminante du passé ancien de l'Algérie en tant que peuple et nation. La Charte nationale évoque aussi cette partie de l'histoire de l'Algérie. Elle cite parmi les grands noms de cette période ceux de Massinissa, fondateur du premier Etat numide, et de Jugurtha, initiateur de la résistance à l'hégémonie romaine.

Cette exposition d'une durée de près de trois mois, sera par la suite propriété de l'Etat algérien pour ce qui est de tous les documents d'illustration et de présentation (tableaux historiques et maquettes réalisés dans ce cadre).

Une équipe de l'O.N.C.I.C. réalisera un film sur cette exposition exceptionnelle.

EL-DJEICH N° 200 - Janvier 1980

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

Actualités

Bulletin municipal de Grenoble, n°93, mai 1980

Architecture du Haut-Atlas

L'association U.P.A. (Union du Peuple Amazigh), dont le siège est à Paris, tiendra un stand à Grand'Place et communiquera tous les renseignements intéressant la culture berbérophone et les langues populaires du Maghreb.

Photo Hicks

UNE exposition d'Art et Traditions populaires porte en elle-même, plus que toute autre, la force vivante capable d'émouvoir même le public le plus éloigné de la tradition qu'elle transmet. C'est le vœu de Claude Beurret, qui a mis en place avec David Hicks l'exposition sur le Haut-Atlas marocain, que soit reconnu ce « génie » que tous les hommes ont en commun et qu'ils ont souvent du mal à percevoir dans les cultures étrangères.

Dans ces demeures de terre photographiées par David Hicks, ces vêtements quotidiens, dans les bijoux, les ustensiles ménagers il faut voir intelligence, désir, besoin de création, préoccupations humaines. Pierre Gaudibert a choisi de présenter les toiles d'Ahmed Cherkaoui, peintre marocain qui a su conserver l'enracinement et se laisser pénétrer par les apports des peintres occidentaux. Parfait exemple de communication interculturelle qui devrait ici à Grenoble, où la population maghrébine est importante, faire réfléchir sur les multiples possibilités d'enrichissement mutuel. Dans cet esprit, un environnement culturel, durant les mois d'avril, de mai et de juin, sous des formes aussi diverses que des spectacles, des conférences, des expositions artisanales, est mis en place dans les bibliothèques et les quartiers.

C'est au mois de juin que cette manifestation autour du Haut-Atlas prendra toute son ampleur. Un colloque sur l'architecture vernaculaire au Musée Dauphinois, une conférence sur la musique et les traditions du Haut-Atlas par Bernard Lortat-Jacob, le spectacle de danse des Aurès dans le quartier Très-Cloîtres, représentent certains de ces pôles d'éclatement souhaités par les responsables des bibliothèques et d'équipements de quartiers.

Peut-être, ainsi l'amorce d'une réflexion nouvelle sur les cultures « différentes » verra-t-elle jour. Car le véritable problème, qui concerne d'ailleurs même certaines régions déshéritées de France, en haute montagne en particulier, n'est-il pas seulement de reconnaître le génie de l'autre, mais de lui donner des moyens de développement à l'intérieur des structures qui lui sont propres. On touche là au problème de fond essentiel, celui du partage des richesses et du dialogue des cultures avec les pays pauvres.

N. P.

Langues et cultures berbères sont partie intégrante du patrimoine national

Edition de poèmes et textes berbères, apparition de nouveaux talents s'exprimant en chleuh, riffain ou tamazight, création de groupes musicaux qui enrichissent la tradition de rythmes et paroles au diapason de notre époque, publication de revues traitant des thèmes linguistiques et culturels de notre terroir, fondation d'associations spécialisées dans la recherche et la vulgarisation des variétés culturelles « amazigh », toutes ces initiatives récentes sont les symptômes d'une renaissance d'un aspect originale de notre patrimoine national.

Renaissance encore timide, où les réussites voisinent avec des hésitations et la recherche d'une voie juste... Mais le phénomène est réel et prometteur. Il répond à un besoin, à une réalité vécue et vivante : besoin de s'exprimer dans le langage maternel, langage affectif, senti profondément chez les jeunes instruits comme chez les travailleurs émigrés menacés par la dépersonnalisation ; nécessité ressentie par nos jeunes intellectuels de sauver des aspects de notre culture menacés par l'évolution rapide du siècle et de la société ; volonté d'exprimer les réalités de régions entières — souvent en retard même par rapport au sous-développement — dans la langue spécifique.

Ce besoin est de plus en plus admis, sa légitimité reconnue jusque parmi une « classe politique » longtemps muette sur ce problème — lorsqu'elle n'y était pas réticente, voire hostile... Réaction draconnienne en réponse à la débauche « berbériste » du protectorat, appréhension de voir se développer des tendances dispersives, conception d'une culture nationale au moule unique alors qu'elle est la résultante de composantes diverses qui en font précisément l'originalité au sein de la culture arabe.

Ce changement d'optique — qui est encore loin d'être généralisé — s'est traduit dans des prises de position de la presse, et, de façon concrète, par l'adoption, au parlement, du projet de fondation d'un Institut d'études berbères près l'université-projet qui attend toujours sa réalisation...

Le Parti du Progrès et du Socialisme peut être fier d'avoir joué, sur ce plan aussi, son rôle d'avant-garde, d'avoir toujours posé la question des langues et cultures berbères dans son cadre national, démocratique et progressiste. Il a ainsi tracé la voie à une saine conception de la culture nationale, à la fois une et diverse, fruit de contributions variées également respectables, qui sont ses racines vivantes.

Cette conception, il l'a réaffirmé avec force, par la voix de son Secrétaire Général, Ali Yata, qui, en janvier 1975, lors du meeting du Théâtre Municipal de Casablanca, premier à être tenu après la légalisation du Parti, demandait que justice soit faite aux langues et cultures berbères.

Le Programme du PPS, adopté à son 1er Congrès, précisait :

« L'apport des langues berbères et de la culture dont elles sont le support doit être revalorisé en le dégageant de tout esprit régionaliste, de toute étroitesse, de tout vestige d'influence féodale... », la culture nationale étant « la résultante historique des contributions diverses des populations qui ont fusionné dans la nation marocaine, lui conférant un cachet d'originalité indéniable ».

Cette position partait du fait qu'il n'y a dans notre histoire et dans notre réalité actuelle nulle « oppression » d'une population par une autre, mais une lutte nationale unique contre l'impérialisme et une lutte de classe opposant exploités arabophones et berbérophones à des exploiteurs arabophones et berbérophones ; elle rejetait autant les conceptions, niant

AL BAYANE 2.4.1980

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

la valeur des langues et cultures berbères que les thèses régionalistes étroites brandies par des réactionnaires avidés d'arguments démagogiques pour s'assurer des clientèles parmi les couches exploitées.

Les thèses adoptées par notre IIè Congrès ont réaffirmé l'analyse du Parti en ces termes :

« Les nier (les particularités berbères) est une attitude quiétiste à courte vue, car elles sont alors récupérées par des tendances réactionnaires, régionalistes. L'attitude patriotique et révolutionnaire juste consiste à les intégrer à la richesse variée du patrimoine dont se réclame notre nation, à en faire un levier pour la lutte nationale démocratique, un ciment de l'unité nationale » (thèse No 144).

Le même texte revendiquait l'étude, particulièrement au niveau universitaire, des spécificités berbères, et leur diffusion par les mass-media, non seulement parmi les populations berbérophones, mais auprès de TOUS les Marocains.

Le PPS a déjà publié un document abordant le problème sous tous ses aspects : linguistique, historique, culturel, politique ou idéologique...

(A propos du fait berbère : problèmes régionaux, linguistiques et culturels de la Nation Marocaine, Al Bayane, Mai 1978, éd. française).

Cette étude a servi de base à un approfondissement de la question au sein des instances du Parti. Nous en donneront une nouvelle publication, dans notre édition arabe, à partir de jeudi 3 avril, pour contribuer à une approche juste de la question, tant il reste vrai qu'un problème bien posé est à moitié résolu.

Ce qui ne veut pas dire qu'il suffise de le poser... Il importe d'œuvrer, à tous les niveaux, et particulièrement au plan gouvernemental, pour que la reconnaissance des particularités linguistiques et culturelles berbères soit suivie de mesures concrètes.

"El Bayane" 2.4.1980

PRESSE

La naissance d'Amazigh

Une revue marocaine d'histoire et de civilisation berbères au nom évocateur, *Amazigh* (l'Homme libre), est née à Rabat. Le premier numéro, tiré à 5 000 exemplaires, a vite disparu des kiosques début avril. Pourtant cette revue que dirige Ouzzin Ahardane, fils de Mahjoubi Ahardane, leader du Mouvement populaire, ministre d'Etat chargé des PTT, peintre et poète à ses heures, n'a pu paraître qu'avec l'autorisation personnelle du roi Hassan II, le jour même où il se rendait en France fin mars. Alors que tous ses ministres étaient réunis le souverain a lancé à M. Ahardane : « *Je compte sur vous pour me trouver d'excellents professeurs pour le démarrage de l'Institut des études berbères...* », dont le Parlement marocain a décidé la création.

Le premier numéro de *Amazigh* porte en couverture l'alphabet berbère et cette naissance tant attendue a inspiré un éditorial à Moulay Ahmed Alaoui, ministre d'Etat chargé du Tourisme et directeur du quotidien *le Matin du Sahara* : « *La réhabilitation de la culture berbère constitue un enrichissement pour notre culture nationale car, depuis que nous avons recouvré l'indépendance, nous avons par là même recouvré la liberté de choisir et de définir nos options sans complexe (...) Le moment est donc venu de se libérer de ce complexe (...) et de restaurer la culture berbère (...) car, ne l'oublions pas, ethniquement nous sommes un peuple arabo-berbère de culture arabo-musulmane...* »

Il est à noter que la naissance de *Amazigh* survient à un moment où les mêmes aspirations chez les Kabyles en Algérie, tendant à revaloriser leur culture... berbère, sont réfrénées parfois par la violence comme en témoignent de récents incidents à Tizi-Ouzou et à l'université d'Alger. □

Jeune Afrique 23/4/1980

Fièvres berbères

Express 12-18/4/80

Vingt millions d'Africains parlent, selon diverses nuances, une langue ignorée dans leurs universités, plus encore dans leurs écoles et leurs lycées. Alors qu'elle s'étudie dans dix pays occidentaux — 200 étudiants, 600 lycéens en France — et en U.R.S.S. Il y a un malaise berbère. Il vient d'éclater en Algérie, où l'interdiction d'une conférence poétique de l'écrivain kabyle Mouloud Mammeri déclenche, depuis le 10 mars, l'agitation. Manifestations diverses, dont les dernières, à l'université d'Alger — selon les étudiants — auraient fait un mort. Ce que démentent les autorités.

Au même moment — c'est un hasard — paraît au Maroc une revue berbère, « Amazigh », animée par Mahjoubi Aherdan, ministre des P.T.T. Le Roi a enfin donné son accord et promis la création d'un institut de recherche et de trois chaires universitaires pour l'étude du berbère. Et la sauvegarde d'un patrimoine culturel qui appartient à la quasi-majorité des Marocains.

Au Maghreb, les revendications berbères, dans le passé, laissaient percer des ambitions séparatistes. Elles se cantonnent aujourd'hui au domaine culturel, sans perdre leur virulence. « A ne pas les satisfaire, dit un Kabyle amer, on risque de les politiser de nouveau. »



La revue berbère « Amazigh ».

PEUPLE AMAZIGH, TREVE D'ESCAPADE !

Par Amedda N'Ayt Yemlul

Peuple amazigh, ne sois plus victime de ton universalisme culturel ! A bien des langues tu as donné de grands hommes de la pensée, de la parole et de la plume. O, combien !

Au grec tu as donné des Juba II dans sa Caesarea, et tant d'autres écrivains dont fut fière l'orgueilleuse Cirta. Au latin tu as donné des Térence, des Arnobe, des Manilius, des Apulée, des Tertullien, des Augustin et des Cyprien, pour ne citer que ceux que la vieille mémoire de ton histoire n'a pas oubliés. Au français tu as donné des Amrouche, des Mouloud Feraoun, des Mouloudji, et des Mouloud Mammeri.

Hasardons-nous ensemble à faire un choix parmi ceux que tu as donnés à l'arabe. C'est difficile, n'est-ce-pas ? Trop de noms répondent à l'appel en même temps. Laissons-les se bousculer, et réjouis-toi ou amuse-toi simplement du spectacle : le commentateur 'Ikrima al-Amazighi; les poètes Sâbiq al-amazighi, al-Bussiri, Madghis, et Ibn Brahim; les grammairiens 'Issa al-Jazûli, Ibn Mu'ti az-Zawawi, et Ibn Ajerrum as-Sanhâji; les mystiques Waggag, Ibn Yassin, Ibn Tumert, ach-Chadili et Mohamed al-Jazûli; les voyageurs-géographes Ibn 'Abdari, Hassan al-Wazzan az-Zeanâti et 'Abdallah al-'Ayyachi; l'astronome-mathématicien al-Marghiti; le prosateur-épistolier al-Hassan al-Yussi; les historiens al-Baydaq, Ibn 'Idari, Abu-Hayyan al-Gharnati al-Amazighi, al-Ifrani Akensus et az-Zayâni... Chut !... Ne cite personne de tous ceux qu'on pourrait te chicaner. N'étant pas né marchand, tu ne sais pas marchander. Du reste, un Ibn Khaldun te reviendra de lui-même quand ton histoire aura été désaliénée et décantée de toutes les scories qu'elle charrie.

Mais montre le chemin à tous les égarés! Reviens à ta langue; elle t'attend depuis trois mille ans, avec une patience pénélopienne. Et si même il fut un temps où elle conçut quelque amertume à te voir toujours courtiser "les belles étrangères", elle savait que sa calme vigueur et son énergique beauté finiraient par te ramener à elle.

Aime-la donc, peuple amazigh, comme jamais tu n'aimas aucune autre, et, en dot, apporte-lui tout ce capital de sensibilité et d'intelligence que tu as reçu en récompense de ton engagement à l'égard de l'universel.

Il y a trois mille, sur la paroi d'un rocher, l'un de tes vaillants ancêtres eut l'idée de tracer un trait vertical et de penser: ceci représente le dernier "son" du mot "yen" (un). Il fit une croix : "voici le dernier son du mot "titrit". Puis un rond figurant "ayur"; puis deux concentriques, l'astre du jour (ass), puis une espèce de v renversé figurant les jambes d'un homme en marche (dd); les premières lettres de ton alphabet venaient d'être inventées: n, r, s, d (1). Belle trouvaille, tu en conviens! Aussi cet alphabet fut-il appelé "notre trouvaille" = "tifi nneġ". Admire, en passant, ce collectif "notre trouvaille", car personne ne pouvait rien posséder en particulier. Tout devait être mis en commun. Ton lointain ancêtre au lieu de s'écrier : "Eureka!" ="j'ai trouvé!", s'écria le plus spontanément du monde : "Nous avons trouvé!". Nous, c'est le groupe, c'est toi, peuple amazigh.

Hé bien, reprends ton alphabet, reprends ton écriture, puis reviens à ta belle langue et fais-en lui une parure. Elle n'a jamais cessé de t'aimer, elle. Trêve d'escapades!.

Amedda N'Ayt Yemlul

(1) Cf. "Les origines berbères", de L.Rinn (Ed. A.Jourdan, Alger, 1889).

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

"Les Almoravides du XXè siècle"

Nous avons reçu ce texte d'un Amazigh du Mali. Nous en donnons une traduction libre et non pas mot-à-mot. Nous avons voulu surtout restituer l'esprit du récit lequel se présente sous forme de poèmes où le temps n'est pas linéaire mais un va-et-vient entre le passé et le présent, entre la révolte et une apparente soumission au destin. Mais c'est avant tout son réalisme et son ironie qui l'emportent.

Nous savons tous la part d'injustice et de fantaisie qui ont présidé au tracé des frontières à l'époque coloniale notamment dans cette contrée sahélo-saharienne. Donc au Mali, après l'indépendance, sans remettre en cause l'Etat ou l'intégrité territoriale, les Imazighen se sont révoltés, estimant non seulement être spoliés mais en plus opprimés dans tous les domaines. Leurs rebellions tournèrent à leur désavantage et avec la sécheresse qui, depuis 1974, sévit régulièrement au pays, les Imazighen ont du par petits groupes ou par tribus entières s'exiler au Niger, au Nigéria, en Haute-Volta, au Dahomey, en Algérie, en Libye, etc.

En Algérie et surtout en Libye, la situation dans les pays du sud est différente, par des pressions diverses et de l'argent, les Imazighen sont non seulement arabisés mais souvent incorporés dans les troupes sahariennes (en Libye notamment où ils seraient quelques milliers?) destinées aussi bien à intervenir au Tchad qu'au Niger, en Mauritanie qu'au Sahara occidental.

Situation commune à tous ces Imazighen exilés, aucun pays "hôte" ne les considère comme ses nationaux ni leur reconnaître le titre de réfugiés auquel cas ils bénéficieraient des garanties internationales que cela implique.

Outre qu'on les disloque culturellement et socialement, on s'en sert selon les besoins soit comme otages et moyen de pression ou comme "mercenaires".

Tous ces Etats ne craignent-ils pas qu'un jour ils auraient à faire face à un gigantesque "Polisario" du Soudan à l'Atlantique? Ne sont-ils pas à leur insu en train de former les "Almoravides du XXè siècle"?

[illegible]

Je vous adresse ces mots pour vous faire part des changements intervenus chez nous (depuis la sécheresse et l'exode). On ne sait quelle direction prendre ni meilleure voie choisir. Partout des problèmes et des difficultés. Ils veulent nous sacrifier et cependant nous prions Dieu et l'adorons toujours.

La vie nous échappe, se déplace vite et nous fuit. Tout ce qui fut doux n'est plus On a perdu le goût du lait; on ne souvient plus du goût de la viande ni du plaisir des femmes. Rien de ce qui était doux à notre coeur ne subsiste. Où sont les joies à l'arrivée au pâturage? Où est le son du Tindy? Où sont les femmes et les plaisirs rassemblés?

[illegible]

[illegible]

Voici un Etat plus fort que nous; haineux et nuisible envers nous. Le Mali et les Arabes s'allient contre nous. Ils nous dépossèdent, nous chassent et emportent de force nos biens. Mettant policiers et douaniers partout ne laissant passer pas même une chèvre.

Privées de papiers, de passe-ports, les caravanes ne montent ni ne descendent du Touat. Ceux qui tentent d'émigrer sont attaqués, pillés. A Djanet ou à Ghat, les commerçant et les transporteurs profitent de ces réfugiés en pratiquant des prix prohibitifs. Nulle endroit où aller ni être à l'abri.

L'injustice est partout flagrante. On le sait; on se tait. Personne n'informe. Même voyager de nuit n'est plus sûr.

Certains, comme les fellaghas, ne craignent ni "Mauser" ni grenades et "volent" ce qui leur a été pris de force. Ils ne craignent ni le feu ni les dangers ni la puissance de Dieu.

Que d'abominables choses commises. Que de biens pris qui ne leur appartenaient pas: du pain de sucre au lait en poudre et jusqu'aux allumettes.

Pourtant je ne nie pas le Mali où j'habite Je ne peux trahir l'armée, au contraire je l'aide. Tout ce qu'elle dit je le fais. Je ne refuse pas l'impôt qui triple d'année en année. S'il existait un impôt sur les oreilles, la barbe ou les cils, on nous l'aurait fait payer!

Le défilé des plaignants et les rapports augmentent, s'entassent sans rien changer dans la vie des gens. Partout, de ces rapports, de ces plaintes, aucune suite positive n'est donnée. Et le sort des malheureux qui ne s'améliore pas. Ils ne font rien pour créer du travail, des sociétés, des usines où l'on pourrait travailler et être payé.

O, Musulmans! Priez pour faire cessez cette faim.

Je ne dis que la vérité, et seule la vérité est vraie.

[illegible]

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

MUSIQUE

Avec ce numéro nous inaugurons une rubrique sur la musique berbère ancienne et moderne, sur les instruments et les musiciens. Nous devons cette première approche à notre ami A. Mohamed en espérant que d'autres se joindront à lui pour enrichir ce débat.

Est-il trop tôt d'entreprendre une réflexion sur la musique et le musicien berbères? Celle-ci servira, je l'espère, à susciter des critiques et des écrits sur ce thème: la musique, le musicien berbère, et le public qui l'apprécie ou la consomme.

Si je commence par une question, c'est que le musicien berbère d'aujourd'hui se cherche et affronte de rudes épreuves. Et pour être bref et précis, prenons comme exemple l'avènement musical algérien à travers la musique kabyle .

Limité à la musique kabyle, nous ne pouvons cependant cerner les questions qu'elle nous pose et les porter à la connaissance du musicien et du public sans le concours des responsables culturels avec tous les moyens dont ils disposent: radios, T.V., journaux , colloques, festivals, etc.

Ce n'est qu'après un tel travail de sensibilisation, de recherche, de participation que l'on pourra aider réellement le musicien dans la détermination de son choix, du style et d'aborder, suivant son goût, ses capacités, un ou plusieurs styles du répertoire traditionnel qui est très riche, loin d'être épuisé; qui demeure encore la seule ressource d'inspiration, le fondement et le souci de sa préservation par la plupart des auteurs-compositeurs Kabyles.

Pour faire revivre une tradition, réactualiser un folklore, affirmer ou condamner un style musical il faut d'abord bien le connaître. L'écueil de beaucoup de musiciens est la méconnaissance du patrimoine artistique. Ce n'est pas mettre en doute la sincérité ni le travail du chanteur interprétant des textes kabyles, et souvent pour un public kabyle; donc averti. Il ne s'agit pas non plus de citer un Tel ou un Tel comme coupable ni comme référence. Dans le milieu artistique, à l'instar du monde politique, l'on est élu aujourd'hui, déchu demain.

Une réalité doit restée présente à l'esprit de tout musicine: la nécessité pour un peuple de chanter. Et c'est là que le bat blesse. D'un côte on cherche à satisfaire cette nécessité et, de l'autre côte, le chanteur se coupe de ce même peuple! Comment? Par l'invention d'un langage que le peuple ne comprend pas ou a du mal à comprendre. Ce langgage est l'introduction -avec son choix arbitraire- d'instruments nouveaux; la manière de simplifier les rythmes berbères qui sont en fait complexes mais cependant accessibles et perceptibles pour le public kabyle; enfin, par le nombre des modes réduits à deux ou trois.

INSTRUMENTS

Il est normal que le musicien d'aujourd'hui introduise des instruments modernes y compris des instruments étrangers. L'homme évolue et l'instrument de même s'invente, se modifie, s'adapte. Le musicien doit savoir maîtriser, dompter, adapter l'instrument suivant la musique qu'il se propose de faire. Hélas, dans cette maîtrise instrumentale, le résultat est décevant; le contraire même semble se produire chez beaucoup de musiciens kabyles. C'est le chanteur qui se plie à l'instrument!

La musique est faite en fonction de l'instrument et non l'inverse, et on oublie que l'instrument est réticent.

Prenons l'exemple de la guitare qui est actuellement l'instrument principal pour l'Occidental et dont les Kabyles ont "hérité" comme d'une chose en vogue. Par elle-même, la guitare est d'une belle sonorité et offre beaucoup de possibilités, encore faut-il savoir la faire "parler". Mais quelle désolation, quand on voit sur scène, à l'occasion d'un concert, un chanteur s'accompagnant de deux, trois, voire quatre guitares! Cette erreur n'incombe pas seulement au chanteur mais aussi à des contraintes sociales, politiques, culturelles et de marché...

Nous ne déconseillons pas l'usage de la guitare, mais nous pensons qu'il vaut mieux chanter accompagné d'une guitare plutôt que de deux, et, à la limite, de deux guitares plutôt que de trois! Il exite d'autres instruments. Il faut d'autres timbres; notre musique en réclame. Quand un chanteur kabyle encore imprégné de la tradition orale utilise la guitare pour composer sa chanson, il devient esclave (cela se remarque chez la plupart de nos chanteurs, les disques ne faisant que généraliser cette erreur).

En effet, plusieurs mélodies kabyles sont construites aujourd'hui sur un rythme binaire avec des notes longues et tenues car la guitare impose souvent sa sonorité et son rythme cyclique. Ce qui nous fait dire qu'aujourd'hui trois chanteurs sur quatre se ressemblent par leurs mélodies. Où est donc notre polyrythmie? Cette variété de rythmes simultanés qui n'est qu'un jeu d'enfant pour nos musiciens traditionnels que sont les IDEBALLEN ?

Il y a dix ans, notre prétention au départ était d'élargir les frontières à notre musique, à notre culture. Qu'avons-nous fait? Qu'apportons-nous de nouveau à ce monde arabe et européen auquel nous nous adressons? Est-ce en nous pliant, en nous soumettant à l'exigeance des instruments modernes et au mercantilisme que nous confirmerons cette attente, ce souhait d'Oscar Comettant (auteur français qui écrivait en 1869 après avoir écouté des musiciens algériens venus à Paris) :

> "Il y aurait beaucoup à dire sur le rythme tel que le pratiquent Les Algériens. Ces coups frappés comme à plaisir et au caprice des nerfs pour accompagner un motif ne sont point l'effet d'une inspiration vagabonde. C'est le résultat d'un art raffiné au contraire auquel les Occidentaux ne comprennent rien, absolument rien. Cet art des groupes rythmiques, pour colorer la mélodie et lui donner des expressions variées était peut-être plus poussé chez les anciens que l'harmonie moderne ne l'est aujourd'hui parmi nous".
>
> "Et qui pourrait dire qu'il y a moins de ressources d'expression dans l'art de superposer des rythmes que dans celui de superposer des sons?"

Plus d'un siècle plus tard nous posons la question : qu'apportons-nous de nouveau et de spécifique au monde qui a un regard sur notre musique?

Sans nous aliéner, c'est-à-dire nous couper de notre musique, pour donner l'impression (combien fausse) d'être modernes, nous avons quelque chose à apporter. Nous avons des rythmes complexes, difficiles à maîtriser mais riches et originaux et, de l'autre, des instruments modernes qui imposent précisément des attitudes à dompter. Ce n'est qu'à ce prix: connaissance de notre musique (instruments, rythmes, mélodies) et maîtrise des instruments modernes avec leur intégration dans notre domaine musical, que nous pourrons répondre à cette attente.

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

Certes nous ne méconnaissons pas les exigeances commerciales des contrats de maisons de disques ni les contraintes multiples qui obligent le chanteur à admettre le principe de "produire pour produire"... pour vendre. Là non plus, ne nous leurrons pas. Combien y a t-il de chanteurs kabyles, en France et en Algérie, qui vivent de leur art? Donc sacrifice pour sacrifice, autant faire des choses belles, compliquées, complètes, authentiques. Cela ne se vendra pas tout de suite mais ça restera; ce sera une valeur sûre. N'ayant plus de complexes ni de goût pour l'appât d'un gain incertain en nous pliant à la politique de la production d'un disque par jour!

Par ailleurs il y a beaucoup à dire sur les modes.

La musique occidentale, c'est-à-dire écrite, a deux modes: le mode majeur et son relatif mineur. Les instruments ont donc été conçus pour l'exécution de cette musique. Et chaque instrument a mis des dizaines et des dizaines d'années avant d'être complètement intégré. Une des aberrations actuellement chez nos artistes, consiste à faire de l'harmonie pour être modernes... Alors que notre musique traditionnelle n'emploie pas l'harmonie, c'es-à-dire l'usage de plusieurs sons à la fois. Cette pratique relève de l'école moderne.

L'accompagnement harmonique est exécuté par la guitare qui ne cesse de nous imposer sa dictature. Méconnaissance ou mépris, nos chanteurs composent une mélodie décidée généralement d'après deux ou trois accords de guitare! C'est-à-dire qu'après quelques accords qui sonnent "bien", ils construisent une mélodie. Alors qu'en principe, c'est l'élaboration de la mélodie qui engendre l'accompagnement. D'autant plus que, répétons-le, notre musique est principalement monodique: elle n'admet pas d'accompagnement harmonique. Et comme la plupart des chanteurs kabyles d'aujourd'hui possèdent un même degré de maîtrise de la guitare; cela aboutit aux mêmes mélodies; au même "bain sonore".

L'harmonie modale s'est imposée avec le jazz d'essence africaine (même si les instruments ne l'ont jamais été). Les Noirs américains ne s'étaient pas cantonnés dans les modes majeurs et mineurs. Ils ont au contraire démontré qu'ils pouvaient non seulement maîtriser les instruments étrangers, maintenir les rythmes de leurs ancêtres Africains mais offrir quelque chose de nouveau. Ceci pour dire au chanteur kabyle qu'il n'a pas à caché son ancestralité ni peur d'être lui-même; qu'il voudrait imiter l'Occidental ou le Noir américain qu'il ne le pourrait pas; il n'y a qu'eux qui peuvent l'être respectivement.

Nous aborderons dans un article prochain les modes à travers les mélodies traditionnelles anciennes de Kabylie. J'essaierai moi-même de proposer les modes courants et les tableaux d'accords possibles, dans l'espoir de mettre à la disposition des musiciens des renseignements qu'ils ne trouveraient pas simplifiés dans les livres.

A propos, le musicien kabyle sait-il lire la musique? Souvent non et nous pensons heureusement dans bien des cas. Car notre tradition orale nous impose encore d'être intuitifs, spontanés et vrais avec nous-mêmes. Le jour où nous ferons de la musique sur du papier, où nous écrirons les sons sans les sentir chantants dans notre tête, alors nous n'aurons plus besoin de parler de la "tradition et du passé". Parce qu'à ce moment-là nous les aurons compris, intégrés et une autre génération céerera son propre style écrit. En attendant ce jour, ceux qui pensent que le passé et la musique du passé sont un produit sclérosé et sclérosant sans pour autant chercher à les connaître, les réactualiser; ceux-là devraient revenir plus terd. Parce que la génération d'aujourd'hui existe; elle réclame et veut de la musique et des chants qui tiennent compte de son identité, de sa spécificité, de son mode de vie et d'organisation sociale, de ses problèmes et de ses conflits.

N'oublions pas que les Kabyles aiment la fête, et font la fête. Chez nous, il n'y a pas de musique, il y a la fête. Alors Messieurs les musiciens de studio

pensez à faire la fête même en fabricant des disques, et surtout avec le minimum d'instruments, ceux que vous pourriez éventuellement présenter sur scène. Cela revient cher de reconstituer sur scène la musique que vous obtenez en studio.

La fête est peut-être la solution aux rythmes et aux modes. Le Kabyle aime danser, ne l'en privez pas. La danse n'est pas un défoulement mais correspond à un besoin d'expression et le concert -autre modernité- donné souvent dans des salles qui ne s'y prêtent pas, nous frustre.

CONCLUSION

Dans cette présentation succinte bien des points ont été négligés, d'autres insuffisamment développés, ce qui prouverait la nécessité de réfléchir sur ce sujet. Aussi je m'adresse particulièrement aux jeunes groupes kabyles qui ne sont pas encore consacrés, qui ne sont pas encore des "requins", parce qu'ils peuvent se permettre d'essayer, d'expérimenter, de choisir s'il y a lieu.

Il est vrai que les groupes kabyles ne prennent pas tous les mêms instruments Il est également vrai que tous les chanteurs ne visent pas la consécration immédiate dans le milieu du "show biz". Il est aussi vrai que beaucoup d'entre eux donnent le meilleur d'eux-mêms et que rien dans ce qu'ils produisent n'est, tout au moins à leurs yeux, le résultat d'un hasard fatal.

Cependant seules la difficulté, la diversité et l'authenticité nous permettront de nous affirmer ce que nous sommes.

Et avant de rejeter la gamme très riche et diversifiée de nos instruments, il faut la connaître. Avant de rejeter nos rythmes, il faut les assimiler, les digérer. Avant de rejeter nos modes, il faut les employer et les répertorier, en faire une synthèse s'il y a lieu.

D'abord de la recherche et beaucoup de travail. Et tant pis pour ceux qui veulent passer directement à la théorisation de notre musique, à son écriture, à son analyse moderne. Car ne l'oublions pas, si le théoricien a besoin du praticien, le praticien, lui, ne pense jamais au théoricien: quand il joue, quand il crée, quand il s'exprime.

Nous passerons certainement à l'écriture, c'est-à-dire à la phase de fixation de notre patrimoine par écrit. Mais auparavant, sachons ce qui existe, ce qui a disparu au cours de ce demi siècle à cause d'une volonté d'aliénation délibérée d'un colonialisme imposant et d'une fuite en avant tout aussi volontaire de nos "vieux" musiciens, nos ancêtres spirituels qui ont noyé la pratique villageoise, campagnarde, en un mot populaire, dans le cadre d'une cité. Cité qu'ils découvraient avec l'instauration de la radio qui était un salut pour leur carrière mais aussi un océan dans lequel ils n'ont pas su toujours nager.

Il y a cependant des rescapés incontestables, authentiques, nous pensons à Cheikh El Hasnaoui, à Chérifa, à Lalla Zina Tawertirant, à Lalla Yamina, à Taos Amrouche, à Mohand Saïd Ubelaïd, à Cheikh Hamou, à Cheikh El Bachir, à Cheikh Boulaâba à Cheikh Buyezgaren... Toutes ces générations qui dans les années 30-50 peuvent encore nous donner des leçons par leurs oeuvres et leur incorruptibilité tant au point de vue du timbre de voix, des instruments que du rythme et de la poésie.

"VED AṬ WALIḌ LLHU ADAWIḌ QIM EW LAC" (Mets-toi debout, tu verras; avance et tu prendras; reste assis les bras croisés, tu n'auras rien). C'est la sagesse populaire... et elle est encore valable.

A. Mohamed

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

IMMIGRATION

DE NULLE PART

Nous avons reçu ce témoignage de Dalila O., née en France, ses parents parlaient berbère entre eux mais pas aux enfants. A l'âge de dix ans, elle retourne en Algérie où elle y demeura neuf ans. Depuis deux ans Dalila O. est de retour en France, n'ayant pu s'adapter ni à la langue, ni aux moeurs en Algérie; sans être pour autant à l'aise à Paris...

Quelques années après la mort de mon père, ma mère a décidé de rentrer en Algérie. Elle disait toujours : "Il est préférable pour nous de rentrer dans notre pays, nous seront entourés de notre famille et de nos amis". Je suis la huitième enfant de la famille. J'avais dix ans quand nous sommes arrivés à Alger.

Je me souviens, notre maison était grande et le soleil l'inondait. Il y avait des enfants qui jouaient dans la cour et, pour les regarder, je me mettais sur la pointe des pieds et m'accoudais à la fenêtre. Pieds-nus, ils jouaient et parfois s'arrêtaient pour me regarder comme si j'étais étrangère ou animal curieux. Je les trouvais bien sages et les préférais à mes amis de France.

Plus tard je décidais de les aborder sans mesurer la difficulté que j'allais rencontrer : je ne parlais pas "leur" langue. En les voyant jouer, en les écoutant parler, je me disais que jamais je n'apprendrais la langue, jamais je ne m'intégrerais à eux. Partie de cette idée, je refusais pendant longtemps à parler arabe.

A l'école, lorsque le maître m'interrogeait, je répondais en français avec un accent français et tout le monde me regardait, se demandant si j'étais "Arabe". Moi-même, je me posais la question. Je me croyais donc étrangère.

Avais-je honte des miens, de moi? Cette incapacité de communiquer dans ma langue me peinait beaucoup. Surtout aux veillées où je me faisais tout traduire en français... ce qui perdait de son sens et de son charme. J'étais l'Arabe qui parlait français. Cela dura des années mais je finis par apprendre l'arabe.

A présent, quand j'y pense, j'ai envie d'hurler ma révolte. Je m'en veux d'avoir ainsi perdu mon temps; de m'être enfermée et refusée à ce point. Le refus de parler ma langue, ce que je considérais être ma langue, me donnait l'impression d'être de nulle part.

A Alger, pour moi comme pour les autres jeunes femmes, il nous était impossible de sortir sans être harceler. A l'école, on nous imposait une tenue, on nous apprenait à observer le silence, à obéir et à craindre mille choses. On osait s'exprimer librement ni dire son opinion. Dans la rue, l'occupation principales des jeunes gens était d'observer les filles, de les provoquer avec des questions stupides et arrogantes. Je ne supportais ni ces regards, ni ces réflexions et j'enrageais contre cette jeunesse endormie. Comment ces jeunes pouvaient-ils rester des heures appuyés ou accroupis contre un mur sans rien faire?

J'aurais voulu leur crier ma colère; leur dire assez! Leur dire de cesser ces réflexions idiotes, de cesser de soutenir un mur (si au moins il pouvait s'écrouler sur eux!). Oui, j'aurais aimé qu'ils fassent autre chose, qu'ils s'intéressent aux autres. Enfin, j'aurais voulu que ce peuple bouge, change. Que l'Algérie change en quelques instants. Et cependant je restais bloquée, enfermée dans moi-même; libre ni de mon corps, ni de mon esprit. Je n'osais ni me comporter ni m'exprimer comme je le voulais. Pour moi la vie devenait intolérable. Aussi je suis revenue en France où là aussi je ne suis pas bien.

Dalila O. Paris

DIALOGUES A TROIS VOIX

Trois pères de famille, dont deux immigrés, proches de la cinquantaine, abordent, à leur façon, le problème de la deuxième génération. L'intérêt de ces propos est de nous donner un aperçu de ce que pense la première génération de la seconde. Ceci pourrait servir ultérieurement d'introduction aux problèmes de la jeune génération qui seront abordés une autre fois.

Ḥmed (immigré avec sa famille, père de cinq enfant dont l'aîné, 17 ans, a eu quelques démélés avec la police à l'occasion du jour de l'an).

– Qu'ils nous [font] travailler chez eux ou pas, je ne veux pas rester plus de cinq ans à cause de mes enfants. Dès que ma maison sera achevée, je compte rentrer.

Embark (père de six enfants, fonctionnaire algérien, venu passer ses vacances auprès de sa fille mariée en France).

– Il ne faut pas croire qu'une fois au pays tous vos problèmes seront résolus. Notamment pour vos enfants en âge scolaire et surtout pour les plus grands.

Ḥmed – Le problème essentiel pour nos enfants est de s'intégrer en Algérie, d'accepter les habitudes de vie de notre pays. C'est pour cela qu'il faut rentrer pendant qu'ils sont encore jeunes; ils auront plus de chance de s'adapter. Ma fille, la plus grande, me dit souvent : "S'il faut retourner en Algérie, nous devons y aller maintenant, après on sera trop habitué ici..."

Muḥend (immigré, père de quatre enfants dont un marié).

– Et tu crois que pour nous ce n'est pas difficile de s'adapter là-bas, après des années en France?

Ḥmed – Je sais, mais c'est moins dur pour nous. On connait les coutumes, les habitudes, la langue, les gens; on a des amis, des parents... Nos enfants n'ont pas tout cela. Ou plutôt si, ils l'ont ici. Leurs amis sont ici, leur langue est celle d'ici, leurs habitudes sont françaises. Que connaissent-ils des coutumes du pays?

Embark – Les coutumes du pays, pour ce qu'il en reste... Croyez-vous que vos enfants iront s'enterrer dans un petit village?

Ḥmed – Ah! pour ça qu'ils se débrouillent! Pourvu que ce soit dans leur pays.

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

Embarek - Mais avez-vous songé qu'ils refusentde vous suivre?

Hmed - Où? En Algérie...?

Embarek - Oui, en Algérie...

Muhend - C'est vrai, beaucoup sont mariés ici avec des Françaises; il y en a même qui ont changé de nationalité. Ils ont perdu l'honneur (nnif). Ils n'ont plus rien d'Algériens. Ils ne parlent même plus avec leurs parents; ils en ont honte. Moi, mes enfants ont honte d'être avec leur mère parce qu'elle a des tatouages au front, d'être entendus par leurs copains parler algérien avec leurs parents. Je connais une voisine quand elle met des disques de nos chanteurs ses enfants se moquent d'elle. Comment voulez-vous que ces gosses retournent au pays? Leur pays, c'est la France...

Hmed - Pourtant tes enfants parlent algérien et l'aîné est marié à une algérienne.

Muhend - Oui, mais ils n'ont pas le sens des coutumes. Ils ne comprennent pas nos traditions comme nous. Par exemple l'aîné, qui est marié, trouve inutile de payer sa part à la tajmat au pays. Alors qu'à la tajmat, les vieux l'ont mis à contribution comme tous les immigrés adultes qui sont en France. Pour eux c'est normal, et pour moi aussi. Mon fils, lui, ne comprend pas ça.

Hmed - Et comment veux-tu leur faire comprendre nos coutumes quand ils ne vivent pas dedans?

Embarek - C'est pour cela que les plus malins n'ont pas fait venir leur famille en France!

Hmed - On se sacrifie pour faire les pires travaux et, croyant bien faire, on fait venir les siens pour les avoir auprès de soi; pour qu'ils vivent mieux, pour que les enfants soient scolarisés et, en définitive, tout ça retourne contre nous à présent. On va retourner au pays, vieux, fatigués et peut-être en laissant nos enfants en France. Pour la France!

Embarek - Vous aurez au moins bien vécu ici... Et surtout vous aurez une bonne retraite, il ne faut pas l'oublier. Et la maison que tu as fait construire...

Hmed - Toi, tu vois ça avec les yeux de là bas! Les immigrés ont de la chance! Ils vivent bien, ils ne manquent de rien, ils ont de l'argent, des voitures, des appartements, etc...! Non seulement c'est faux mais vous ne voyez pas qu'on s'est sacrifié et on n'a pas fini de se sacrifier pour le plus grand profit de la France et de certains négriers de chez nous. Si au moins il y avait un certain respect. Si au moins notre pays nous défendait. Nous sommes traités comme les derniers des derniers par les uns et les autres. La retraite? Tu crois que c'est gratuit! On mange, on s'habille, on est logé mais va voir comment sont logés les Français; comme ils vivent. Ce sont des rois à côté de nous! C'est normal, ils sont chez eux. On ne les exporte pas eux.

Muhend - Il faut voir aussi ce que les immigrés emportent avec eux en partant d'ici : l'un est malade à vie, l'autre devenu alcoolique, certains mutilés, d'autres sont retounés morts avant d'avoir revu leur famille. Il ne faut pas voir que les "avantages".

Embarek - Vous croyez qu'en il n'y a pas d'accidents, de maladies, à cause du travail? C'est comme ici, sinon plus et là-bas il n'y a pas les soins comme ici. La retraite presque nulle et les pensions n'en parlons pas.

Hmed - Mais en Algérie, on serait chez nous. Les Français aussi ont des maladies, des accidents, mais ils sont chez eux. De quoi peuvent-ils se plaindre? Nous, immigrés, on est comme à la guerre, sur le front, toujours en avant. Et une fois au pays, c'est pas sûr qu'on y retourne..', c'est toujours diminué, avec quelque chose en moins. Et voilà que même nos enfants on est pas certains de les ramener chez nous.

Muhend - On est pas même sûr de vivre jusqu'à la retraite pour en profiter. L'autre jour, un homme de chez nous est mort d'une crise cardiaque, il avait 40 ans. Un autre a été tué par des racistes à Troyes. Un autre est mort brûlé dans un hôtel incendié par ces mêmes racistes, tandis que plusieurs autres se retrouvaient à l'hôpital plus ou moins gravement blessés. Chaque jour il y a un malheur qui frappe les immigrés. Un autre est décédé d'une attaque cardiaque parce que sa fille aînée lui en faisait voir de toutes les couleurs : elle est d'abord partie avec un Français, à Marseille, ensuite elle est revenue et elle sortait avec un Antillais. C'est peut-être pas à cause d'elle qu'il est mort mais comme il était fragile c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase; c'est en tout cas ce que pense sa femme.

Hmed - Et même nos enfants: mon fils aîné, chaque fois qu'il y a une fenêtre de cassée, une porte enfoncée dans la cave de l'immeuble, c'est lui qu'on vient accuser et chercher, il suffit qu'on l'ait vu de près ou de loin avec les responsables. Tout mineur qu'il est, il a déjà été deux fois en prison... Tout cela parce qu'il est fils d'Algérien.

Dans les conversations de ce type entre immigrés tous les problèmes sont abordés pêle-mêle. Il est même très difficile de s'y retrouver. Ils commencent par parler du pays dont ils regrettent les manques (matériaux de construction, produits de première nécessité, libertés démocratiques, etc.) aussi bien que de la jalousie, la haine ou le mépris dont ils sont l'objet tant en France qu'en Algérie. Ils font un détour par leur situation en France: précarité, difficultés en tous genres, provocations policières, agressions racistes, etc. Et ils finissent sur l'Algérie de leur enfance, d'autant embellie et aimée qu'elle n'existe plus, et qu'ils ont du mal à se reconnaitre dans celle d'aujourd'hui qui, selon les sujets, va trop vite ou pas assez.

Pas assez vite lorsqu'il s'agit de construction de logements, de routes, de santé, d'électrification, de liberté, etc. Et trop vite pour les changements de moeurs. En un mot, ils voudraient une Algérie du XXè s. avec des mentalités d'hier...

En même temps que la description de leurs situations, il y a souvent des jugements de valeur portés en fonction et par rapport à ces situations. Ce qui rend ces jugements subjectifs et provisoires. Ainsi, indépendamment des réalités algériennes, ou à cause d'elles, ou de l'ignorance de ces mêmes réalités, l'Algérie est, dans la même conversation, tantôt critiquée, condamnée; tantôt louée, magnifiée. C'est pour cette raison et bien d'autres qu'il faut tempérer ces jugements et y voir plutôt la manisfestation d'un grave désiquilibre et d'un profond désarroi.

Aussi, je suggère d'alimenter cette rubrique sur l'immigration et je propose que d'autres lecteurs s'y associent et contribuent à ce qu'elle soit profitable à tous.

Muh-Saïd Bilek

Bibliothèque de Darris Negadi www.asadlis-amazigh.com

Ce tract ou article (dont on ne connait pas l'origine, ni daté ni signé) nous a été remis par des Libyens de passage à Paris. D'après leurs dires la situation serait insupportable pour tout Libyen qui, de près ou de loin, ne partage pas les vues de Gaddafi. Et cette situation serait encore plus terrible pour les Imazighen (20-25% de la population) dont parler en tamazight au téléphone équivaut signer son arrestation!

Libye

La "gestapo" de Kadhafi

Les six morts en un mois à travers l'Europe ne sont qu'un avertissement. Tous les Libyens qui ne regagneront pas leur patrie avant le 10 juin ont été menacés d'être « liquidés physiquement ».

Contesté à l'intérieur, le maître de Tripoli mène une répression impitoyable. Ses adversaires sont poursuivis à travers le monde par des tueurs qui, leur crime commis, trouvent refuge dans leur ambassade. Le patron de ces commandos est Saïd Kadhaf Adam, le cousin du colonel président. Il s'est installé avec ses hommes dans l'ancienne base britannique de l'île de Malte, devenue une véritable colonie libyenne.

Fin février 1980, peu après le coup de Gafsa, les chefs des services spéciaux de plusieurs pays se concertent, dans une des principales capitales occidentales, avec des diplomates, des experts militaires, financiers et pétroliers. Au centre de ce débat à huis clos, un seul thème : les mesures préventives susceptibles de décourager de nouvelles « initiatives » du colonel Kadhafi. A cette réunion ultra-secrète assistent des émissaires du président Sadate.

Le délégué britannique se montre particulièrement inquiet :

— Nous avons désormais la preuve, grâce à un transfuge important, Peter McMullen, que la Libye fournit aux révolutionnaires de l'IRA de plus en plus d'argent et d'armement. Des bazookas soviétiques RPG-5 et RPG-7 arrivent en masse. Petit détail comique : les notices sont en russe, ce qui oblige les gens de l'IRA à apprendre cette langue...

D'autres participants font état du danger encouru par le nouveau gazoduc sous-marin en voie d'achèvement entre l'Algérie, la Tunisie, la Sicile et l'Italie. Une installation qui doit alimenter en gaz algérien une bonne partie de l'Europe.

— Dans des conversations privées, Kadhafi a déjà menacé de faire sauter le gazoduc.

A l'issue de leur échange d'informations, tous les délégués tombent d'accord :

— Le problème Kadhafi doit être réglé avant la fin de l'année !

Quelques jours plus tard, le 1er mars, dans un discours devant l'académie militaire de Tripoli, le leader libyen se déchaîne. A-t-il eu vent de cette décision, prise à l'étranger, de le « déstabiliser » ? Sa colère tombe sur tous les Libyens vivant dans les pays occidentaux, sur tous les opposants en exil qui pourraient prétendre, un jour, à sa succession. A tous, il fixe un ultimatum :

— Ou bien ils rentrent dans leur patrie, pour se soumettre à notre loi, ou bien ils acceptent, là où ils se trouvent, de collaborer étroitement avec nous. Ils ont jusqu'au 10 juin prochain pour se décider...

Passé ce délai, ceux qui n'auront pas obtempéré seront « liquidés physiquement ». Pour bien montrer qu'il ne plaisante pas, Kadhafi déclenche une première série de meurtres, pour roder ses équipes spéciales. L'organisation de ce massacre d'Etat à l'échelle mondiale, Kadhafi l'a confiée à son propre cousin, Saïd Kadhaf Adam, un homme de toute confiance, devenu ces derniers mois pratiquement le numéro 2 du régime.

Officiellement, Saïd dirige à Tripoli le Bureau des relations extérieures, une sorte de ministère chargé de toutes sortes de contacts à l'étranger.

— En réalité, expliquent William Bryce et son fils Trevor (deux Irlandais qui travaillèrent pour les Libyens avant d'être arrêtés par Scotland Yard), Saïd est le chef des services secrets de Kadhafi, son ministère sert de paravent pour recruter des commandos de tueurs et pour monter rapts, meurtres et sabotages.

Au début, à l'époque où Kadhafi et Arafat faisaient encore bon ménage, Saïd confia un certain nombre de « contrats » à des fedayin du Fatah. Il les payait cash, d'avance. Jusqu'au moment où il s'aperçut que ses tueurs à gages, au lieu de remplir leur mission, allaient s'amuser dans les boîtes de nuit de Rome et sur la Côte d'Azur.

Deux anciens membres de la CIA ont été engagés

Saïd décida, par la suite, de s'adresser à des Palestiniens plus décidés, ceux du FPLP de George Habbache. Mais devant l'ampleur des tâches, le nombre d'opposants à éliminer, la nécessité de disposer de véritables professionnels de l'assassinat, Saïd se mit à recruter des hommes de la mafia italienne.

Pour disposer, au sommet de l'organisation, d'Occidentaux rompus à tous les problèmes se présentant dans des pays tels que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, où les principaux coups allaient être portés, Saïd engagea deux anciens membres de la CIA, des agents secrets américains éliminés lors de la purge du Watergate.

Le principal souci de Saïd, c'était de disposer, dans chaque capitale, d'une antenne de renseignements qui pourrait servir en même temps de cache et de refuge. Jusqu'à présent, pour ce genre de besogne, des Etats pas trop regardants s'étaient toujours servis de leurs ambassades.

Saïd et Kadhafi eurent une meilleure idée. Pourquoi conserver aux représentations diplomatiques de la Libye à l'étranger leur statut vétuste d'ambassade ? Les diplomates, même soumis à Kadhafi, faisaient trop la fine bouche lorsqu'il s'agissait d'abriter des tueurs et des arsenaux. Ils invoquaient la déontologie, les règles internationales, et même l'honneur.

Afin de pouvoir transformer ces ambassades récalcitrantes en véritables « bureaux d'assassinat », Saïd imagina une sorte de révolution culturelle. Au nom du Petit Livre vert de Kadhafi, des étudiants bien manipulés et téléguidés allaient prendre d'assaut, les unes après les autres, les ambassades libyennes à l'étranger. Dans la plupart des cas, les diplomates sont chassés de leurs postes contraints de rentrer à Tripoli. Ceux qui résistent et décident de rester à l'étranger figureront sur les listes d'opposants à exécuter plus tard.

Rarement, on conserve des membres de l'ancien personnel. Tout est renouvelé. Les ambassades libyennes prennent désormais le nom de « bureaux populaires ».

— L'idée, comme le constatera plus tard un haut fonctionnaire du Département d'Etat, c'est de jouer sur les deux tableaux. Ou bien les Libyens se prétendront diplomates, ou ils se diront étudiants.

Certains de ces « bureaux populaires » hébergeront plus de cent personnes. Quand on explique aux Libyens qu'ils ont dépassé le « quota » réservé aux diplomates, ils rétorquent :

— Ce ne sont pas des diplomates, mais des étudiants. Nous pouvons en recevoir autant que nous voulons.

Mais lorqu'on souhaite contrôler ces « étudiants », ils se récrient :

— Immunité diplomatique ! Nous appartenons à l'ambassade !

A Londres, la Special Branch (le contre-espionnage britannique) recense 400 de ces étranges étudiants qui infiltrent la communauté libyenne et qui, dès le moindre danger, se replient sur l'ambassade. Jetant un coup d'œil sur les dossiers de ces diplomates-étudiants envoyés par Kadhafi à Washington, Carter les surnomme « des tueurs en puissance ».

En prenant en main les ambassades libyennes à l'étranger, Saïd a tissé l'une des plus étonnantes toiles d'araignée jamais tendues à travers le monde par un service

Bibliothèque de Darris Negadi www.asadlis-amazigh.com

spécial. Il dispose partout d'officines prêtes à fonctionner, où affluent les hommes et les armes envoyées par valises diplomatiques.

Prudent, Saïd évite de faire ces expéditions importantes au départ de Tripoli. Il sait que la Libye est surveillée ; trop d'Occidentaux, Britanniques, Américains, Italiens, y travaillent encore. Sa centrale secrète, il l'a installée à Malte, une île que Kadhafi est sur le point de mettre dans sa poche. L'actuel Premier ministre, Dom Mintoff, n'a rien à refuser à ses bailleurs de fonds libyens.

« Ce n'est plus de la politique, c'est du gangstérisme »

Dans les anciens abris défensifs et camps militaires britanniques de Malte, près d'un millier d'agents secrets libyens s'entraînent en attendant d'être désignés pour une mission. Ils disposent, sur l'île même, de lignes régulières les menant directement à Rome, Londres ou Bonn. Sur le plan liaisons rapides, Malte est plus intéressant que Tripoli. C'est de La Valette, sur Malte, que devait partir début avril le commando chargé d'intercepter et d'abattre, avec une fusée Sam, le Boeing de Sadate en route pour Washington. Le président égyptien est toujours en tête de la liste noire préparée par Kadhafi.

Alerté au dernier moment, Sadate évita d'aller faire le plein, comme prévu, aux Açores. Son avion changea de cap, alla se poser sur la base britannique de Mildenhall, dans le Suffolk. Au retour, les mêmes précautions furent prises. Rendu furieux par cet échec, Kadhafi donna l'ordre d'abattre l'homme qu'il estimait responsable d'avoir prévenu Sadate du coup qui se préparait : Mohamed Mustafa Ramadan, jusqu'en 1975 journaliste vedette en Libye, proche de Kadhafi, rompt avec son pays lorsque la brouille s'accentue entre Tripoli et Le Caire. Sa femme est Égyptienne. Il ne supporte pas d'apprendre les tentatives de meurtres montées par les Libyens contre le Raïs.

— Ce n'est plus de la politique, dit-il, c'est du gangstérisme.

A Londres, Ramadan travaille pour différents journaux arabes, parle à la BBC. Il demeure toujours mesuré dans ses propos à l'égard de Kadhafi, mais il ne cache pas son amitié pour Sadate.

Le 11 avril, il est tué devant la mosquée de Regent's Park, par deux hommes qui, poursuivis par Scotland Yard, se réfugient aussitôt au « bureau populaire » libyen de Londres. L'ambassade est assiégée par la police anglaise, le chargé d'affaires libyen, Musa Kusa, convoqué par les autorités britanniques, est sommé de s'expliquer.

Décidée à ne pas se laisser faire par Kadhafi, Margaret Thatcher dépêche à Tripoli Sir Anthony Acland, pour une rencontre secrète avec les dirigeants libyens. L'Angleterre, prévient Acland, exercera des représailles.

— Quelles représailles ? ironise Kadhafi. Ignorez-vous peut-être que vous me devez plus de 250 millions de dollars de dommages de guerre, pour les destructions causées dans mon pays pendant la Seconde Guerre mondiale ?

Sir Acland est frappé de stupeur. Il croit avoir mal entendu, se fait répéter les propos de Kadhafi. Puis il murmure :

— Ce sont les propos d'un fou !

Car en 1942, pendant la guerre, la Libye, qui a d'ailleurs peu souffert, appartenait à l'Italie. Et Kadhafi, poursuivant son idée fixe, annonce :

— Je demanderai également des dommages aux Etats-Unis, car c'est à bord d'appareils fabriqués en Amérique que les Anglais se sont battus en Libye.

Si les pays concernés : Angleterre, Etats-Unis, Allemagne de l'Ouest, ne s'exécutent pas, Kadhafi fera saisir tous leurs biens et ceux de leurs ressortissants en Libye. Tandis que se déroule ce dialogue ahurissant, la vague d'assassinats s'étend sur l'Europe. Saïd, le cousin de Kadhafi, orchestre chaque cas. Le travail est toujours confié à deux hommes : un familier de la victime, un frère, un cousin, un fils habitant en Libye, et contraint d'obéir sous peine d'avoir lui-même des ennuis — et le tueur désigné.

Ainsi, le 19 avril, Abdul Jalil Aref, un riche négociant libyen vivant à Rome depuis des années, est en train de prendre un verre au « Café de Paris », Via Veneto, lorsqu'il a la surprise de voir s'approcher son cousin, flanqué d'un inconnu.

— Tiens, lui dit-il, je te croyais à Tripoli, que viens-tu faire ici ?

— Abdul, je t'en supplie, rentre avec moi tout de suite, Kadhafi l'exige !

Abdul Jalil Aref est indigné :

— Va au diable, avec ton Kadhafi, et laisse-moi tranquille !

Sans broncher, le troisième homme dégaine et tue le commerçant en hurlant :

— J'ai exécuté un traître !

Moins d'un mois plus tard, le 16 mai, toujours à Rome Abdallah el Khazmi, un commerçant libyen qui venait de demander sa nationalité italienne, est abattu par un autre commando venu de Malte. A Bonn, c'est le même spectacle. Les commandos de Saïd font six morts à travers l'Europe. Et dans chaque « bureau populaire » à l'étranger, un attaché de presse annonce que les « liquidations » ne font que commencer. Des listes de « renégats » sont diffusées dans toutes les capitales.

— Attention, prévient Mohamed Mustafa, l'un des principaux adjoints de Kadhafi lors d'une visite officielle à Rome, à partir du 10 juin, nous frapperons pour de bon. Ceci n'est qu'un avant-goût...

Les autorités occidentales, à Londres, Bonn, Rome, font parvenir les cercueils des victimes, selon la tradition, à leurs familles en Libye. Mais à Tripoli, Kadhafi a déjà donné des ordres :

— Ces restes sont indignes de reposer dans la terre de nos ancêtres !

Il fait réexpédier les corps en Europe, par le premier avion. Et les gouvernements occidentaux se chargent de leur donner une sépulture décente.

Il coupe les vivres des étudiants pour les faire rentrer

Devant le tollé suscité dans le monde entier par les entreprises de sa « gestapo », Kadhafi réplique avec un cynisme noir :

— Je ne veux pas la mort de ces Libyens, je leur demande de rentrer pour pouvoir les protéger. C'est à l'étranger qu'ils courent des risques pour leur sécurité...

Au moment où il se sent le plus menacé, où l'armée grogne, où des troubles (suivis de pendaisons) se déroulent à Tobrouk et à Benghazi, Khadafi poursuit avec plus d'obstination encore ses rêves mystiques de fusion avec son peuple.

— Tout ce qui est étranger doit être extirpé, dit-il.

Il a fait niveler au bulldozer tous les cimetières militaires et civils italiens. De même, tout les Libyens qui ne le reconnaissent pas formellement comme leur maître doivent être rejetés, exterminés. Ses « escadrons de la mort » accomplissent une œuvre sanctifiée. Ils sont la main de Dieu. Les milliers d'étudiants libyens ne doivent plus se laisser circonvenir, à l'étranger, par une science impie. Il est temps qu'ils rentrent tous.

— C'est pourquoi, décide Kadhafi, nous allons leur couper les vivres.

A Londres, Paris, Rome, la plupart des étudiants libyens ne touchent plus de bourse, ne reçoivent plus le courrier de leurs parents, qui est saisi au passage. Ou bien ils se font les auxiliaires des « commandos », entrent dans les services spéciaux de Saïd Kadhaf Adam, ou bien ils regagnent Tripoli pour y être incorporés dans l'armée qui est en train de construire dans le désert, tout le long de la frontière égyptienne, un mur pharaonesque.

Lundi dernier, une décision judiciaire, à Rome, achève de plonger Kadhafi dans une humeur noire. Lui le « glaive de l'Islam », rêvant de convertir tous les incroyants, veut faire construire la plus grande mosquée du monde dans la cité éternelle précisément, comme un défi.

L'emplacement choisi, sur le mont Antenne, domine Saint-Pierre de Rome. Le Vatican s'est longuement et vainement battu contre ce projet. Mais Kadhafi et son associé dans l'opération, le roi Khaled d'Arabie, alignaient un nombre confortable de milliards en pétrodollars. La municipalité de Rome, plutôt à gauche, avait donné son accord. Vainement, le pape avait suggéré ironiquement :

— Laissons leur construire cette mosquée le jour où nous pourrons édifier des églises de la même dimension à La Mecque et à Tripoli.

Or, le tribunal administratif de Rome rejette le contrat intervenu, en estimant que le paysage risquerait d'être défiguré par une telle perspective. Avec ses « bureaux populaires », ses commandos de tueurs, un Kadhafi soudain impuissant devant une poignée de petits juges romains s'est écrié avec colère :

— Que ces magistrats reviennent immédiatement sur leur décision, sinon je me vengerai !

—

"Le Monde" 28/4/1980

28/4/80

A Londres

ASSASSINAT D'UN JURISTE LIBYEN

Londres (A.F.P., Reuter). — Un juriste libyen installé à Londres, M. Mahmoud Abou Salem Nafa, âgé de quarante ans, a été tué vendredi 25 avril dans son cabinet, installé dans le quartier résidentiel de Kensington.

Les deux auteurs du meurtre ont été arrêtés, mais Scotland Yard n'a pas fourni leur identité, précisant seulement qu'il s'agissait de ressortissants de pays arabes.

Il s'agit du second assassinat d'un ressortissant libyen dans la capitale britannique en l'espace de quinze jours : le 11 avril, le journaliste Mohamed Mustapha Ramadan avait été tué à la sortie de la mosquée de Regent's Park par deux étudiants libyens.

Libye

« LES ARABES CHRÉTIENS DOIVENT SE CONVERTIR A L'ISLAM »

affirme le colonel Kadhafi

Beyrouth *(A.F.P.)*. — Le colonel Kadhafi estime que les arabes chrétiens doivent se convertir à l'islam, « *car il est aberrant d'être arabe et chrétien en même temps* ».

Le dirigeant libyen, interrogé par le quotidien libanais *As Safir* sur le sort de la dizaine de millions de chrétiens du monde arabe, déclare que « *si les arabes chrétiens sont authentiquement arabes, ils doivent embrasser la foi musulmane* ». Pour le moment, « *les arabes chrétiens ont un esprit israélite, car ils ont suivi le prophète envoyé aux juifs* [le Christ] *et qui a même été rejeté par ces derniers (...). Pourquoi les chrétiens se punissent-ils en suivant les enseignements du Christ, qui à l'origine a été envoyé aux israélites pour les punir ?* »

Cette situation « *anormale* », enchaîne le colonel, est à l'origine du conflit libanais, « *problème de dédoublement de personnalité dû au fait d'être à la fois arabe et chrétien* ». « *Les chrétiens vivant dans le monde arabe*, ajoute-t-il, *ont des liens plus étroits avec le Vatican qu'ils n'en ont avec la Mecque. Ils ont un esprit européen dans un corps arabe.* »

[Le colonel Kadhafi semble ne pas savoir qu'environ les deux tiers des chrétiens du monde arabe sont orthodoxes et ne reconnaissent donc pas l'autorité du Saint-Siège. Il oublie aussi que Jésus (Aïssa en arabe) est présenté par le Coran comme un prophète envoyé par Dieu à tous les hommes, au même titre que Moïse ou Mahomet. Il feint d'ignorer enfin que la renaissance (nahda) de la culture arabe au dix-neuvième siècle et du nationalisme arabe au vingtième siècle ont commencé dans les milieux intellectuels chrétiens du Levant. — J.-P. P.-H.]

"Le Monde" 17-18/8/1980

"Le Monde" 20/8/1980

Libye

TRIPOLI DÉMENT LES RUMEURS DE SOULÈVEMENT MILITAIRE A TOBROUK

L'agence de presse officielle libyenne Jana a démenti, lundi 18 août, les rumeurs circulant dans les milieux diplomatiques arabes, selon lesquelles une unité de l'armée libyenne se serait soulevée au début du mois à Tobrouk, où les combats auraient fait quatre cents morts et blessés, entraînant la proclamation de l'état d'urgence dans le pays.

Le démenti affirme que « *la vie suit son cours normal à Tobrouk dans une belle ambiance estivale* », et que « *l'état d'urgence ne peut être proclamé en Libye que par le Congrès général du peuple* (la plus haute instance du régime), *qui ne s'est pas réuni depuis l'année dernière* ». La mise au point, rédigée sur le mode humoristique, ajoute : « *Quant aux prétendus combats qui auraient fait quatre cents victimes, on peut se demander s'il ne s'agit pas de quatre cents poissons pris sur les plages par les estivants.* »

L'agence estime que ces rumeurs, déjà évoquées par un magazine ouest-allemand, ont sans doute été inspirées par le « *régime anti-libyen* » du président Sadate. En fait, la nouvelle a été rendue publique à Casablanca par certains diplomates arabes, pour qui l'absence d'une délégation libyenne aux travaux du comité Al Qods (Jérusalem) traduisait la gravité de la situation à Tobrouk, où la rébellion, commencée le 6 août dernier, se poursuivait toujours.

Les informations au sujet de la mutinerie de Tobrouk ont été largement reprises ce mardi matin par la presse égyptienne, qui affirme toutefois que la rébellion a été « *écrasée* » par les troupes de l'armée de terre commandées par le colonel Abou Bark Younès, avec l'appui de l'aviation. Les journaux égyptiens démentent les informations selon lesquelles certains des mutins auraient trouvé asile en Egypte.

[Selon la B.B.C., qui cite les milieux diplomatiques de la capitale libyenne, il y a bien eu des incidents à Tobrouk, provoqués par des dissensions d'ordre tribal. En avril, plusieurs informations avaient déjà fait état d'un soulèvement armé à Tobrouk, dû à une pénurie de denrées alimentaires.]

Bibliothèque de Darris Negadi

www.asadlis-amazigh.com

L'arsenal libyen

Population : 2.700.000.

Armée exclusivement formée de volontaires : 30.000 hommes.

P.B.N. : 14 milliards de dollars.

Dépenses annuelles militaires : 350 millions de dollars.

Armements terrestres 2.000 chars (dont 1000 T. 54/55, 200 T. 62 et 100 Saladin) ; 1.000 V.T.T. (véhicules de transports de troupes) ; 300 canons ; 300 mortiers ; 200 canons bitubes de 23 mm et 120 canons de 57 mm antiaériens.

Marine : 1 frégate (lance-missiles), 5 corvettes, 12 patrouilleurs ; 1 navire atelier, 1 navire de débarquement, 3 vedettes rapides lance-missiles (SS 12), 10 vedettes rapides équipées de 80 missiles Otomat.

Air force : 5.000 hommes (y compris 800 pilotes et techniciens étrangers) ; 4 escadrons intercepteurs : 30 Mirage III E. ; 4 Escadrons intercepteurs : 50 Mig 23 Flogger E. ; 4 escadrons intercepteurs : 32 Mirage F 1. : 4 escadrons : 50 Mirage V ; 3 escadrons : 30 Galeb de surveillance maritime ; 2 escadrons appui tactique : 24 Mig 27 ; 1 escadron de reconnaissance : 10 Mirages III ER ; 1 escadron transport : 8 C. 130 Hercules, 2 Falcon, 1 jet Star ; 10 Mirage III B, 2 Mystère 20, 12 Fouga-Magister, 3 T. 33. 7 escadrons d'hélicoptères (Alouette III, Super Frelon, Chinook C 47, MI 8 (équivalent soviétique du Super-Frelon) et 6 HIND MI. 24 (hélicoptères d'assaut russes).

3 régiments de missiles : 60 Crotale.

60 SAM 6 et SA 7.

En cours d'exécution un contrat pour 80/81 avec l'U.R.S.S. ; 400 avions de combat ; 10.000 blindés ; 90 vedettes lance-missiles ; 5.000 conseillers russes et 300 tchèques superviseront ces matériels.

"L'Aurore" 8/4/1980

La tension entre Le Caire et Tripoli

L'EGYPTE MENACE DE « PUNIR » LE COLONEL KADHAFI

"Le Monde" 21/8/1980

Le Caire *(A.F.P.)*. — La situation militaire à la frontière égypto-libyenne semble de nouveau préoccuper les dirigeants du Caire et M. Sadate a fait allusion, lundi 18 août, à l'éventualité d'une nouvelle guerre entre les deux pays.

Le chef de l'Etat a lancé, au cours d'une réunion avec les représentants de la presse à Alexandrie, une mise en garde au colonel Kadhafi et menace de le « *punir* » s'il se lançait dans une « *aventure* » contre l'Egypte.

M. Sadate s'est surtout montré préoccupé par l'afflux d'armements soviétiques en Libye. Selon les experts égyptiens, Tripoli disposerait de deux mille sept cents chars et de quatre cents avions de combat, dont des Mig-25. Selon une personnalité proche du chef de l'Etat, des rampes de missiles à longue portée, représentant un « *danger mortel* » pour l'Egypte, seraient alignées le long de la frontière.

Les propos alarmistes de M. Sadate retiennent l'attention dans la mesure où, jusqu'à présent, il tentait, en public, de réduire la tension entre les deux pays. Lorsque la situation à la frontière, en juin dernier, l'avait amené à y rétablir l'état d'urgence, M. Sadate s'était borné à déclarer qu'il s'agissait d'une « *mesure préventive* » et n'en avait plus parlé ensuite.

Les quotidiens cairotes font état de contacts secrets entre l'Egypte et des mouvements d'opposition à l'intérieur de la Libye. Ils reproduisent un « *appel* » lancé par des tribus libyennes au président Sadate, le pressant d'appuyer le Mouvement national des Libyens libres, hostile au colonel Kadhafi. Il s'agit, selon les journaux, d'un message écrit transmis au chef de l'Etat égyptien par des membres de ce mouvement qui « *se déplacent secrètement à travers les frontières de la Libye.* »

A propos de l'"arsenal" libyen nous renvoyons les lecteurs à n°3
Quant à la suite du "dossier" Libye, s'il y a suite, c'est aux Libyens de la donner. A eux aussi d'assumer leur part...

BON DE COMMANDE ✶

Nom et Prénoms:.....................................Tél:...............

Adresse:..

Je désire recevoir: ___ ex. ⴰⵙⴰⵢⵓⵏ N°1 (prix unit. 10f.) .... ______

___ " " N°2 (épuisé)

___ " " N°3 (")

___ " " N°4 (prix unit. 10f.) .... ______

___ " " N°5 (prix unit. 7f.) .... ______

___ " " N°6 (prix unit. 5f.) .... ______

___ " " N°7 (sp. 20f.) .... ______

___ " " N°8 (sp. 20f.) .... ______

(1) Total:........

Ci-joint la somme de........f. Tous modes de paiement acceptés, libellés au nom de : Union du Peuple Amazigh- 6, rue Neuve des Boulets 75011 Paris

(1) Ajouter 5f. pour l'expédition. Les envois sont ordinaires. Pour l'étranger, les coupons-réponses internationaux sont acceptés.

BULLETIN D'ABONNEMENT ✶

Nom et Prénoms:.....................................Tél:...............

Adresse:..

Abonnement normal: ◯ France - 50f.; ◯ Etranger - 65f.

Abonnement de soutien: Pour tous pays - 100f. et plus (sans limite)

Tous modes de paiement acceptés et libellés au nom de:
Union du Peuple Amazigh - 6, rue Neuve des Boulets 75011 Paris
Pour toute correspondance joindre un timbre-poste.
Date et signature :...........................

SERVICE

Aux membres de l'association et aux abonné(e)s nous pouvons procurer tous livres sur l'Afrique du Nord à des prix forts intéressants. Faites vos commandes avec le maximun de précisions (auteur, titre, éditeur, etc...)

✶ A reproduire

Bibliothèque de Darris Negadi
www.asadlis-amazigh.com

+÷ΛΣ:+ I .ΨOΣΞΞ .Γ.ЖΣΨ

UNION du PEUPLE AMAZIΓ



6, rue Neuve des Boulets 75011 Paris

tél: 371 26 08 (Mº r. des Boulets)

Bibliothèque de Darris Negadi www.asadlis-amazigh.com